

# Indice mondial du crime organisé 2021



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME





# Indice mondial du crime organisé 2021



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

# Sommaire

<b>Avant-propos : à propos de l'Indice mondial du crime organisé</b> .....	4
<b>1 . Présentation : la mesure de l'économie illicite mondiale</b> .....	6
L'économie illicite mondiale en 2020 : une année de bouleversements.....	7
Principales conclusions.....	12
<b>2 . À propos de l'Indice</b> .....	20
Composition de l'Indice.....	22
<b>3 . Méthodologie</b> .....	26
Modèle.....	27
Processus de notation.....	28
Limites.....	31
<b>4 . Vue d'ensemble et analyse à l'échelle mondiale</b> .....	32
Contexte national, régional et continental.....	33
Criminalité.....	36
Résilience.....	44
<b>5 . Vue d'ensemble et résultats par continent</b> .....	50
Données régionales.....	51
Asie.....	58
Afrique.....	64
Amériques.....	72
Europe.....	80
Océanie.....	88
<b>6 . Classifications des vulnérabilités : interprétation du lien entre criminalité et résilience</b> .....	94
Faible criminalité – Forte résilience.....	98
Faible criminalité – Faible résilience.....	100
Forte criminalité – Forte résilience.....	102
Forte criminalité – Faible résilience.....	104

<b>7 . Criminalité, marchés, acteurs et résilience : comprendre les relations</b> .....	<b>108</b>
La relation complexe entre criminalité et résilience .....	<b>109</b>
Convergence de la criminalité .....	<b>112</b>
Qui fait quoi ? .....	<b>114</b>
Nécessité d'une réponse plurielle .....	<b>115</b>
<b>8 . Sensibilité au crime organisé et moteurs de la résilience</b> .....	<b>116</b>
Vulnérabilités économiques, géographiques et politiques .....	<b>117</b>
Démocratie, développement, fragilité, corruption .....	<b>123</b>
<b>9 . Implications</b> .....	<b>128</b>
<b>10 . Site Internet de l'Indice mondial du crime organisé</b> .....	<b>132</b>
<b>Annexe 1 : Interprétation des résultats : quelques considérations</b> .....	<b>138</b>
Disponibilité des données .....	<b>139</b>
Diversité des composantes de l'Indice .....	<b>139</b>
Limites .....	<b>140</b>
<b>Annexe 2 : Définitions</b> .....	<b>142</b>
Définition de la criminalité organisée .....	<b>143</b>
Définitions des marchés criminels .....	<b>144</b>
Définitions des acteurs de la criminalité .....	<b>146</b>
Définitions des indicateurs de résilience .....	<b>146</b>
<b>Annexe 3 : Tableaux de classement</b> .....	<b>150</b>
<b>Notes</b> .....	<b>180</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>184</b>

# Avant-propos

## À propos de l'Indice mondial du crime organisé

L'Indice mondial du crime organisé est le tout premier outil de ce type conçu pour évaluer les niveaux de crime organisé et de résilience face aux activités criminelles organisées. Les classements qu'il contient incluent tous les États membres de l'ONU, soit 193 pays.

Les résultats s'appuient sur un ensemble de données exhaustif alimenté par des experts du monde entier, et dressent un tableau inquiétant de la portée, de l'ampleur et de l'impact du crime organisé. Le fait que près de 80 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays où le taux de criminalité est élevé donne à réfléchir. Il est tout aussi alarmant de constater que l'exploitation associée à la traite des personnes est devenue l'économie criminelle la plus répandue à l'échelle mondiale, un fait qui révèle l'impact déshumanisant du crime organisé. Parallèlement, l'Indice montre que l'implication des États dans la criminalité est un phénomène profondément ancré dans le monde entier : les représentants des États et les réseaux clientélistes exerçant une influence sur les autorités de ces États sont désormais les principaux intermédiaires du crime organisé, et non les chefs de cartels ou les parrains de la mafia comme on pourrait le penser. Et ce ne sont là que quelques exemples marquants des conclusions de cet Indice.

Ce rapport a permis d'établir l'Indice mondial du crime organisé, et expose les résultats et les implications des données 2020, une année qui a vu apparaître une nouvelle pandémie dévastatrice. Si le crime organisé n'est évidemment pas un phénomène nouveau, il constitue aujourd'hui un problème plus urgent que jamais. Poussés par des forces géopolitiques, économiques et technologiques, les réseaux criminels et leur impact se sont propagés à travers le monde au cours des deux dernières décennies. L'analyse contenue dans ce rapport démontre de façon incontestable que le crime organisé constitue la menace la plus pernicieuse pesant aujourd'hui sur la sécurité humaine, le développement et la justice à l'échelle mondiale.

En tant qu'outil d'analyse unique basé sur des données, l'Indice fournit l'évaluation la plus complète à ce jour de l'ampleur des marchés criminels, de l'évolution des acteurs de la criminalité et de l'efficacité dont font preuve les pays dans l'élaboration des mécanismes de défense et des réponses nécessaires pour garantir leur résilience opérationnelle face au crime organisé. Les indicateurs de l'Indice reposent sur trois éléments : le périmètre, l'échelle et l'impact de marchés criminels spécifiques ; la structure et l'influence des acteurs de la criminalité ; et enfin, l'ampleur et l'efficacité des mesures de résilience des pays (les anticorps qui protègent contre la menace que représente le crime organisé). Ces trois domaines permettent d'établir pour chaque pays un score de criminalité et un score de résilience compris entre 1 et 10.

La richesse des données permet cependant aux utilisateurs d'aller au-delà de la simple comparaison des classements, et d'examiner de plus près les indicateurs qui expliquent la criminalité et la résilience d'un pays. Ces données révèlent des modèles et des tendances en matière de criminalité et de résilience qui incitent à approfondir les études et les analyses. L'Indice permet donc de procéder à une évaluation nuancée de la criminalité des pays en la juxtaposant à leurs capacités de résilience institutionnelles et non étatiques.

Il s'agit de la première édition de l'Indice mondial. Celui-ci sera mis à jour tous les deux ans, et fournira une mesure et une étude longitudinales de la criminalité et de la résilience au fil du temps. Il vise donc à proposer une évaluation mondiale de référence, vouée à devenir au fil du temps une ressource cohérente et complète qui contextualise et interprète l'évolution des tendances en matière de crime organisé. Les conclusions du rapport soulignent un certain nombre d'implications qui permettront de faciliter l'élaboration des politiques et la mise en place de réponses efficaces et systématiques au crime organisé aux niveaux national, régional et international. En résumé :

- **L'ampleur du problème doit être évaluée avant de pouvoir y répondre efficacement.**
- **Le crime organisé est un phénomène véritablement transnational.**
- **La fin de l'impunité des acteurs intégrés à l'État renforcera la résilience mondiale face à la criminalité.**
- **Continuer à renforcer la démocratie, notamment dans les États fragiles, constitue une réponse viable et utile.**
- **Œuvrer pour la paix est indispensable pour limiter les possibilités de développement de la criminalité.**



**Marc Shaw**

Directeur, Global Initiative  
Against Transnational Organized Crime.

## SECTION 1

# Présentation

La mesure de l'économie  
illicite mondiale



## L'économie illicite mondiale en 2020 : une année de bouleversements

L'année 2020 a eu de nombreuses répercussions sur le crime organisé. La COVID-19 a plongé le monde dans le désarroi. Confinés dans nos maisons et derrière nos écrans, nous avons suivi le virus se propageant d'un continent à l'autre et le nombre de cas ne cessait de croître, près de 2 millions de décès ayant été recensés rien qu'en 2020. Mais, alors que l'économie licite mondiale s'arrêtait en raison des mesures de confinement et de restriction de circulation, les criminels cherchaient des moyens de contourner les obstacles et de tirer profit de cette situation. Rapidement, de nouvelles mannes sont apparues, à l'instar du commerce illicite d'équipements de protection individuelle, de la contrefaçon de médicaments et de la vente de faux vaccins, ou encore des activités de corruption liées aux marchés publics.<sup>1</sup> L'activité cybercriminelle a explosé, menaçant les millions de personnes contraintes de télétravailler, de faire leurs achats et de se divertir en ligne. Les trafiquants de drogue ont trouvé de nouveaux moyens de transporter leurs marchandises de contrebande, les dissimulant dans les expéditions de matériel essentiel à la lutte contre la pandémie qui transitaient par des installations portuaires manquant de personnel. Parallèlement, la disparition des moyens de subsistance causée par les mesures de lutte contre la propagation du virus a accru le risque, pour les populations parmi les plus vulnérables au monde, d'être victimes de traite des personnes et d'autres formes d'exploitation. Un peu plus tard, le cours du pétrole s'est effondré, en grande partie à cause de la baisse de la demande. Les pétroliers sont devenus la cible d'actes de piraterie.<sup>2</sup>

Mais bien que la pandémie ait fait la une de tous les journaux, ce n'est pas le seul événement à avoir eu un impact sur l'économie illicite en 2020. Ce fut une année charnière à bien d'autres égards. Au début de l'année, les autorités ont découvert une fraude aux subventions à grande échelle : des clans de la mafia sicilienne ont détourné des millions d'euros de subventions agricoles de l'Union européenne, mettant en lumière la volonté notable de l'un des groupes criminels les plus connus au monde de se tourner vers des activités lucratives moins risquées, mais plus gratifiantes.<sup>3</sup>

En Asie, des fonctionnaires américains ont négocié un accord avec les talibans pour mettre fin à la guerre en Afghanistan, un accord qui a été largement critiqué. À l'heure où ce rapport était finalisé, les conséquences de cet accord étaient devenues claires, les talibans profitant du retrait des troupes américaines pour reprendre le contrôle du pays. On sait que les talibans tirent leurs revenus du commerce d'héroïne (en taxant les producteurs d'opium), mais le plus grand risque est sans doute lié à la hausse de l'insécurité que causera leur retour au pouvoir, et qui pourrait permettre aux groupes de trafiquants de consolider leurs opérations dans le premier pays producteur de pavot à opium au monde.

À partir de mai 2020, le mouvement Black Lives Matter a commencé à s'étendre dans le monde entier, déclenchant un débat autour des questions de pouvoir, de race et d'inégalité et de la relation entre les forces de l'ordre et les communautés marginalisées. Ces vastes questions sociétales permettent également d'examiner sous un prisme criminologique les solutions à apporter face à la criminalité organisée transnationale, en particulier lorsque le lien entre la police et les citoyens est rompu, rendant les communautés vulnérables face aux groupes criminels,<sup>4</sup> et dans les pays touchés par la violence des gangs.<sup>5</sup>

Plusieurs événements se sont produits dans des États fragiles et des zones de conflit connus pour être de véritables plaques tournantes de l'économie illicite mondiale. Ainsi, en août, le président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta a été renversé lors d'un putsch, mais les réseaux de patronage et les conditions structurelles qui permettent à une multitude d'activités de commerces illicites de prospérer dans le pays ont perduré, voire ont été renforcés. En 2020, la crise politique au Venezuela a également renforcé les groupes criminels dans la région, notamment ceux prétendument liés au Président, et a étendu le rôle du pays en tant que principal entrepôt pour les flux illicites d'armes et de personnes. L'instabilité du Venezuela risque également d'avoir un effet déstabilisateur sur d'autres États fragiles de la région. Ce rapport met en lumière les relations croisées entre les pays et régions fragiles, leurs niveaux de criminalité organisée et leur résilience. Comme nous le verrons plus loin, mettre fin à un conflit est une étape importante pour prévenir ou atténuer les effets du crime organisé, mais hormis l'accord de paix entre le gouvernement soudanais de transition et les groupes rebelles conclu en octobre après la destitution du président Omar Al-Bashir, les exemples de résolution de conflits n'ont pas été nombreux en 2020.

Les problèmes de criminalité environnementale ont également éclaté au grand jour en 2020. Plus particulièrement, le trafic illicite d'espèces sauvages est devenu une préoccupation majeure en raison de l'hypothèse selon laquelle un animal sauvage ayant fait l'objet d'un trafic, peut-être un pangolin, aurait été le vecteur permettant la transmission du coronavirus à l'homme. En parallèle, des centaines d'hectares de forêt amazonienne ont été décimés par des bûcherons illégaux. Ce rapport indique qu'un certain nombre de pays et de régions sont des plaques tournantes de la criminalité environnementale transnationale comme le trafic d'espèces sauvages, l'exploitation forestière illégale et la contrebande de ressources naturelles.

En 2020, l'implication d'acteurs étatiques dans des activités de corruption et illégales a aussi été manifeste, mettant en évidence les différentes dynamiques de corruption systémique inscrites dans les structures étatiques et les hautes fonctions du pouvoir dans le monde entier alimentant les flux illicites mondiaux et fragilisant la résilience. À bien des égards, l'explosion du port de Beyrouth en août est devenue l'emblème d'un enracinement profond de la corruption au sein d'un appareil d'État libanais en

pleine désintégration. Les conclusions de ce rapport soulignent avec force le rôle de catalyseurs du crime organisé que jouent les acteurs étatiques qui facilitent les commerces illicites ou y contribuent.

Au Brésil, les attaques contre les hommes et femmes politiques se sont multipliées durant les élections municipales de novembre 2020. Certains meurtres liés à la rivalité politique et au crime organisé ont été attribués à des milices – les syndicats du crime organisé les plus importants à Rio de Janeiro – et à des groupes de trafiquants de drogue.<sup>6</sup>

En proie à la violence et au crime organisé, le Mexique a été déclaré pays le plus dangereux au monde pour les journalistes, avec une augmentation des meurtres en 2020.<sup>7</sup> Les journalistes courent plus de risques d'être tués au Mexique que dans les zones de guerre.<sup>8</sup>

Mais l'année 2020 a heureusement aussi été marquée par quelques bonnes nouvelles. En juillet, les forces de l'ordre en Europe ont démantelé EncroChat, un réseau téléphonique crypté très utilisé par des acteurs de la criminalité, permettant quelque 800 arrestations initiales et des saisies d'importantes sommes d'argent et de grandes quantités de drogues et d'armes. Quelques mois plus tard, des documents – appelés fichiers du FinCEN – révélant les sommes astronomiques d'argent blanchi dans le système financier mondial ont été divulgués, braquant les projecteurs sur l'utilisation du système bancaire international par des oligarques et des criminels du monde entier. Et en décembre 2020, la Commission des stupéfiants des Nations Unies a voté le retrait du cannabis du tableau IV de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.<sup>9</sup> Bien qu'il soit peu probable que cette décision ait un impact concret sur les marchés illicites, elle représente un changement d'attitude à l'égard de cette substance, ouvrant la voie à de nouveaux débats et réformes.

Cependant, les gains réalisés par les auteurs d'activités criminelles étaient indubitablement beaucoup plus importants. À bien des égards, l'économie illicite mondiale a simplement poursuivi la trajectoire ascendante qu'elle suit depuis 20 ans, faisant planer une menace toujours plus importante sur la sécurité, le développement et la justice, c'est-à-dire les piliers de la démocratie. Les incidents comme ceux décrits ci-dessus ne sont donc pas seulement des événements politico-économiques isolés, mais s'inscrivent plutôt comme des éléments d'un modèle montrant l'impact dévastateur continu que le crime organisé laisse dans son sillage.<sup>10</sup>

Fondamentalement, bien que la pandémie ait changé notre vision des choses et affecté certains aspects des chaînes logistiques du crime organisé, rien n'a vraiment changé en 2020. Certes, la COVID-19 était un événement nouveau, mais sans doute pas si différent des autres évolutions et bouleversements majeurs que l'humanité a connus. Et, comme pour les événements précédents, le crime organisé s'est adapté. Des crises telles que cette pandémie se sont déjà produites dans le passé, et d'autres bouleversements majeurs interviendront. La COVID-19 nous a peut-être surtout permis de considérer les règles fondamentales du crime organisé sous un jour nouveau, dans un contexte radicalement différent, et de trouver les meilleurs modes de réponse possibles. Si la pandémie a mis en lumière les inégalités, les vulnérabilités et les risques systémiques dans le monde, elle a également mis en exergue la nécessité d'une collaboration mondiale. On peut dire la même chose pour le crime organisé, un phénomène véritablement mondial qui exige une réponse mondiale collaborative.

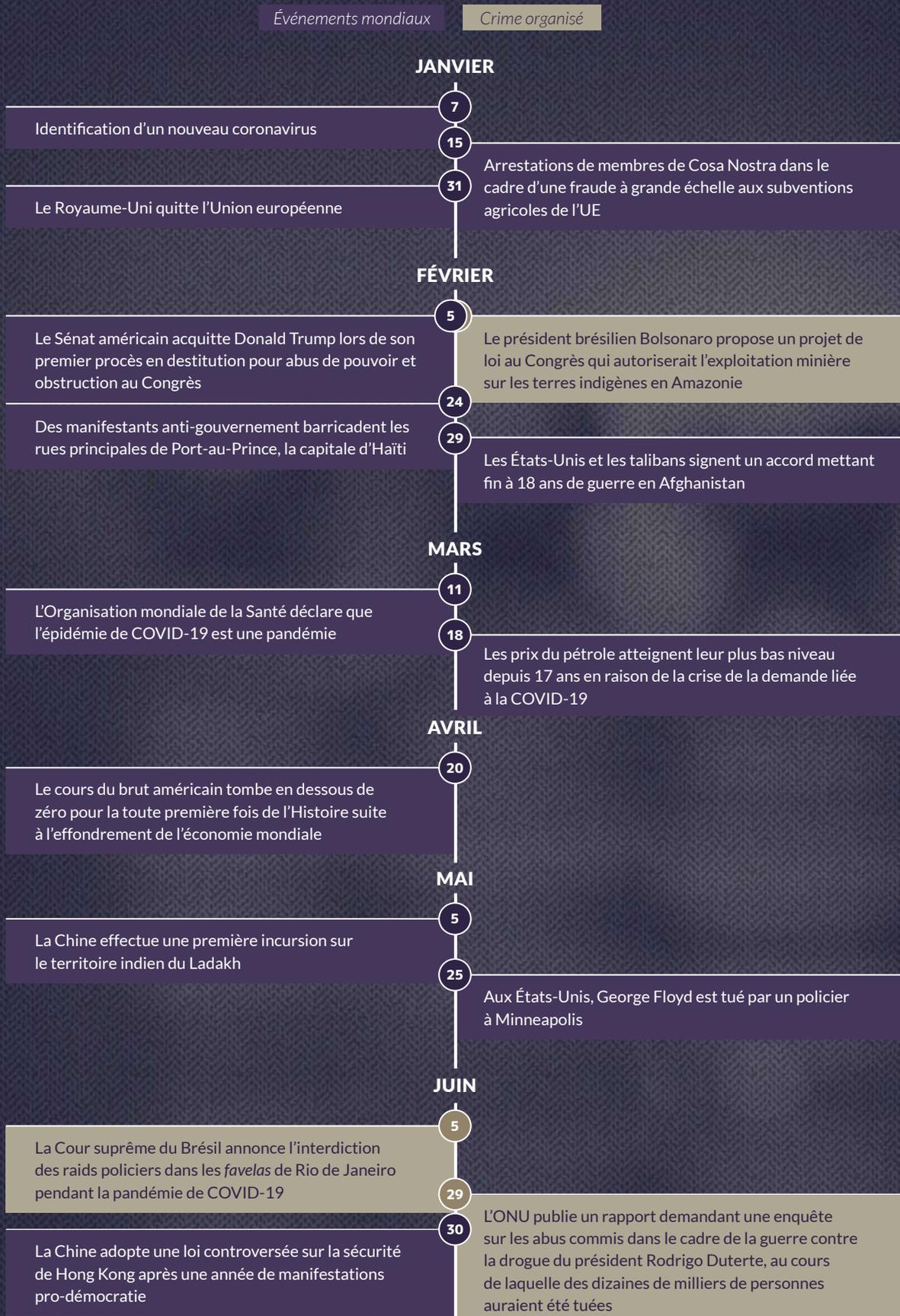
Le crime organisé est le dénominateur commun de bon nombre des défis sociétaux décrits dans ce rapport : les inégalités, les conflits, l'instabilité politique, le changement climatique, la technologie et les marchés financiers non réglementés, la corruption et les migrations forcées. Mais en raison de sa nature intrinsèquement clandestine, on sait souvent peu de choses sur la façon dont il fonctionne dans chaque pays, sans parler de son impact transnational. Par conséquent, comprendre le fonctionnement et l'évolution de la criminalité constitue une première étape essentielle dans l'élaboration de toute réponse globale significative. Il est donc essentiel de pouvoir la mesurer, et c'est là que réside la valeur fondamentale de cet Indice en tant qu'outil d'analyse.

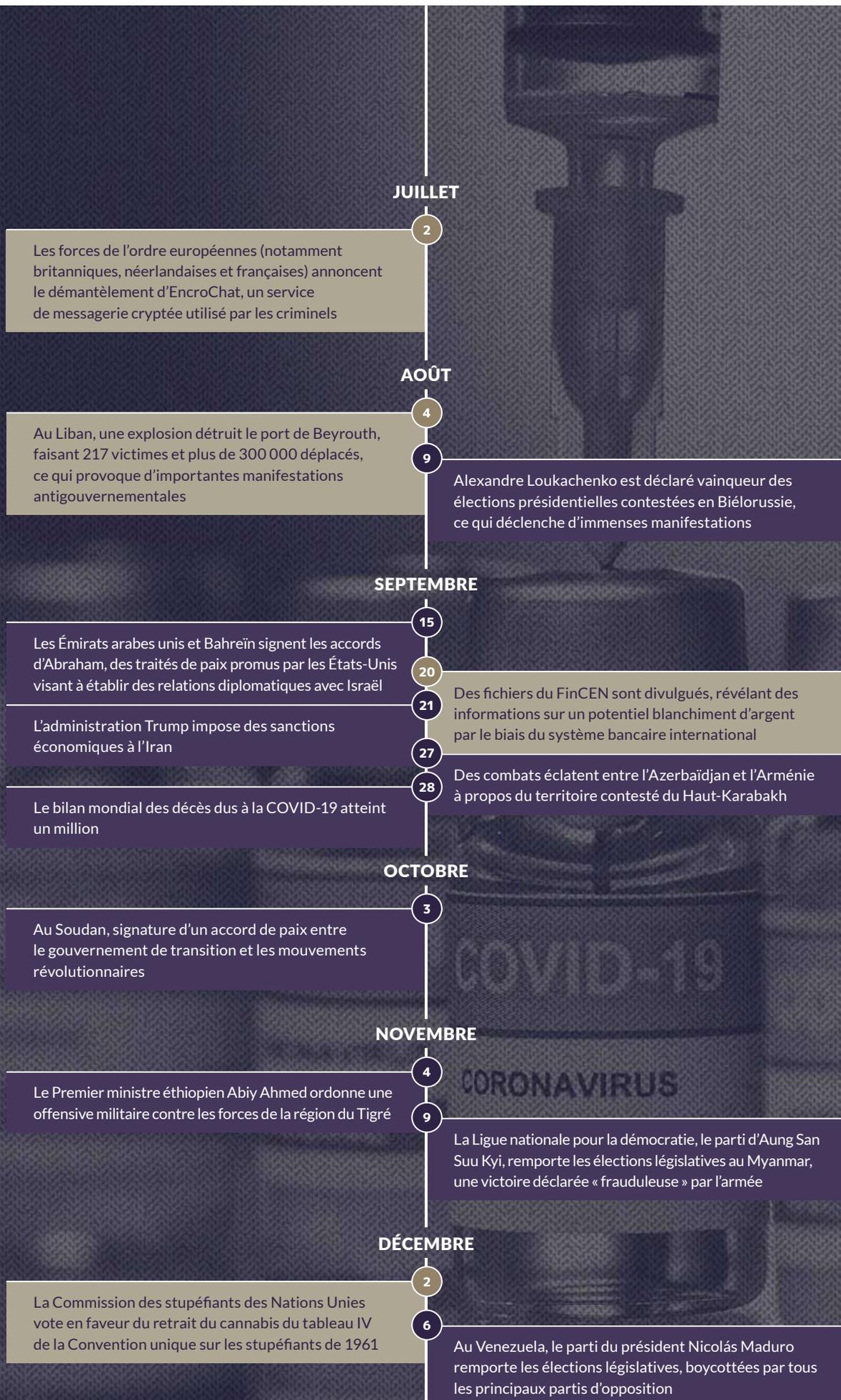
De même, les mesures de lutte contre le crime organisé sont souvent inadaptées ou trop lentes pour suivre l'évolution rapide de son organisation, et bien souvent, elles ne s'accompagnent pas des mécanismes appropriés pour évaluer leur efficacité. Ce tout premier Indice mondial du crime organisé est la première étape vers la résolution de ce problème, car il fournit une base factuelle permettant aux gouvernements et aux professionnels d'évaluer et de mesurer les marchés illicites et le crime organisé et de réfléchir à la manière de le combattre à l'échelle mondiale. Il a pour but d'appréhender, dans toute la mesure du possible, les tendances de la criminalité et les réponses observées dans un monde en profonde mutation. Ainsi, les prochaines éditions de l'Indice pourront éclairer l'analyse de la criminalité mondiale et de son impact pour les années à venir.



FIGURE 1.1

## Grands événements mondiaux ayant influencé le crime organisé en 2020





## Principales conclusions

L'Indice mondial du crime organisé permet aux utilisateurs d'analyser, de comparer et de contraster un ensemble d'indicateurs par pays, par région et par continent. La compilation de ces indicateurs a permis de dégager plusieurs conclusions clés qui mettent en lumière le nombre de personnes touchées par la criminalité, l'ampleur et la portée des marchés criminels et les niveaux de résilience des pays confrontés aux menaces criminelles.

# 1re conclusion

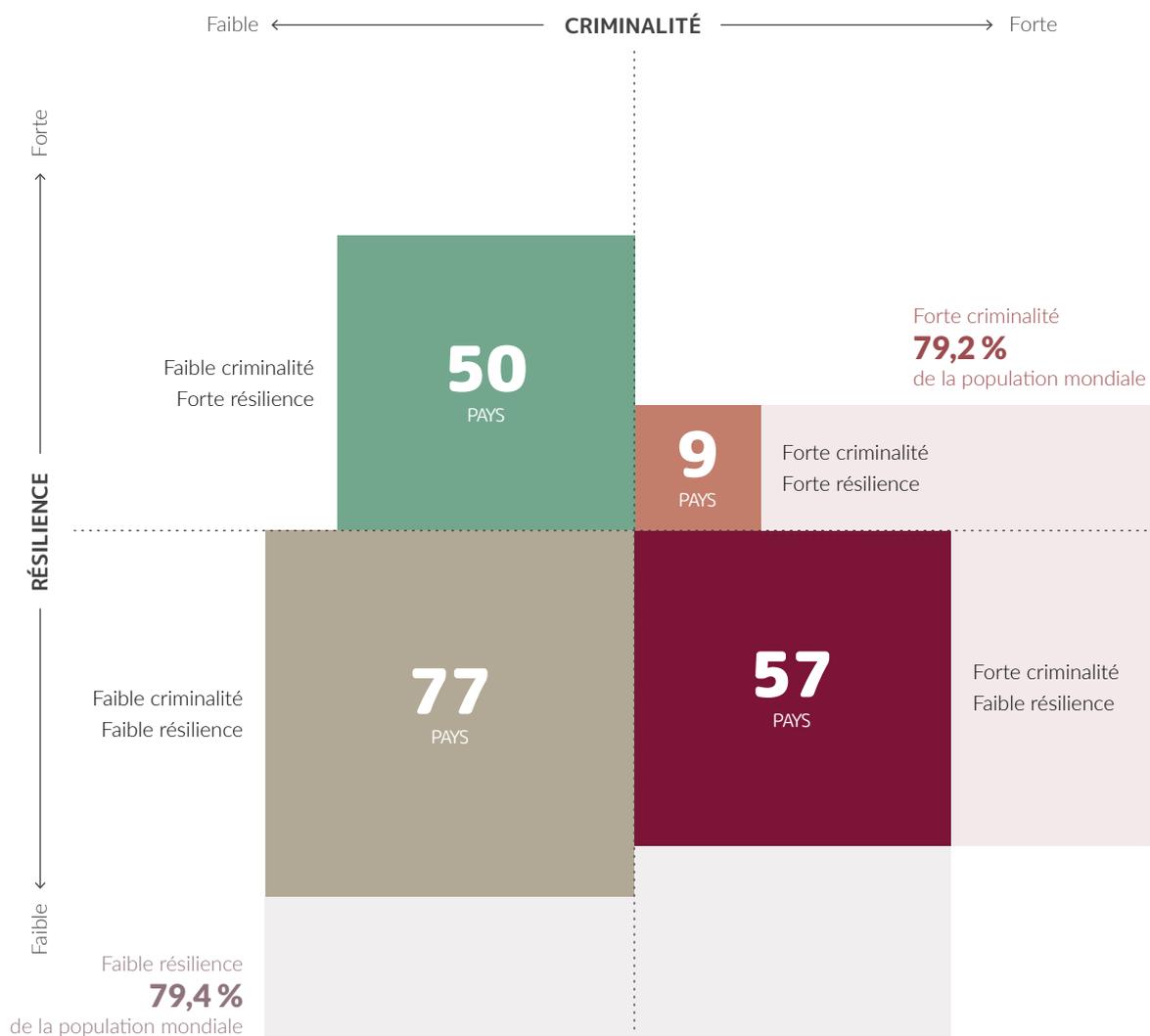
**Plus des trois quarts de la population mondiale vivent dans des pays où le taux de criminalité est élevé, ou dans des pays où le niveau de résilience face au crime organisé est faible.**

Il est bien connu que la criminalité a des conséquences dévastatrices pour ceux qui en sont victimes, mais dans de nombreux endroits, on continue de penser qu'elle se limite à quelques centres urbains délabrés de certaines zones sensibles. Mais l'Indice montre que cette idée n'est en rien fondée. La criminalité n'est pas le problème d'une minorité : en étudiant tous les pays du monde, nous avons constaté que la grande majorité de la population mondiale (79,2 %) vit dans des pays où le taux de criminalité est élevé ou bien où la résilience est faible (79,4 %). Bien que les pays qui connaissent des problèmes de criminalité particulièrement graves ne soient pas nécessairement les mêmes que ceux affichant un faible niveau de résilience, cette part importante de la population montre que le crime organisé est généralisé et qu'il est urgent de

mettre en œuvre des mesures pour le combattre. Si le crime organisé cible très souvent les communautés les plus vulnérables, son impact finit par accroître la vulnérabilité des sociétés dans leur ensemble. L'ampleur et la portée de l'activité criminelle dans nos sociétés peuvent avoir des conséquences profondes

et durables sur la société dans son ensemble, rendant le monde moins sûr et freinant le développement, tout en menaçant la pérennité de notre environnement naturel. (Pour obtenir davantage d'informations, voir la section « Vulnérabilités économiques, géographiques et politiques ».)

**FIGURE 1.2**  
**Classifications des vulnérabilités**



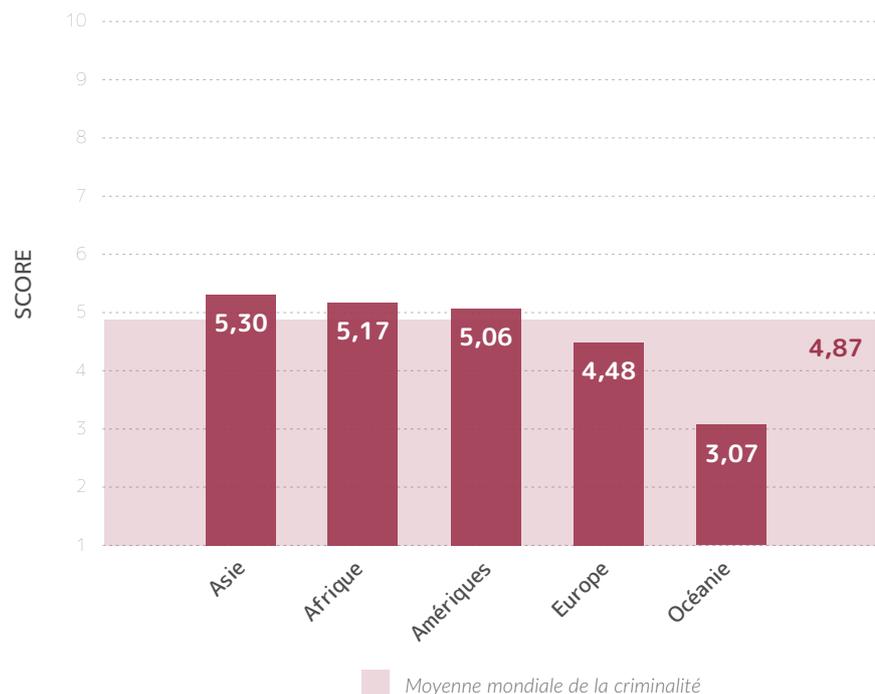
# 2e conclusion

De tous les continents,  
c'est l'Asie qui enregistre  
les niveaux de criminalité  
les plus élevés.

L'Asie enregistre les niveaux de criminalité les plus élevés (avec un score de 5,30 sur l'échelle de criminalité), suivie de près par l'Afrique (5,17) et les Amériques (5,06). Cela n'est pas si surprenant : continent le plus peuplé, l'Asie est riche en ressources naturelles et abrite certaines des plus grandes puissances économiques mondiales. L'Asie de l'Ouest (qui comprend le Moyen-Orient pour les besoins de cet Indice) en particulier est connue pour être une région fragile dans laquelle plusieurs pays ont subi au cours de la dernière décennie ou subissent encore un conflit ou son impact immédiat. Ceci montre à quel point, pris ensemble, les conflits, les ressources naturelles et les faibles traditions démocratiques constituent des catalyseurs pour le crime organisé. Avec un score de 5,78, c'est la seule région d'Asie qui se classe parmi les cinq premières régions en matière de criminalité à l'échelle mondiale, ce qui souligne l'importance d'aller au-delà de l'analyse macroéconomique. (Voir « Vue d'ensemble et résultats par continent ».)

**FIGURE 1.3**

## La criminalité par continent



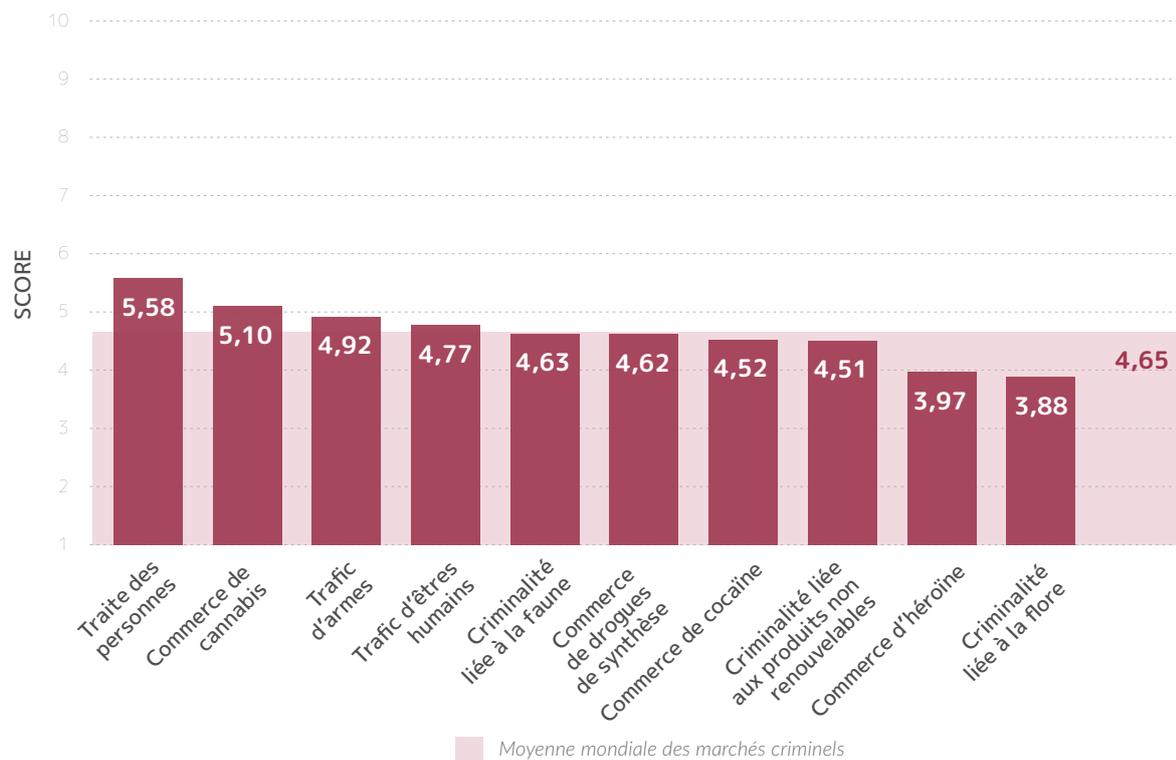
# 3e conclusion

## La traite des personnes est le marché criminel le plus répandu au monde.

Sur les 10 marchés criminels étudiés dans l'Indice, la traite des personnes est le plus répandu à l'échelle mondiale, devant le commerce de cannabis, le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains et le trafic d'espèces sauvages. Le marché de la traite des personnes a été alimenté par des déplacements massifs de population, qui coïncident souvent avec le trafic d'êtres humains, et sont le fruit notamment de conflits, de conditions socio-économiques désastreuses, et surtout de la

criminalité, notamment en Amérique centrale. Si la pandémie a pu causer initialement quelques difficultés aux trafiquants, elle leur a également permis d'augmenter leurs prix pour compenser les interdictions de voyager et les restrictions de circulation, tandis que dans les cas où les déplacements étaient impossibles, la COVID-19 a permis aux trafiquants d'exploiter leurs victimes, qui n'avaient aucune échappatoire. La traite des personnes concerne également les populations non déplacées en raison de pratiques telles que le travail forcé, la mendicité forcée et le trafic d'organes, entre autres. (Voir « Contexte national, régional et continental ».)

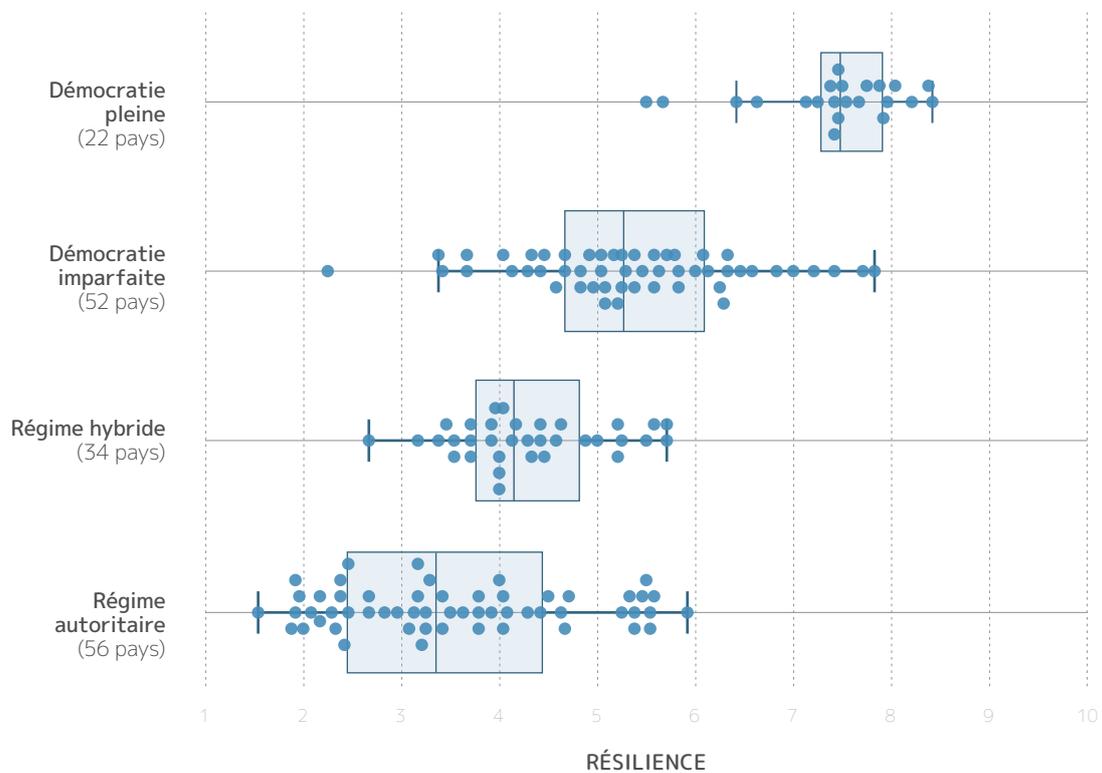
**FIGURE 1.4**  
Marchés criminels, moyennes mondiales



# 4e conclusion

## Les démocraties présentent des niveaux de résilience face à la criminalité plus élevés que les États autoritaires.

**FIGURE 1.5**  
Résilience par type de régime



Source : *Indice de démocratie, Economist Intelligence Unit*

Les résultats de l'indice montrent que les pays classés dans la catégorie des démocraties totales présentent en moyenne des niveaux de résilience plus élevés que les régimes autoritaires. La bonne gouvernance, que l'on trouve au sein des États participatifs, responsables, efficaces et respectant le principe de l'État de droit, constitue la base sur laquelle construire et renforcer les cadres institutionnels et non étatiques

permettant d'améliorer la société et de lutter contre le crime organisé. Les résultats le confirment : quatre des cinq pays les plus résilients (à savoir la Finlande, la Nouvelle-Zélande, le Danemark et l'Islande) figurent également dans les 10 premiers pays de l'indice de démocratie 2020 établi par l' Economist Intelligence Unit. (Voir « Démocratie, développement, fragilité, corruption ».)

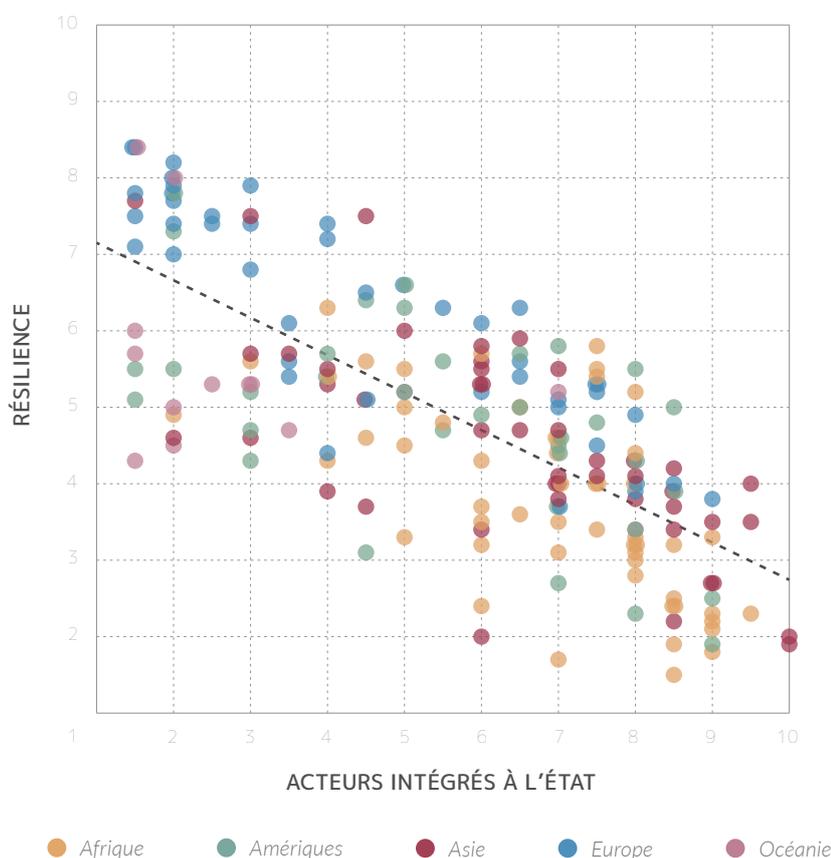
# 5e conclusion

**Les acteurs étatiques** constituent les principaux **facilitateurs des économies illicites** et **obstacles à la résilience face au crime organisé.**

Les acteurs intégrés à l'État sont les premiers acteurs de la criminalité dans le monde. Le degré d'imprégnation de la criminalité au sein des institutions de l'État varie de la simple corruption à la mainmise totale sur l'État, mais dans tous les cas, cette implication a des conséquences sur la capacité des pays à lutter contre le crime organisé.

L'une des corrélations les plus fortes qui ressort de l'indice est celle qui existe entre la présence d'acteurs de la criminalité intégrés à l'État et une faible résilience, ce qui suggère que ces acteurs peuvent freiner la capacité de l'État à empêcher les trafics illicites et sa résilience. (Voir « Criminalité, marchés, acteurs et résilience : Comprendre les relations ».)

**FIGURE 1.6**  
**Résilience et acteurs intégrés à l'État**

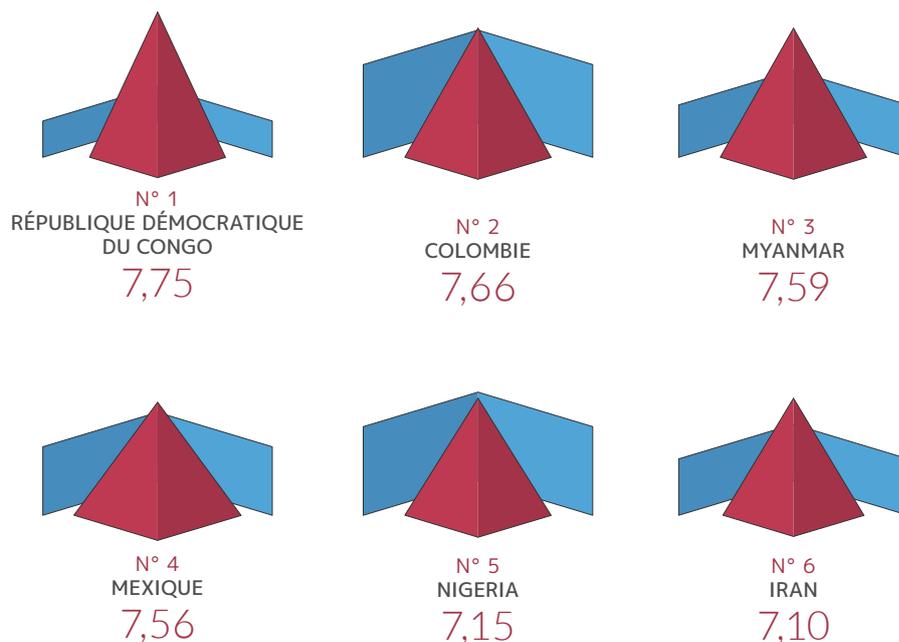


# 6e conclusion

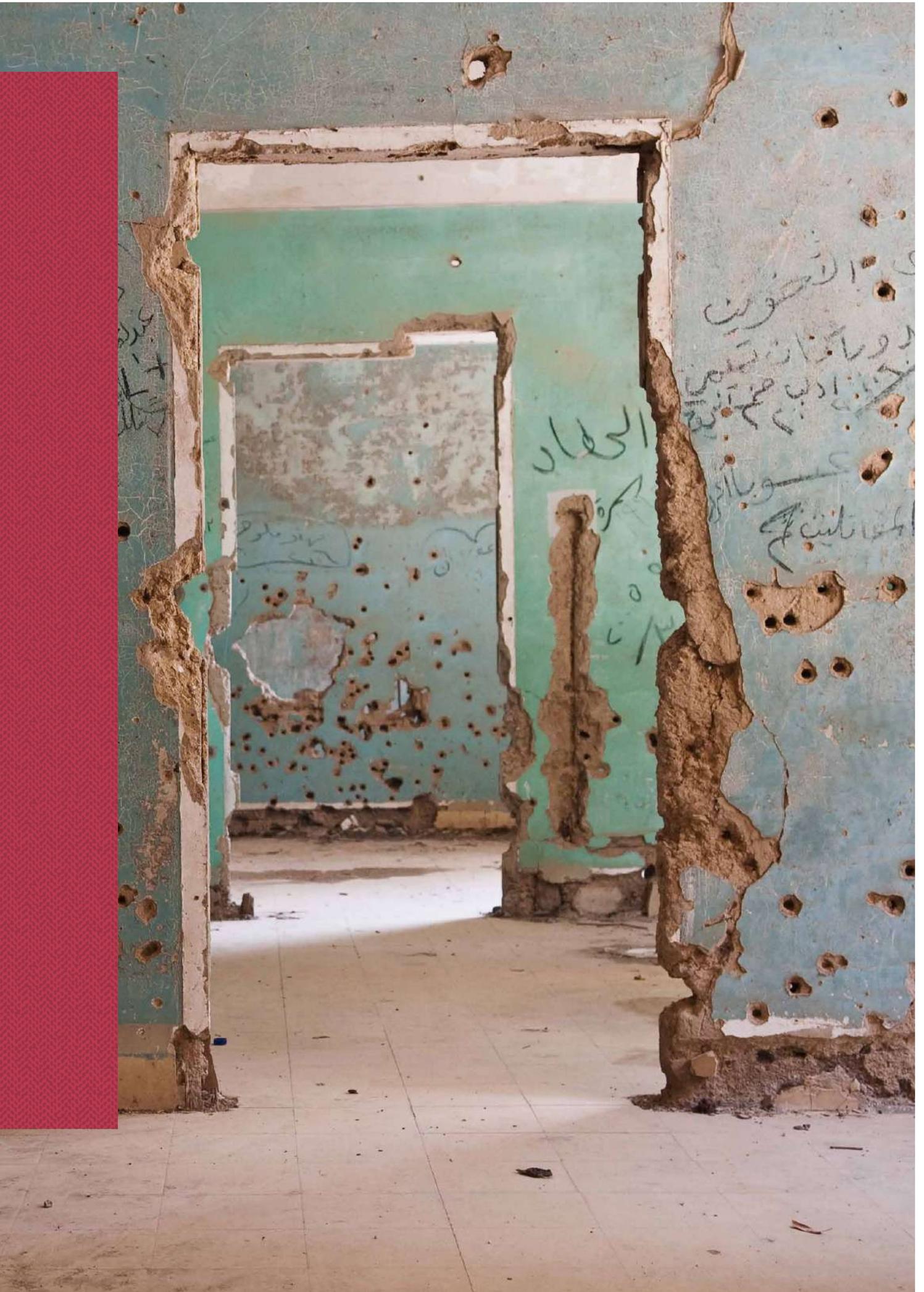
De nombreux **pays en conflit** et **États fragiles** sont très vulnérables face **au crime organisé.**

**FIGURE 1.7**

**Pays enregistrant les scores de criminalité les plus élevés**

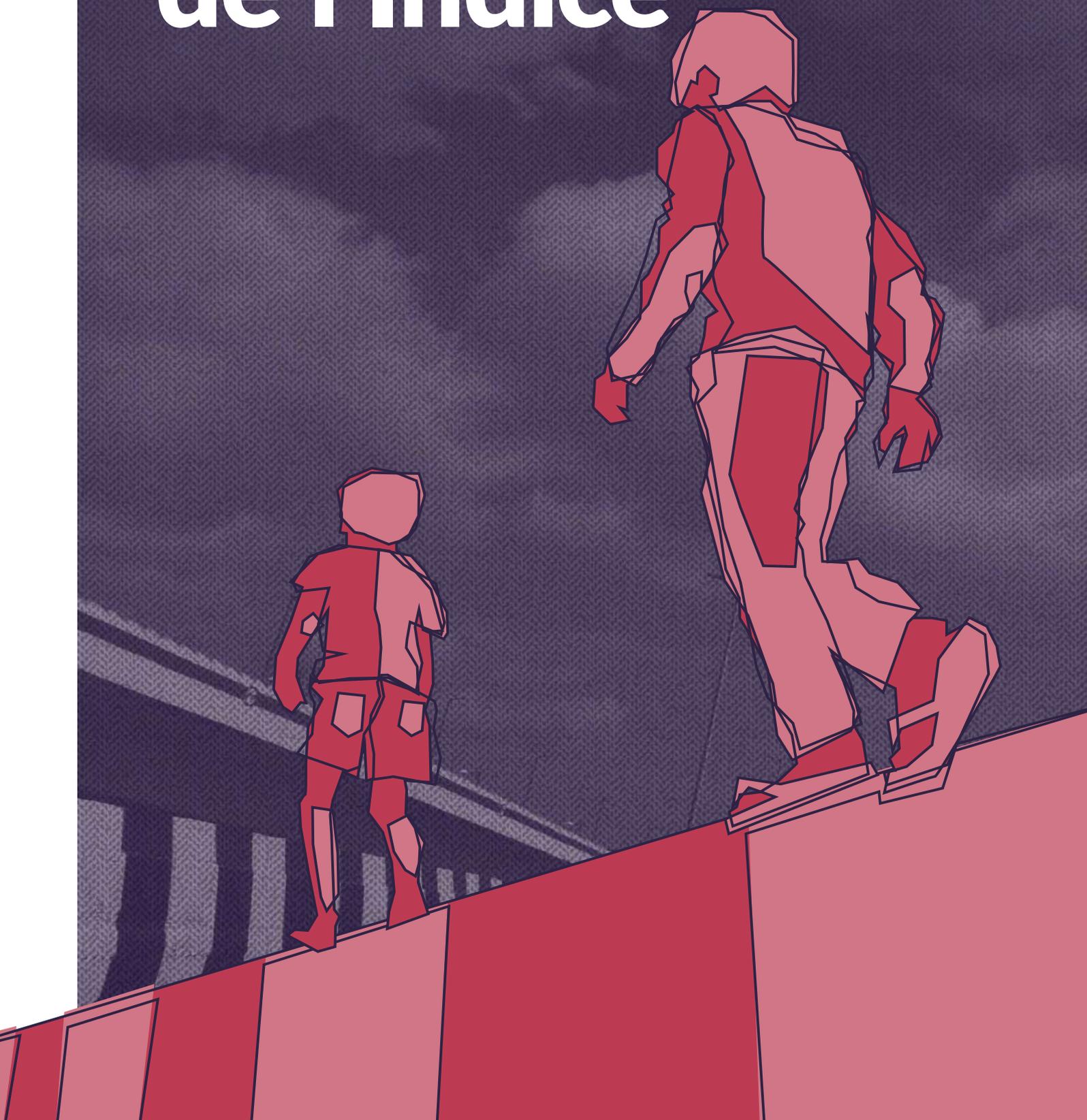


Comme le montrent les résultats de l'Indice, les pays enregistrant la criminalité la plus élevée sont ceux en proie à un conflit ou à une fragilité. La République démocratique du Congo a été identifiée comme le pays le plus touché par le crime organisé, juste devant la Colombie, le Myanmar, le Mexique et le Nigeria. Les autres pays affichant un score élevé sont l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie, où les conflits ont décimé l'économie officielle et entraîné des déplacements massifs de population ainsi qu'un afflux d'armes. Dans les situations de conflit, l'attention et les capacités des États peuvent être détournées vers les efforts de guerre, ce qui affaiblit les institutions sociales, économiques et de sécurité, et diminue la résilience face au crime organisé. (Voir « Vue d'ensemble et résultats par continent : Afrique ».)



## SECTION 2

# À propos de l'Indice



# About

Basé sur l'Indice de la criminalité organisée en Afrique 2019 du projet ENACT,<sup>41</sup> l'outil comprend deux indicateurs composites, évaluant 193 États membres de l'ONU à la fois en fonction de leur niveau de criminalité selon un score de 1 à 10 (du niveau le plus bas au niveau le plus élevé de criminalité organisée) et de leur résilience face au crime organisé selon un score de 1 à 10 (du niveau le plus bas au niveau le plus élevé de résilience). Actualisé en permanence, l'Indice est conçu pour fournir des données chiffrées permettant aux décideurs politiques, professionnels et autres parties prenantes d'être bien informés en termes d'élaboration de stratégies de lutte contre le crime organisé dans leurs pays ou leurs régions.

## LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'INDICE SONT LES SUIVANTS :

- Fournir des directives constructives aux décideurs politiques et aux institutions régionales, afin qu'ils puissent hiérarchiser leurs interventions sur la base d'une évaluation plurielle des vulnérabilités.
- Attirer l'attention sur la menace croissante que représente la criminalité transnationale.
- Orienter les réponses au crime organisé qui ne sont pas uniquement axées sur la justice pénale ou la sécurité, mais qui abordent également le phénomène d'un point de vue socio-économique.
- Donner aux parties prenantes les moyens de mesurer l'efficacité de leurs interventions.
- Promouvoir la recherche et l'analyse factuelles auprès de ceux qui travaillent directement sur les politiques, dans le but de renforcer la coopération nationale, régionale et mondiale, et ainsi d'atténuer l'impact du crime organisé.
- Donner un aperçu des tendances à l'échelle nationale, régionale et continentale, les prochaines éditions offrant une fonction prédictive des environnements liés au crime organisé.

L'Indice s'appuie sur plusieurs années de développement et décrit la structure, le processus, la méthodologie et les résultats. Plus de 350 experts du monde entier, ainsi que les observatoires régionaux de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) ont été les vecteurs d'information grâce auxquels l'Indice a été établi et développé.

# La composition de l'Indice

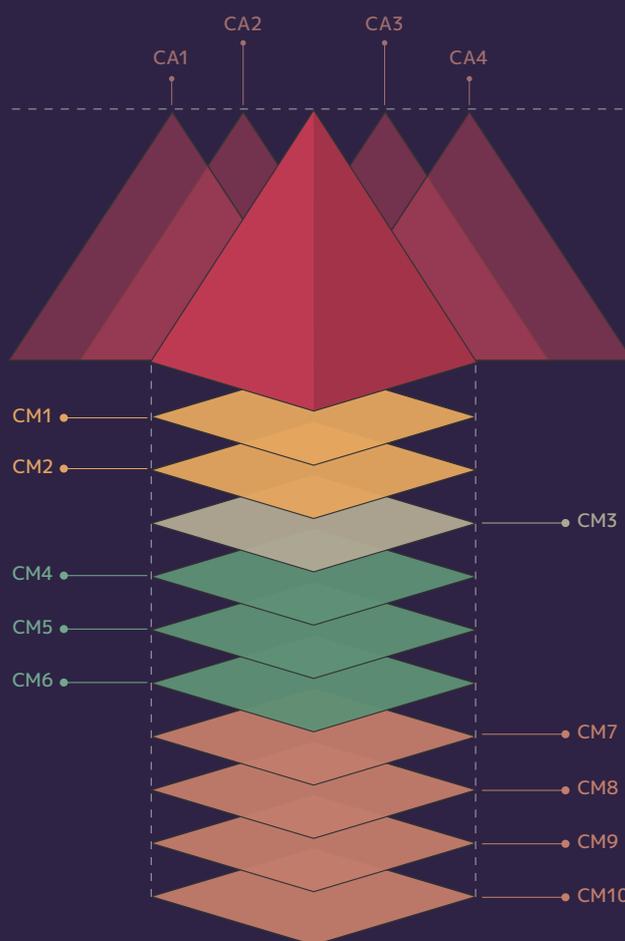
## La criminalité dans le cadre de l'Indice

Englobant différentes activités, les marchés criminels, en tant que sous-composante de la mesure de criminalité de l'Indice, sont considérés comme les systèmes politiques, sociaux et économiques qui sous-tendent toutes les étapes du commerce illicite ou de l'exploitation de biens ou de personnes. L'Annexe 2 contient les définitions de ces marchés

criminels, utilisées pour les besoins du présent rapport ; elles peuvent également être téléchargées depuis le site ([ocindex.net](https://ocindex.net)). Les formes de criminalité organisée ainsi que leur omniprésence sont étudiées en classant les manifestations de la criminalité au sein de ces marchés illicites.

FIGURE 2.1

### Indicateurs de criminalité



#### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

- ▲ **CA1.** Groupes de type mafieux
- ▲ **CA2.** Réseaux criminels
- ▲ **CA3.** Acteurs intégrés à l'État
- ▲ **CA4.** Acteurs étrangers

#### MARCHÉS CRIMINELS

- ◆ **CM1.** Traite des personnes
- ◆ **CM2.** Trafic d'êtres humains
- ◆ **CM3.** Trafic d'armes
- ◆ **CM4.** Criminalité liée à la flore
- ◆ **CM5.** Criminalité liée à la faune
- ◆ **CM6.** Criminalité liée aux produits non renouvelables
- ◆ **CM7.** Commerce d'héroïne
- ◆ **CM8.** Commerce de cocaïne
- ◆ **CM9.** Commerce de cannabis
- ◆ **CM10.** Commerce de drogues de synthèse

## Définition du crime organisé

Dans le cadre de l'Indice mondial du crime organisé, le « crime organisé » est défini comme toute activité illégale, menée par des groupes ou des réseaux agissant de concert, se servant de la violence, de la corruption ou d'activités connexes afin d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel. Ces activités peuvent être menées à la fois à l'intérieur d'un pays et à l'échelle transnationale.

Outre ces marchés criminels, l'Indice mondial du crime organisé évalue également la structure et l'influence de quatre types d'acteurs de la criminalité : les groupes de type mafieux, les réseaux criminels, les acteurs intégrés à l'État et les acteurs de la criminalité étrangers. Bien qu'il soit impossible de faire correspondre à une définition précise chacun des innombrables types d'acteurs de la criminalité dans le monde, ces quatre types étudiés par l'Indice présentent des caractéristiques générales qui les définissent.

Les groupes de type mafieux sont des groupes criminels organisés clairement définis. Cette typologie comprend également les milices et les groupes de

guérilla principalement financés par des activités illicites. Un groupe de type mafieux présente quatre caractéristiques déterminantes, mais non exclusives : un nom connu, une structure dirigeante définie, un contrôle territorial et des membres identifiables. Les réseaux criminels, quant à eux, sont des réseaux informels de malfaiteurs se livrant à des activités criminelles. Cela comprend également les groupes relativement petits qui ne contrôlent pas de territoire et n'ont pas de nom ou de chef connus. Ils sont impliqués dans le trafic illicite de marchandises, mais n'ont pas d'emprise territoriale ni aucune des autres caractéristiques des groupes de type mafieux. Les acteurs intégrés à l'État sont des acteurs de la criminalité intégrés à l'appareil d'État et agissant depuis l'intérieur de celui-ci, notamment des fonctionnaires des institutions de l'État, tels que les forces de l'ordre et le système judiciaire. Enfin, les acteurs étrangers englobent les acteurs de la criminalité de tous types, étatiques et non étatiques, qui opèrent en dehors de leur pays d'origine.

## La résilience dans le cadre de l'Indice

Mettre uniquement l'accent sur la criminalité ne permet pas d'avoir une vision complète du paysage du crime organisé. Il convient d'adopter une approche équilibrée en examinant également la qualité et l'efficacité de la résilience des pays, c'est-à-dire leurs mécanismes de défense. Deux pays peuvent avoir le même score de criminalité, mais c'est la manière dont ils abordent ce problème qui importe le plus. Comme pour la criminalité, il n'existe pas d'approche standard de la résilience, et on ne peut pas faire d'hypothèse quant à ce qui rend un pays résilient. Tout comme des pays en proie à un conflit n'ont pas toujours la capacité de lutter contre un problème croissant de criminalité, les économies stables et importantes attirent le crime organisé, ce qui met à mal leurs efforts de résilience. La criminalité comprenant un large éventail d'activités illicites et d'acteurs, les mesures de résilience pour y faire face doivent être de grande envergure et multisectorielles.

## Définition de la résilience

L'Indice définit la « résilience » comme la capacité de résister et de perturber les activités criminelles organisées dans leur ensemble, plutôt que des marchés individuels, par le biais de mesures politiques, économiques, juridiques et sociales. La résilience fait référence aux mesures prises par les pays à la fois par les acteurs étatiques et non étatiques.

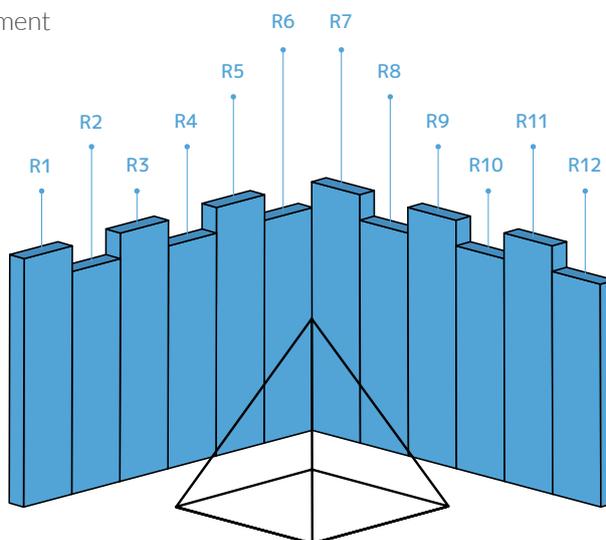
En matière de résilience, un aspect important est la manière dont les stratégies de lutte contre les activités criminelles organisées sont mises en œuvre. L'un des piliers sur lesquels repose l'Indice est que les mesures de résilience doivent être conformes aux normes et principes internationaux en matière de droits de l'homme.

S'il est encore impossible d'établir une relation précise entre criminalité et résilience, on peut espérer qu'avec le temps, notre Indice mondial du crime organisé offrira le moyen d'analyser systématiquement et de mieux comprendre ces dynamiques de résilience, et d'aider les décideurs à trouver des moyens de les renforcer.

**FIGURE 2.2**

### Les indicateurs de résilience

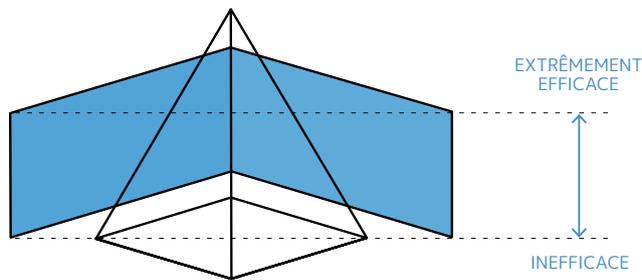
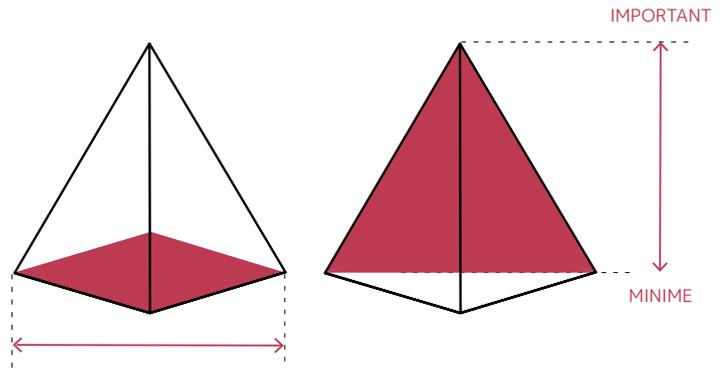
- **R1.** Leadership politique et gouvernance
- **R2.** Transparence et responsabilité du gouvernement
- **R3.** Coopération internationale
- **R4.** Politiques et législations nationales
- **R5.** Système judiciaire et détention
- **R6.** Forces de l'ordre
- **R7.** Intégrité territoriale
- **R8.** Lutte contre le blanchiment d'argent
- **R9.** Capacité de réglementation économique
- **R10.** Soutien aux victimes et aux témoins
- **R11.** Prévention
- **R12.** Acteurs non étatiques



# Guide de lecture des graphiques de ce rapport

## Largeur et hauteur de la pyramide

Le score des **marchés criminels** est représenté par la taille de la base de la pyramide et le score des **acteurs de la criminalité** est représenté par la hauteur de la pyramide selon une échelle allant de 1 à 10.

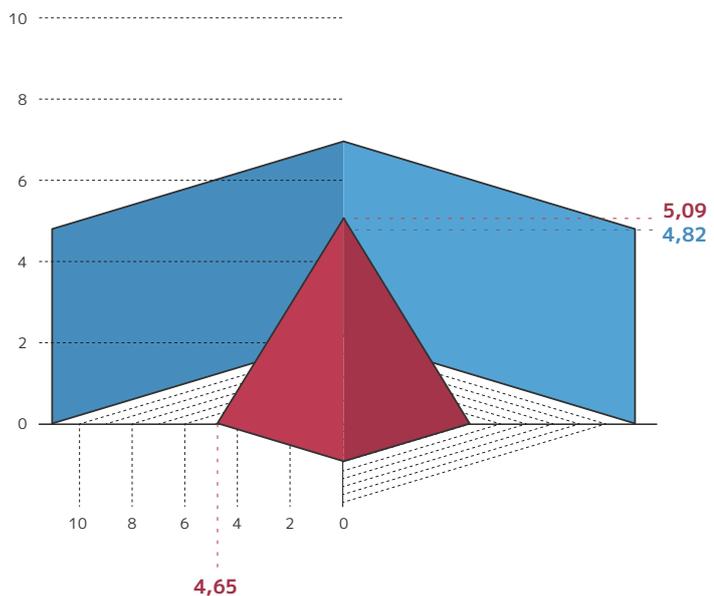


## Hauteur du panneau

Le **score de résilience** est représenté par la hauteur visible sur le côté du panneau.

## Score global moyen

La forme de la pyramide représente le score de criminalité, c'est-à-dire la moyenne des scores des différents marchés criminels et acteurs de la criminalité. Le score de **criminalité** mondial est de **4,87** ; il se compose du score mondial des **marchés criminels** de **4,65** et du score mondial **des acteurs de la criminalité** de **5,09**. Le score mondial de **résilience** est de **4,82**.



SECTION 3

# Méthodologie



# Méthodo

Voici une version résumée de la méthodologie utilisée dans cette étude afin d'établir l'Indice. La méthodologie dans son intégralité peut être téléchargée sur le site ([ocindex.net](http://ocindex.net)), de même que les questions d'orientation utilisées pour attribuer les scores et les justifier.

## Modèle

L'Indice mondial du crime organisé s'articule autour de trois éléments :

- Ampleur, échelle et impact de 10 marchés criminels
- Structure et influence de quatre types d'acteurs de la criminalité
- Résilience des pays face au crime organisé

Ces éléments sont utilisés pour attribuer un score de criminalité et un score de résilience à chaque pays.

En l'absence de méthode universelle pour mesurer chaque type de criminalité organisée dans le monde (par exemple, par le volume ou la valeur des marchandises ou par les acteurs impliqués), et face aux carences de données et à la désinformation, l'Indice utilise une méthode alternative d'évaluation axée sur les marchandises pour mesurer les marchés illicites en combinant ampleur et échelle, valeur et impact. Ainsi, l'Indice cherche à combler le manque d'information associé à d'autres dispositifs.

## Score de criminalité

Tous les pays se voient attribuer un score de criminalité constitué de deux sous-composantes :

### Prévalence des marchés criminels

(notamment la valeur et l'ampleur de chacun)

- Considérations portant sur la valeur
- Considérations portant sur l'ampleur (c'est-à-dire l'impact non financier de chaque marché)

### Structure et influence des acteurs de la criminalité.

Quatre typologies d'acteurs de la criminalité ont été définies :

- Groupes de type mafieux
- Réseaux criminels
- Acteurs intégrés à l'État
- Acteurs étrangers

La délimitation entre ces catégories d'acteurs de la criminalité peut être évidente dans certains cas, mais la nature des différents groupes criminels est souvent moins claire dans certains contextes. Par exemple, de nombreux acteurs comme les gangs de rue, les milices ou les organisations terroristes qui participent à des activités illicites lucratives peuvent appartenir à la catégorie « groupes de type mafieux ».

Ces acteurs peuvent s'adonner à des activités illicites tout au long de la chaîne d'approvisionnement d'un marché criminel et coopérer avec d'autres groupes criminels, mais ils se distinguent par leurs caractéristiques, à savoir des relations patron-client, la coercition, l'emprise territoriale et des structures plus hiérarchisées. En revanche, les « réseaux criminels » plus informels se caractérisent par l'absence des caractéristiques définissant les groupes de type mafieux et peuvent inclure, entre autres, des gangs mobiles et des tribus ou des clans locaux s'adonnant à des activités de contrebande non systématiques. On peut considérer que les groupes de type mafieux et les réseaux criminels opèrent sur un même spectre et, dans certains cas, les différences entre eux sont minimales. À ce titre, l'Indice s'appuie sur l'expertise des contextes spécifiques pour déterminer les types d'acteurs de la criminalité dans chaque pays, afin d'éviter un double comptage.

## Score de résilience

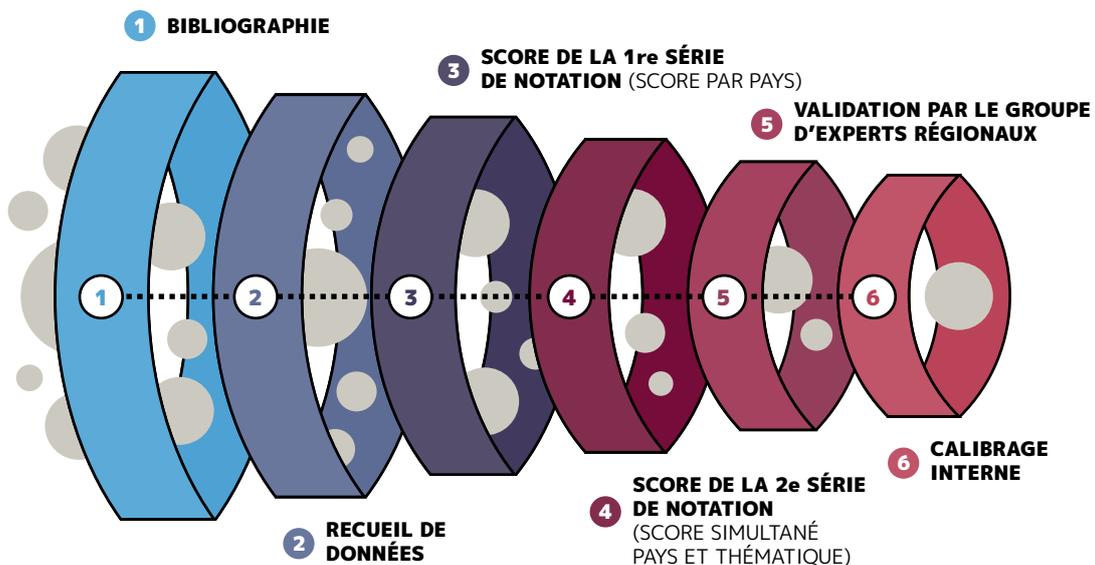
Si le score de criminalité permet aux utilisateurs d'identifier le problème et son ampleur, le score de résilience reflète l'existence, la capacité et l'efficacité de l'action des pays face au crime organisé. La capacité de résilience et l'efficacité sont mesurées dans le but d'évaluer le niveau atteint par les États dans la mise en place des cadres juridiques, politiques et stratégiques appropriés pour lutter contre le crime organisé. Dans le score de résilience, 12 « constituants » (ou indicateurs) de la résilience du pays face au crime organisé sont identifiés.

Pour mesurer chaque indicateur de résilience, l'Indice pose deux questions :

- La mesure/le cadre de résilience existe-t-elle/il ?
- La mesure/le cadre de résilience est-elle/il efficace pour lutter contre le contexte associé au crime organisé dans le pays ?

## Processus de notation

**FIGURE 3.1**  
Processus de notation



Pour noter les différentes composantes de chaque pays, les experts ont été invités à traiter de manière égale les pays, qu'ils représentent le point d'origine, de transit ou de destination des flux illicites. Conscient du rôle essentiel de chaque étape dans les chaînes d'approvisionnement illicites, l'Indice s'abstient d'accorder trop de poids à une étape particulière.

## Recueil des données

Un processus d'étude, d'analyse et de vérification de la littérature a été entrepris pour déterminer les scores de criminalité et de résilience pour chaque pays. Le recueil des données a supposé un certain nombre de difficultés, notamment en matière de disponibilité, de fiabilité, d'uniformité et de compatibilité. L'équipe de la GI-TOC en charge de l'Indice s'est efforcée de les surmonter en recoupant les sources de données lorsqu'elles étaient disponibles et en identifiant des indicateurs indirects, le cas échéant.

## Les seuils de notation – Criminalité

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INFLUENCE FAIBLE À INEXISTANTE			INFLUENCE MODÉRÉE		INFLUENCE SIGNIFICATIVE		INFLUENCE IMPORTANTE		

Les deux composantes sont notées selon une échelle de 1 à 10. Pour la criminalité, un score de 1 représente le meilleur scénario possible, dans lequel l'impact d'un type de marché ou d'acteur est soit inexistant, soit négligeable, ou il n'existe aucune preuve ou information suggérant son existence ; à l'inverse, un score de 10 représente le pire des cas, dans lequel aucun aspect de la société n'est épargné par la criminalité. Pour la résilience, c'est l'inverse : les pays très résilients ont des scores élevés, et vice versa. Toutes les parties de l'Indice sont pondérées de manière égale.

## Seuils de notation – Résilience

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INEXISTANTE OU EXTRÊMEMENT INEFFICACE			MOYENNEMENT EFFICACE		ASSEZ EFFICACE		TRÈS EFFICACE		

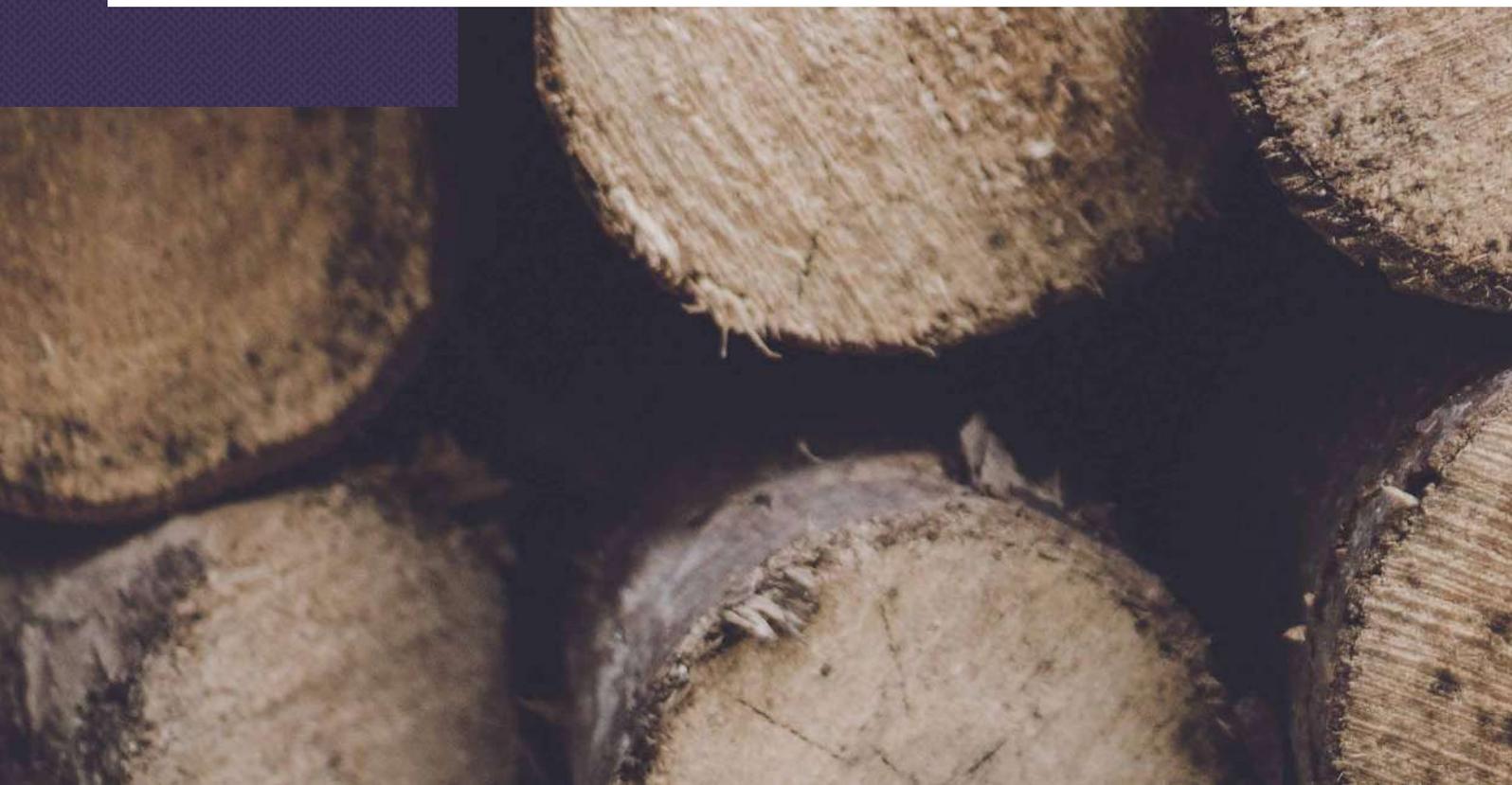
La première série de scores a été établie par un groupe d'experts issus en majorité de la GI-TOC et de son réseau d'experts, qui se sont appuyés sur leurs propres connaissances et sur des données issues de l'étape de recueil. Les scores et

justifications ont ensuite été vérifiées par un deuxième groupe d'experts, distinct, possédant une connaissance approfondie du crime organisé au niveau national. Parallèlement à cette deuxième série de scores par pays, un troisième groupe d'experts – des experts thématiques – spécialisés dans les marchés criminels spécifiques pour une région donnée<sup>12</sup> ont également vérifié les scores et les justifications des premiers tours. Une autre étape de vérification a eu lieu au cours de plusieurs réunions régionales afin de s'assurer que les scores étaient exacts dans les contextes géographiques et pour les comparaisons régionales. Enfin, une dernière étape de calibrage des scores pour les comparaisons mondiales a été effectuée sur la base des contributions des experts des tours précédents et contrôlée une dernière fois par les observatoires régionaux de la GI-TOC. À toutes les étapes, les experts ont été informés de la structure et de la méthodologie de l'Indice, des scores des pays, des justifications et des ensembles de données d'origine, et il leur a été demandé de justifier et d'étayer toute modification de score proposée. Les mêmes questions d'orientation et les mêmes seuils de notation ont été fournis afin de normaliser le processus d'évaluation. Ces documents sont disponibles sur le site [ocindex.net](http://ocindex.net).

## Sélection des experts

La contribution de plus de 350 groupes d'experts techniques, thématiques et géographiques indépendants garantit la crédibilité, la responsabilité et la transparence de l'Indice. Les experts qui ont été consultés tout au long des différentes étapes d'élaboration de l'Indice ont été sélectionnés en tant que représentants de nombreux domaines d'expertise. Globalement, ils peuvent être divisés en quatre grands groupes :

- Un groupe de référence technique, qui a été invité à donner des conseils sur les étapes pratiques nécessaires pour donner à l'outil de l'Indice sa dimension mondiale actuelle.
- Des experts spécialisés dans l'étude du crime organisé de pays ou de régions spécifiques.
- Des experts thématiques spécialisés dans l'étude ou la compréhension de formes spécifiques de criminalité organisée ont été consultés lors des phases de notation et de vérification.
- Un groupe d'experts régionaux externes, spécialisés dans des pays ou des régions au-delà du crime organisé, a effectué un dernier examen et une dernière vérification des scores et des justifications.



## Limites

Bien que conscient du très large éventail d'activités criminelles organisées, l'Indice a limité son champ d'application aux marchés criminels susmentionnés dans le but d'assurer la disponibilité des données, de minimiser les carences en matière d'information et de refléter précisément les conditions réelles. Une augmentation du nombre de marchés criminels couverts est envisagée pour les prochaines éditions de l'Indice. La corruption n'est pas incluse en tant que marché criminel autonome, mais est considérée dans l'Indice comme un facteur aggravant lors de la définition des scores pour chacun des 10 marchés criminels. En outre, elle est prise en compte dans les composantes « Acteurs de la criminalité » et « Résilience » de l'Indice en tant que thème transversal.

L'Indice ne tient pas compte actuellement des activités criminelles posant des problèmes de compétence ni des activités illicites transversales telles que les flux financiers illicites, la piraterie maritime et la cybercriminalité. Un outil basé sur les États n'est pas bien adapté à ces crimes apatrides. Il est donc clair qu'il existe de nombreux marchés criminels qui posent des problèmes inhérents à l'élaboration d'un Indice.



## SECTION 4

# Vue d'ensemble et analyse à l'échelle mondiale



## Contexte national, régional et continental

L'année 2020 a été marquée par plusieurs défis et facteurs de stress majeurs partout dans le monde, tandis que l'économie illicite mondiale a continué de s'accélérer, comme elle l'a fait au cours des deux dernières décennies, faisant planer une menace sur la sécurité, le développement et la démocratie dans le monde. L'impact du crime organisé s'est également étendu à travers le monde ces dernières années, sous l'impulsion de forces géopolitiques, économiques et technologiques.<sup>13</sup> Alors que l'Indice mondial du crime organisé attribue un score de criminalité et un score de résilience pour chaque pays, il est important de regarder au-delà des chiffres pour évaluer ce phénomène dans un lieu donné. Les différences de contexte au sein d'un pays et entre les pays déterminent inévitablement la manière dont le crime organisé apparaît, comment il perdure et comment il peut être éradiqué. Il est bien démontré, par exemple, que les groupes criminels organisés exploitent certaines conditions étatiques pour mener à bien leurs activités.<sup>14</sup> Des facteurs tels que les conflits, le manque de confiance dans les institutions, la porosité des frontières et les inégalités sociales et économiques peuvent contribuer à un environnement dans lequel le crime organisé prospère. Et la croissance économique ainsi que le développement « positif » peuvent aussi lui offrir des opportunités.

L'Indice propose une méthode standardisée pour évaluer la criminalité et la résilience à travers un éventail de facteurs et d'environnements, mais il le fait en tenant compte du fait que les pays ne partent pas sur un pied d'égalité, bien que cela ne soit pas leur faute. Par exemple, les pays qui abritent une très grande biodiversité peuvent se trouver plus vulnérables face aux crimes environnementaux, tandis que ceux qui sont voisins de pays en conflit peuvent être plus vulnérables face à l'augmentation des flux transfrontaliers illicites.

Il n'existe pas de règles strictes en matière de vulnérabilité au crime organisé, et ce qui pourrait rendre un pays vulnérable à la criminalité peut n'avoir aucune importance pour un autre. Les grands pays peuvent être plus vulnérables face aux flux illicites car il est plus difficile de contrôler leurs frontières, alors qu'à l'inverse, l'impact du crime organisé peut être plus important sur les petits pays. Dans le cadre de l'Indice, deux pays peuvent se voir attribuer le même score, mais pour des raisons distinctes. Il est donc important d'utiliser les scores comme point de départ pour approfondir les contextes nationaux et régionaux spécifiques.

Les marchés criminels, les acteurs de la criminalité et la résilience sont inextricablement liés. Traditionnellement, les activités criminelles organisées ont été décrites comme menées par des acteurs irréguliers opérant en dehors de l'appareil étatique et constituant une force corrosive pour les institutions et pour la société dans son ensemble. Bien que cela soit souvent vrai, on reconnaît de plus en plus depuis peu le rôle de l'État lui-même dans la perpétuation ou la participation directe à des activités criminelles organisées. Comme pour les autres types d'acteurs de la criminalité pris en compte dans l'Indice, le degré d'implication de l'État dans des activités illicites se situe sur un spectre allant de la simple corruption à la mainmise totale de l'État, dans laquelle l'appareil étatique est le principal, et parfois le seul, auteur de la violence

illégitime, tout en étant en mesure d'exercer un monopole sur les flux illicites en toute impunité. Par exemple, dans des contextes autoritaires, le crime organisé en tant que fonction de l'État peut laisser peu de place aux autres groupes criminels, tandis que dans d'autres cas, un État peut céder son monopole sur les ressources ou les marchés criminels à d'autres groupes agissant en son nom. Dans le cadre de l'Indice, le degré d'imprégnation étatique du crime organisé n'est pas seulement pris en compte dans les scores des acteurs de la criminalité, il peut également se refléter dans l'évaluation de la résilience d'un pays.

Dans de nombreux contextes autoritaires, l'environnement institutionnel dans lequel la criminalité s'est infiltrée a des conséquences considérables sur la résilience d'un pays face au crime organisé. D'un côté, le monopole d'un État sur le pouvoir politique, économique ou militaire peut signifier qu'un pays a une forte résilience face au crime organisé en raison de sa capacité à vaincre les groupes criminels. De l'autre, lorsque l'État lui-même commet des infractions, on peut affirmer que le pays perd sa résilience face au crime organisé parce que sa participation à des activités criminelles sape son rôle de principal vecteur des éléments fondamentaux de la résilience : l'État de droit, les protections sociales, économiques et politiques, etc. De même, la manière dont un pays réagit au crime organisé peut affecter sa résilience globale. Les mesures de lutte contre le crime organisé qui ne respectent pas les normes, règles et principes internationalement reconnus en matière de droits de l'homme peuvent favoriser les conditions qui renforcent davantage la criminalité.

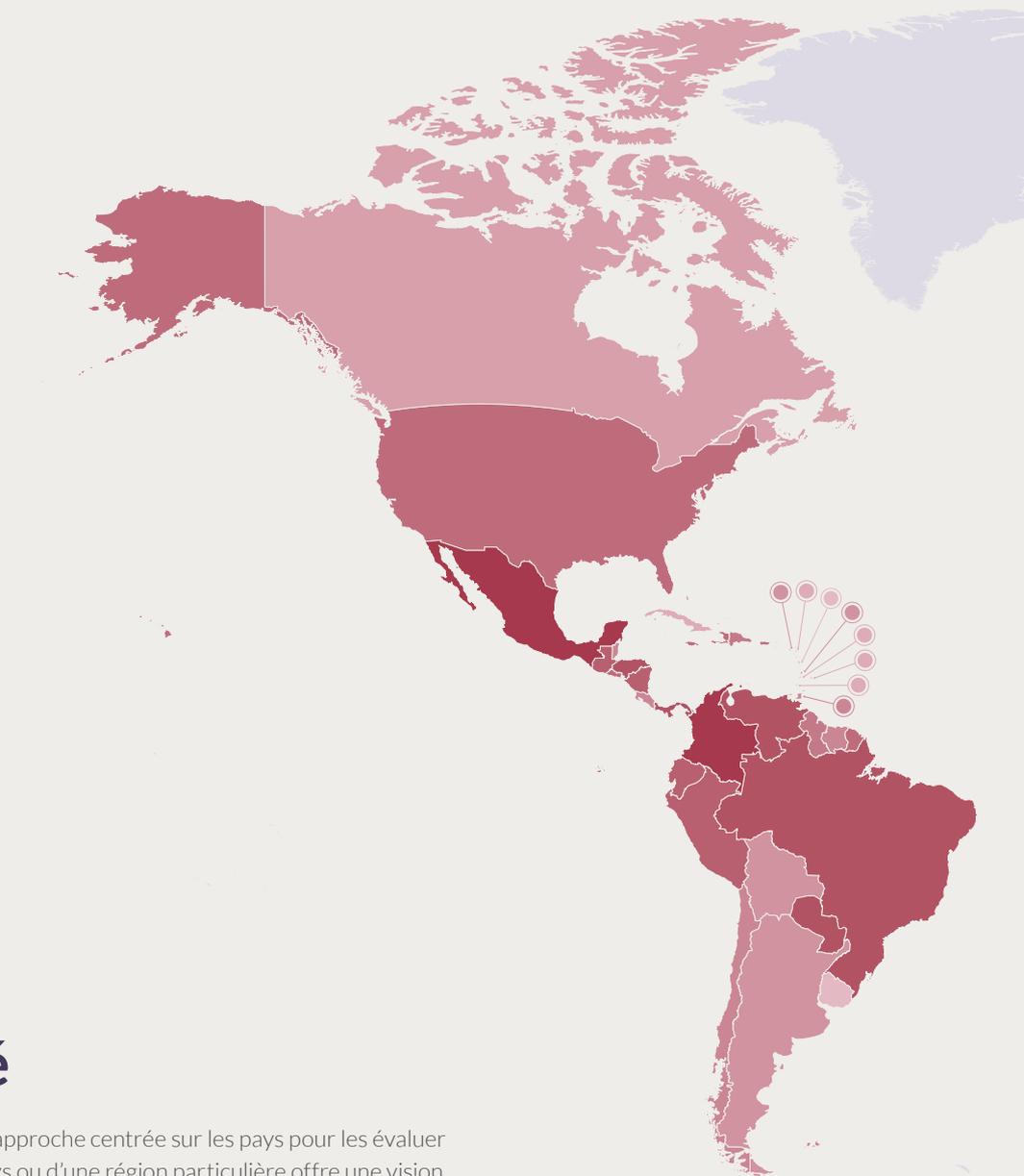
Par conséquent, l'Indice aborde ces différences dans les contextes nationaux en décomposant ses composantes de criminalité et de résilience. Certains pays peuvent présenter un marché criminel ou un type d'acteur dominant, alors que d'autres abritent divers marchés ou groupes criminels qui agissent de concert au sein d'environnements complexes. De même, la résilience est liée à un ensemble de facteurs qui touchent aux cadres politique, juridique, économique, sécuritaire et social d'un pays. Ainsi, l'Indice permet de dresser une évaluation plus nuancée des tendances de la criminalité et de la résilience dans les pays où ces différences ne sont pas toujours évidentes. Pour obtenir davantage d'informations sur les marchés criminels, la typologie des acteurs et les indicateurs de résilience utilisés, consultez l'annexe ou le site Internet de l'Indice ([ocindex.net](http://ocindex.net)). Les sections suivantes offrent un aperçu des tendances mondiales par thème, par marché criminel et par type d'acteur, ainsi qu'une ventilation et une analyse géographiques des résultats de l'Indice.

“

Dans le cadre de l'Indice, **les pays peuvent se voir attribuer le même score,** mais pour des raisons distinctes. Il est donc **important d'utiliser les scores comme point de départ pour approfondir les contextes nationaux et régionaux spécifiques.**

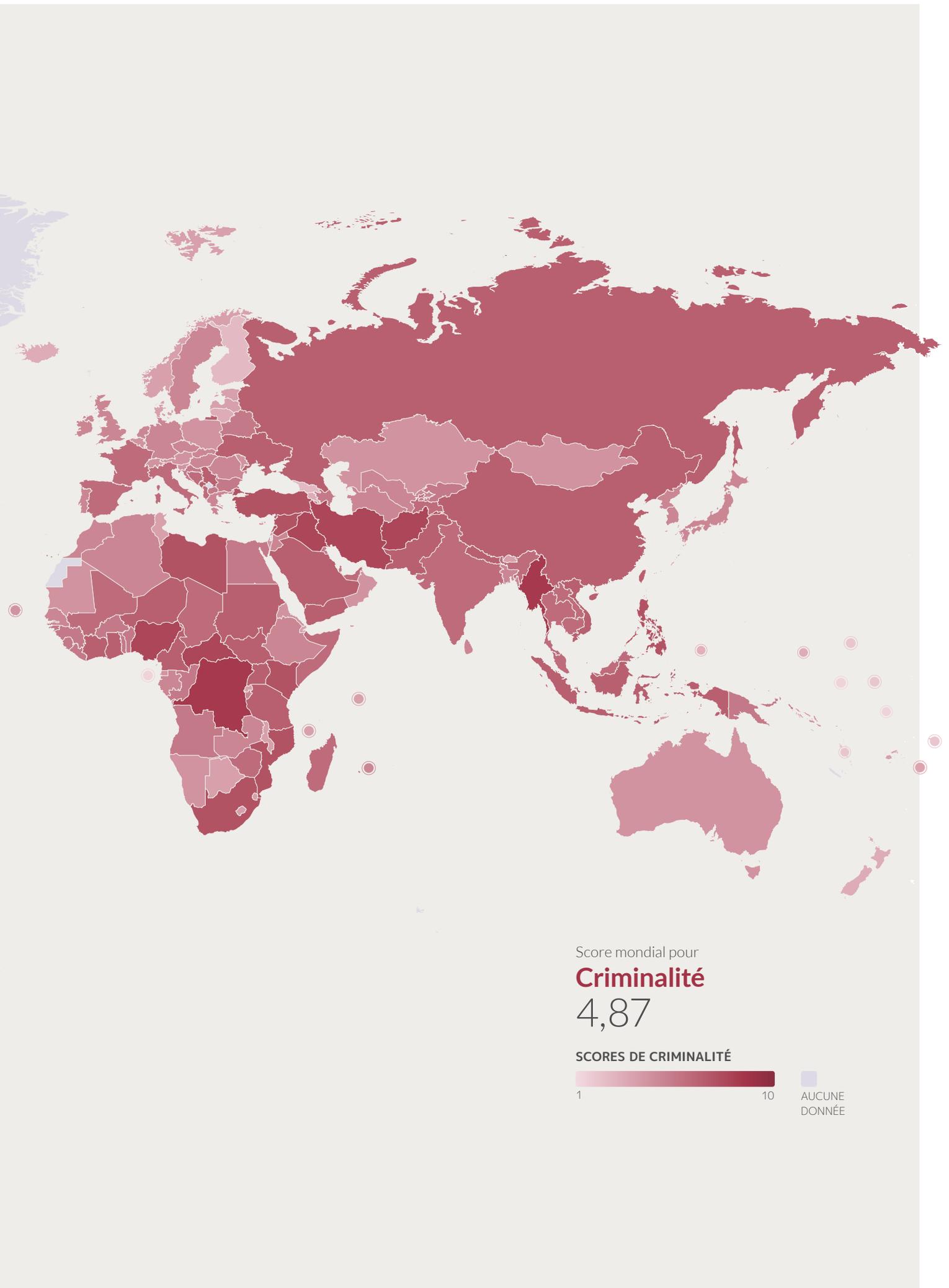
FIGURE 4.1

## Carte de la criminalité



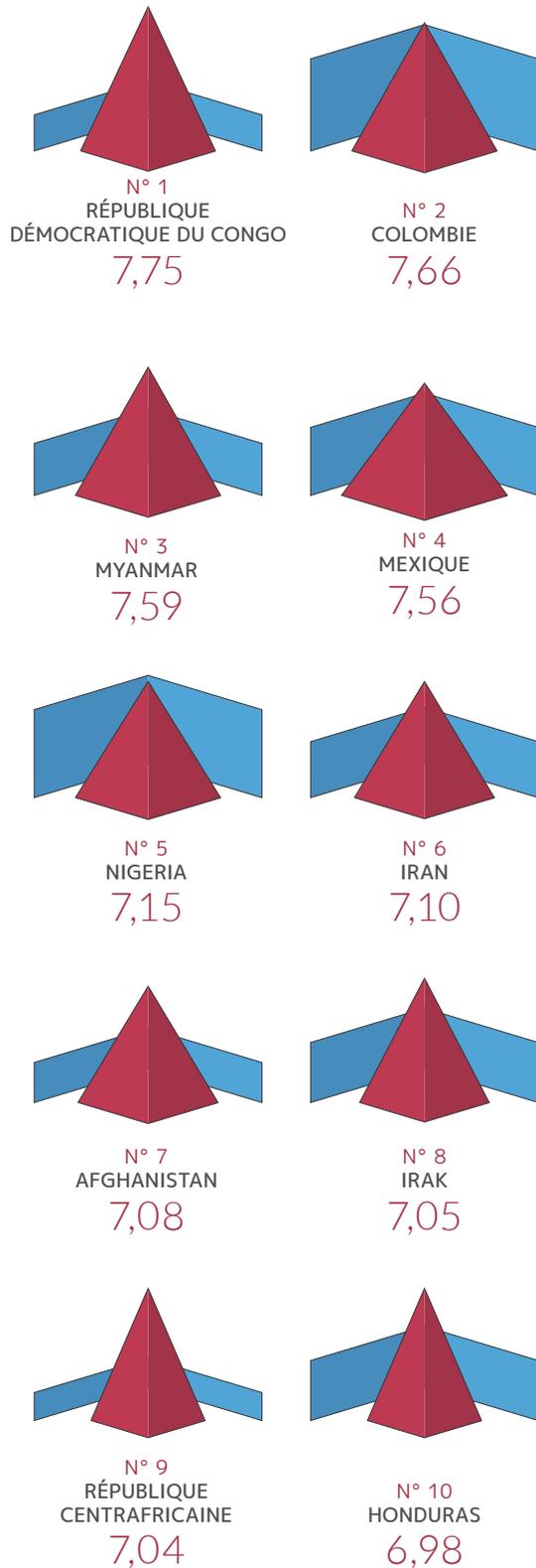
## Criminalité

Bien que l'Indice adopte une approche centrée sur les pays pour les évaluer et les noter, l'examen d'un pays ou d'une région particulière offre une vision limitée de la dynamique criminelle et de la capacité de résilience au sens large. En étudiant les résultats au niveau mondial, les utilisateurs peuvent dégager des tendances plus larges, en particulier lorsque le crime organisé est de nature transnationale. Dans la composante « Criminalité » de l'Indice, par exemple, la moyenne mondiale des cinq continents est de 4,87 sur 10, déduite de la moyenne des scores des marchés criminels et des acteurs. Bien que ce score moyen reflète la diversité des niveaux de criminalité à travers le monde, il ne permet guère de comprendre les moteurs de la criminalité.

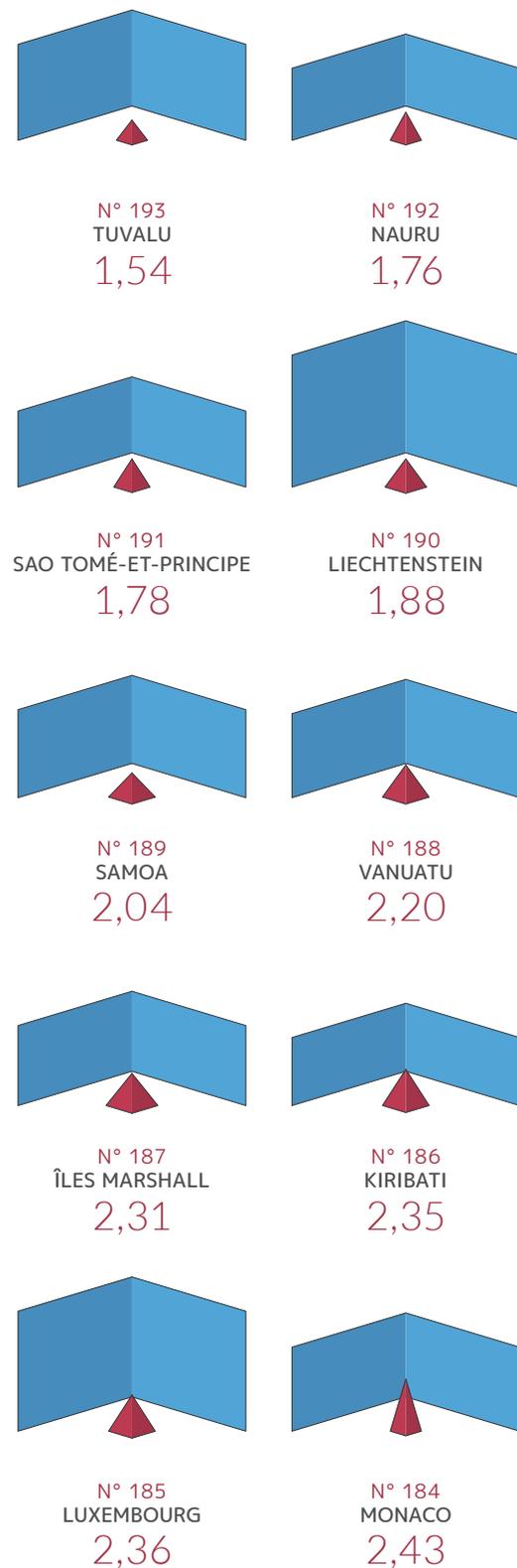


**FIGURE 4.2**  
**Criminalité**

Pays avec les scores les plus élevés



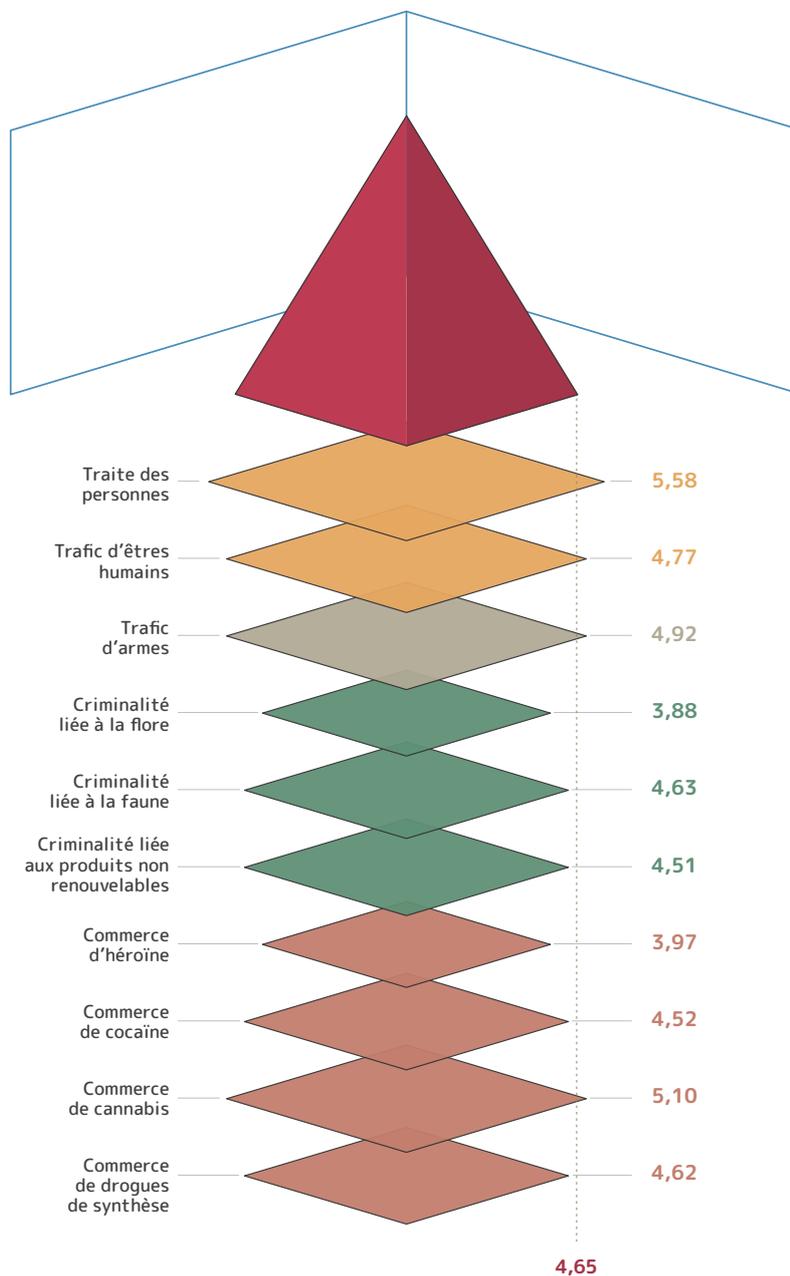
Pays avec les scores les moins élevés



## Marchés criminels

En décomposant la criminalité en 10 marchés criminels, la moyenne mondiale est légèrement inférieure (4,65). La traite des personnes est considérée comme le marché le plus généralisé dans le monde, avec une moyenne mondiale de 5,58. En effet, elle figure dans les cinq principaux marchés criminels de chaque continent. Derrière la traite des personnes, le commerce illicite de cannabis et le trafic d'armes sont classés deuxième et troisième marchés les plus répandus dans le monde, avec des moyennes mondiales respectives de 5,10 et 4,92.

**FIGURE 4.3**  
Marchés criminels, moyennes mondiales



Dans de nombreux pays, l'incapacité des États à proposer des environnements sûrs et des moyens de subsistance stables à des millions d'individus vulnérables crée des conditions propices à l'exploitation. Les trafiquants d'êtres humains exploitent leurs victimes à des fins lucratives à la fois au sein des frontières nationales et à l'étranger, à travers l'exploitation sexuelle, le travail forcé/ l'esclavage moderne, la mendicité forcée, le trafic d'organes et le recrutement d'enfants soldats.

La grande majorité des victimes sont des femmes et des filles. Les opportunités de s'adonner à la traite des personnes se sont multipliées avec la technologie Internet, qui offre simultanément un marché en ligne et les moyens d'exploiter les personnes sous couvert d'un plus grand anonymat.<sup>15</sup>

La prévalence de la traite des personnes (5,58) n'est donc peut-être pas surprenante. Les activités relevant de la traite des personnes montrent que ce marché est présent dans de nombreux contextes, qu'il s'agisse de pays stables ou en conflit, et qu'il se superpose souvent à d'autres marchés criminels, comme le trafic d'êtres humains. De plus, les barrières à l'entrée sur ce marché sont faibles, tandis que l'impact est élevé puisque des êtres humains font l'objet d'une exploitation.

En 2020, on estimait à 281 millions le nombre de migrants internationaux dans le monde. La mobilité humaine reste l'un des principaux moteurs du crime organisé, principalement en raison de l'instabilité, des conflits, des inégalités et du changement climatique. Au début de la pandémie, de nombreux pays ont renforcé les contrôles aux frontières, mais cela n'a pas découragé les migrations. Au contraire, les contraintes économiques induites par la pandémie se sont très probablement ajoutées aux facteurs structurels préexistants qui poussent les gens à partir ailleurs, souvent aidés par des passeurs et en dépit des risques d'exploitation qui les menacent. La militarisation accrue des frontières est également une opportunité pour les trafiquants et les passeurs, qui profitent de l'organisation des déplacements transfrontaliers. Dans de nombreuses régions, l'exode croissant des campagnes vers les villes profite également aux trafiquants qui cherchent à exploiter ces déplacements humains internes.

Même si les marchés de la traite des personnes et du trafic d'êtres humains se recoupent souvent sur

le plan de l'exploitation, la disparité entre les deux (le trafic d'êtres humains se classe au quatrième rang mondial, avec une moyenne de 4,77) s'explique par les circonstances plus limitées dans lesquelles le trafic d'êtres humains intervient. La traite des personnes se produit à la fois à l'intérieur d'un pays et à l'échelle transnationale, alors que le passage clandestin nécessite par définition le recours à des passeurs pour faire traverser une frontière à des individus en violation de la législation d'un pays.

Deuxième marché criminel le plus répandu au monde, le commerce de cannabis (5,10) est un phénomène mondial. Bien qu'un nombre limité de pays aient autorisé le marché légal et réglementé du cannabis à des fins récréatives et médicales depuis 2018 sans toutefois parvenir à éliminer réellement le marché noir, dans la grande majorité, ce produit est toujours considéré comme un stupéfiant illicite. Cette situation continue d'alimenter le marché noir du cannabis, dont une grande partie est contrôlée par des réseaux criminels transnationaux. La culture et la production de cannabis concernent toutes les régions du monde et le nombre de consommateurs était estimé à 200 millions en 2019.<sup>16</sup> Bien que le nombre de saisies de cannabis au cours des dernières années ait diminué, l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime constate cependant une tendance à la hausse du trafic de cette substance.<sup>17</sup>

Les trois autres marchés de la drogue se classent nettement plus loin à l'échelle internationale : les drogues de synthèse obtiennent la note de 4,62, la cocaïne 4,52 et l'héroïne 3,97. Contrairement au cannabis, qui peut être cultivé n'importe où facilement et qui est relativement bon marché, les autres marchés de la drogue sont associés à des coûts plus élevés et à une plus grande rareté des sites de production, ce qui limite leur omniprésence.

Malgré le Traité sur le commerce des armes de 2014, le trafic d'armes est en hausse dans le monde entier. En 2020, la Haute-Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement a déclaré qu'on dénombrait 1 milliard d'armes légères en circulation. Les zones de conflit attirent des stocks d'armes, et sur ces marchés non maîtrisés, de nombreuses armes se retrouvent entre les mains de groupes criminels. C'est le cas en Amérique centrale, dans les Balkans et dans certaines régions d'Afrique, où des armes provenant de guerres civiles et de conflits pour

l'indépendance antérieurs circulent toujours au sein de groupes criminels. En Afrique du Sud et pendant un certain nombre d'années, des gangs de trafiquants de drogue se sont procuré illégalement des armes provenant de l'arsenal de la police nationale et qui devaient être détruites, ce qui a contribué à alimenter le taux anormalement élevé de meurtres dans le pays.

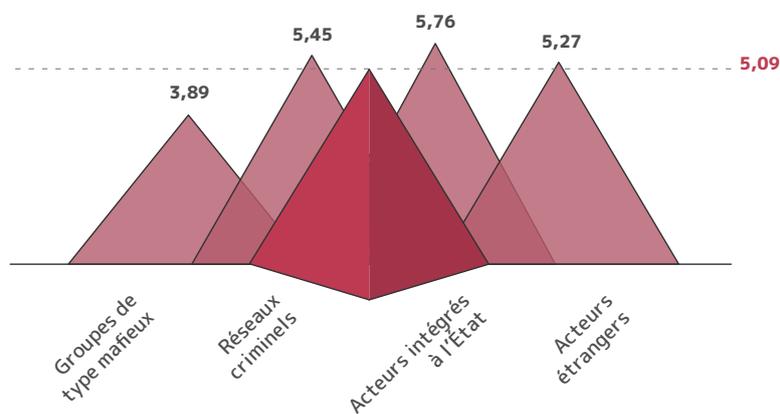
La généralisation et l'impact du trafic d'armes (4,92) ne sont pas surprenants. Produites illégalement, recyclées suite à des conflits passés ou détournées des stocks gouvernementaux, les armes en circulation alimentent non seulement la violence et les conflits, mais elles contribuent également à favoriser d'autres marchés illégaux. Les acteurs de la criminalité utilisent les armes pour exercer ou brandir la menace de la violence afin de favoriser leurs activités illicites sous forme d'extorsion et de taxation illicite. De leur côté, les citoyens peuvent chercher à s'armer pour se protéger, ce qui donne naissance à des communautés de plus en plus armées. Les pays où la possession d'armes est légale mais mal réglementée ont provoqué d'importants dégâts dans les régions et pays voisins plus vulnérables. Le commerce illicite des armes augmente également le pouvoir des groupes armés sur l'État et, dans certains cas, acteurs de la criminalité et acteurs du conflit se confondent, les acteurs armés non étatiques contrôlant souvent les marchés illicites.<sup>18</sup>

Les marchés criminels les moins développés dans le monde sont la criminalité liée à la flore (3,88), le commerce d'héroïne (3,97) et la criminalité liée aux produits non renouvelables, avec une moyenne mondiale de 4,51. Les marchés de la flore et de l'héroïne ne figurent dans les cinq premiers marchés d'aucun continent. Leur prévalence plus faible peut s'expliquer par les contraintes environnementales qui pèsent sur l'approvisionnement de ces produits. En ce qui concerne l'héroïne, bien qu'elle soit dominante dans certaines économies productrices, le coût élevé de cette drogue, ainsi que la préférence pour d'autres stupéfiants sur certains marchés de destination, peuvent expliquer sa prévalence limitée à l'échelle mondiale. De plus, la nature même des produits relevant du commerce de produits non renouvelables et d'espèces florales signifie que leur raréfaction ou leur extinction peut entraîner une réduction de l'offre, et donc des marchés en général. Il est à noter qu'un autre marché criminel environnemental, le commerce illégal d'espèces sauvages, enregistre un score mondial plus élevé (4,63), ce qui peut être lié à la diversité des animaux et des produits d'origine animale, ainsi qu'à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, et aux très nombreux usages des produits de la faune, tels que la médecine traditionnelle, la consommation alimentaire et la détention d'animaux de compagnie exotiques.

## Acteurs de la criminalité

FIGURE 4.4

### Acteurs de la criminalité, moyennes mondiales



En tant que deuxième composante de la criminalité selon l'Indice, le score mondial moyen des acteurs de la criminalité est de 5,09. Les acteurs intégrés à l'État étant identifiés comme le principal type d'acteur de la criminalité (5,76), devant les réseaux criminels (5,45), les acteurs de la criminalité étrangers (5,27) et les groupes de type mafieux (3,89).

Bien que les groupes mafieux et le crime organisé dans son ensemble soient souvent considérés comme synonymes et comme la forme dominante, voire caractéristique, d'un groupe criminel, ces résultats montrent que ce ne sont pas les groupes territoriaux qui sont considérés comme les plus puissants. Ce sont plutôt les acteurs et réseaux qui ont une portée et une influence sur l'État et les institutions de l'État qui obtiennent les scores les plus élevés. Ces derniers temps, les relations clientélistes entre les acteurs de la criminalité, le grand capital et les fonctionnaires deviennent de plus en plus difficiles à démêler, et la distinction entre ce qui est légal et illégal s'est estompée au cours de la dernière décennie, une tendance qui s'est poursuivie jusqu'en 2020. De telles relations lucratives compromettent non seulement la capacité de l'État à agir de manière cohérente contre le crime organisé, mais elles affaiblissent aussi la démocratie et nuisent à la sécurité des citoyens.<sup>19</sup>

Dans 112 des 193 pays, les acteurs intégrés à l'État sont décrits comme ayant une influence significative ou importante sur la société et sur les structures étatiques, tandis que dans 34 pays, ils ont été classés comme ayant un niveau d'influence modéré.

En d'autres termes, moins d'un quart des pays du monde sont des États dans lesquels les acteurs intégrés à l'État n'ont pas ou ont peu d'influence. Même si le degré d'implication des acteurs étatiques dans le crime organisé varie de la simple corruption à l'engagement au plus haut niveau de l'appareil étatique, la prédominance de ce type d'acteur à travers le monde est globalement problématique. La participation d'institutions étatiques dans la facilitation d'activités illicites affaiblit inévitablement la capacité des pays à lutter contre le crime organisé. Sur les 16 pays du monde ayant obtenu un score de 9 ou plus pour les acteurs intégrés à l'État, 13 sont considérés comme des régimes autoritaires par l'indice de démocratie 2020 établi par l'Economist Intelligence Unit.<sup>20</sup> De plus, sur les 50 pays où l'on a évalué que les acteurs intégrés à l'État ont une « influence importante » (c'est-à-dire qu'ils obtiennent un score supérieur ou égal à 8), 33 (66 %) sont classés comme régimes autoritaires, 8 sont des régimes hybrides et 8 sont des démocraties imparfaites.

Deuxième type d'acteurs de la criminalité le plus répandu à travers le monde, les réseaux criminels constituent un dénominateur commun à toutes les régions, dans la mesure où ils assurent la circulation des flux illicites, tant à l'intérieur des pays que sur le plan transnational. Les moyennes obtenues par cette catégorie et par celle des acteurs de la criminalité étrangers (ensemble constitué de réseaux, de groupes de type mafieux et d'acteurs intégrés à l'État opérant en dehors de leur pays d'origine) sont relativement similaires. Ceci révèle l'interconnexion

entre les groupes criminels nationaux et étrangers qui coopèrent sur les chaînes d'approvisionnement pour déplacer illégalement des marchandises sur les marchés d'origine, de transit et de destination.

Enfin, bien qu'ils symbolisent traditionnellement le crime organisé dans son ensemble, les groupes de type

mafieux se classent pourtant au dernier rang mondial des types d'acteurs de la criminalité. Cela pourrait s'expliquer par le moindre besoin d'emprise territoriale et de structures hiérarchiques concomitantes dans une économie du crime de plus en plus mondialisée, où les acteurs se tournent vers des structures de réseau plus étendues pour entreprendre des activités illicites.

**FIGURE 4.5**

## Répartition des acteurs de la criminalité par fourchettes de scores

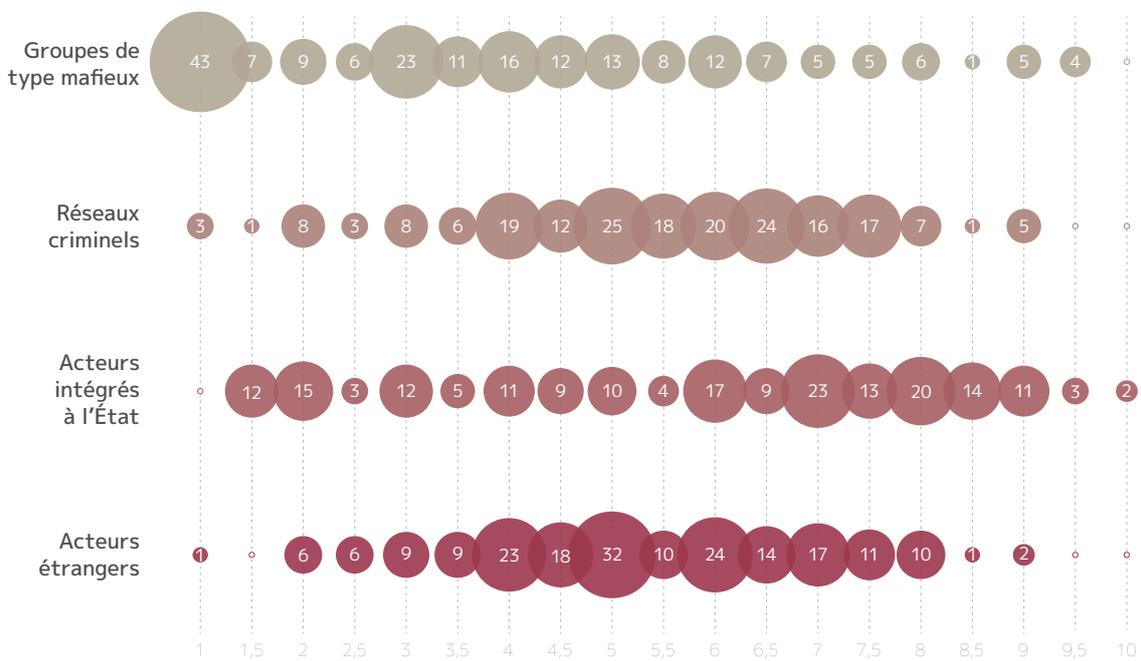


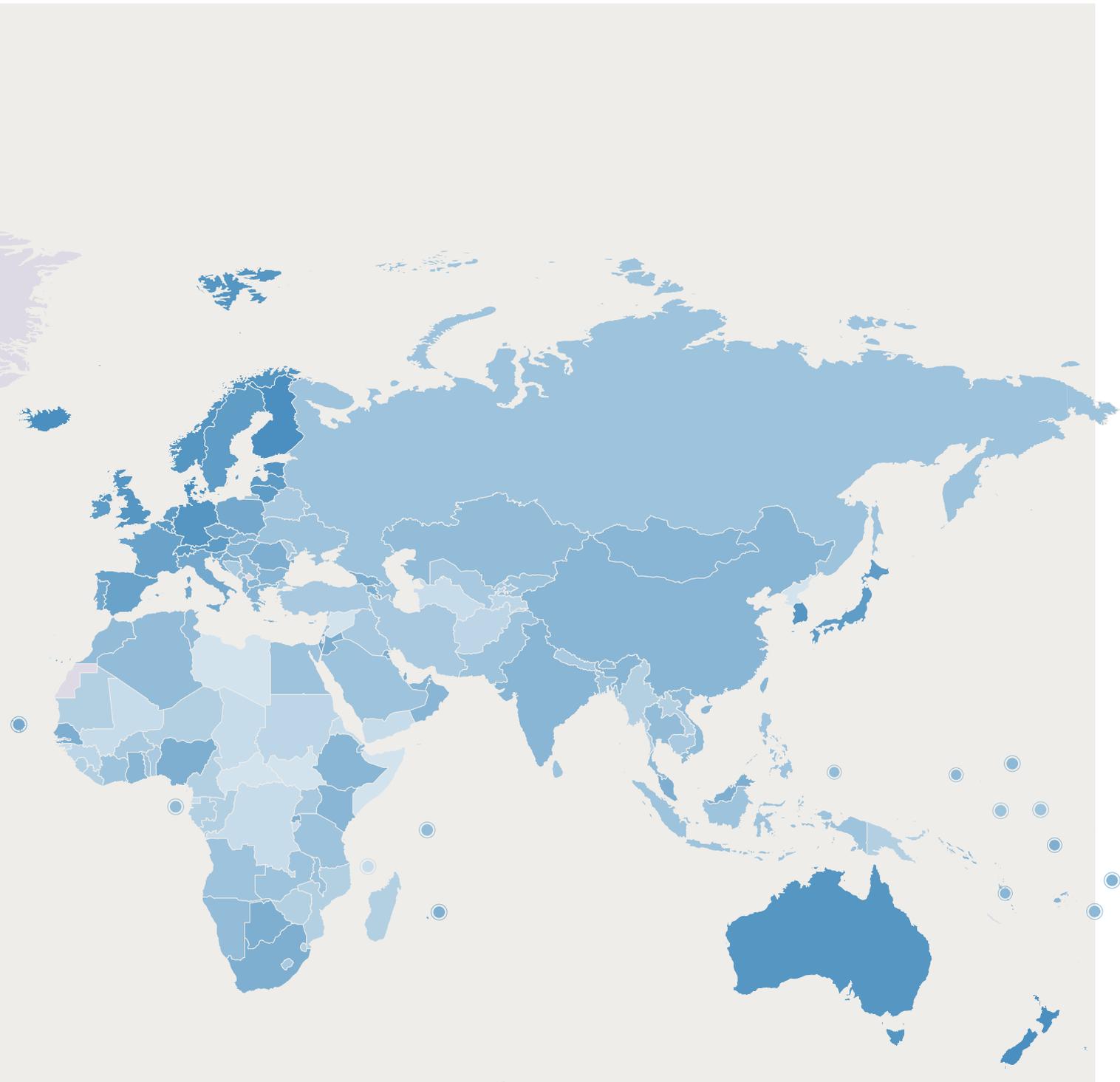
FIGURE 4.6

## Carte de la résilience



## Résilience

En évaluant collectivement les 12 indicateurs, ou éléments constitutifs, de la résilience face au crime organisé, la moyenne mondiale n'est que de 4,82. Mais en regardant les moyennes de chaque indicateur de la résilience, aucun n'enregistre un score supérieur à 6. D'après ces chiffres, il semble clair que pour développer une solution durable aux effets du crime organisé, il faut accorder davantage d'attention et d'investissements au développement des mesures de résilience. Encourager la résilience des communautés doit également être au cœur d'une stratégie mondiale de lutte contre le crime organisé, et non représenter une action mineure.<sup>21</sup>



Score mondial pour

**Résilience**

4,82

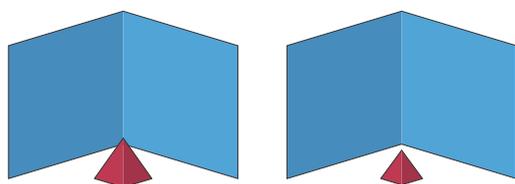
SCORES DE RÉSILIENCE



AUCUNE  
DONNÉE

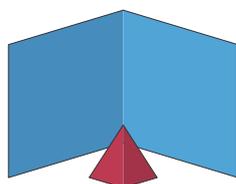
**FIGURE 4.7**  
**Résilience**

Pays avec les scores les plus élevés

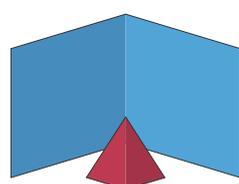


N° 1  
FINLANDE  
8,42

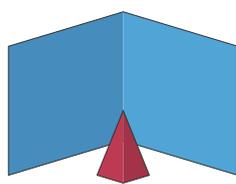
N° 1  
LIECHTENSTEIN  
8,42



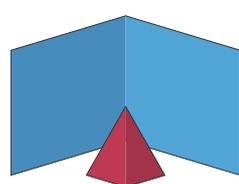
N° 3  
NOUVELLE-ZÉLANDE  
8,38



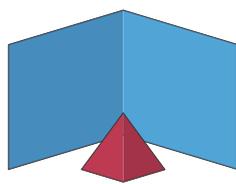
N° 4  
DANEMARK  
8,21



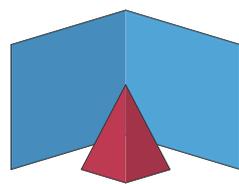
N° 5  
ISLANDE  
8,04



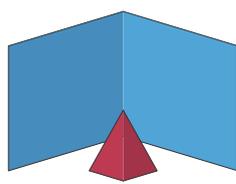
N° 6  
AUSTRALIE  
7,96



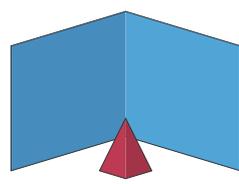
N° 7  
NORVÈGE  
7,92



N° 8  
ROYAUME-UNI  
7,88

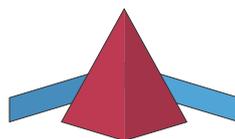


N° 9  
ESTONIE  
7,83

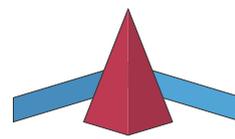


N° 10  
ANDORRE  
7,75

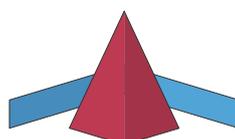
Pays avec les scores les moins élevés



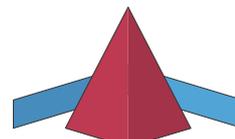
N° 193  
LIBYE  
1,54



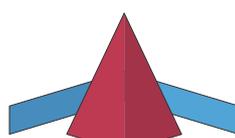
N° 192  
SOMALIE  
1,67



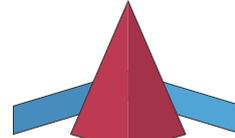
N° 191  
SOUDAN DU SUD  
1,83



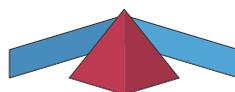
N° 190  
SYRIE  
1,88



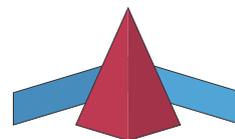
N° 188  
VENEZUELA  
1,92



N° 188  
RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE  
1,92



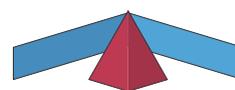
N° 187  
CORÉE DU NORD  
1,96



N° 186  
YÉMEN  
2,00



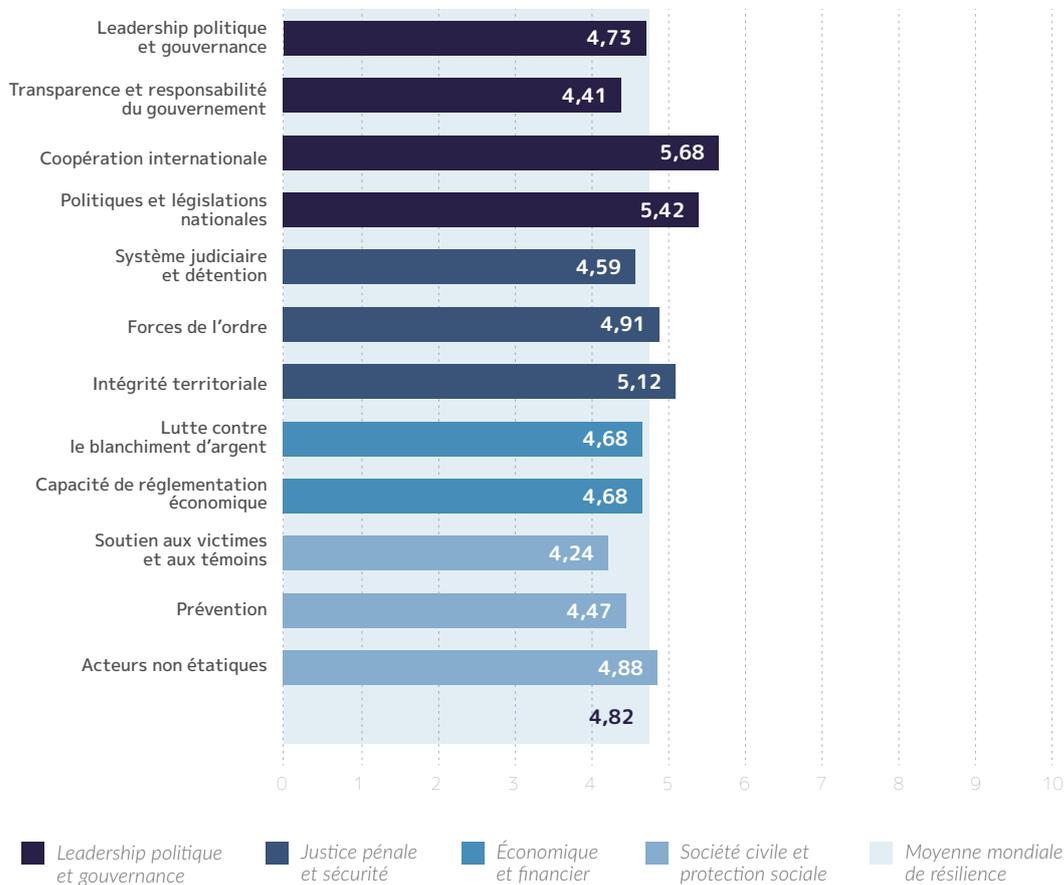
N° 185  
BURUNDI  
2,08



N° 184  
GUINÉE ÉQUATORIALE  
2,17

FIGURE 4.8

## Synthèse de la résilience par indicateur



Bien que chaque indicateur de résilience soit évalué indépendamment, des groupes naturels de catégories de résilience permettent d'analyser des tendances. Par exemple, le groupe d'indicateurs « Leadership politique et gouvernance » (voir la Figure 4.8) obtient un score moyen plus élevé (5,06) que les autres groupes tels que « Justice pénale et sécurité » (4,87), les « Systèmes économiques et financiers » (4,68), et « Société civile et protection sociale » (4,53). Les données illustrent donc l'accent qui est mis à l'échelle mondiale sur les mesures politiques et de gouvernance de lutte contre le crime organisé, au détriment des autres actions. Compte tenu de l'impact généralisé du crime organisé sur tous les pans de la société, il serait finalement plus efficace d'adopter une démarche plus équilibrée dans le déploiement de mesures de lutte contre le crime organisé.

En posant les bases de la mise en œuvre des actions, les gouvernements orientent la position d'un État en matière de criminalité organisée et l'aident à lutter contre le phénomène. Des facteurs tels que l'inscription des problématiques liées à la criminalité organisée à l'agenda politique, la fragilité de l'État, l'existence de cadres juridiques adaptés pour lutter contre le crime organisé et le poids d'un pays au sein de la communauté mondiale, entre autres, peuvent refléter la volonté d'un État de lutter ou non contre le crime organisé. Néanmoins, lorsque l'on examine les indicateurs individuels, même si cette volonté est exprimée et présente, c'est finalement la mise en œuvre des mesures de réponse qui fait augmenter ou diminuer les scores de résilience.

En témoigne la « Coopération internationale », qui est l'indicateur obtenant le score mondial le plus élevé (5,68), tandis que l'indicateur « Transparence et responsabilité du gouvernement » enregistre la deuxième moyenne la plus faible (4,41). La ratification des traités internationaux et la participation aux forums mondiaux sont des étapes importantes pour construire des cadres de résilience solides contre le crime organisé, mais si la transparence et la responsabilité des fonctions de gouvernance présentent des faiblesses, cela nuit à l'efficacité de la mise en œuvre des mesures.

Les indicateurs institutionnels tels que « Système judiciaire et détention » (4,59), « Forces de l'ordre » (4,91) et « Intégrité territoriale » (5,12) obtiennent le deuxième niveau le plus élevé de résilience. Cela montre qu'à l'échelle mondiale, l'accent est mis sur la justice pénale et les mesures de sécurité pour lutter contre le crime organisé. Bénéficier de telles structures est crucial pour lutter contre la criminalité, car la sécurité aux frontières, les services de maintien de l'ordre et un système judiciaire et pénitentiaire performant peuvent être considérés comme une première réaction aux activités illicites et aux acteurs de la criminalité. Néanmoins, ces éléments constituent une approche unilatérale de la criminalité, et le manque de financement, de formation et la corruption au sein de ces institutions font non seulement obstacle à la lutte contre la criminalité, mais la stimulent aussi dans de nombreux cas.

Les indicateurs de résilience axés sur l'économie, la « Lutte contre le blanchiment d'argent » et la « Capacité de réglementation économique » notamment, obtiennent des scores inférieurs, avec une moyenne de 4,68. La nature du crime organisé en tant qu'entreprise à but lucratif signifie que même en l'absence de marchés criminels dans un pays, la capacité de celui-ci à mettre en œuvre des mesures juridiques, réglementaires et opérationnelles de lutte contre les produits du crime peut soit empêcher la criminalité, soit y contribuer. De même, lorsque des règles économiques solides sont en place, les entreprises légitimes ont la possibilité de se développer et de fonctionner équitablement, sans distorsion. En revanche, dans certains cas, lorsque ces règles sont trop contraignantes,

cela peut inciter les individus à se tourner vers des activités lucratives officieuses ou illégales.

À l'exception de l'indicateur « Acteur non étatique », le groupe d'indicateurs de résilience « Société civile et protection sociale », qui se compose du « Soutien aux victimes et aux témoins » et de la « Prévention », obtient l'un des scores les plus bas, avec des moyennes mondiales respectives de 4,24 et 4,47. Ces résultats indiquent que les pays ont généralement tendance à se concentrer sur les activités criminelles et les auteurs d'infractions et accordent moins d'attention à ceux qui sont directement touchés par la criminalité. Les carences en matière de protection des victimes et des citoyens en général peuvent avoir des effets incalculables et à long terme sur la cohésion sociale et la fragilité de l'État, des situations que les acteurs de la criminalité peuvent exploiter.

L'indicateur « Acteurs non étatiques », qui englobe la société civile et les médias, s'avère être un indicateur social remarquable, avec un score relativement élevé parmi les indicateurs de résilience (4,88). Malgré l'accent mis à l'échelle mondiale sur la justice pénale et les réponses institutionnelles au crime organisé, ces acteurs non étatiques jouent un rôle déterminant en appuyant les interventions gouvernementales. Ils obligent les institutions étatiques à rendre des comptes et mettent en place des mesures plus durables face au crime organisé grâce à la participation des communautés locales. Dans plusieurs pays, ils sont ainsi considérés comme les intervenants les plus forts, voire les seuls intervenants, face au crime organisé, opérant souvent dans des contextes très contraignants et là où les institutions étatiques prennent part aux activités criminelles ou les favorisent. Cependant, étant donné que l'indicateur appréhende non seulement la force des acteurs de la société civile, mais également le degré de liberté qui leur est accordé par les acteurs étatiques, il existe une corrélation inverse entre les acteurs intégrés à l'État et les acteurs non étatiques.<sup>22</sup> En d'autres termes, là où les acteurs intégrés à l'État figurent parmi les principaux auteurs d'activités criminelles, ceux de la société civile se retrouvent régulièrement dans la ligne de mire de la répression gouvernementale.

## ENCADRÉ 1

## Les États non membres de l'ONU

Bien que l'Indice mondial du crime organisé couvre près de 99 % de la population mondiale, les États non membres de l'ONU ne sont pas officiellement inclus. Des États observateurs non membres comme le Saint-Siège et la Palestine, ainsi que d'autres territoires partiellement reconnus, tels que la République du Kosovo<sup>23</sup> et la République arabe sahraouie démocratique (Sahara occidental) ne figurent pas dans le classement.

Cependant, il est clair que les économies illicites et les acteurs de la criminalité organisée ne respectent pas les frontières politiques internationales et que toute communauté peut être victime de ce fléau. En réalité, il existe peut-être des raisons pour lesquelles des territoires qui ne sont pas mondialement reconnus comme des États souverains peuvent enregistrer des niveaux de criminalité plus élevés. Les États non souverains se caractérisent notamment par une certaine forme de conflit territorial et les conséquences négatives qui l'accompagnent souvent : une société fracturée, une politique instable et un État fragile. Et étant donné que les conflits, la fragilité et le crime organisé « forment souvent un triumvirat complexe »,<sup>24</sup> on comprend aisément pourquoi le crime organisé imprègne un certain nombre d'États non membres de l'ONU.

De plus, l'isolement d'un territoire par rapport à la scène mondiale, tant sur le plan politique qu'en ce qui

concerne les échanges commerciaux internationaux, peut nuire à sa prospérité économique et créer ainsi un terrain fertile pour le développement de l'économie souterraine. Outre les moteurs de criminalité pouvant découler du statut de ces territoires, le fait de ne pas être reconnu par la majeure partie de la communauté internationale rend beaucoup plus difficile l'accès aux outils de coopération internationale indispensables dans la lutte contre le crime organisé.

Les raisons qui déterminent dans quelle mesure le crime organisé peut s'implanter dans un pays donné sont complexes. Cependant, il est clair que les États non membres de l'ONU présentent des caractéristiques géopolitiques particulières qui peuvent influencer non seulement sur l'ampleur des flux illicites entrant et sortant du pays, mais aussi sur la capacité de leurs gouvernements à élaborer des mesures efficaces face à la criminalité organisée transnationale. Bien entendu, tout comme les caractéristiques des territoires contestés les exposent davantage au crime organisé, ce sont souvent les groupes criminels organisés qui sont les principaux déterminants du succès ou de l'échec des mouvements séparatistes.<sup>25</sup> Par conséquent, il serait imprudent d'étudier le phénomène des mafias, des flux illicites et du crime organisé sans tenir compte du contexte politique – et en particulier de l'histoire politique – des territoires qui leur permet de s'épanouir.



## SECTION 5

# Vue d'ensemble et résultats par continent

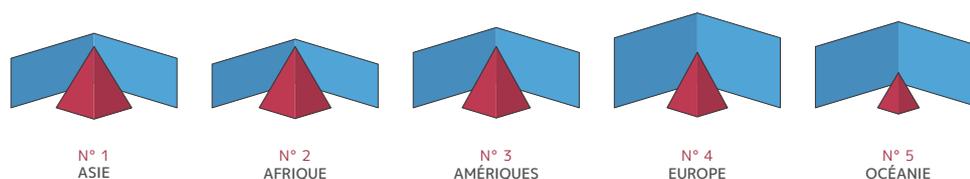


# Continents

## Données régionales

Au fur et à mesure que les flux illicites traversent les frontières, la manière dont ils influencent et façonnent les économies criminelles continentales et régionales et la société dans son ensemble varie selon que les zones servent de marchés d'origine, de transit ou de destination, ou une combinaison des trois. Dans les analyses continentales ci-dessous, le facteur clé à prendre en compte est que les pays ayant un taux de criminalité très élevé et des scores de résilience faibles font baisser les moyennes régionales et continentales, tout comme les États forts les font augmenter. L'analyse sur le plan continental et l'analyse sur le plan régional sont utiles pour comprendre les schémas généraux de criminalité et de résilience, et contribuent à l'élaboration de politiques à plus grande échelle, mais elles ne constituent qu'une seule face de la médaille. Plus les utilisateurs exploitent les données désagrégées, plus l'analyse sera détaillée et ciblée et permettra l'élaboration de politiques stratégiques à un niveau plus opérationnel.

**FIGURE 5.1**  
**Scores de criminalité par continent**



CONTINENT	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
ASIE	5,30	5,21	5,38	4,46
AFRIQUE	5,17	4,94	5,40	3,80
AMÉRIQUES	5,06	4,70	5,43	4,83
EUROPE	4,48	4,21	4,76	6,23
OCÉANIE	3,07	2,98	3,16	5,46
<b>MOYENNE MONDIALE</b>	<b>4,87</b>	<b>4,65</b>	<b>5,09</b>	<b>4,82</b>

Au niveau des cinq continents, l'Indice offre un aperçu des dynamiques régionales. L'Asie affiche les niveaux de criminalité les plus élevés (5,30), suivie de l'Afrique (5,17), des Amériques (5,06), de l'Europe (4,48) et de l'Océanie (3,07). L'Asie abrite différentes sous-régions, certains pays connaissant des conflits de longue date qui contribuent à entretenir les marchés comme celui des armes ou de la traite des personnes, tandis que d'autres sont des lieux de production et de commerce de drogues. Bien que l'Asie soit le continent enregistrant le score de criminalité le plus élevé, une analyse régionale des résultats indique que les hauts lieux du crime organisé ne sont pas centralisés dans une seule région, mais dispersés à travers les continents.

L'Afrique possède le plus grand nombre de pays de tous les continents<sup>26</sup> et a connu une croissance sans précédent en matière d'économie, d'infrastructures et de technologies au cours des deux dernières décennies. Bien que contribuant à la hausse de la prospérité du continent, ces évolutions ont simultanément créé un environnement propice au crime organisé. Comme ailleurs dans le monde, les réussites de ce continent sont autant d'occasions que les acteurs de la criminalité exploitent. Favorisée par des zones de conflits et d'instabilité sur le continent, l'expansion criminelle est aggravée dans les pays qui abritent des institutions étatiques faibles et corrompues.

À certains égards, l'Afrique et l'Asie se ressemblent. Les deux continents sont géographiquement vastes, abritent des régions bien distinctes sur le plan de l'histoire, de la culture, de l'ethnicité et de la langue, et accueillent une multitude de marchés criminels et d'acteurs de la criminalité omniprésents. L'Asie et l'Afrique sont notamment les principales sources à l'échelle mondiale de produits environnementaux tels que la flore, la faune et les produits non renouvelables, notamment les combustibles, les minéraux, ou encore les métaux et pierres précieuses. En effet, les conclusions de l'Indice montrent que l'Afrique et l'Asie sont les seuls continents à avoir deux marchés environnementaux (la criminalité liée à la faune et celle liée aux produits non renouvelables) au sein de leurs cinq principaux marchés criminels.

Les Amériques, comme l'Asie, regorgent de flore et de faune naturelles, tout en comptant également certaines des plus riches sources de produits non renouvelables au monde, comme les métaux précieux et les minéraux. Ce continent abrite notamment certains des marchés de la drogue les plus importants au monde. De tous les continents, il est le seul pour lequel un marché de la drogue (cocaïne) est le plus répandu parmi les 10 marchés criminels. En comparaison, les experts identifient l'Europe comme un point de transit et de destination majeur pour de nombreux marchés criminels et acteurs de la criminalité. Un coup d'œil sur les marchés de la cocaïne, des drogues de synthèse et de l'héroïne le montre bien : l'Europe est l'un des continents où ces marchés sont les plus importants, juste derrière les Amériques ou l'Asie. Tandis que les marchés d'Asie et des Amériques sont largement connus pour être les régions d'origine de ces drogues, leurs flux désignent l'Europe comme leur marché de transit et de destination.

Comme l'Europe, l'Océanie compte trois marchés de la drogue (drogues de synthèse, cannabis et cocaïne) parmi ses cinq principaux marchés criminels, mais à une échelle bien inférieure. Sans surprise, l'Océanie affiche la plus faible criminalité au monde, ce qui s'explique en grande partie par son isolement géographique et sa faible population.

“

Les hauts lieux du crime organisé **ne se concentrent pas dans une seule région, mais sont dispersés sur tous les continents.**

## ENCADRÉ 2

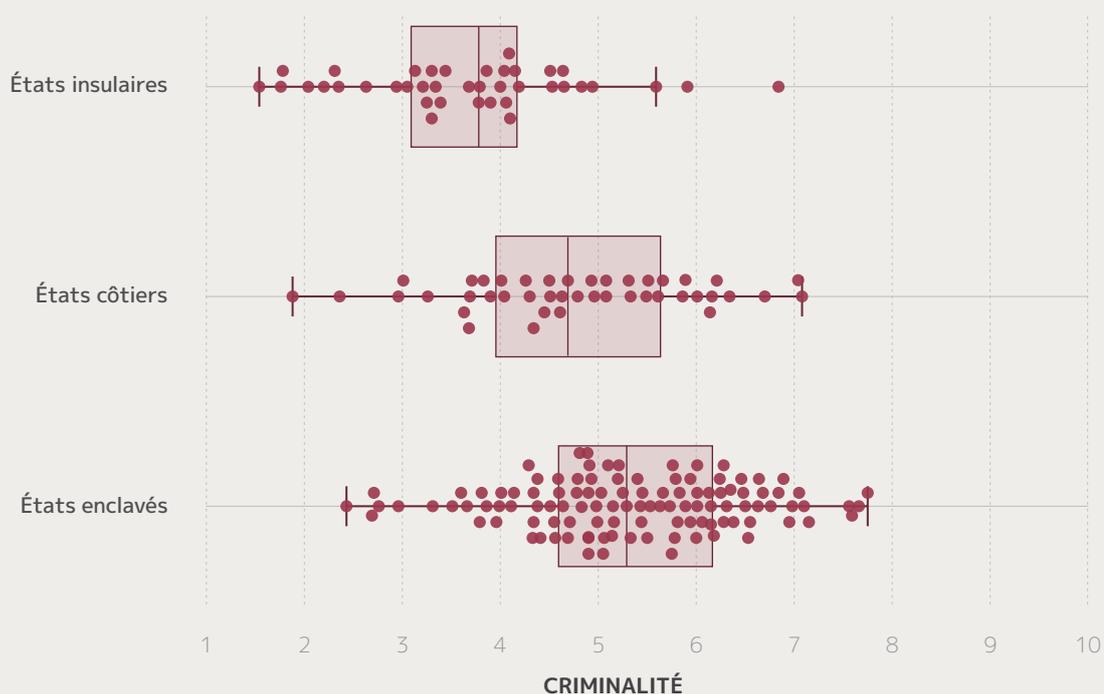
## La géographie naturelle : facteur déterminant de la criminalité ?

Il existe des pays de toutes formes et de toutes tailles dans le monde, depuis les géants transcontinentaux comme la Russie jusqu'aux micro-États comme Monaco en passant par toutes sortes d'États archipels, étirés et éclatés. La géographie naturelle d'un pays, qu'il s'agisse d'un État insulaire, côtier ou enclavé, influence-t-elle ses niveaux de criminalité organisée et, si oui, dans quelle mesure ?

Sur les 193 pays inclus dans cet Indice, un peu plus d'un cinquième (39) sont des États insulaires.<sup>27</sup> Il existe également 43 nations enclavées, mais le type de géographie le plus courant est celui des États côtiers, qui représentent plus de 57 % (111) des pays.

FIGURE 5.2

### La géographie détermine-t-elle la criminalité ?



Si l'on observe les scores moyens de criminalité, les États insulaires sont parmi les moins touchés par le crime organisé, avec un score moyen de 3,67. En comparaison, les États enclavés enregistrent un score de 4,78 et les États côtiers obtiennent le score de criminalité le plus élevé (5,33). Parmi les 20 pays ayant les scores de criminalité les plus faibles, 11 sont des États insulaires, principalement en Océanie. À l'autre extrémité, l'écrasante majorité des pays ayant les scores les plus élevés sont des États côtiers, qui représentent 80 % du Top 20. Un seul État insulaire figure parmi les 20 premiers : l'État archipel des Philippines.

Qu'est-ce qui peut expliquer ces différences ? Les îles sont, en règle générale, plus petites en superficie et en population. Si l'on étudie la criminalité sous le prisme de la demande, elles représentent donc un marché de consommation considérablement plus restreint pour la plupart des produits illicites.<sup>28</sup> Les États insulaires sont également beaucoup moins susceptibles d'être confrontés au risque de propagation d'économies illicites ou de conflits, des sources indirectes de criminalité.<sup>29</sup> Il y a cependant un phénomène inverse, à savoir que les îles sont parfois exploitées précisément en raison de leur isolement géographique. Prenons par exemple le rôle que joue le Cap-Vert dans les flux de drogue transnationaux.

Du point de vue de l'offre, en raison de leur taille, la plupart des États insulaires sont également moins susceptibles d'avoir des ressources naturelles abondantes à exploiter. Cependant, il existe des exceptions, à l'instar de Madagascar, qui figure parmi les plus grandes nations insulaires et les pays les plus riches du monde en termes de biodiversité et de concentration d'espèces endémiques. Ses ressources ont fait du pays la cible permanente du crime organisé environnemental.<sup>30</sup> En outre, les îles offrent de nombreuses opportunités pour la pêche illégale et l'exploitation humaine, une caractéristique commune du secteur de la pêche.

Les États enclavés sont confrontés à un risque de propagation, bien illustré par l'impact de la

contiguïté du Paraguay avec le Brésil. Ces deux pays font face à des niveaux de criminalité très élevés. En outre, en raison de l'absence d'accès direct au transport maritime, les pays enclavés ont longtemps été reconnus comme étant économiquement désavantagés,<sup>31</sup> ce qui peut être un facteur contribuant à un haut niveau de criminalité. Comme certaines îles, un certain nombre de nations enclavées sont des micro-États, comme le Liechtenstein, le Luxembourg et Saint-Marin, et bénéficient donc de nombreuses conditions qui pourraient potentiellement les protéger de la criminalité omniprésente. Bien sûr, et cela vaut également pour de nombreux États insulaires, alors que ces petits pays n'ont peut-être pas de ressources naturelles à exploiter, c'est souvent pour cette raison que leurs économies dépendent plutôt des services financiers. C'est également la raison pour laquelle beaucoup de paradis fiscaux et de plaques tournantes du blanchiment d'argent sont des micro-États et des petites nations insulaires. Le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites ne constituent pas des marchés criminels distincts dans le score de criminalité de l'Indice. Par conséquent, les niveaux de criminalité des États insulaires et des micro-États sont probablement sous-estimés.

Les États côtiers enregistrent le score moyen de criminalité le plus élevé, et l'une des explications les plus évidentes à ce constat est l'accès au commerce et aux infrastructures maritimes internationales. À l'exception de la République démocratique du Congo, dont le littoral est très court, les cinq autres pays ayant les scores de criminalité les plus élevés (Colombie, Myanmar, Mexique, Nigeria et Iran) ont tous des côtes étendues et des infrastructures commerciales développées. En 2019, le volume du commerce maritime a atteint plus de 11 milliards de tonnes, et on estime que plus de 80 % du commerce mondial de marchandises transite par la mer.<sup>32</sup> Étant donné que le commerce illicite utilise les mêmes voies d'approvisionnement et les mêmes infrastructures physiques que le commerce licite mondial, les États côtiers sont intrinsèquement vulnérables face à de nombreuses économies illicites : trafic de drogue, trafic d'êtres humains, pêche illégale, etc.





La comparaison des différents types d'acteurs de la criminalité par continent révèle également des résultats intéressants. Les acteurs intégrés à l'État sont les premiers acteurs de la criminalité en Asie, en Afrique et dans les Amériques, tandis qu'ils occupent la troisième place du classement en Europe et en Océanie. Sur ces deux continents, les acteurs de la criminalité étrangers sont identifiés comme les plus influents, en grande partie à cause de groupes de pays voisins coopérant avec des acteurs domestiques. Les réseaux criminels se classent deuxièmes parmi les quatre types d'acteurs de la criminalité sur les cinq continents, ce qui témoigne de leur ubiquité. Enfin, comme mentionné précédemment, les groupes de type mafieux, qui peuvent prendre la forme de milices ou de gangs par exemple, sont identifiés comme le type d'acteur de la criminalité le moins répandu sur quatre des cinq continents. Ici, les Amériques font figure d'exception, avec la forte influence des cartels de la drogue et d'autres gangs opérant dans les pays de ce continent.

En ce qui concerne la résilience, il est important d'aborder l'analyse des cadres de réponse en fonction de la menace à laquelle un pays, une région ou un continent particulier est confronté(e). L'Europe enregistre le plus haut niveau de résilience (6,23), devant l'Océanie (5,46), les Amériques (4,83), l'Asie (4,46) et l'Afrique (3,80). Bien que le bon classement de l'Océanie puisse être surprenant, le continent présente également les taux de criminalité les plus bas des cinq continents. De plus, la moyenne continentale est quelque peu faussée par les scores de résilience très élevés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cependant, en excluant ces deux pays, la moyenne continentale de l'Océanie serait de 5, la plaçant toujours au deuxième rang parmi les cinq continents.

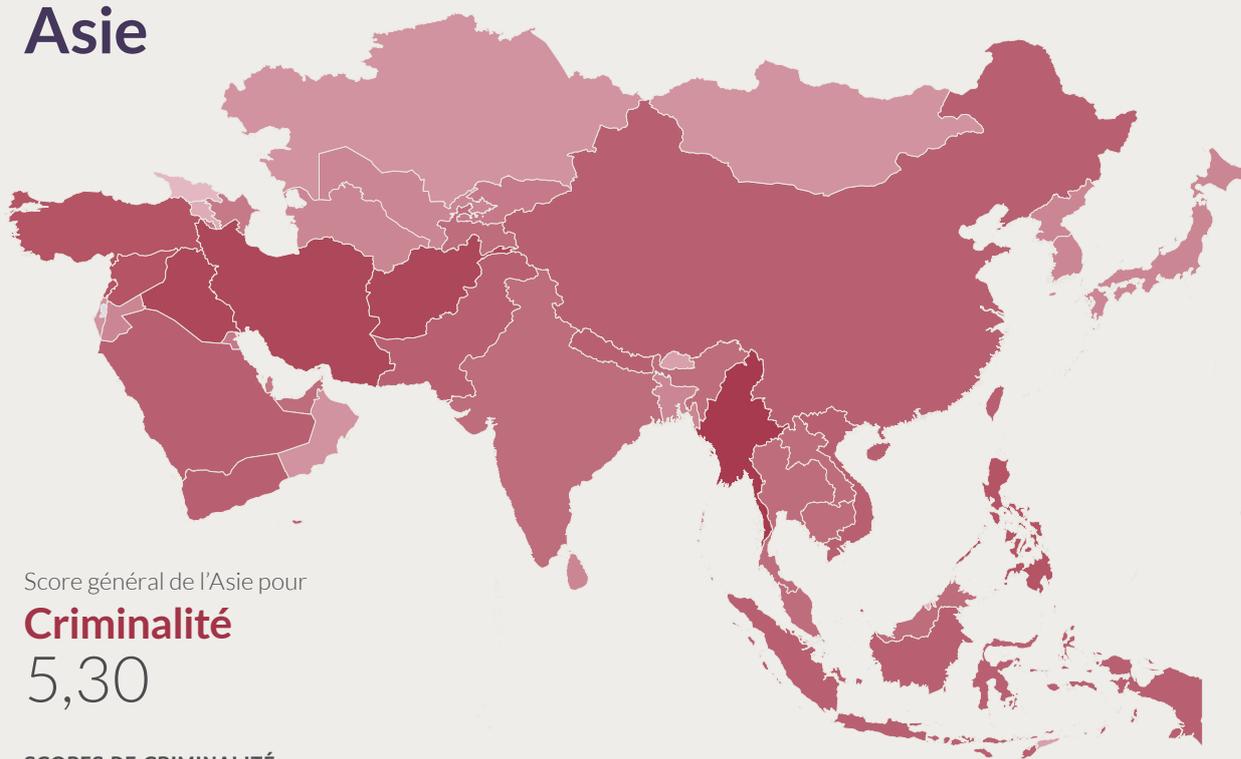
Sur les cinq continents, les indicateurs de résilience « Coopération internationale » et « Politiques et législations nationales » obtiennent les scores les plus élevés parmi les 12 blocs

de résilience. Cela témoigne de la volonté des États de collaborer et d'intégrer les normes internationales dans leurs cadres nationaux sur les questions liées au crime organisé. De même, l'« Intégrité territoriale » se classe dans les trois principaux indicateurs de résilience sur tous les continents, à l'exception des Amériques où les « Acteurs non étatiques » se classent troisièmes, démontrant la force et la résilience des acteurs de la société civile et des médias qui travaillent sur les questions de crime organisé sur ce continent, dans des environnements qui sont souvent extrêmement dangereux.

Parmi les blocs de résilience les moins bien notés, le « Soutien aux victimes et aux témoins » est le plus faible en Afrique, dans les Amériques et en Océanie. Parmi les autres blocs de résilience généralement faiblement notés dans le monde figurent la « Prévention », la « Transparence et responsabilité du gouvernement » et le « Système judiciaire et détention ». Les variations de ces scores révèlent que si les pays sont dans l'ensemble disposés et capables de coopérer les uns avec les autres sur les grands défis liés au crime organisé, les priorités nationales diffèrent dans l'approche adoptée pour lutter contre le crime organisé à l'intérieur des frontières.

Bien que ces résultats offrent un aperçu général de la criminalité et de la dynamique de résilience, les comparaisons continentales peuvent être trop vagues pour effectuer une analyse nuancée, car ces masses continentales abritent de nombreux pays, souvent historiquement, culturellement, géographiquement et économiquement très différents. Lorsque l'on compare de grands groupes d'États, il existe donc un risque que les résultats soient mal interprétés, car les sous-régions affichant la criminalité la plus élevée et les scores de résilience les plus faibles faussent les résultats d'autres pays du même continent qui s'en sortent plutôt bien. Ainsi, il est nécessaire d'approfondir l'étude par région pour une analyse comparative plus précise.

# Asie

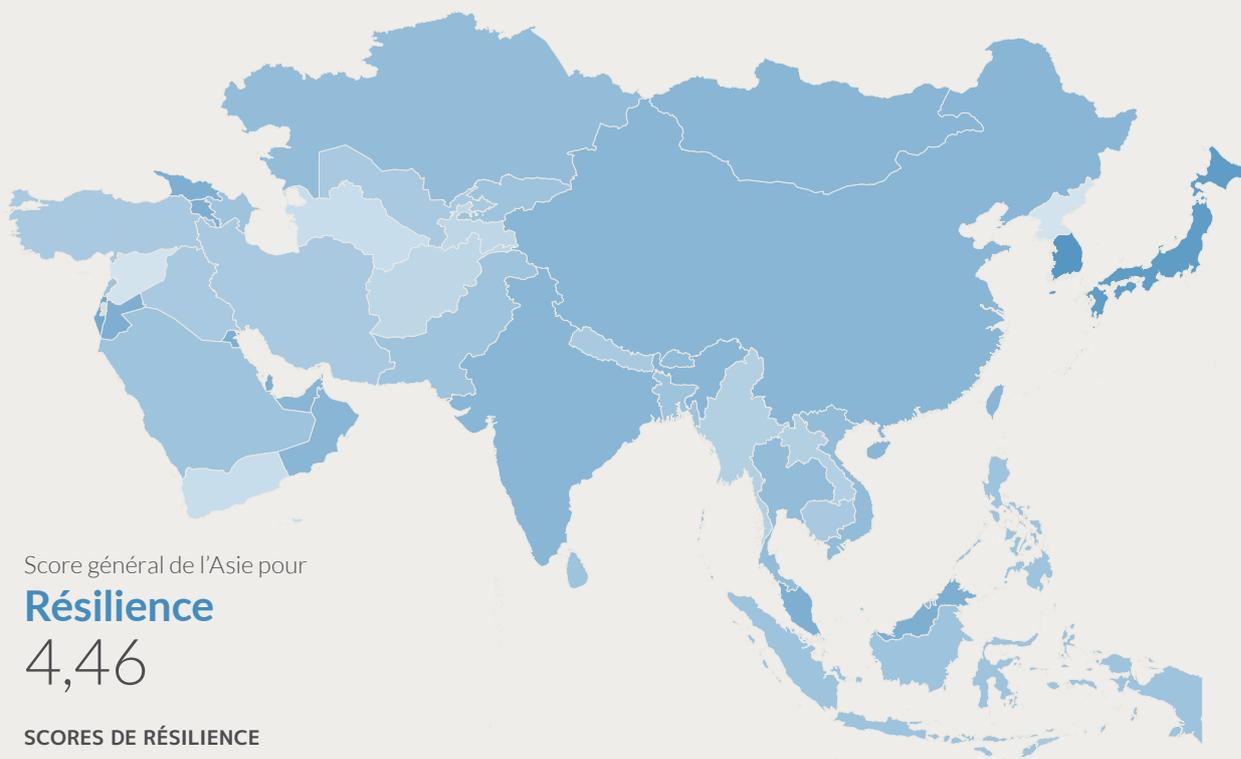


Score général de l'Asie pour

**Criminalité**

5,30

SCORES DE CRIMINALITÉ



Score général de l'Asie pour

**Résilience**

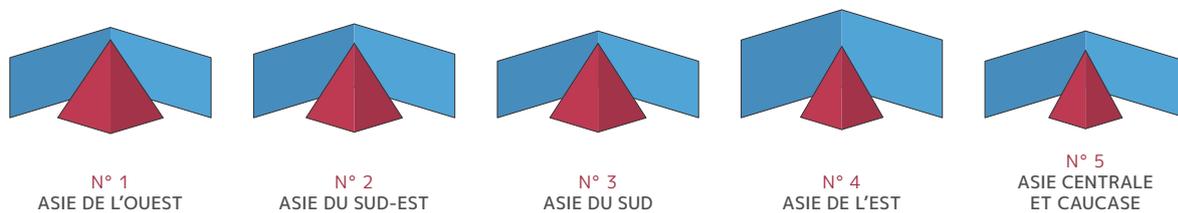
4,46

SCORES DE RÉSILIENCE



L'Asie a été mise sous le feu des projecteurs au début de l'année 2020 parce qu'elle était l'épicentre initial de la pandémie de COVID-19 et le premier continent à imposer les mesures de restriction strictes et de fermeture des frontières qui allaient bientôt déferler sur le monde. Ces mesures n'ont toutefois pas permis de stopper les flux illicites, les économies criminelles ou les acteurs de la criminalité les plus pernicioeux.

**FIGURE 5.3**  
**Scores, Asie**



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
ASIE DE L'OUEST	5,78	5,83	5,74	4,44
ASIE DU SUD-EST	5,45	5,44	5,47	4,58
ASIE DU SUD	5,30	5,26	5,34	4,03
ASIE DE L'EST	4,85	4,62	5,08	5,50
ASIE CENTRALE ET CAUCASE	4,51	4,14	4,88	4,13
<b>MOYENNE ASIE</b>	<b>5,30</b>	<b>5,21</b>	<b>5,38</b>	<b>4,46</b>

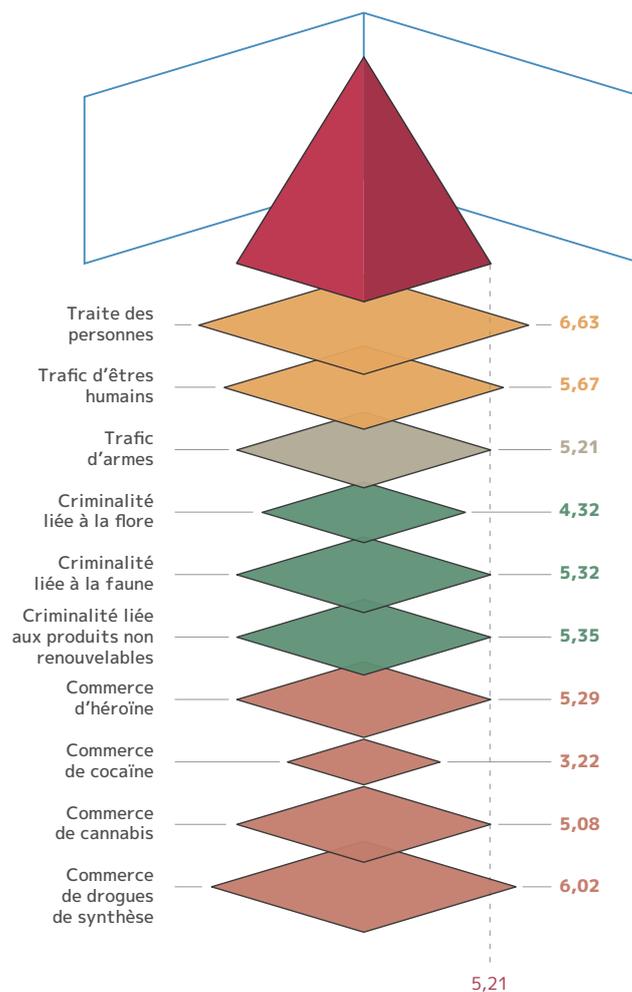
Les résultats de l'Indice montrent que le continent asiatique, composé de 46 pays, abrite différents marchés criminels et acteurs de la criminalité. Cependant, en tant que plaque tournante mondiale où tous les types d'exploitation se rencontrent (travail forcé, exploitation sexuelle des enfants en ligne, esclavage domestique moderne, recrutement forcé de soldats), le marché criminel le plus répandu en Asie est la traite des personnes (6,33). Le continent ayant été le théâtre de nombreuses saisies de drogues de synthèse, du Captagon à la méthamphétamine, il n'est guère surprenant que le commerce des drogues de synthèse soit le deuxième marché criminel le plus répandu d'Asie.

Il existe également une incidence élevée du trafic d'êtres humains (5,67), et de la criminalité liée aux produits non renouvelables (5,35) et à la faune (5,32). Compte tenu du lien entre le commerce d'espèces sauvages et la pandémie, il semble y avoir un changement d'attitude envers le commerce illégal d'espèces sauvages et la consommation de produits de la faune plus spécifiquement. Dans l'ensemble, il ressort donc clairement des résultats que l'Asie est plus gravement touchée par le crime organisé que tout autre continent. En effet, l'Asie détient le score moyen le plus élevé ou le deuxième plus élevé pour pas moins de sept des 10 marchés criminels.<sup>33</sup>

Conformément aux tendances mondiales, les acteurs intégrés à l'État sont le type d'acteur de la criminalité le plus important en Asie, devant les réseaux criminels (5,62), les acteurs de la criminalité étrangers (5,12) et les groupes de type mafieux (4,34). Compte tenu de l'ampleur de la criminalité sur ce continent, et en particulier de l'implication d'acteurs intégrés à l'État dans une grande partie de celui-ci, il n'est peut-être pas surprenant que l'Asie affiche une faible résilience face au crime organisé. Les frontières étant fermées et des restrictions de voyage imposées, l'« Intégrité territoriale » (4,70) figure parmi les indicateurs de résilience affichant les plus hauts scores, derrière la « Coopération internationale » (5,27) et les « Politiques et législations nationales » (4,95). Néanmoins,

l'indicateur « Transparence et responsabilité du gouvernement » est le moins bien noté (3,99) et, à bien des égards, l'explosion survenue dans le port de Beyrouth en août 2020 a été la conséquence de longues années de corruption et de mauvaise gestion. Ailleurs, les mesures nécessaires adoptées par les autorités de Hong Kong pour arrêter la propagation de la COVID-19, motivées en partie par leur expérience passée avec le SRAS, peuvent dans certains cas être considérées comme un facteur de risque pour l'imposition de restrictions plus larges à la société civile. Dans le même ordre d'idées, l'indicateur « Acteurs non étatiques » figurait parmi les scores les plus bas en Asie, avec une moyenne continentale de seulement 4,10.

**FIGURE 5.4**  
Scores des marchés criminels, Asie



Si l'Asie affiche le score de criminalité le plus élevé de tous les continents, il est cependant important de creuser l'analyse au niveau des sous-régions pour identifier avec précision les tendances de la criminalité et les zones où les dommages les plus graves sont ressentis. Une seule région, l'Asie de l'Ouest, figure en effet parmi les cinq premières régions du monde en matière de criminalité, avec une moyenne régionale de 5,78. Un certain nombre de facteurs contextuels peuvent expliquer cela mais, de manière générale, les pays d'Asie de l'Ouest, notamment la Syrie (avec un score de criminalité de 6,84), le Liban (6,76), l'Irak (7,05), l'Iran (7,10), la Turquie (6,89) et le Yémen (6,13) font partie d'une région notoirement fragile et ont connu soit un conflit soit son impact immédiat au cours de la dernière décennie. Dans ce contexte tumultueux, les conditions propices à l'essor de la criminalité sont réunies, car les mouvements massifs de drogues, d'armes, de groupes armés et de populations à travers toute la région nourrissent les flux illicites, alimentant les marchés d'origine, de transit et de destination, et confortant la puissance des acteurs de la criminalité au passage. Cinq pays d'Asie de l'Ouest se classent parmi les 10 premiers pays d'Asie en matière de criminalité.

En revanche, en Asie du Sud-Est (moyenne 5,45), la criminalité liée à la flore (5,86) et à la faune (7,09), la traite des personnes (6,14) et le commerce de drogues de synthèse (6,82) dominent les marchés criminels. La criminalité liée à la flore et à la faune de la région enregistre les scores de criminalité les plus élevés au monde. L'exploitation forestière illégale (principalement de bois massif exotique) dans des pays sources comme le Laos et le Cambodge (tous deux obtenant des scores de 8 concernant la criminalité liée à la flore) a eu un impact dévastateur sur les écosystèmes locaux, avec des flux sortants, facilités par la corruption, en direction de marchés de destination d'autres parties du continent. Le commerce de drogues de synthèse dans la sous-région est également particulièrement répandu, le Myanmar affichant le score le plus élevé au monde avec 9,5 (à égalité avec la Syrie), ainsi que la Thaïlande et le Laos (tous deux à 8). Les trois pays forment le Triangle d'Or, souvent décrit comme la première région productrice de méthamphétamine au monde. Les Philippines voisines sont également une plaque tournante majeure de la méthamphétamine, avec un score de 9, soit le deuxième score le plus élevé au monde.

La région de l'Asie du Sud abrite une multitude d'économies illicites. Sa taille et sa position centrale sur le continent asiatique en font un haut lieu des flux illicites. Février 2020 a marqué le début du retrait des troupes américaines d'Afghanistan, un accord ayant été négocié entre les responsables américains et les talibans, acteurs clés du commerce d'héroïne provenant du plus grand pays producteur au monde. Il n'est donc pas surprenant que l'Asie du Sud signe le deuxième score le plus élevé pour le commerce d'héroïne (5,94) après l'Asie centrale et le Caucase, une région où presque tous les pays jouent un rôle important en tant que points de transit dans les flux transnationaux d'héroïne compte tenu de sa contiguïté avec l'Afghanistan. L'Asie du Sud est également l'une des régions du monde les plus touchées par la traite des personnes (6,88), six des huit pays de la région (Afghanistan, Pakistan, Inde, Népal, Bangladesh et Maldives) abritant des marchés significatifs ou extrêmement développés.

En Asie de l'Est, le commerce de drogues de synthèse est en tête de liste, avec un score moyen de 6,30, devant la traite des personnes à 6. Des pays comme la Chine, la République populaire démocratique de Corée, la Mongolie et le Japon ont été identifiés comme ayant de grands marchés de destination pour la méthamphétamine (en provenance principalement d'Asie du Sud-Est et au-delà) et les opioïdes de synthèse comme le Fentanyl.

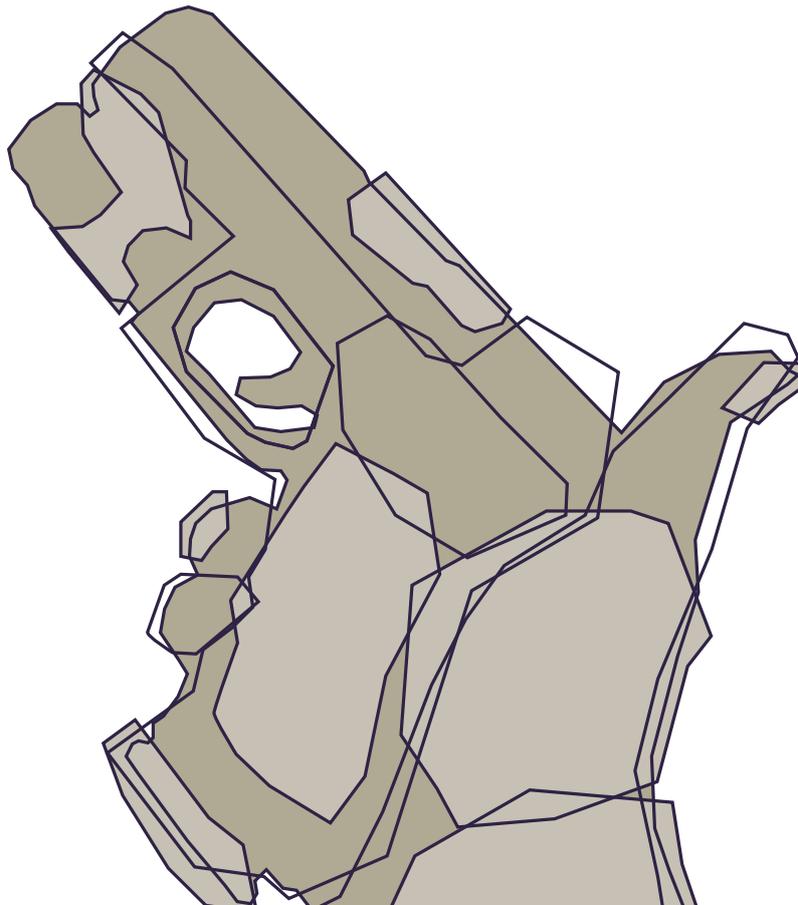
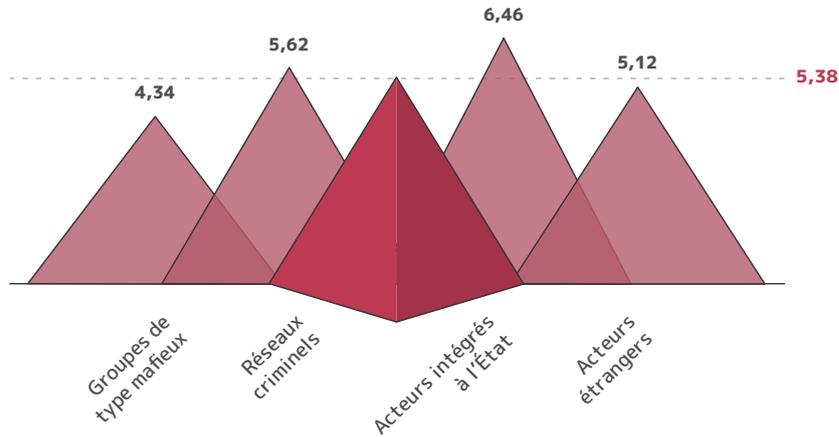


FIGURE 5.5

## Scores des acteurs de la criminalité, Asie



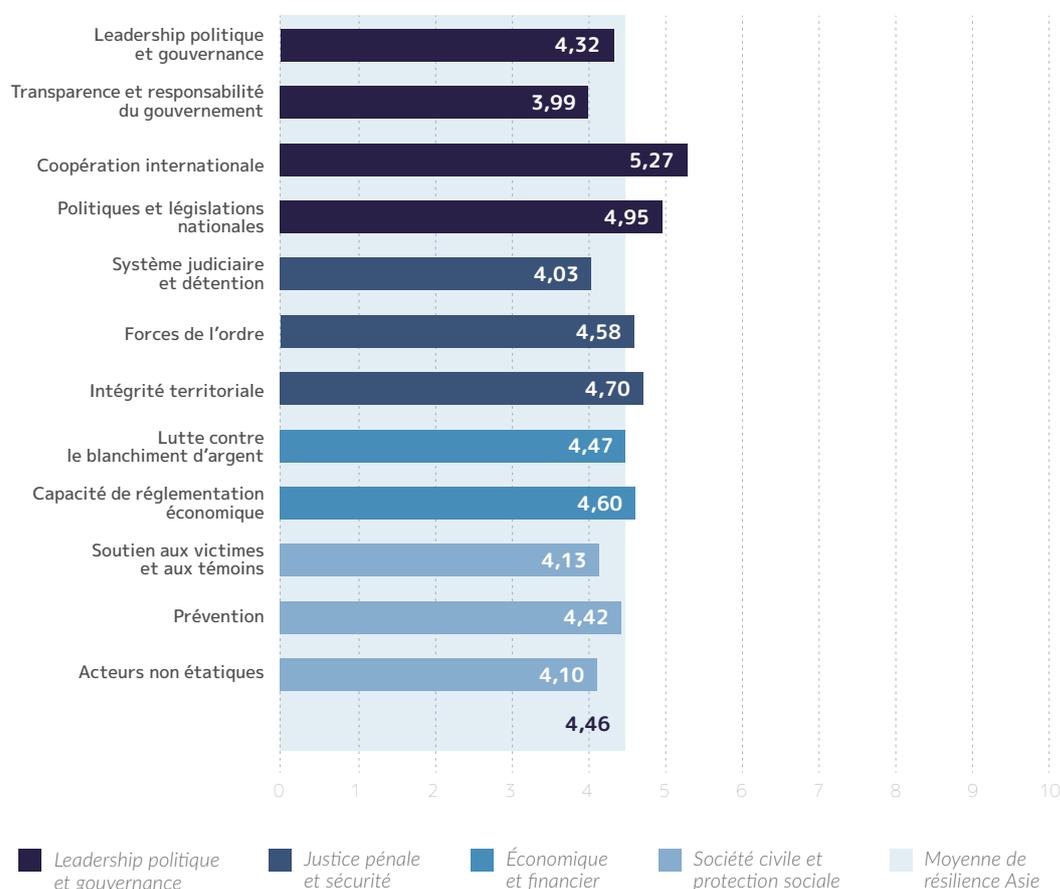
Contrairement aux marchés criminels, les scores des acteurs de la criminalité sont plus équilibrés entre les sous-régions d'Asie. Ainsi, toutes les régions obtiennent une moyenne égale ou supérieure à 6 pour les « Acteurs intégrés à l'État », à l'exception de l'Asie de l'Est, qui enregistre un score de 5,80. Si l'ampleur de ce type d'acteur de la criminalité varie d'un pays à l'autre, les évaluations des experts tendent à attribuer des scores plus élevés aux pays à tendance autoritaire et où les normes en matière de droits de l'homme sont peu respectées, ou à ceux dans lesquels les acteurs étatiques facilitent ou participent à des crimes environnementaux. Les réseaux criminels obtiennent un score supérieur à 5 pour toutes les sous-régions d'Asie à l'exception de l'Asie centrale et du Caucase (4,38), soulignant l'interdépendance des pays, avec un score nettement plus élevé pour l'Asie de l'Ouest (6,57). En revanche, aucune région ne dépasse 5 concernant les groupes de type mafieux, tandis que l'Asie du Sud-Est a fait augmenter la moyenne du continent pour les acteurs de la criminalité étrangers

(6,18), ce type d'acteur étant évalué par les experts comme ayant une influence significative à importante dans 8 des 11 pays.

Aucune région d'Asie ne se situe dans le Top 5 en termes de résilience ; l'Asie du Sud figure même parmi les cinq dernières régions du monde en termes de résilience face au crime organisé. Bien que la « Coopération internationale » pour l'Asie du Sud soit évaluée à 5,06 (le score le plus élevé de la région), la sous-région détient les scores parmi les plus bas du continent : « Soutien aux victimes et aux témoins » (3,19), « Système judiciaire et détention » et « Prévention » (tous deux en moyenne à 3,50). La région Asie centrale et Caucase enregistre les deuxièmes scores de résilience les plus bas du continent, aucun indicateur de résilience n'atteignant 5. De graves lacunes dans le système judiciaire, le leadership politique et la transparence du gouvernement sont identifiées comme des facteurs contribuant à cette faible moyenne de résilience.

FIGURE 5.6

## Scores de résilience, Asie



En revanche, l'Asie de l'Est domine le continent en termes de résilience (avec un score moyen de 5,50) et présente les scores moyens les plus élevés pour les 12 indicateurs. Pendant toute l'année 2020, la Corée du Sud a été considérée comme un exemple de réussite mondiale en matière de lutte contre la COVID-19. Le pays a agi rapidement et mis en œuvre des systèmes de traçage efficaces, gagnant ainsi la confiance de la population et atténuant les impacts négatifs de la pandémie sur l'économie. D'autres pays de la région, notamment le Japon, ont rapidement fermé leurs frontières. Dans son ensemble, la région a pu maintenir une certaine stabilité tout au long de l'année, contrairement aux autres régions asiatiques. L'« Intégrité territoriale » (6,70), la « Coopération internationale » (6,20) et les « Politiques et législations nationales » (6,20) figurent parmi les indicateurs de résilience les mieux notés de la sous-région. En Asie du Sud-Est, la force de la « Capacité de réglementation économique » a reçu le score de 5,05, mais là encore,

ce sont la « Coopération internationale » (5,41) et les « Politiques et législations nationales » (5,32) qui obtiennent les scores les plus élevés.

L'Asie de l'Ouest occupe la première place sur le continent en matière de criminalité globale et se classe au troisième rang des cinq sous-régions d'Asie pour la résilience, avec une moyenne régionale de 4,44. À l'instar du continent, la « Coopération internationale » (5,29), les « Politiques et législations nationales » et l'« Intégrité territoriale » (tous deux à 4,75) sont les indicateurs qui obtiennent les scores moyens les plus élevés dans cette sous-région, tandis que la « Transparence et responsabilité du gouvernement » (3,79), le « Système judiciaire et détention » (3,96) et les « Acteurs non étatiques » (4,14) sont les moins bien notés. Les experts invoquent les mesures répressives approuvées par l'État à l'encontre de la société civile et des médias pour expliquer les faibles résultats de ces indicateurs.

# Afrique

Score général de l'Afrique pour

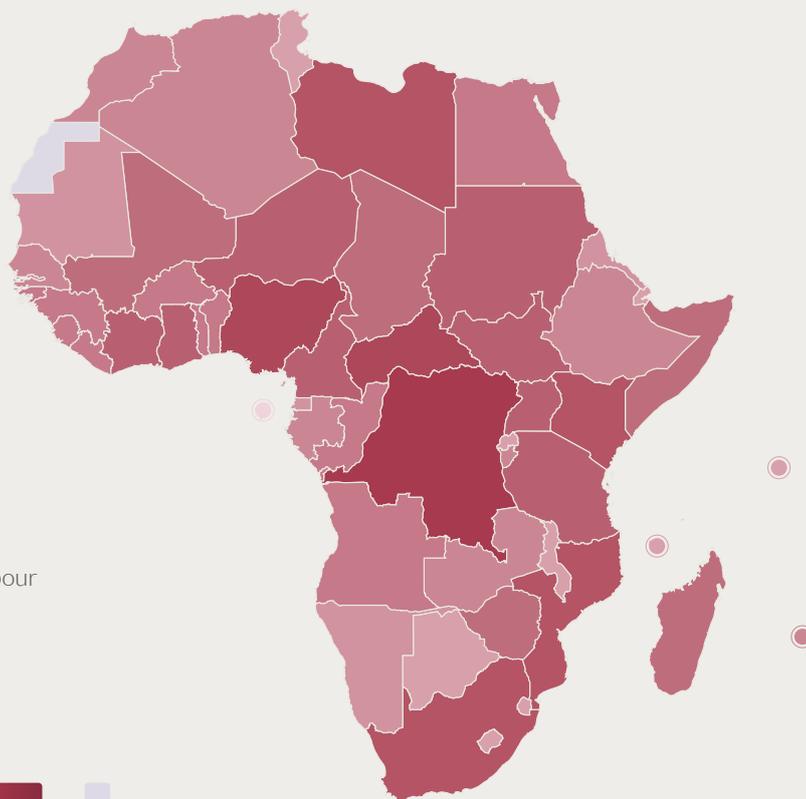
**Criminalité**

5,17

SCORES DE CRIMINALITÉ



AUCUNE  
DONNÉE



Score général de l'Afrique pour

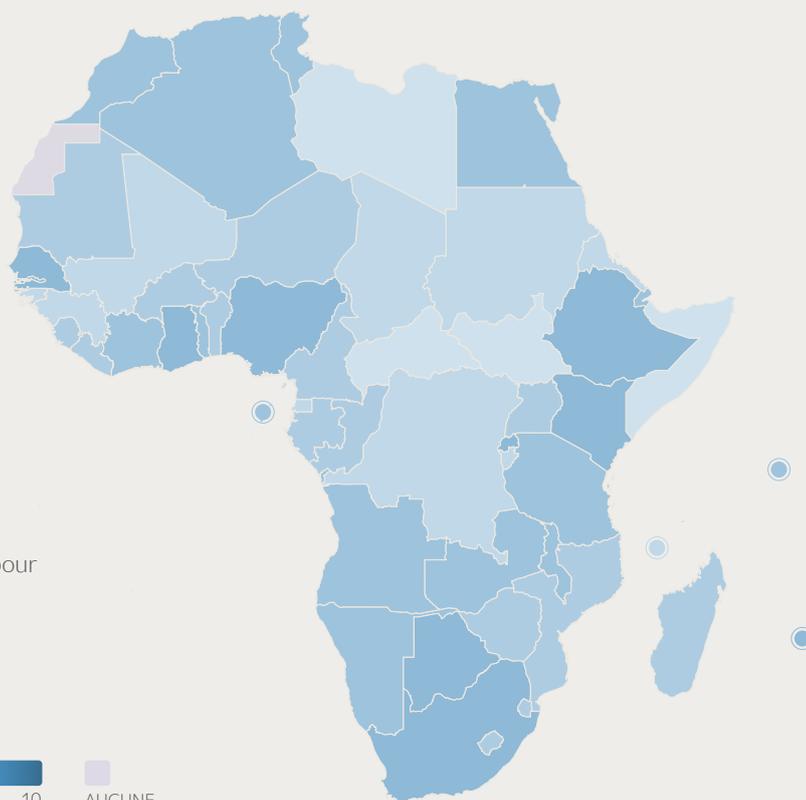
**Résilience**

3,80

SCORES DE RÉSILIENCE



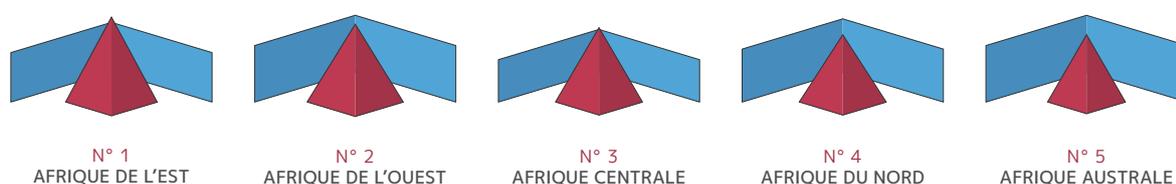
AUCUNE  
DONNÉE



Dans l'ensemble, l'Afrique a été beaucoup moins touchée par la pandémie que le reste du monde sur le plan des taux d'infection et du nombre de décès. Un certain nombre de raisons ont été avancées par des experts de la santé, notamment des climats plus chauds qui ont peut-être freiné la propagation du virus, une population plus jeune et, pour certains pays, des systèmes de santé communautaires efficaces mis en place au fil des ans en réponse aux nombreuses épidémies de maladies transmissibles ayant frappé le continent, dont la fièvre Ebola.<sup>34</sup> Si certains États africains ont réussi à endiguer la pandémie, c'est peut-être surtout grâce à l'empressement et à la vigueur avec lesquels les gouvernements ont réagi à l'épidémie initiale. De nombreux citoyens ont été soumis à de strictes restrictions de circulation, à des couvre-feux et à la fermeture des frontières.

Cependant, ces mesures ont également eu des répercussions négatives. L'économie s'est contractée de 3,4 % en 2020, soit le plus fort ralentissement jamais enregistré et une première en Afrique en près de trois décennies.<sup>35</sup> Les réactions des institutions pour stopper la propagation du virus ont eu un impact profond sur les déplacements, le commerce et les affaires, et ont également affecté les marchés noirs et les économies parallèles. Les entreprises légales ayant subi des pertes considérables, les individus se sont tournés vers des activités illicites pour trouver des sources de revenus, et ceux qui étaient vulnérables face à l'exploitation le sont devenus encore plus en raison des mesures de confinement mises en place dans l'intérêt de la santé publique.

**FIGURE 5.7**  
**Scores, Afrique**



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
AFRIQUE DE L'EST	5,66	5,19	6,13	3,54
AFRIQUE DE L'OUEST	5,47	5,39	5,55	4,06
AFRIQUE CENTRALE	5,11	4,80	5,43	3,21
AFRIQUE DU NORD	4,86	4,81	4,92	3,79
AFRIQUE AUSTRALE	4,67	4,43	4,91	4,18
<b>MOYENNE AFRIQUE</b>	<b>5,17</b>	<b>4,94</b>	<b>5,40</b>	<b>3,80</b>

Au-delà de la COVID-19, le continent a continué de connaître des conflits, une certaine fragilité et de la corruption dans un certain nombre de pays. Qu'il s'agisse de la violence interethnique, de la montée des djihadistes au Sahel, de la crise politique en Guinée-Bissau, des conflits dans la région du

Tigré en Éthiopie et en République démocratique du Congo ou encore de l'insurrection au Mozambique, l'instabilité à laquelle ont été confrontés un certain nombre de pays africains en 2020 a constitué un autre facteur propice à la progression des activités de criminalité organisée.

Après l'Asie, l'Afrique est le continent qui enregistre le score global de criminalité le plus élevé (5,17), ce qui témoigne de l'omniprésence et de la diversité des économies illicites implantées sur le continent. La traite des personnes est le marché criminel le plus influent en Afrique, avec une moyenne continentale de 5,93. Sur les 54 pays africains, 30 sont considérés comme ayant un marché de la traite des personnes dont l'influence est significative ou importante, ce qui démontre l'immense ampleur de cette économie illicite, notamment dans le contexte de la pandémie, lorsque la crise économique à travers le continent a rendu les gens de plus en plus vulnérables face à la traite.

En 2019, 25 conflits en cours ont été recensés en Afrique,<sup>36</sup> et les conflits et l'instabilité n'ont apparemment pas été freinés par la pandémie en 2020, car les pays du continent ont continué d'être victimes d'attaques armées, d'offensives gouvernementales et d'insurrections. Il est possible de décrire la relation entre le crime organisé et les conflits comme une relation de renforcement mutuel. Les économies illicites jouent un rôle à tous les stades d'un conflit, y contribuant et l'entretenant, et constituant un obstacle à une paix durable. Les situations de conflit créent aussi des opportunités de développement et d'exploitation pour la criminalité, car le trafic d'armes, de drogues et d'autres produits de base vient se mêler aux économies de guerre émergentes. Parallèlement, les institutions sont incapables de répondre aux inégalités et à la détérioration des conditions politiques, sanitaires et socio-économiques, ce qui contribue également à alimenter la criminalité. Cette dynamique a précisément été observée en 2020 en Éthiopie, où le conflit du Tigré a réduit la capacité du gouvernement à lutter efficacement contre la menace du crime organisé.

Un cycle négatif perpétuel où le conflit sape la résilience et alimente le crime organisé peut conduire à l'enracinement d'une dynamique de criminalité élevée et de faible résilience. Les résultats de l'Indice montrent que les pays confrontés à des conflits prolongés, comme la Libye, la Somalie, le Soudan du Sud, la République centrafricaine et d'autres pays sur

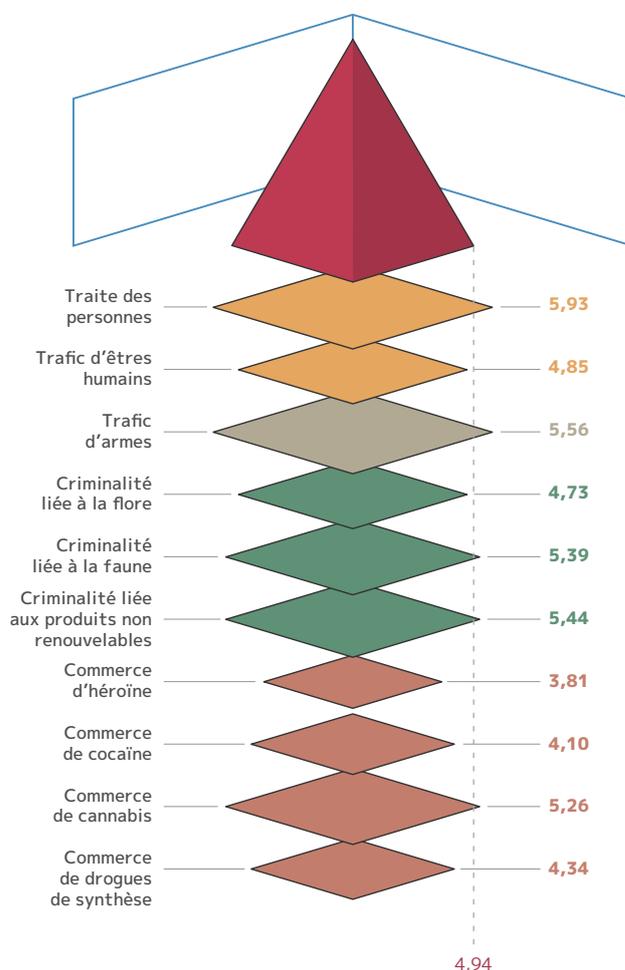
d'autres continents affichent les niveaux de résilience les plus faibles.

Dans ce contexte, le trafic d'armes est le deuxième marché criminel le plus répandu à travers l'Afrique (5,56), devant la criminalité liée aux produits non renouvelables (5,44) et à la faune (5,39). Avec l'Asie, l'Afrique compte deux marchés environnementaux parmi ses cinq premiers marchés criminels, ce qui illustre l'importance de ces activités illicites par rapport aux marchés de la drogue, par exemple. En effet, les marchés criminels ayant les moyennes continentales les plus faibles sont le commerce d'héroïne (3,81), de cocaïne (4,10) et de drogues de synthèse (4,34). Dans la lignée des tendances mondiales, les types d'acteurs de la criminalité les plus importants en Afrique sont les acteurs intégrés à l'État (6,89), devant les réseaux criminels (5,96), les acteurs étrangers (5,63), et enfin, avec un score moyen beaucoup plus faible de 3,11, les groupes de type mafieux.

Les experts identifient l'Afrique comme le continent disposant des mécanismes et des cadres institutionnels les moins développés pour lutter contre le crime organisé, avec un score de résilience moyen de 3,80. Sur ce continent, des tendances similaires à celles observées au niveau mondial émergent en termes d'indicateurs de résilience : la « Coopération internationale » arrive en tête de liste (4,79) suivie de près par les « Politiques et législations nationales » (4,61) et l'« Intégrité territoriale » (4,24). En particulier, les « Acteurs non étatiques », bien qu'ayant obtenu un score faible (3,95) ont surpassé la plupart des autres indicateurs de résilience, reflétant à la fois les niveaux élevés de répression de la société civile par les gouvernements du continent et le dynamisme de la société civile elle-même. Dans la lignée des tendances mondiales, les indicateurs de protection sociale sont les moins bien notés en Afrique, avec le « Soutien aux victimes et aux témoins » (2,81) et la « Prévention » (3,08) qui obtiennent des scores particulièrement faibles et qui, avec la « Transparence et responsabilité du gouvernement » (3,30) constituent les trois derniers indicateurs de résilience à travers le continent.

FIGURE 5.8

## Scores des marchés criminels, Afrique



Bien que les scores de certains marchés, acteurs ou indicateurs de résilience soient assez homogènes sur l'ensemble du continent, de nettes différences s'observent entre les différentes régions. L'Afrique de l'Est est identifiée comme la région présentant les niveaux de criminalité les plus élevés (5,66) en raison non seulement de l'existence d'une multitude de marchés extrêmement répandus dans des pays comme le Kenya et la Tanzanie, mais aussi de la force de différents types d'acteurs de la criminalité dans les États en proie à des conflits tels que le Soudan et le Soudan du Sud. La traite des personnes est de loin l'économie illicite la plus importante dans cette sous-région, avec une moyenne de 7,39. Le trafic d'armes (7,11) est également particulièrement répandu,

principalement en raison des scores obtenus par le Soudan, le Soudan du Sud et la Somalie, déchirés par des conflits, et du trafic et de la circulation d'armes légères et de petit calibre. L'Afrique de l'Est est l'une des deux seules régions africaines (l'autre étant l'Afrique du Nord) où le trafic d'êtres humains figure parmi les trois marchés criminels les plus répandus. L'Érythrée est particulièrement touchée par le trafic d'êtres humains, avec un score de 9,5, le plus élevé au monde pour ce marché. L'État étant l'un des plus grands pays d'Afrique à produire des réfugiés, de nombreux Érythréens cherchent l'aide de réseaux de passeurs qui sont souvent liés à la classe politique ou militaire du pays.

Des schémas similaires se dessinent en Afrique centrale, où notamment en République démocratique du Congo (RDC), le développement des groupes rebelles locaux et étrangers a accru la demande d'armes et de munitions de contrebande. En outre, les pays du Sahel, notamment la République centrafricaine et le Tchad, ont été identifiés comme responsables du score élevé du trafic d'armes (6,14) pour la sous-région. La criminalité liée aux produits non renouvelables figure également parmi les marchés criminels les plus répandus en Afrique centrale (6,05), là encore principalement du fait du commerce illicite de l'or en RDC et en République centrafricaine, ainsi que de la corruption et de la criminalité généralisées ancrées dans les secteurs de la production de pétrole et de diamant dans des pays comme l'Angola. Comme en Afrique de l'Est, les marchés de la drogue figurent parmi les économies criminelles qui obtiennent les scores les plus faibles dans l'ensemble, bien que les experts aient noté qu'un certain nombre de pays étaient confrontés à de graves problèmes, notamment le trafic de Tramadol et le commerce illicite de cannabis.

À l'inverse, l'Afrique de l'Ouest est la seule région d'Afrique à compter deux marchés de la drogue dans ses trois premières économies criminelles. Le commerce illicite de cannabis (5,87) joue un rôle clé dans la région, mais le commerce de cocaïne est le marché de stupéfiants le plus répandu en Afrique de l'Ouest. La moyenne régionale de 6 s'explique non seulement par le statut de principale plaque tournante de la cocaïne du Nigeria, mais aussi par un certain nombre de petits États comme la Guinée-Bissau où presque toute l'économie est décrite comme tournant autour de la facilitation du trafic international de drogue. La Guinée, le Cap-Vert, le Sénégal, la Gambie et le Ghana obtiennent également un score supérieur à 6 pour le commerce de cocaïne. Un groupe de pays de cette région est décrit comme formant un « couloir de la cocaïne » pour la drogue en transit vers les marchés de consommation, la Guinée-Bissau ayant longtemps joué un rôle déterminant en tant que plaque tournante des flux de drogue entrant et sortant de la région.<sup>37</sup> Les marchés criminels environnementaux occupent également une place importante dans le paysage du crime organisé en Afrique de l'Ouest. Les criminalités liées aux produits non renouvelables (5,80), à la faune (5,67) et à la flore (5,50) obtiennent des scores relativement élevés, ce qui s'explique en grande partie par les niveaux élevés de ressources naturelles, de biodiversité et de couverture forestière

de pays situés tant sur la côte ouest, comme le Sénégal et la Guinée-Bissau, que plus à l'est, comme le Nigeria et le Burkina Faso.

En Afrique australe, région qui obtient le score de criminalité le plus bas du continent, il a été établi que la criminalité liée à la faune (5,35) posait un problème important, notamment en raison du nombre considérable d'animaux menacés d'extinction et commercialisés illégalement ou de sous-produits tels que l'ivoire d'éléphant, les cornes de rhinocéros, les os de lion, les écailles de pangolin, et l'ormeau (qui a eu de graves impacts sociaux et environnementaux en Afrique du Sud, l'un des rares endroits au monde où ce mollusque est présent naturellement). Même si le braconnage des rhinocéros a globalement diminué dans toute la région pendant la pandémie, les chiffres de la population du parc national Kruger en Afrique du Sud, qui abrite le plus grand nombre de rhinocéros en Afrique, montrent que la population de rhinocéros blancs avait chuté de 67 % entre 2011 et 2019, et que le nombre de rhinocéros noirs, en danger critique d'extinction, avait diminué de 53 %. En parallèle, on estimait en 2020 que 2,7 millions de pangolins sont tués par des braconniers chaque année en Afrique, principalement pour le compte des marchés asiatiques.

L'Afrique australe est également de loin la région la plus touchée par le commerce d'héroïne, le deuxième marché criminel le plus répandu dans cette zone, avec un score moyen de 5,15. Le marché de l'héroïne a été considéré comme particulièrement important dans les principaux États de transbordement et de destination que sont le Mozambique et l'Afrique du Sud, où l'héroïne afghane est de plus en plus importée en grandes quantités, ainsi qu'à Maurice et aux Seychelles, petits États insulaires où la consommation augmente à une vitesse alarmante, comme dans d'autres pays de la région. À l'autre extrémité du spectre, par rapport à d'autres régions comme l'Afrique de l'Est, le trafic d'êtres humains en Afrique australe est plutôt limité (3,54).

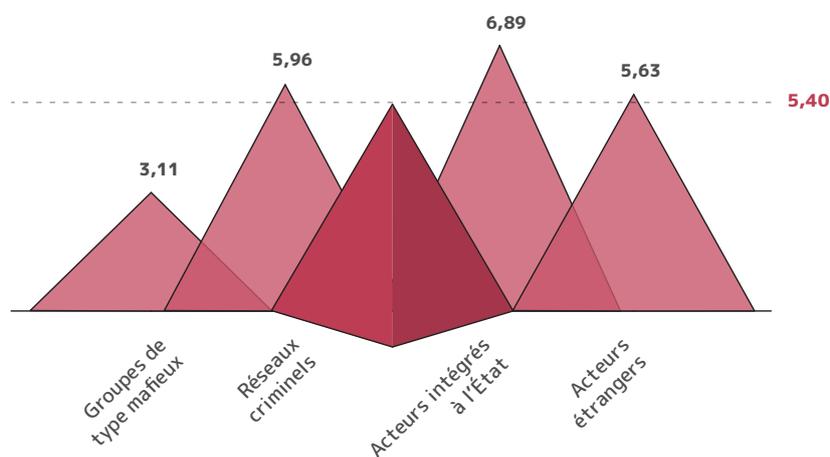
Le tableau est diamétralement opposé cependant de l'autre côté du continent. Le trafic d'êtres humains arrive en deuxième position des marchés criminels les plus répandus en Afrique du Nord (6,92), où l'on a constaté une augmentation significative du nombre de personnes cherchant l'aide de passeurs pour traverser la Méditerranée ces dernières années. La Libye reste un haut lieu de transit pour les migrants en provenance de toute l'Afrique, mais selon les

experts, la Tunisie est aujourd'hui un nouveau pays d'origine majeur (tout en continuant à jouer son rôle historique de plaque tournante pour le transit) pour la migration clandestine vers l'Italie. En outre, l'augmentation des poussées migratoires à la suite des soulèvements du printemps arabe de 2011 a conduit le gouvernement algérien à adopter une approche fortement sécurisée du trafic de personnes, ce qui a pu renforcer la position des réseaux de passeurs opérant dans le sud du pays. Le Maroc étant considéré comme

l'un des principaux pays producteurs de cannabis au monde, presque tous les pays d'Afrique du Nord sont également fortement touchés par l'économie du cannabis, considérée comme le marché criminel le plus répandu dans la région, avec un score de 6,92. À l'inverse, et contrairement à toutes les autres régions d'Afrique, le marché de la criminalité liée à la flore y est décrit comme négligeable (1,92). La région compte très peu de zones forestières, et donc très peu d'activités d'exploitation illégale.

FIGURE 5.9

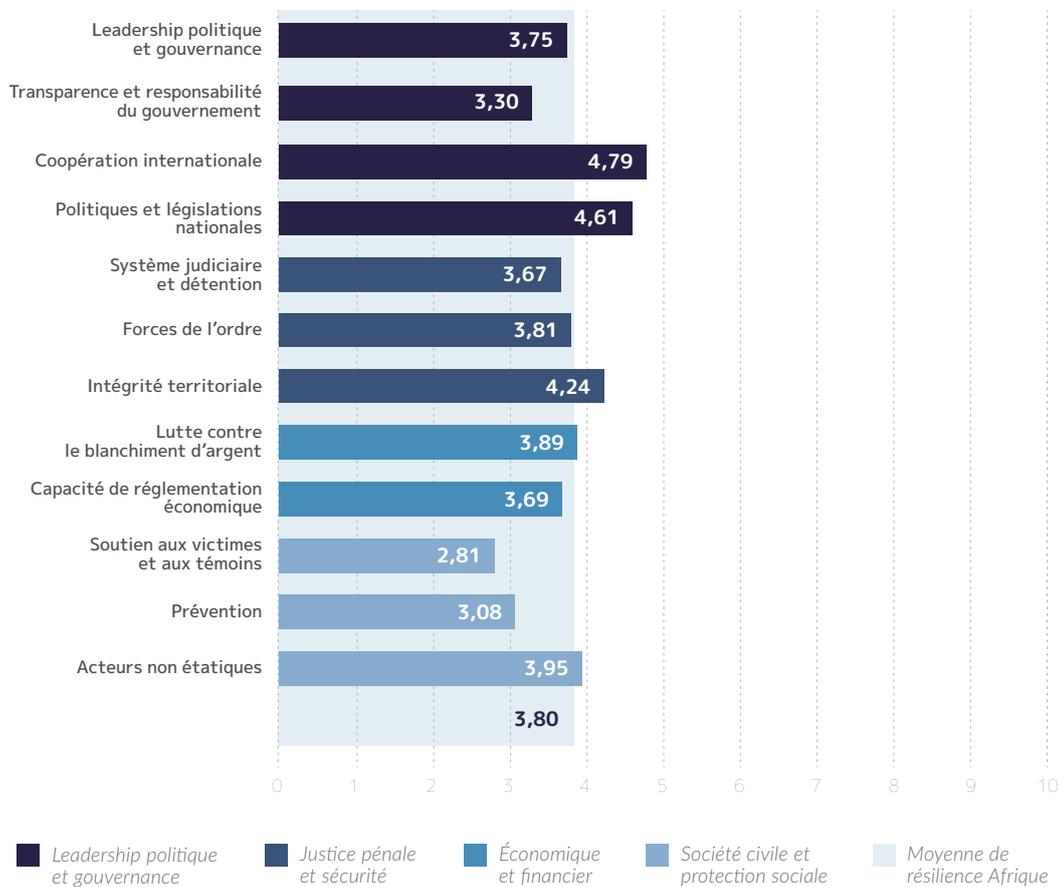
## Scores des acteurs de la criminalité, Afrique



Les données de l'Indice montrent que, comme pour les marchés criminels, l'Afrique de l'Est abrite les acteurs de la criminalité les plus influents du continent, principalement des acteurs intégrés à l'État. Dans l'ensemble, ces derniers obtiennent un score de 7,22 dans la région et, comme c'est le cas dans les cinq régions d'Afrique, ce sont les acteurs de la criminalité les plus répandus sur le continent, l'Afrique centrale (7,55) en tête, suivie par l'Afrique du Nord (7,17), l'Afrique de l'Ouest (6,90) et l'Afrique australe (6,90). Les réseaux criminels sont également répandus dans toutes les régions d'Afrique, mais pas autant qu'en Afrique de l'Est (6,83) et en Afrique de l'Ouest (6,43). D'autre part, alors que l'Afrique centrale abrite des pays dont les niveaux de capture par l'État sont parmi les plus élevés au monde, les réseaux criminels sont assez faibles dans de nombreux pays. Les groupes de

type mafieux sont le type d'acteur de la criminalité obtenant le score le moins élevé sur le continent, mais il existe plusieurs pays en Afrique où les gangs, les groupes armés et les milices hautement organisés exercent une influence significative. Nombre d'entre eux ont été renforcés par la COVID-19, profitant des ouvertures des marchés illicites et consolidant ainsi leur contrôle sur les communautés dans lesquelles ils opèrent.<sup>38</sup> Enfin, des acteurs de la criminalité étrangers sont présents sur la plus grande partie du continent. En effet, ces derniers ont une influence significative ou importante dans la moitié des 54 pays africains, et leur influence ne se limite pas à une région en particulier : les acteurs étrangers obtiennent des scores assez élevés dans la plupart des régions d'Afrique, principalement en Afrique de l'Ouest (6,30), Afrique de l'Est (6,00) et Afrique australe (5,54).

**FIGURE 5.10**  
Scores de résilience, Afrique



Alors que d'autres continents, notamment l'Océanie et les Amériques, connaissent un pic bien visible dans la distribution des scores de résilience, la courbe de résilience pour l'Afrique est beaucoup plus plate, reflétant le fait que les pays africains enregistrent des niveaux de résilience particulièrement variés. Cependant, il est clair que dans l'ensemble, les États africains affichent des niveaux de résilience bien inférieurs à ceux des pays des autres continents. En Afrique, comme dans le reste du monde, 2020 a été une année tumultueuse marquée par la mort du président du Burundi, un coup d'État militaire au Mali et le début de ce qui est devenu une véritable guerre lorsque le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a lancé une offensive militaire dans la région du Tigré. L'Afrique centrale (3,21) est la région la moins bien notée en matière de résilience, non seulement en Afrique, mais dans le monde entier. En matière de résilience, l'Afrique compte trois des régions les moins bien notées au monde, l'Afrique du Nord obtenant un score de 3,79 et l'Afrique de l'Est de 3,54.

En ce qui concerne les indicateurs de résilience les mieux notés, on observe peu de variations entre les régions africaines : la « Coopération internationale » et les « Politiques et législations nationales » figurent parmi les indicateurs les mieux notés dans les cinq régions. À l'autre extrémité de l'échelle de résilience, les indicateurs de protection sociale, « Soutien aux victimes et aux témoins » et « Prévention » figurent parmi les indicateurs les moins bien notés, et ce dans toutes les régions. De plus, la variation des scores régionaux sur les indicateurs susmentionnés est assez faible.

L'indicateur de résilience présentant le plus grand écart entre les scores des régions les mieux notées et les moins bien notées sont les « Acteurs non étatiques ». En Afrique de l'Est, le score moyen pour cet indicateur n'est que de 3,11, alors que grâce à sa société civile qui joue un rôle beaucoup plus influent, et est autorisée à le faire, l'Afrique de l'Ouest obtient un score de 4,87, principalement grâce aux scores élevés de pays tels que le Cap-Vert, le Sénégal et le Ghana, qui atteignent tous la note de 7. Plusieurs pays d'Afrique australe se targuent également de disposer d'un paysage médiatique libre et d'une société civile active, notamment l'Afrique du Sud (7,0). Enfin, les notes obtenues sur la « Transparence et responsabilité du gouvernement » varient considérablement d'un pays à l'autre. En Afrique de l'Est, plusieurs pays, notamment l'Érythrée, le Soudan du Sud et la Somalie, obtiennent des scores très faibles, et le pays le plus performant ne dépasse pas le score de 5. À l'inverse, un certain nombre d'États d'Afrique de l'Ouest enregistrent des scores acceptables sur la « Transparence et responsabilité du gouvernement », notamment le Cap-Vert, le Ghana et le Nigeria.

Il n'en reste pas moins que des progrès significatifs peuvent être accomplis dans toute l'Afrique, en matière de transparence et de responsabilité – dont le manque a peut-être été le mieux illustré par le défunt président tanzanien John Magufuli : connu pour son scepticisme à l'égard du coronavirus, il a refusé de publier les données sur la situation épidémiologique dans le pays et a réprimé ceux qui cherchaient à alerter sur les ravages de la maladie –, mais aussi pour tous les éléments constitutifs nécessaires à l'établissement d'une résilience durable face au crime organisé en Afrique.



# Amériques

Score général des Amériques pour

**Criminalité**

5,06

SCORES DE CRIMINALITÉ



1

10

Score général des Amériques pour

**Résilience**

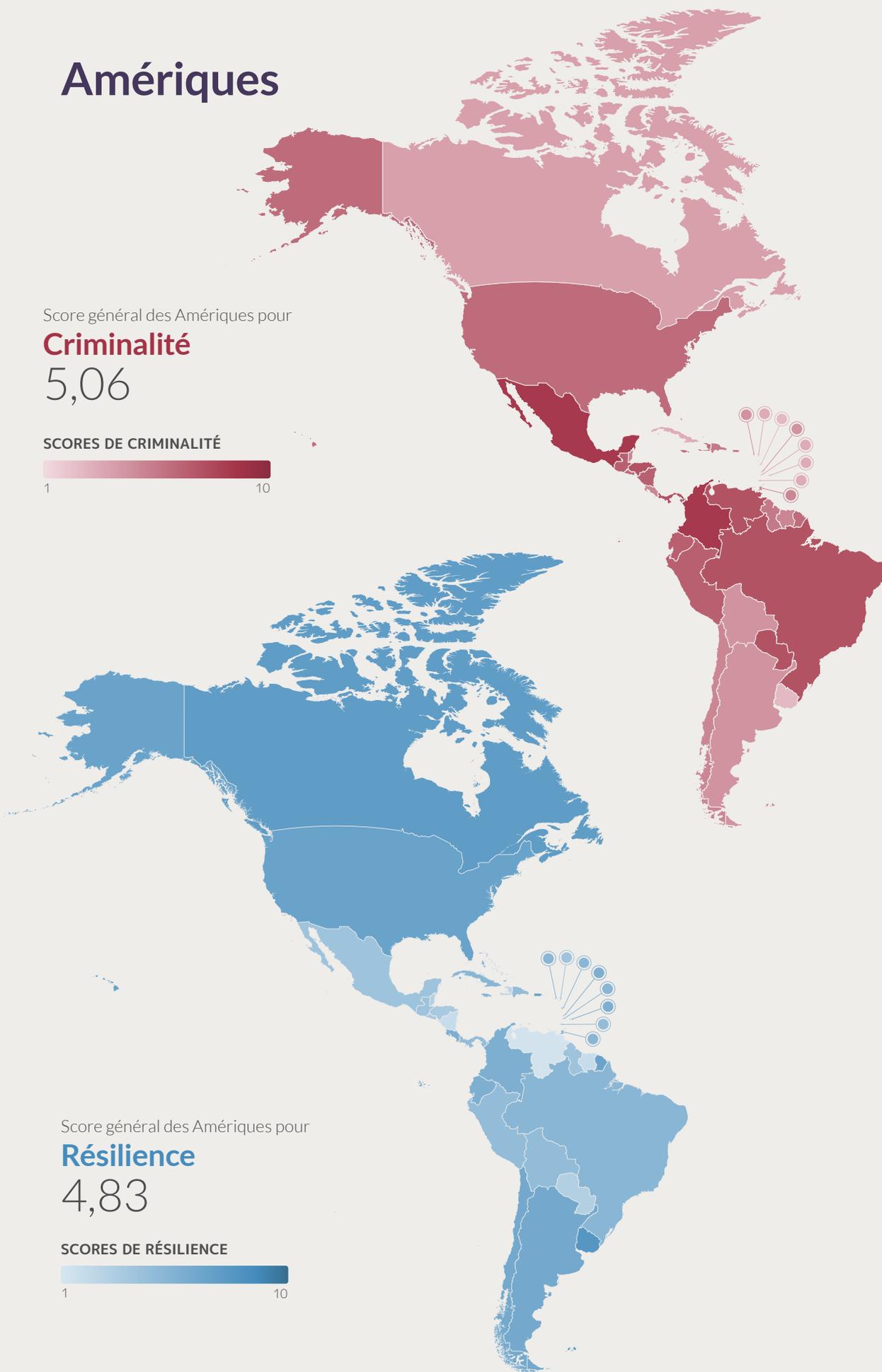
4,83

SCORES DE RÉSILIENCE



1

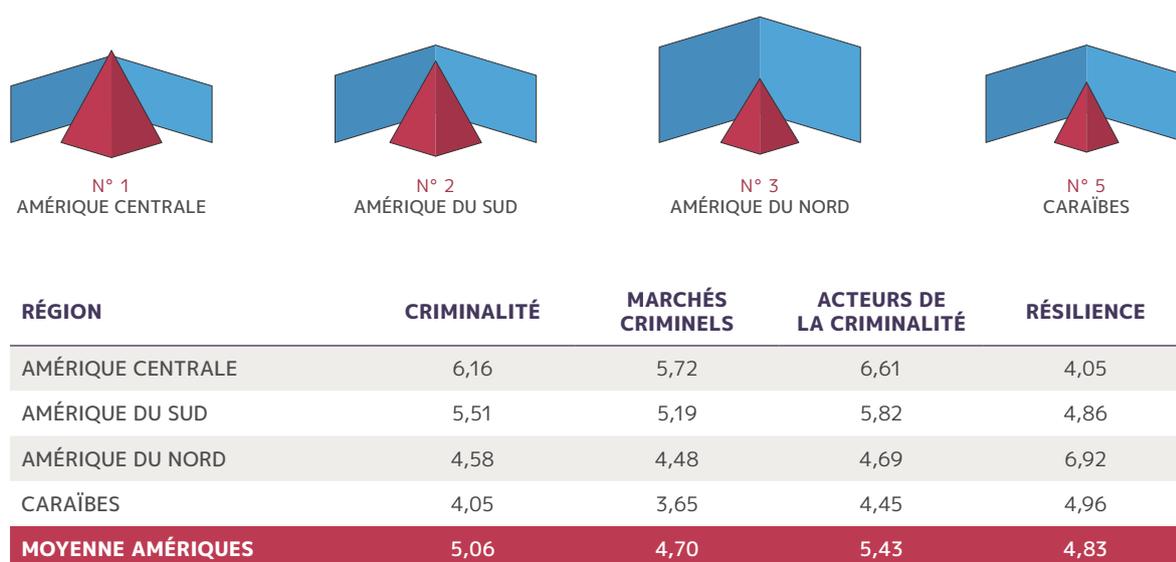
10



2020 a été une année extrêmement dangereuse pour les citoyens du continent américain. Près d'un million de personnes sont décédées du coronavirus, et la violence contre les civils (défenseurs des droits de l'homme, militants écologistes, journalistes...) a sévi un peu partout. Au début de la pandémie, 28 militants ont été tués en l'espace de quelques mois en Colombie.<sup>39</sup> Aux États-Unis, plus d'un millier de civils décèdent chaque année des suites de violences policières,<sup>40</sup> mais en 2020, c'est le meurtre de George Floyd qui a déclenché des manifestations monstres à travers le pays, donnant ainsi naissance au mouvement Black Lives Matter.<sup>41</sup>

L'impact de la pandémie a été ressenti de manière aiguë non seulement aux États-Unis, mais aussi en Amérique latine. Le Pérou, l'Équateur, le Nicaragua, la Bolivie et le Mexique ont été les cinq pays ayant connu la plus forte surmortalité au monde.<sup>42</sup> Les gangs d'Amérique centrale, en particulier dans les pays du triangle nord (Salvador, Honduras et Guatemala), qui extorquent de l'argent à la communauté locale, aux entreprises et aux migrants, ont certes vu leurs activités temporairement entravées par la pandémie, mais il est probable qu'elle a également fourni de nouvelles opportunités à exploiter pour les groupes criminels.

**FIGURE 5.11**  
**Scores, Amériques**



Bien que ce problème ne concerne pas uniquement l'Amérique du Sud, la corruption endémique dans la région a émergé au milieu de la pandémie. Au Brésil, Wilson Witzel, gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, a été destitué (puis démis de ses fonctions en 2021) à la suite d'accusations de détournement de fonds et de pratiques de corruption dans le cadre de marchés publics liés à la pandémie de COVID-19.<sup>43</sup> En parallèle, la Federal Trade Commission des États-Unis a annoncé qu'au cours de l'année 2020, les citoyens américains ont perdu plus de 211 millions de dollars

à cause d'escroqueries et de fraudes sur les aides à la relance liées à la pandémie.<sup>44</sup> Plus généralement, la cybercriminalité est sans doute le marché criminel qui a le plus profité de la pandémie. Les citoyens du continent américain ont été victimes de toutes sortes d'attaques de ransomware et d'escroqueries par hameçonnage, qu'il s'agisse d'attaques sophistiquées telles que la campagne Trickbot Trojan aux États-Unis, de l'application CovidLock au Costa Rica ou bien des escroqueries rudimentaires d'hameçonnage par e-mail au Mexique et au Guatemala.<sup>45</sup>

Le Brésil a également connu une nouvelle année ponctuée de descentes de police meurtrières dans les *favelas*, la crise sanitaire ne semblant rien changer aux violences policières. Au cours des quatre premiers mois de 2020, les meurtres commis par des policiers avaient considérablement augmenté dans les États de Rio de Janeiro et de São Paulo, avant que la Cour suprême ne prenne la décision d'interdire les descentes de police dans les *favelas* pendant la pandémie.<sup>46</sup>

La pandémie a précipité le phénomène inhabituel des grands corridors migratoires régionaux, mais cette fois en sens inverse. L'absence d'opportunités économiques, aggravée par la fermeture des frontières et les mesures strictes prises contre les migrants, a conduit les migrants venus du Nicaragua et du Honduras à demander l'aide de passeurs afin de rentrer chez eux depuis des pays de destination comme les États-Unis.<sup>47</sup> La criminalité organisée est un phénomène qui sévit sur le continent depuis des décennies, et les résultats de cet Indice semblent indiquer que la criminalité omniprésente qui touche les différentes régions des Amériques ne semble pas vouloir s'atténuer de sitôt.

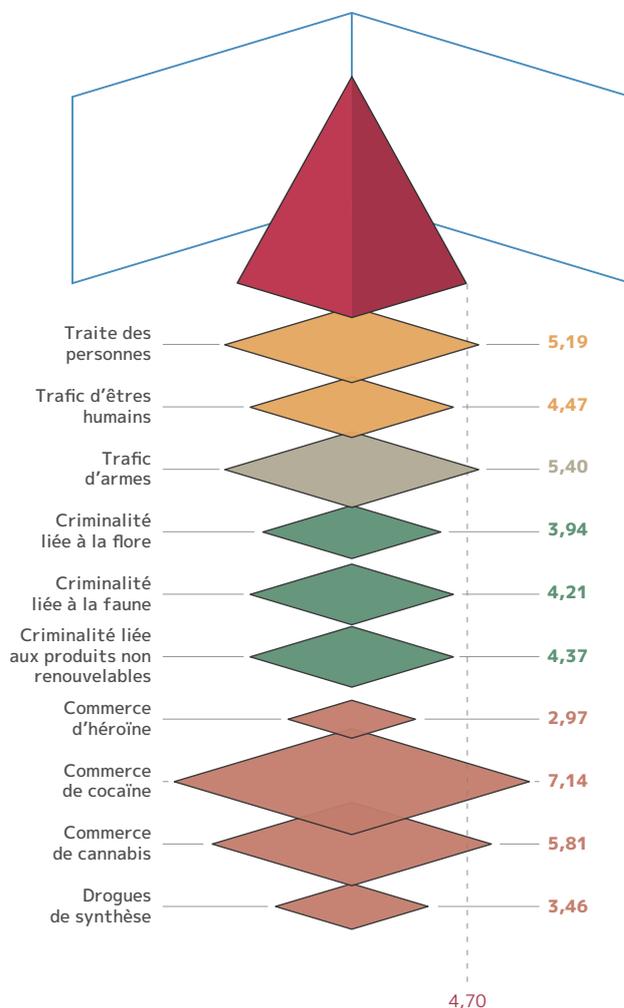
Le continent américain est le seul où les marchés les plus répandus sont ceux de la drogue. Le commerce de cocaïne est le marché illicite le plus prolifique, avec une moyenne continentale de 7,41, le score moyen le plus élevé de tous les continents parmi les 10 marchés criminels. Bien que ce marché ait été perturbé par la diminution initiale du trafic aérien et de conteneurs due à la pandémie, les organisations de trafic de drogue d'Amérique du Sud expédiaient de nouveau autant de cocaïne qu'à l'accoutumée en fin d'année, voire davantage. Sur ce continent, le commerce de

cannabis est également très développé, mais dans une moindre mesure, avec un score de 5,81, suivi du trafic d'armes (5,40), de la traite des personnes (5,19) et du trafic d'êtres humains (4,47). Mais le monopole des commerces de cocaïne et de cannabis sur les économies criminelles du continent est tel qu'il reste relativement peu de place pour la prolifération d'autres marchés criminels, comme on le voit ailleurs. Et en effet, le continent américain se classe au dernier rang des cinq continents pour le commerce de drogues de synthèse et au quatrième rang pour le trafic d'héroïne et la criminalité liée à la faune.

Cette concentration des marchés de la drogue a également des conséquences sur la nature des acteurs de la criminalité de ce continent. Alors que les acteurs intégrés à l'État et les réseaux criminels obtiennent les scores moyens les plus élevés (dans la lignée des tendances mondiales), le continent américain est le seul où les groupes de type mafieux n'arrivent pas en dernière position. Ceci est très probablement le résultat de l'influence des cartels de la drogue et des activités des gangs. Cependant, malgré les niveaux incroyablement élevés de violence des cartels et des gangs en Amérique, des centaines de milliers d'activistes de la société civile et d'innombrables organisations non gouvernementales ont aussi été créées à partir de rien. Il s'agit du seul continent au monde où les « Acteurs non étatiques » font partie des trois principaux indicateurs de résilience (5,31), avec la « Coopération internationale » (5,80) et les « Politiques et législations nationales » (5,37). En revanche, parmi les indicateurs les moins bien notés figurent le « Soutien aux victimes et aux témoins » (4,30), le « Système judiciaire et détention » (4,31) et la « Capacité de réglementation économique » (4,49).

FIGURE 5.12

## Scores des marchés criminels, Amériques



Deux sous-régions, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, figurent parmi les cinq premières régions pour la criminalité globale dans le monde (avec des scores de criminalité respectifs de 6,16 et 5,51). Source de la cocaïne pour la consommation mondiale, la culture de la coca est presque exclusivement concentrée dans les régions du nord et de l'ouest de l'Amérique du Sud, ce qui a été un élément moteur du développement de puissants cartels et de la violence dans cette région. Avant la pandémie, la production de cocaïne en Amérique latine atteignait des niveaux record, et bien que des perturbations aient été enregistrées à mesure que le virus se propageait et que les gouvernements prenaient des mesures restrictives, la production a rapidement rebondi, devenant

plus forte que jamais.<sup>48</sup> Le marché de la cocaïne en Amérique du Sud (et en particulier en Colombie, dont le marché a été identifié comme étant le plus important au monde, avec un score de 9,5) a acquis une telle durabilité que les pays des sous-régions voisines se classent également parmi les principales zones de transit à l'échelle mondiale, notamment le Mexique, le Guatemala et Haïti, par lesquels la drogue est acheminée vers les marchés de destination d'Amérique du Nord, d'Europe et au-delà. En réalité, sept des huit pays de la région d'Amérique centrale obtiennent un score égal ou supérieur à 7 et sont considérés comme ayant des marchés de la cocaïne exerçant une influence significative à importante.



Mais outre les stupéfiants, l'Amérique du Sud abrite également d'autres marchés criminels, notamment la criminalité environnementale. La sous-région détient notamment le score le plus élevé au niveau continental pour le commerce illicite de produits non renouvelables (6,38). Dans cette région riche en ressources naturelles, le trafic d'or apparaît comme une économie illicite dominante au Venezuela, au Suriname et au Pérou. En juillet 2020, les révélations selon lesquelles un responsable du gouvernement brésilien aurait délibérément abandonné l'imposition d'amendes pour déforestation illégale ont été qualifiées de point de rupture dans le dossier brûlant de la déforestation au Brésil.<sup>49</sup> Le Brésil obtient toujours l'un des scores les plus élevés de la région pour le commerce illicite de la flore, ce qui s'explique par le commerce illégal du bois qui a entraîné la déforestation de vastes étendues en Amazonie. De même, le trafic d'espèces exotiques sauvages met en péril les écosystèmes fragiles du pays et menace d'extinction un certain nombre d'espèces.

En plus du commerce de cocaïne (7,44), l'Amérique centrale est identifiée comme l'une des trois premières régions du monde pour divers marchés criminels : le trafic d'armes (avec une moyenne régionale de 6,25), la criminalité liée à la flore (5,75) et à la faune (5,88), et le commerce de cannabis (6,25). L'Amérique centrale enregistre également les scores les plus élevés des quatre sous-régions du continent pour la traite des personnes (6,44) et le trafic d'êtres humains (6,19). Le Mexique et le Panama obtiennent systématiquement des scores parmi les plus élevés pour les 10 marchés criminels de la région. Le Mexique abrite un marché des armes bien établi et sert de principal canal pour les flux d'armes à destination et en provenance des États-Unis et à travers l'Amérique centrale, ce qui a eu un effet dévastateur sur les niveaux de violence armée et les armements criminels. Le pays abrite également divers marchés de la criminalité environnementale, notamment l'industrie du bois, le trafic d'espèces sauvages et la contrebande de carburant. En parallèle, le Panama obtient le score le plus élevé de la région (8) pour la traite des personnes. Il est considéré comme un marché de transit et de destination pour les victimes, notamment les migrants vénézuéliens et les enfants victimes d'exploitation sexuelle et de travail forcé.

En revanche, les Caraïbes affichent l'indice de criminalité le plus faible du continent à 4,05, et les scores sous-régionaux les plus bas dans l'ensemble, sauf pour le trafic d'armes (4,54), de cocaïne (6,62) et de cannabis (6,08), pour lesquels c'est l'Amérique du Nord qui enregistre les scores les plus bas. Les îles des Caraïbes jouent un rôle essentiel de corridor pour le flux illicite de drogues et d'armes en provenance d'autres sous-régions du continent. Dans une année marquée par la recrudescence de la violence des gangs et une crise politique consécutive à l'instauration d'un régime par décret en janvier,

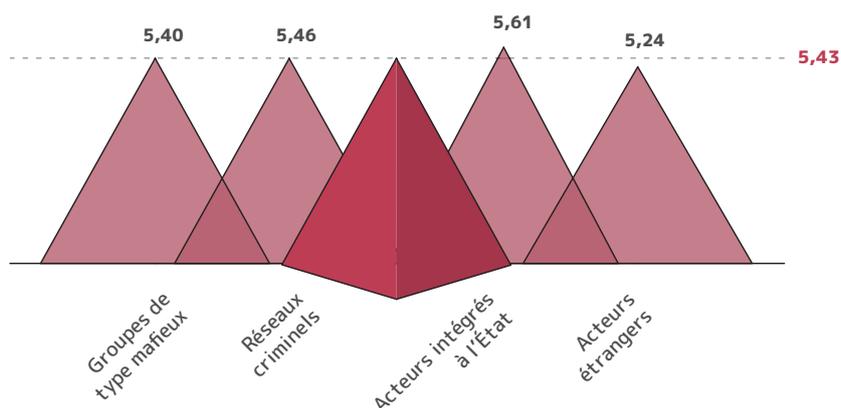
Haïti figure parmi les pays obtenant les scores les plus élevés de la région, et ce sur les 10 marchés. Les nombreux migrants qui fuient le pays alimentent les marchés de la traite des personnes et du trafic d'êtres humains. De plus, malgré des années d'embargo sur les armes, des flux d'armes illégalement acquises transitent par Haïti, en raison du manque de contrôles aux frontières et de la corruption. La Jamaïque affiche également un score élevé pour le trafic d'armes et le commerce de cannabis. Ces armes expliquent le taux d'homicides extrêmement élevé du pays et alimentent d'autres marchés criminels. De même, malgré l'ambiguïté qui entoure la légalité du commerce de cannabis dans le pays, les experts constatent une interaction entre l'escalade de la

violence et d'autres marchés, notamment le trafic d'armes et la traite des personnes.

Avec un score de 4,48, l'Amérique du Nord, une sous-région comprenant les États-Unis et le Canada, se classe en moyenne au troisième rang du continent en matière de criminalité globale. Du fait de leur taille, même si de nombreux marchés criminels existent, leur impact global sur la société reste limité à certaines communautés. Néanmoins, les États-Unis représentent un gigantesque marché d'origine, de transit et de destination, et les experts identifient que le commerce de drogues de synthèse, de cocaïne, d'héroïne et le trafic d'armes sont les marchés les plus répandus dans le pays.

FIGURE 5.13

## Scores des acteurs de la criminalité, Amériques

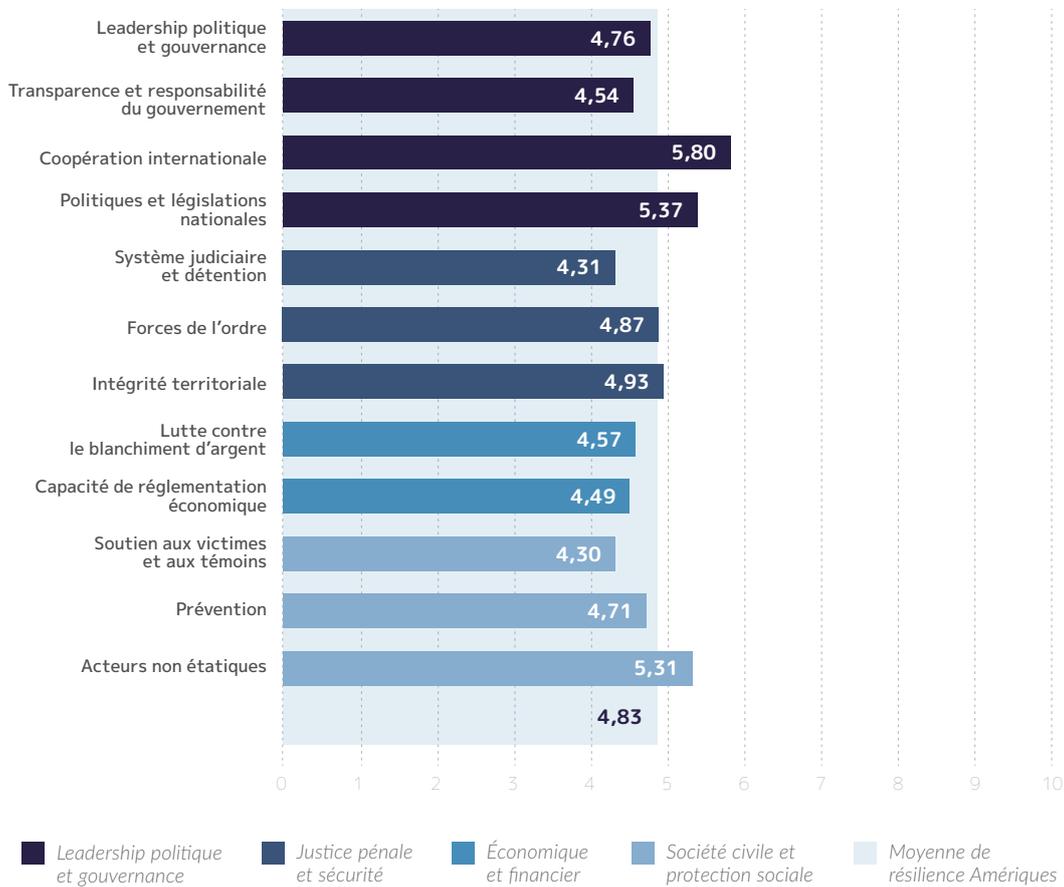


En ce qui concerne les acteurs de la criminalité, le continent américain affiche le score le plus élevé au monde (5,43), ce qui souligne la forte influence et le pouvoir des groupes criminels opérant sur ce continent. Comme évoqué, les acteurs de la criminalité intégrés à l'État enregistrent le score moyen le plus élevé, 5,61, en phase avec les tendances mondiales. Les marchés criminels obtiennent un score de 5,46, devant les groupes de type mafieux (5,40) et les acteurs de la criminalité étrangers (5,24). Le caractère généralisé des quatre types d'acteurs de la criminalité dans un certain nombre de pays, ainsi qu'un score moyen des marchés criminels du continent plus faible, signifient que les groupes criminels sont le moteur de la criminalité sur ce continent. L'exemple du Honduras

révèle la puissance de ces acteurs de la criminalité. Des groupes tels que Mara Salvatrucha 13 dominent le paysage criminel du pays et se livrent à l'extorsion, au trafic et au commerce de drogues, ainsi qu'au blanchiment d'argent. Aux côtés de groupes comme celui-ci, des réseaux criminels tels que les Tumbadores ressemblent à des pirates modernes qui volent et revendent des cargaisons de drogue, principalement le long des itinéraires associés au trafic d'êtres humains. Ces activités criminelles sont facilitées par des acteurs intégrés à l'État ainsi que par des organisations criminelles étrangères, notamment de Colombie et du Mexique. Des dynamiques similaires d'acteurs de la criminalité se manifestent à travers tout le continent.

FIGURE 5.14

## Scores de résilience, Amériques



En ce qui concerne la résilience, le continent américain offre un large éventail de capacités de résilience. Ainsi, l'Amérique du Nord figure dans les cinq premières régions en matière de résilience, avec un score moyen de 6,92, tandis que l'Amérique centrale affiche le cinquième score le plus bas au monde, avec un score de résilience moyen de 4,05. Aucun indicateur de résilience n'obtient un score inférieur à 6 en Amérique du Nord, ce qui témoigne du rôle de leaders politiques et économiques mondiaux des États-Unis et du Canada. Néanmoins, les États-Unis ont commencé l'année avec un procès en destitution du Président, et l'instabilité a encore été accentuée par la crise de la COVID-19 et les manifestations nationales massives qui ont suivi le meurtre de George Floyd. En outre, la mise en examen en août d'un proche

conseiller de Donald Trump pour fraude, le dernier d'une longue liste de proches de l'administration à être inculpés puis condamnés ces dernières années, illustre le déclin de la transparence au plus haut niveau de l'État. Les indicateurs de leadership et de gouvernance figurent d'ailleurs parmi les moins bien notés pour les États-Unis. En 2020, les décès par overdose de drogue ont atteint un niveau record aux États-Unis, témoignant de « l'impact meurtrier des bouleversements causés par la pandémie de coronavirus sur les efforts de traitement et de prévention de la toxicomanie »,<sup>50</sup> tandis que la divulgation des fichiers du FinCEN a révélé à quel point l'utilisation du système bancaire international par les criminels pour déplacer leurs revenus illicites est réellement systémique.

Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, la « Coopération internationale » et les « Politiques et législations nationales » sont les indicateurs de résilience qui obtiennent les plus hauts scores, tandis que la « Capacité de réglementation économique » et le « Soutien aux victimes et aux témoins » enregistrent les scores les plus faibles, soulignant la nécessité de remédier à un certain nombre de déficiences économiques et sociales. En Amérique du Sud, l'indicateur « Acteurs non étatiques » est celui qui obtient le score le plus élevé (suivi par la « Coopération internationale » et les « Politiques et législations nationales »), des pays comme l'Argentine, le Chili et l'Uruguay étant considérés comme ayant une très bonne capacité de résilience. Bien que la région abrite d'innombrables forces au service du bien au sein de la société civile, elles opèrent dans des environnements souvent très hostiles, et les menaces qui pèsent sur leur sécurité – et sur leur vie – ne doivent pas être sous-estimées. Compte tenu du nombre de militants tués en 2020, il n'est pas étonnant que le représentant de la Colombie à l'ONU ait déclaré au Conseil de sécurité en juillet que le meurtre de défenseurs des droits de l'homme et des communautés, ainsi que d'anciens combattants ayant déposé les armes, reste la plus grave menace planant sur la consolidation de la paix dans le pays.<sup>51</sup>



## Europe

Score général de l'Europe pour

**Criminalité**

4,48

SCORES DE CRIMINALITÉ



1

10

AUCUNE  
DONNÉE

Score général de l'Europe pour

**Résilience**

6,23

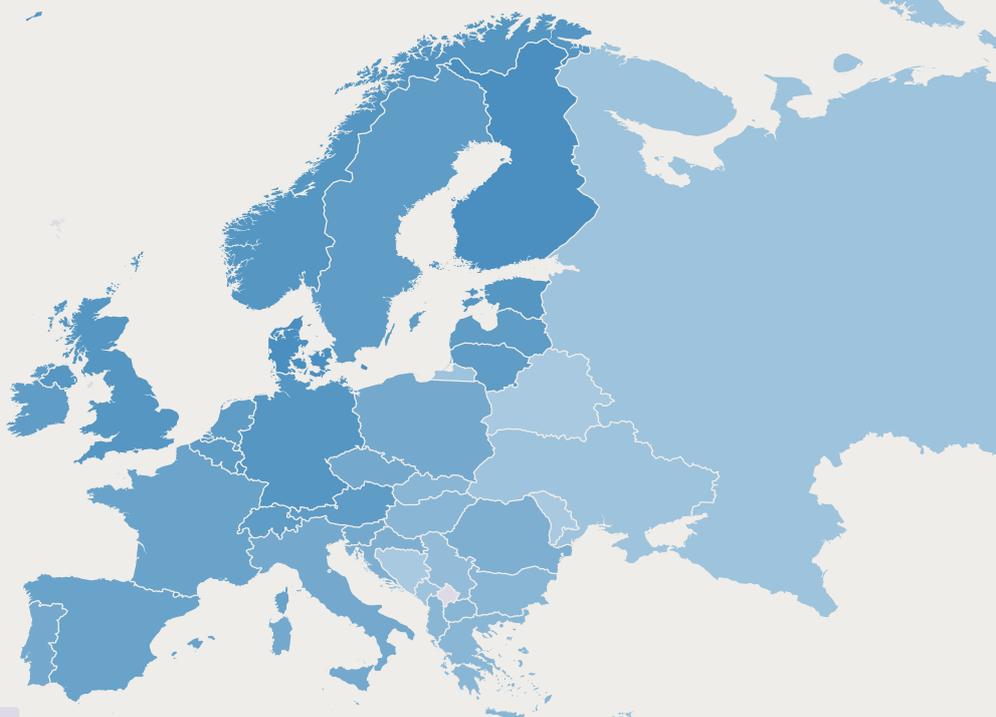
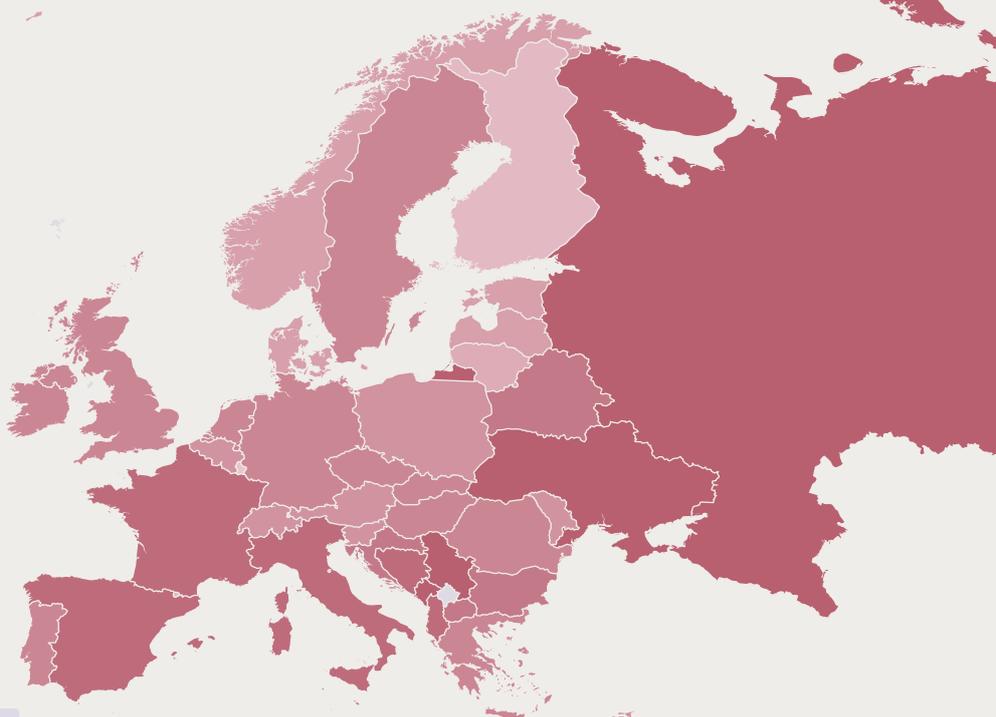
SCORES DE RÉSILIENCE



1

10

AUCUNE  
DONNÉE

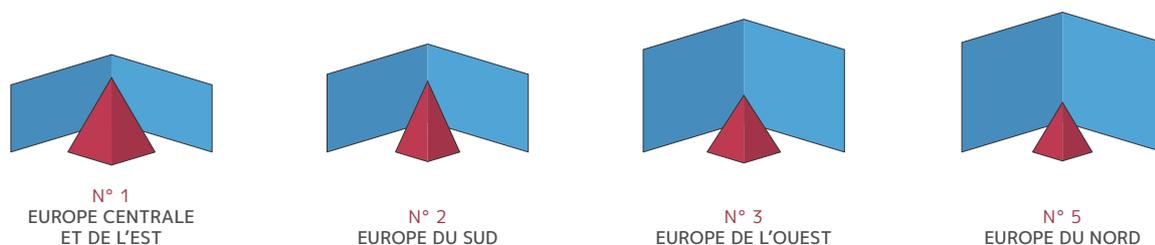


Bien que la COVID-19 soit originaire d'Asie, l'Europe est rapidement devenue le nouvel épiceutre de l'épidémie, et au cours du premier semestre 2020, le continent a été ravagé par le virus. En fin d'année, près de 600 000 décès avaient été confirmés. La crise sanitaire a été rapidement suivie d'une crise économique dans de nombreux États européens, voire la totalité d'entre eux. En Italie, des groupes mafieux n'ont pas tardé à en profiter pour étendre leur emprise sur les communautés dans lesquelles ils opèrent, en distribuant des colis alimentaires et en accordant aux familles et aux entreprises en difficulté des crédits, qui ont été appelés « aide sociale mafieuse ».<sup>52</sup> Toutes les entreprises n'ont cependant pas souffert de la pandémie, puisque certaines ont bénéficié d'un traitement préférentiel, de favoritisme ou de corruption pure et simple, comme cela a été révélé par d'innombrables scandales liés à l'achat d'équipements de protection individuelle, aux marchés publics pour les systèmes de traçage des cas contacts, etc.<sup>53</sup>

Comme partout ailleurs, si les fermetures des frontières et les mesures strictes de confinement

ont frappé de plein fouet l'économie formelle, les économies illicites du continent n'ont été que peu impactées. Et bien que l'Europe soit l'un des continents les plus performants d'après l'Indice, tant sur le plan de la criminalité, où elle obtient le deuxième score le plus faible (4,48) que de la résilience, puisqu'elle est considérée comme le continent le plus résilient face au crime organisé (6,23), elle est loin d'être épargnée par le phénomène. Le démantèlement du réseau de téléphonie crypté EncroChat par les forces de l'ordre européennes a révélé toute l'ampleur des pratiques criminelles sur le continent, et a mis au jour une multitude d'activités illicites allant du trafic de drogues et du blanchiment d'argent au trafic d'armes en passant par la corruption au sein des forces de police.<sup>54</sup> Le cas de Malte montre parfaitement comment la corruption présumée peut déstabiliser une nation. En 2020, l'ancien Premier ministre Joseph Muscat a démissionné et a été officiellement interrogé dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Daphne Caruana Galizia, célèbre journaliste engagée dans la lutte contre la corruption, assassinée en 2017.

**FIGURE 5.15**  
**Scores, Europe**



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	5,19	4,88	5,49	4,97
EUROPE DU SUD	4,42	3,73	5,11	5,59
EUROPE DE L'OUEST	4,09	4,06	4,11	7,49
EUROPE DU NORD	3,60	3,46	3,73	7,81
<b>MOYENNE EUROPE</b>	<b>4,48</b>	<b>4,21</b>	<b>4,76</b>	<b>6,23</b>



L'Europe est un marché de destination pour un certain nombre d'économies illicites, et abrite plusieurs pays d'origine ou de transit de marchés criminels. Comme dans d'autres endroits du monde comme l'Afrique et l'Asie (bien qu'à un moindre degré), la traite des personnes est le marché criminel le plus répandu, avec un score moyen de 4,94. Pays d'origine ou destinations finales, un certain nombre de pays européens jouent un rôle dans l'industrie de la traite des personnes, tout comme ceux qui connaissent des niveaux importants de trafic interne, ce qui explique en partie la prévalence de ce marché. Les scores élevés des marchés du commerce de cannabis (4,88), de cocaïne (4,83) et de drogues de synthèse (4,76) révèlent clairement l'importance des marchés de la drogue en Europe. Juste derrière le commerce de drogues de synthèse arrivent le trafic d'êtres humains (4,72), le commerce d'héroïne (4,36) et le trafic d'armes (4,23). Même si certains pays européens jouent un rôle dans le commerce illégal transnational d'espèces sauvages, les trois marchés de la criminalité environnementale inclus dans l'Indice se classent au dernier rang : les criminalités liées aux produits non renouvelables (3,35), à la faune (3,24) et à la flore (2,75).

Contrairement à plusieurs autres continents, les acteurs intégrés à l'État ne sont pas le type d'acteurs de la criminalité dominant en Europe. Ils enregistrent un score moyen de 4,58, se classant seulement devant les groupes de type mafieux, considérés par les experts comme les moins influents. Aux premier et deuxième rangs figurent les acteurs étrangers (5,38) et les réseaux criminels (5,16), ce qui, étant donné les fortes interactions et collaborations entre ces deux types d'acteurs en Europe, n'est peut-être pas surprenant.

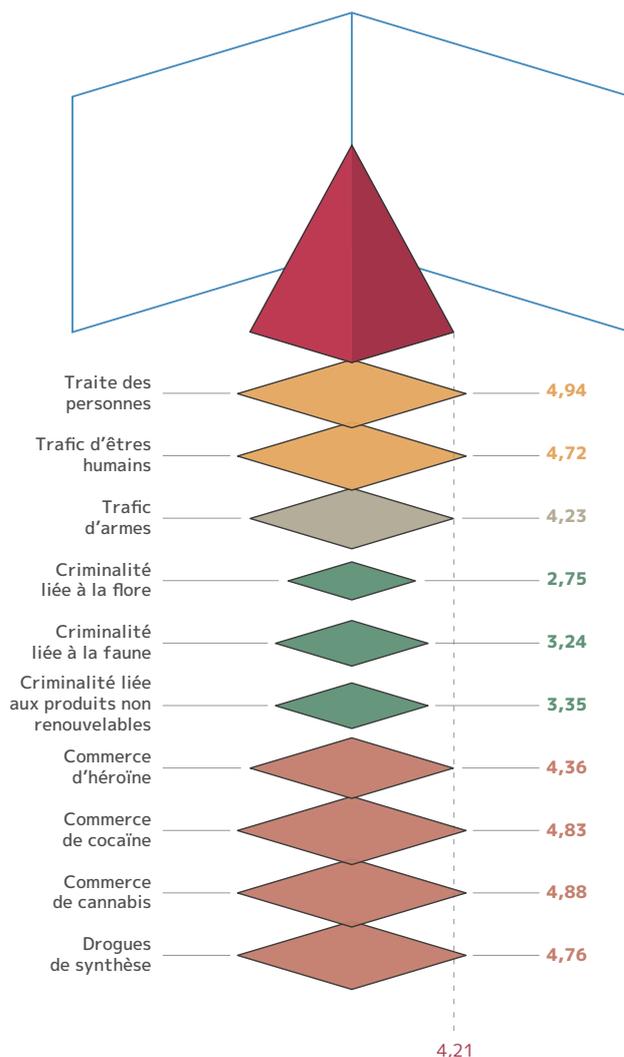
En ce qui concerne la résilience, l'Europe est de loin le continent le mieux noté, avec un score de résilience moyen de 6,23. Comme pour tous les autres continents, à l'exception de l'Océanie, l'indicateur de résilience le plus performant est la « Coopération internationale » (7,02), devant les « Politiques et législations nationales » (6,70). Sur les 12 éléments constituant la résilience et couverts par l'Indice, neuf obtiennent un score moyen supérieur ou égal à 6 en Europe. Les indicateurs « Intégrité territoriale », « Forces de l'ordre », « Acteurs non étatiques », « Système judiciaire et détention », « Capacité de réglementation économique », « Leadership politique et gouvernance » et « Soutien aux victimes et aux témoins » obtiennent tous de bons scores. Les trois indicateurs obtenant un score inférieur à 6 et représentant donc des axes d'amélioration sont la « Prévention » (5,98), la « Lutte contre le blanchiment

d'argent » (5,78) et la « Transparence et responsabilité du gouvernement » (5,78). Il convient toutefois de noter que, bien que ces derniers indicateurs soient

les moins performants d'Europe, ils sont néanmoins supérieurs aux scores de l'ensemble des quatre autres continents du monde.

**FIGURE 5.16**

## Scores des marchés criminels, Europe



Comme partout ailleurs, étant donné les variations importantes des scores de criminalité et de résilience à travers les continents, il convient d'approfondir les analyses par région, et cela est vrai aussi pour l'Europe. En ce qui concerne d'abord la composante criminalité, il existe, pour les marchés criminels, une forte disparité entre les régions européennes. D'une part, les États baltes et nordiques ressortent comme ayant des

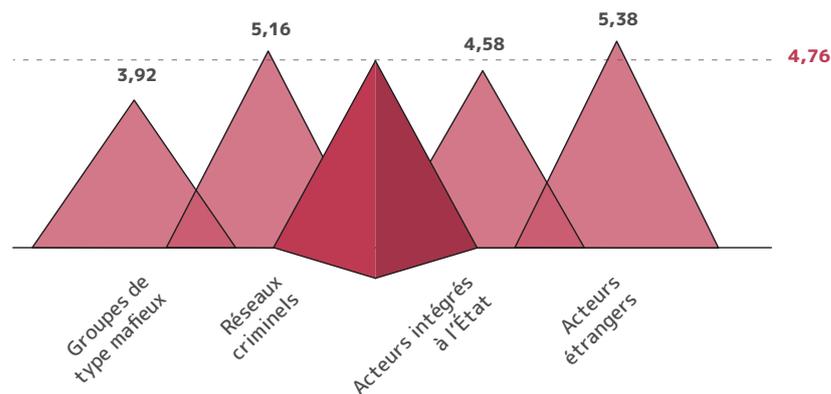
économies illicites assez périphériques, notamment en ce qui concerne les marchés environnementaux. D'autre part, un certain nombre de marchés criminels ayant une ampleur considérable en Europe centrale et de l'Est ont été identifiés : la traite des personnes (5,68), le trafic d'êtres humains (5,59), et plusieurs marchés de la drogue.

En Europe du Sud et de l'Ouest, le commerce de cocaïne domine, porté par les scores élevés attribués aux États représentant des portes d'entrée, tels que l'Italie et l'Espagne, ainsi que par un nombre considérable de marchés de destination majeurs qui composent ces deux régions. En 2020, plusieurs saisies importantes de cocaïne dans les ports européens montrent l'importance des routes maritimes dans le commerce transnational de cocaïne. La pandémie de COVID-19 a accéléré l'infiltration croissante de cette drogue dans les grands chargements de marchandises légales. Comme l'expliquent Reitano et Shaw (2021) : « Les restrictions dues à la pandémie ont permis aux groupes de trafiquants de faire passer plus facilement leurs

produits aux points d'entrée. La capacité de fouille du fret aérien et des conteneurs a diminué [...] en raison des mesures de distanciation sociale, du personnel en arrêt maladie ou de l'affectation de main-d'œuvre à d'autres tâches liées à la gestion de la pandémie. La nécessité de préserver le commerce et de fournir de la nourriture et des médicaments a également été prioritaire, ce qui a réduit les fouilles et les contrôles basés sur le renseignement dans certains ports maritimes. Certaines autorités ont créé des « voies vertes » aux ports d'entrée et aux postes frontaliers pour accélérer le traitement des expéditions de fret et assurer leur déplacement rapide sur les routes pour la distribution. Cela a aussi permis de faire circuler les drogues. »<sup>55</sup>

**FIGURE 5.17**

## Scores des acteurs de la criminalité, Europe



Comme pour les marchés criminels, il existe une forte disparité dans le classement des différents types d'acteurs de la criminalité en Europe. Cette disparité est particulièrement prononcée lorsqu'on compare la force des acteurs intégrés à l'État entre l'Europe centrale et de l'Est, une sous-région qui obtient la moyenne de 6,76 (le deuxième score le plus élevé de toutes les régions après l'Asie de l'Ouest), et l'Europe du Nord, avec un score de 2,25. Hormis la Roumanie et la Pologne, les 16 autres pays de la région enregistrent des scores supérieurs ou égaux à 5,5 pour les acteurs intégrés à l'État, la Biélorussie et la Russie se classant

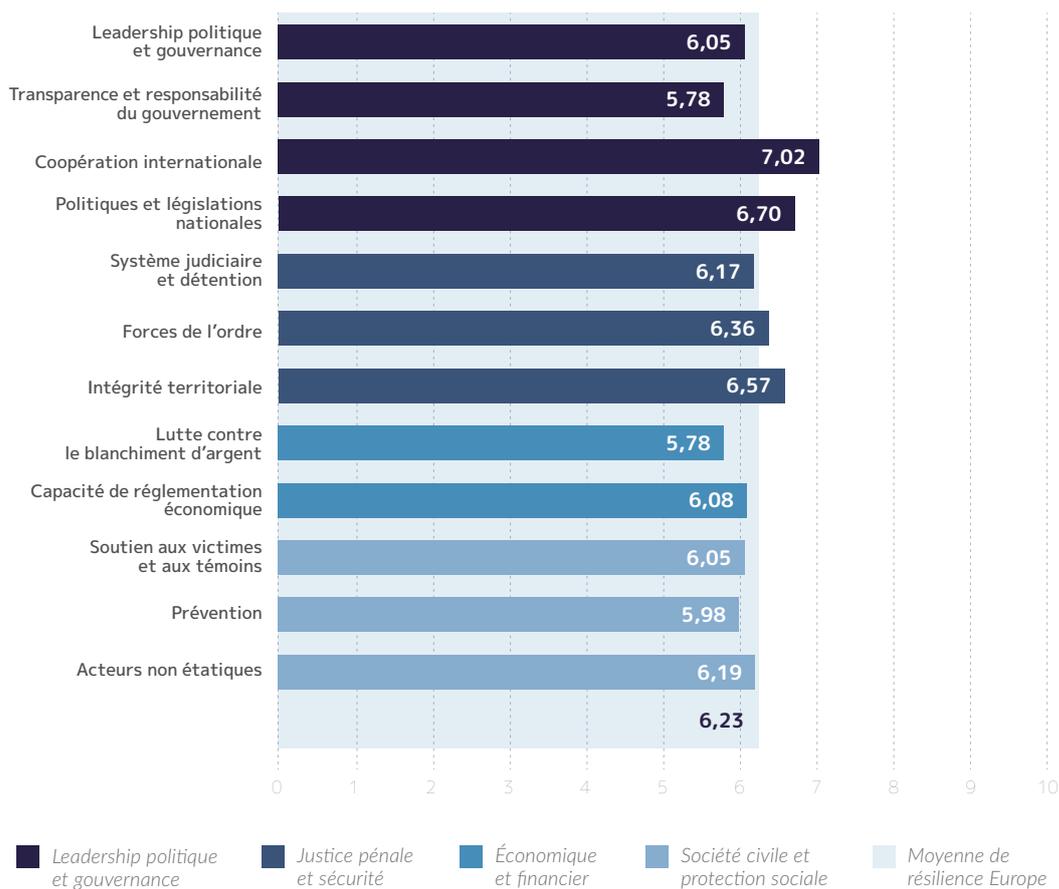
en tête. Les groupes de type mafieux obtiennent aussi des résultats inégaux à travers le continent, avec des groupes très puissants identifiés dans plusieurs pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale et de l'Est, comme l'Italie, l'Espagne, le Monténégro, l'Albanie et la Serbie, entre autres. En parallèle, ces groupes sont soit inexistantes, soit ont une influence très limitée dans de nombreux autres pays du continent, que ce soit dans les micro-États d'Europe de l'Ouest tels que l'Andorre, le Liechtenstein et le Luxembourg, ou les plus grands États plus à l'est, comme la Hongrie, par exemple.

Les résultats de l'Indice révèlent l'influence qu'exercent les acteurs étrangers originaires à la fois d'autres voisins européens ainsi que des acteurs de la criminalité d'autres continents. Les puissances économiques telles que l'Espagne et l'Italie sont considérées comme des environnements extrêmement attractifs pour les acteurs étrangers du crime organisé, en raison notamment de leur proximité avec les grands acteurs et de leur rôle de vecteurs de transport stratégiques pour l'économie illicite transnationale. Cependant, les scores élevés des acteurs étrangers dans un certain nombre d'autres pays s'expliquent par l'omniprésence de

groupes mafieux italiens traditionnels, notamment la Ndrangheta, qui agissent soit en étant directement impliqués dans le commerce de marchandises illicites, soit en s'infiltrant dans l'économie formelle et le secteur bancaire pour blanchir leurs revenus illicites, comme au Royaume-Uni ou en Allemagne, par exemple. Il s'agit là d'une caractéristique de l'économie illicite mondiale qui a été particulièrement exacerbée par la pandémie de COVID-19, car des groupes criminels se sont attaqués à des entreprises vulnérables paralysées par les restrictions, les extorquant ou les rachetant pour ensuite les utiliser comme instruments de blanchiment de leurs revenus illicites.

FIGURE 5.18

## Scores de résilience, Europe



En matière de résilience, le continent européen est considéré comme le plus performant de tous. Non seulement l'Europe est le continent le mieux noté au monde, mais de tous les découpages régionaux utilisés, les quatre régions européennes d'Europe du Nord, Europe de l'Ouest, Europe du Sud, et Europe centrale et de l'Est se classent respectivement deuxième, troisième, sixième et huitième. Avec 14 des 20 pays les plus résilients au monde, les régions d'Europe du Nord et de l'Ouest dominent le classement de l'Indice. Dans la lignée des tendances mondiales, l'indicateur le mieux noté pour ces sous-régions est la « Coopération internationale », avec des notes respectives de 8,50 et 7,95. L'exemple le plus frappant est sans doute le démantèlement en juillet 2020 du réseau de téléphonie crypté EncroChat, qui était le réseau de prédilection des acteurs de la criminalité sur le continent, grâce à la collaboration entre les forces de police de plusieurs pays. Dans les deux régions, l'« Intégrité territoriale » et les « Politiques et législations nationales » figurent également en bonne place parmi les indicateurs de résilience, en plus de la « Capacité de réglementation économique » (8,06) en Europe du Nord et des « Acteurs non étatiques » (7,91) en Europe de l'Ouest. Les cadres et mécanismes en place pour lutter contre le blanchiment d'argent, en revanche, apparaissent comme un point faible en Europe du Nord et de l'Ouest par rapport aux autres éléments constitutifs de la résilience. L'indicateur « Lutte contre le blanchiment d'argent » est le moins bien noté des indicateurs de résilience, avec des scores de 7 et 6,41.

L'Europe du Sud, bien que surpassant encore la grande majorité des régions du monde, compte néanmoins davantage de pays avec des niveaux de résilience faibles (définis comme obtenant un score moyen inférieur à 5,5) que des niveaux élevés. Les scores de résilience modérément élevés attribués à l'Espagne (6,63), au Portugal (6,46) et à l'Italie (6,29) sont compensés par des pays tels que Chypre (4,42), Saint-Marin (5,13) et Malte (5,17). Dans cette région, la « Coopération internationale » occupe encore une fois la première place (6,88), portée avant tout par l'engagement remarquable de l'Italie dans la coopération avec la communauté internationale, notamment par le biais de la coopération judiciaire et policière transfrontalière. L'indicateur « Politiques et législations nationales » arrive au deuxième rang des

indicateurs les mieux notés (6,56), une fois de plus grâce aux robustes cadres législatifs en Espagne et en Italie. En outre, l'Europe du Sud est la seule région du continent où l'indicateur « Forces de l'ordre » figure parmi les trois principaux indicateurs de résilience, avec un score de 6,19. La diversité et l'efficacité des unités spécialisées des forces de l'ordre dans la région, notamment le Centre de renseignement contre le terrorisme et le crime organisé espagnol, la police judiciaire portugaise, la Direzione Investigativa Antimafia, la Guardia di Finanza et le Raggruppamento Operativo Speciale<sup>56</sup> en Italie, contribuent au score élevé de la région pour cet indicateur. Cependant, même dans les pays les plus performants, le crime organisé parvient à s'infiltrer au sein des forces de l'ordre. En juillet 2020, un département entier de carabinieri italiens a été démantelé après l'arrestation de 10 officiers soupçonnés de crimes allant du trafic de drogue et de l'extorsion à l'abus de pouvoir et même à la torture, une pratique qui, selon les procureurs, s'est développée lors du premier confinement du pays.<sup>57</sup>

Hormis la « Prévention », la « Transparence et responsabilité du gouvernement », avec un score de 4,88 seulement, est l'indicateur le moins bien noté en Europe du Sud et est identifié comme un obstacle important à une réponse efficace au crime organisé dans la région. Si, pour la plupart des indicateurs, il existe un clivage clair entre les pays les plus performants et les moins performants de la région, le faible niveau de transparence et l'absence de mécanismes de responsabilité semblent être une caractéristique commune en Europe du Sud, aucun pays n'obtenant un score supérieur à 6. Alors que les petits États de Saint-Marin (4), Monaco (4) et Malte (4,5) enregistrent des scores particulièrement faibles, d'autres pays comme l'Italie, la Grèce et Chypre ne font guère mieux et obtiennent un score de 5.

Enfin, l'Europe centrale et de l'Est, tout en surpassant la plupart des régions du monde, détient le score de résilience moyen le plus bas des quatre sous-régions européennes, avec 4,97. Plusieurs pays de la région se comportent plutôt bien, la République tchèque (6,25), la Pologne (6,13) et la Slovaquie (6,08) ayant obtenu un score égal ou proche de la moyenne européenne. Cependant, 12 des 17 pays de la région sont considérés comme ayant une faible résilience, avec un score inférieur à 5,5. La Moldavie, la Biélorussie

et la Bosnie-Herzégovine obtiennent même un score inférieur à 4, tandis que celui de l'Ukraine (4) et de la Russie (4,04) n'est que légèrement supérieur. Selon les experts, les scores relativement faibles dans cette sous-région sont dus à une série d'indicateurs faibles, en particulier ceux qui évaluent la capacité et la volonté des gouvernements de lutter contre le crime organisé de manière ouverte, transparente et efficace. En effet, la « Transparence et responsabilité du gouvernement » est l'indicateur de résilience le moins bien noté en Europe centrale et de l'Est (4,26), avec près des deux tiers des pays de la région qui ne dépassent pas 4,5. L'indicateur « Leadership politique et gouvernance » obtient également de faibles résultats, en particulier dans les États des Balkans occidentaux de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, ainsi qu'en Biélorussie (où des élections très contestées ont entraîné des manifestations de masse, des arrestations arbitraires et de fortes violences), en Moldavie et en Ukraine. En revanche, la « Coopération internationale », reconnue comme un pilier essentiel de la lutte contre le crime organisé transnational, obtient un score relativement élevé dans la région, avec une moyenne de 5,79, tirée par les États d'Europe centrale que sont la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne, qui ont tous obtenu la note de 7 pour cet indicateur. Dans l'ensemble, on estime que plus de la moitié des pays de la région disposent de cadres de coopération internationale suffisamment efficaces, puisqu'ils obtiennent un score supérieur ou égal à 6.

La dynamique entourant la lutte contre le crime organisé et le développement de la résilience en Europe centrale et de l'Est ne se limitent évidemment pas aux États membres officiels de l'ONU. L'exemple du Kosovo suffit à démontrer que le crime organisé peut envahir tous les États, quel que soit leur statut politique. Et les résultats montrent en effet que ce pays figure régulièrement parmi les marchés aux scores de criminalité les plus élevés d'Europe.<sup>58</sup>



## Océanie

Score général de l'Océanie pour

**Criminalité**

3,07

SCORES DE CRIMINALITÉ



1

10

Score général de l'Océanie pour

**Résilience**

5,46

SCORES DE RÉSILIENCE



1

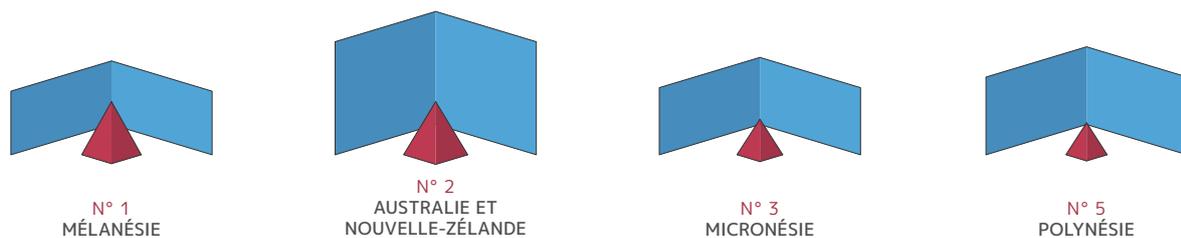
10

La particularité de l'Océanie, continent comprenant l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie, tient au fait que pratiquement tous ses États sont petits, et que les petits États sont particulièrement vulnérables. En juin 2020, sous l'impulsion du mouvement Black Lives Matter, des milliers d'Australiens sont descendus dans la rue pour protester contre les taux de détention disproportionnés des populations autochtones, tandis que le ralentissement économique causé par la pandémie, qui a décimé l'industrie du tourisme dont dépendent de nombreux États, risquait de provoquer des troubles sociaux et une instabilité politique. Alors que les feux de brousse faisaient rage dans tout le pays, la menace sécuritaire posée par le changement climatique ne fut pas la seule à être pointée du doigt

dans la région : face à la militarisation croissante de la Chine, le plus grand État insulaire du monde a signé un pacte de défense avec le Japon.

Bien qu'en valeur absolue, en comparaison mondiale, les niveaux de criminalité organisée dans cette région semblent faibles, l'impact économique, politique et sociétal du phénomène est significatif. Si l'Australasie et les pays insulaires du Pacifique ne sont sans doute pas aussi concernés par le crime organisé que le reste du monde, un certain nombre d'économies illicites se sont déjà implantées, et d'autres semblent en augmentation. En 2020, la saisie record de 500 kilogrammes de cocaïne en Papouasie-Nouvelle-Guinée à la suite du crash d'un avion près de Port Moresby le démontre clairement.<sup>59</sup>

**FIGURE 5.19**  
**Scores, Océanie**

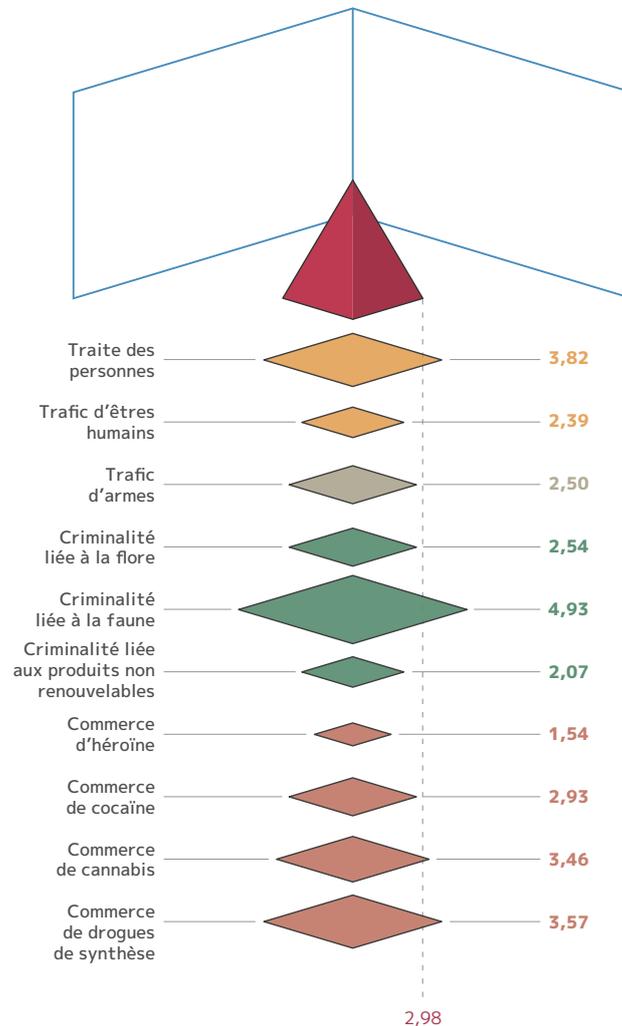


RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
MÉLANÉSIE	3,61	3,44	3,78	4,71
AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE	3,63	3,50	3,75	8,17
MICRONÉSIE	2,58	2,50	2,66	4,90
POLYNÉSIE	2,45	2,48	2,42	5,64
<b>MOYENNE OCÉANIE</b>	<b>3,07</b>	<b>2,98</b>	<b>3,16</b>	<b>5,46</b>

Dans l'ensemble, cependant, l'Océanie obtient des scores de criminalité plutôt faibles en raison de la structure de l'Indice, selon laquelle les pays qui abritent de nombreux marchés criminels obtiennent des scores plus élevés que ceux dont les marchés criminels sont moins nombreux, mais peut-être plus répandus. C'est le cas pour l'Océanie, où chaque pays n'abrite pour la plupart qu'un ou deux marchés criminels importants. Ainsi, au niveau mondial, ce continent détient le score de criminalité le plus bas.

Deux groupes de pays émergent en matière de criminalité, avec d'un côté des pays avec des scores compris entre 1,5 et 3, et de l'autre, des pays avec des scores compris entre 3 et 4, lorsque la criminalité est un peu plus répandue. Il apparaît qu'aucun pays de la région ne présente des niveaux de criminalité importants ou extrêmes, bien que des marchés spécifiques dans des pays particuliers soient identifiés comme assez répandus.

**FIGURE 5.20**  
Scores des marchés criminels, Océanie



La Papouasie-Nouvelle-Guinée constitue toutefois une exception notable. Le pays obtient un score de criminalité général de 5,44, soit 1,29 point au-dessus des Îles Salomon, deuxième pays en Océanie. Contrairement à d'autres pays qui possèdent soit un seul, soit aucun marché à forte criminalité, la Papouasie-Nouvelle-Guinée abrite plusieurs marchés très répandus : la criminalité liée à la flore (8), la traite des personnes (7), et le trafic d'armes, la criminalité liée aux produits non renouvelables et le commerce de cannabis, qui obtiennent tous un score de 5,50. Cela a pour effet d'augmenter les scores moyens du continent océanien dans son ensemble, mais aussi de la sous-région de Mélanésie. En ce qui concerne la criminalité, deux autres pays de Mélanésie font également figure d'exceptions au niveau régional : les Îles Salomon et Fidji, qui connaissent tous deux

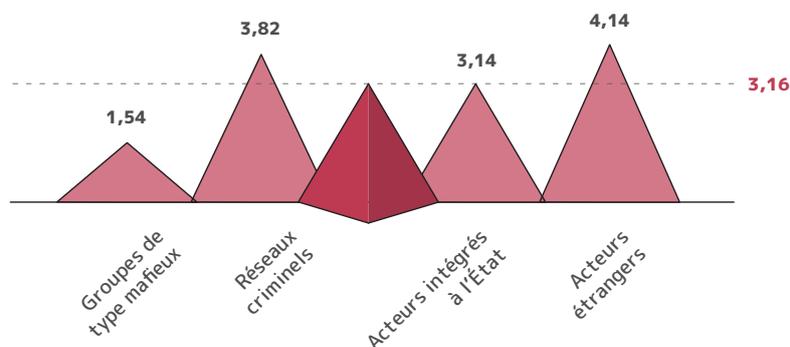
des niveaux de criminalité nettement plus élevés que les pays plus au nord de la Micronésie et à l'est de la Polynésie. Cela pourrait venir du fait que les nations insulaires de Mélanésie sont beaucoup plus proches des grands marchés régionaux de destination du crime organisé que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En tant que dernières étapes intermédiaires avant d'atteindre ces grands marchés, les groupes criminels organisés utilisent de plus en plus les îles mélanésiennes comme plaques tournantes pour le trafic d'armes, de cocaïne et de drogues de synthèse, ce qui fait augmenter le niveau général de criminalité. En atteste le fait que les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée obtiennent des scores élevés pour la cocaïne, respectivement 4,5 et 4, se classant au deuxième et au troisième rangs en Océanie, derrière l'Australie.

Dans l'ensemble, l'Océanie arrive en dernière position sur huit des 10 marchés criminels à l'échelle des continents. Le commerce illégal de la faune sauvage (4,93) et celui de drogues de synthèse (3,57) sont les deux exceptions, car le continent se classe respectivement au troisième et au quatrième rangs. Quelques espèces indigènes sont commercialisées illégalement, mais le score élevé de l'Océanie quant à la criminalité liée à la faune est presque entièrement dû à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Les pays de la région possèdent de vastes zones

économiques qui, en raison du manque de capacités de contrôle, sont vulnérables à ce type de pêche. Et celui-ci accentue l'effet négatif de cette pratique illégale sur les communautés d'Océanie. Le score du commerce de drogues de synthèse, en revanche, indique que la région abrite l'un des principaux pays consommateurs au monde, à savoir l'Australie. Outre la forte demande de drogues de synthèse en Nouvelle-Zélande, les petites nations insulaires sont considérées comme des plateformes émergentes majeures pour leur transport.

FIGURE 5.21

## Scores des acteurs de la criminalité, Océanie

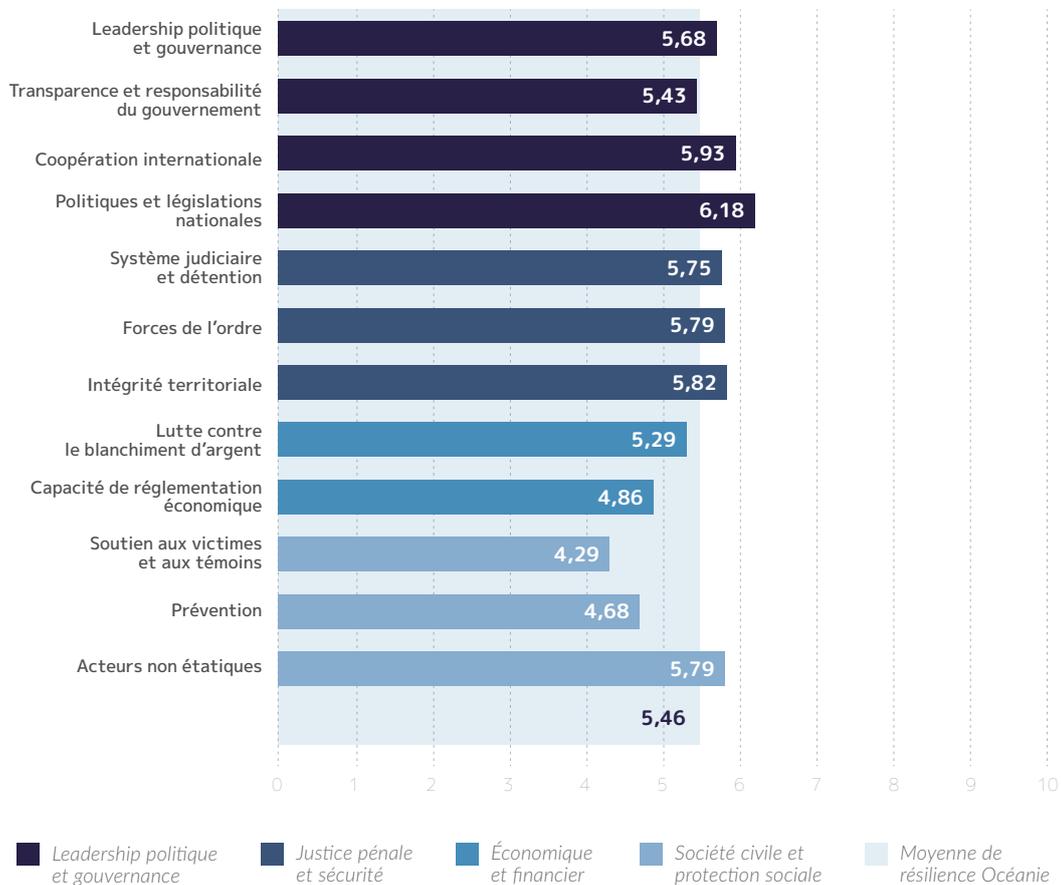


En ce qui concerne les acteurs de la criminalité, les acteurs étrangers (4,14) sont ceux qui exercent la plus grande influence en Océanie, devant les réseaux criminels (3,82), les acteurs intégrés à l'État (3,14) et les groupes de type mafieux (1,54). Selon les experts, le score très élevé des acteurs étrangers est principalement dû à leur implication dans la pêche illégale. Il est intéressant de noter l'absence de groupes de type mafieux dans toutes les sous-régions d'Océanie, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, où il a été estimé que des groupes et gangs de motards hors-la-loi avaient une emprise solide sur les marchés criminels. Une fois de plus, la Mélanésie est une exception dans cette région, car elle obtient le score le plus élevé pour les trois types d'acteurs de la criminalité restants : réseaux criminels, acteurs intégrés à l'État et acteurs étrangers. Le score atypique des groupes étrangers en Mélanésie par rapport aux trois autres sous-régions du continent conforte l'hypothèse selon laquelle la sous-région sert de plaque tournante de transit

pour différents marchés criminels. Cependant, une collaboration s'est instaurée entre les acteurs étrangers d'une part et les groupes locaux d'autre part. Cela a non seulement développé des réseaux criminels dans lesquels les groupes étrangers opèrent, mais a également créé de nouvelles opportunités criminelles que les réseaux informels et les acteurs intégrés à l'État peuvent exploiter.

En ce qui concerne la résilience, la plupart des pays d'Océanie obtiennent un score d'environ 5, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui affichent des scores de résilience moyens plus élevés : 7,96 et 8,38 respectivement. L'Australie et la Nouvelle-Zélande (8,17) et la sous-région de la Polynésie (5,64) se caractérisent par une faible criminalité et une forte résilience, tandis que les deux autres sous-régions ont une résilience plus faible face au crime organisé : la Micronésie obtient en moyenne 4,90 et la Mélanésie 4,71.

**FIGURE 5.22**  
Scores de résilience, Océanie



Bien que la Mélanésie se classe devant les autres sous-régions de l'Océanie pour la criminalité et derrière pour la résilience, par rapport à la moyenne mondiale, les pays de ce continent obtiennent pour la plupart de bons résultats, à l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (3,42), le pays le moins résilient en Océanie. Selon les experts, le manque de mécanismes efficaces de « Soutien aux victimes et aux témoins » représente le principal obstacle à une approche plus cohérente de la lutte contre le crime organisé dans la sous-région. Cet indicateur affiche en effet le score de 3,50, contre 4,10 pour la « Prévention » et la « Capacité de réglementation économique ».

En plus de l'intégrité territoriale, la lutte contre le blanchiment d'argent est un autre domaine dans lequel la Mélanésie doit s'améliorer significativement, selon les experts. Au Vanuatu, par exemple, il n'a été révélé qu'en 2021 que le système des « golden passports » en vigueur dans le pays a permis à des milliers de

ressortissants étrangers, dont certains membres présumés de gangs, des voleurs de cryptomonnaie et des extorqueurs, d'obtenir la citoyenneté de la nation insulaire, ce qui leur permet de profiter des lois laxistes de l'île sur la fiscalité et de blanchir des revenus illicites.<sup>60</sup>

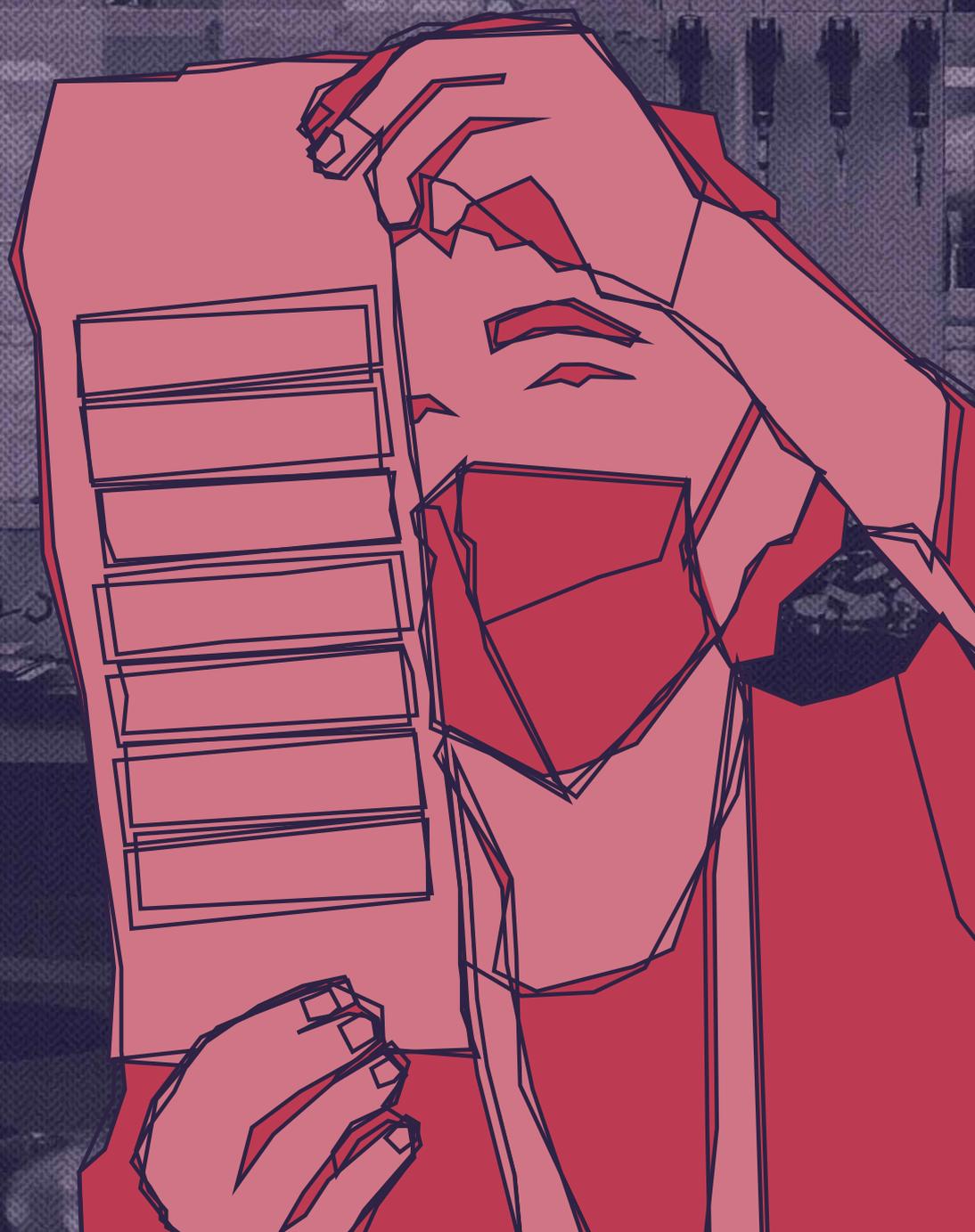
Concernant la Micronésie, des indicateurs tels que « Soutien aux victimes et aux témoins » (3) et « Prévention » (3,63) obtiennent des scores inférieurs, tout comme la « Capacité de réglementation économique » (4,50). En Polynésie, ces trois indicateurs figurent en dernière position, mais dans un ordre différent. La « Capacité de réglementation économique » dans la sous-région est notée en moyenne 4,67, devant le « Soutien aux victimes et aux témoins » (4,83), la « Prévention » et le « Leadership politique et gouvernance » (tous deux avec un score moyen de 5).



## SECTION 6

# Classifications des vulnérabilités

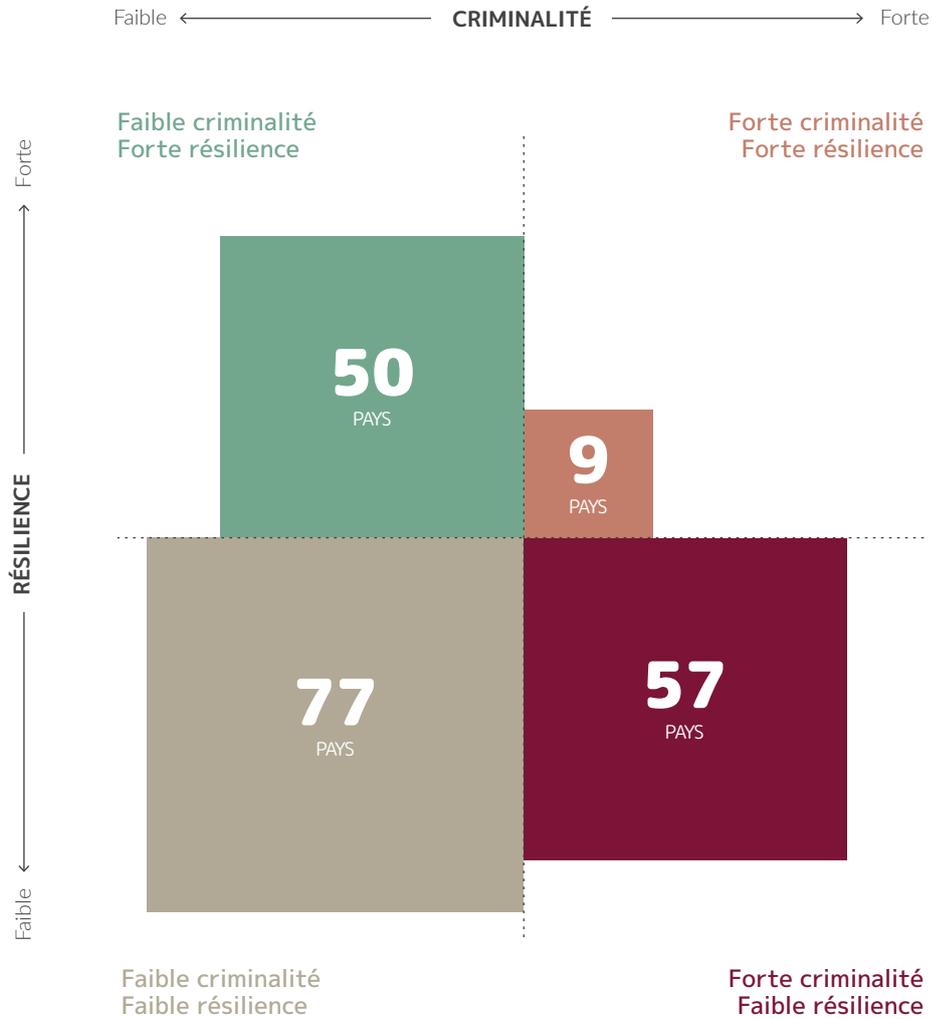
interprétation du lien entre  
criminalité et résilience



# Vulnérab

FIGURE 6.1

## Classifications des vulnérabilités



L'Indice a pour objectif ultime de fournir une plateforme solide grâce à laquelle les décideurs peuvent mettre en œuvre des politiques efficaces et sur-mesure de lutte contre la criminalité dans leurs pays et régions respectifs. Sa conception permet de mettre en évidence les domaines qui doivent être améliorés, mais aussi ceux où des mesures efficaces contre le crime organisé ont déjà été mises en œuvre.

FIGURE 6.2

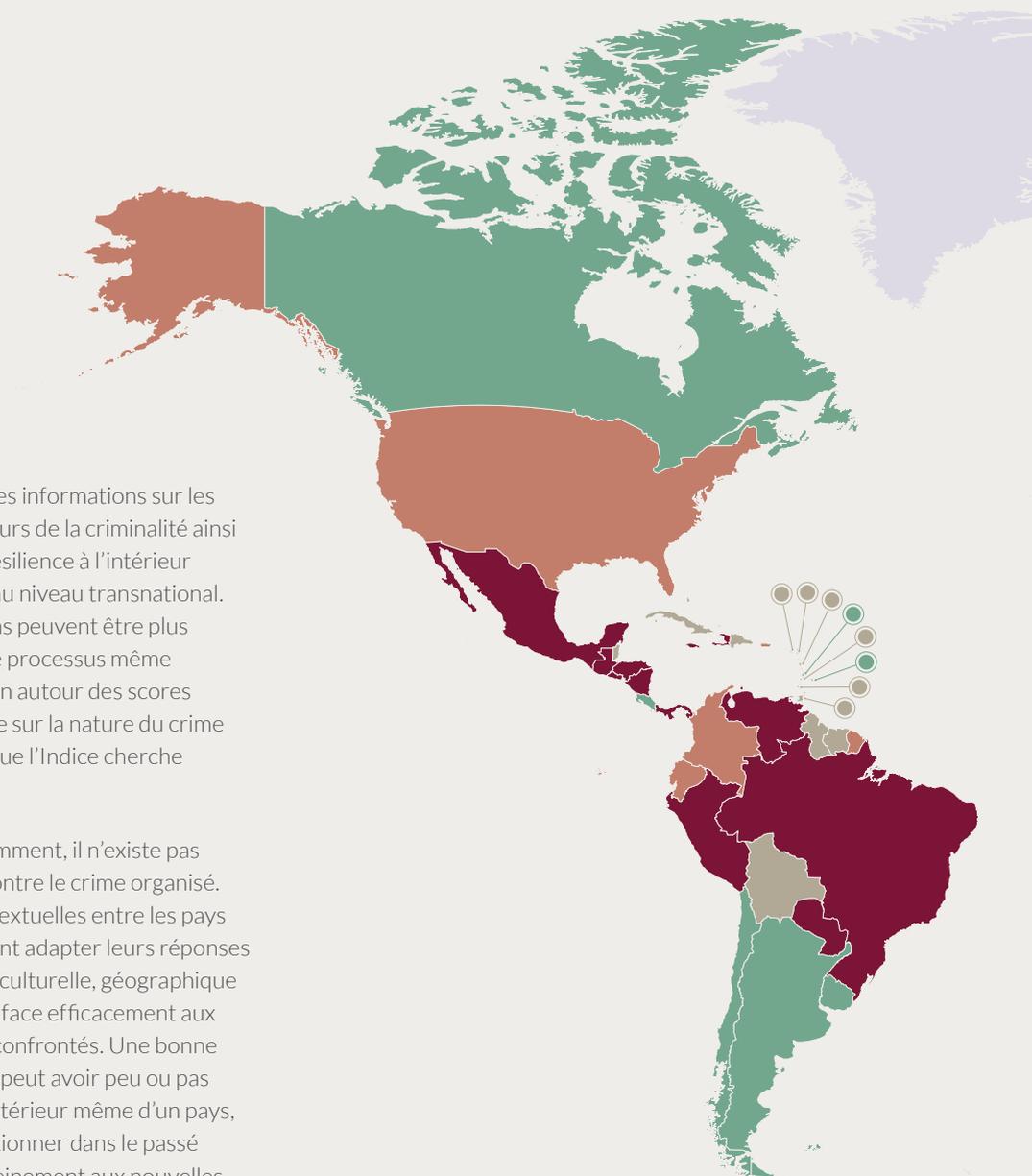
## Carte des classifications des vulnérabilités

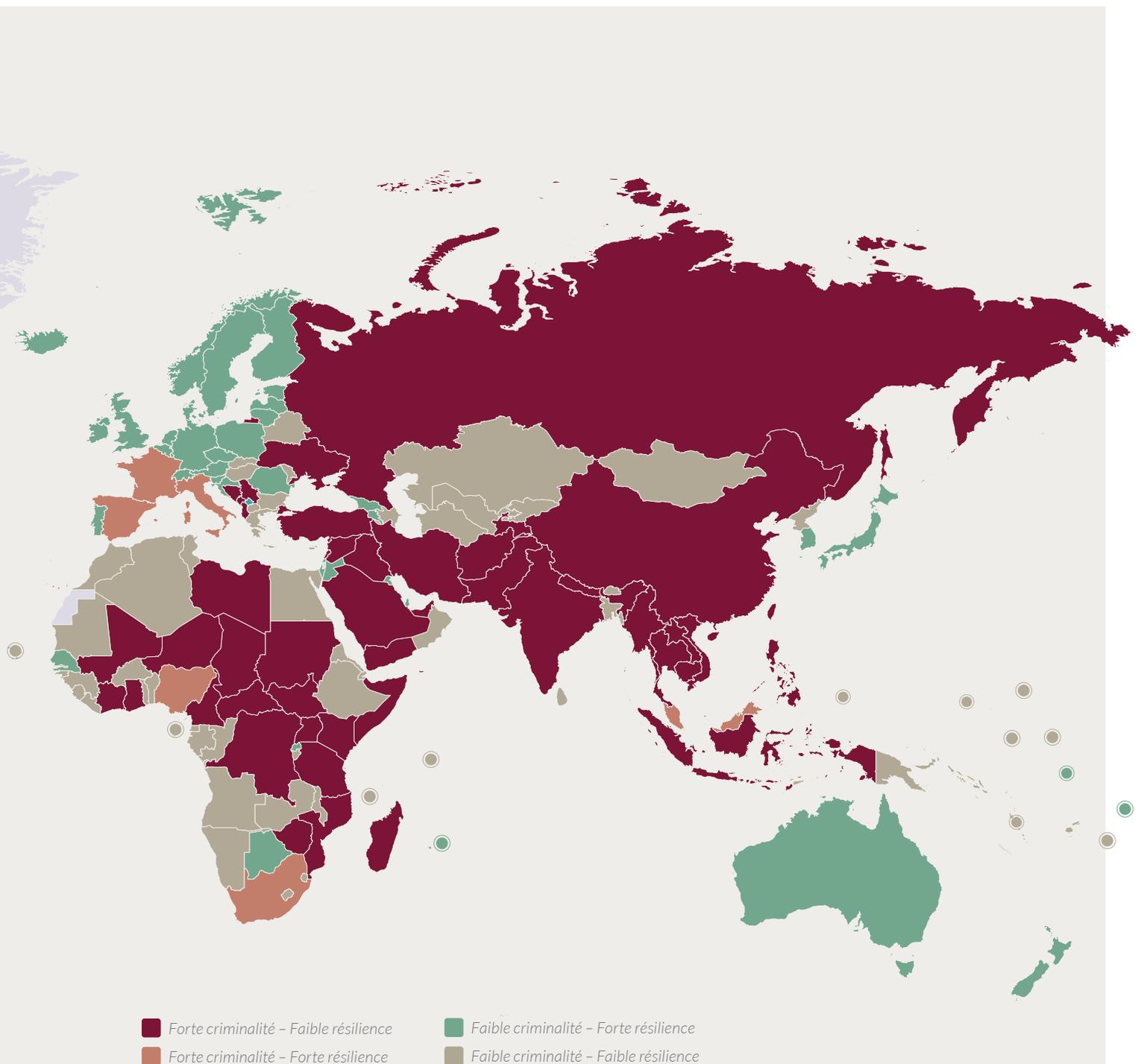
Les résultats révèlent diverses informations sur les marchés criminels et les acteurs de la criminalité ainsi que sur les dynamiques de résilience à l'intérieur des frontières nationales et au niveau transnational. Si les scores et les conclusions peuvent être plus intéressants pour certains, le processus même d'interrogation et de réflexion autour des scores contribue à élargir le dialogue sur la nature du crime organisé et sur la résilience que l'Indice cherche à susciter.

Comme mentionné précédemment, il n'existe pas un seul cadre de résilience contre le crime organisé. À cause des différences contextuelles entre les pays et les régions, les États doivent adapter leurs réponses à leur situation économique, culturelle, géographique et politique s'ils veulent faire face efficacement aux menaces auxquelles ils sont confrontés. Une bonne solution pour un pays donné peut avoir peu ou pas d'effet pour un autre, et à l'intérieur même d'un pays, des mesures qui ont pu fonctionner dans le passé peuvent ne plus répondre pleinement aux nouvelles tendances criminelles.

Alors que le crime organisé est souvent dynamique et évolue rapidement, les mesures, en revanche, sont souvent des efforts de longue haleine. En fin de compte, pour faire reculer le crime organisé sur le long terme, les États doivent montrer une volonté politique, s'engager dans un débat soutenu, constituer une base de preuves et permettre aux acteurs non étatiques de contribuer au développement et au renforcement de cadres de résilience multidimensionnels qui soient proactifs et s'attaquent aux causes profondes du fléau.

Le fait d'étudier isolément la dynamique de la criminalité ou les cadres de résilience limite la compréhension par les parties prenantes de la complexité du crime organisé et la capacité à déterminer si les réponses sont suffisantes pour lutter contre la criminalité dans un contexte donné. Par conséquent, les implications reposant sur une analyse des points de convergence entre criminalité et résilience semblent davantage pertinentes.



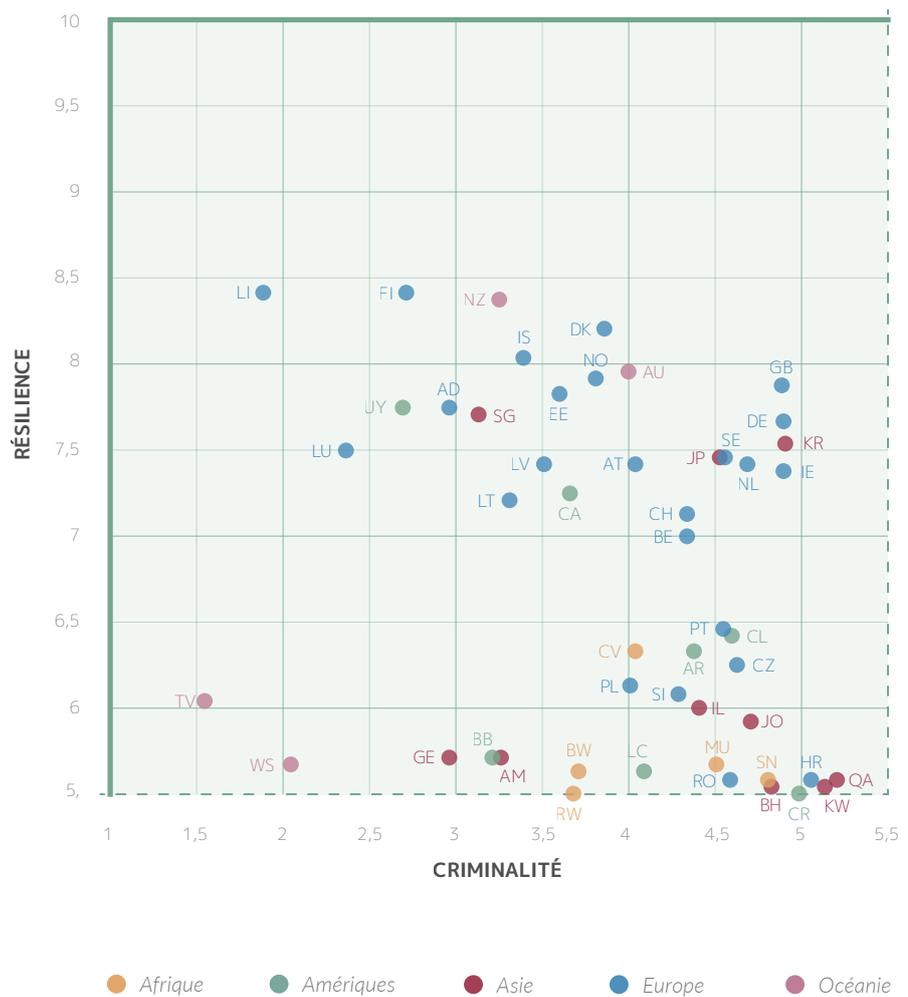
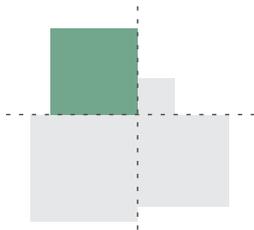


L'Indice reconnaît que les pays peuvent être inégaux au démarrage, leur position actuelle sur l'un des quadrants de criminalité et de résilience (voir la Figure 6.1) est donc moins importante que son évolution dans le temps, qui sera prise en compte dans les futures éditions de l'Indice. L'Indice est plutôt conçu pour fournir aux décideurs politiques et autres parties prenantes des informations sur les tendances émergentes et l'évolution de la criminalité, car il s'appuiera sur les résultats au fil du temps.

En analysant les caractéristiques spécifiques des pays au sein de chaque quadrant de criminalité et de résilience, et en tenant compte des spécificités contextuelles, les décideurs peuvent identifier où se trouvent les forces et les faiblesses communes, afin de développer des mesures bien adaptées et répondant aux défis de la criminalité auxquels les pays de chaque quadrant sont confrontés.

# Faible criminalité – Forte résilience

**FIGURE 6.3**  
Faible criminalité – Forte résilience



Sur les 193 pays inclus dans cet Indice, 50 (soit 26 % environ) sont actuellement dans ce quadrant. Situés sur tous les continents, ces 50 pays se trouvent dans la situation idéale pour faire face au crime organisé. S'ils diffèrent par les types de vulnérabilités auxquels chacun est confronté et par leur capacité économique, ils démontrent tous qu'ils ont réussi à mettre en place des cadres de résilience pour lutter contre la criminalité à l'intérieur de leurs frontières, dans le respect des normes internationales.

En Afrique par exemple, cinq pays (le Botswana, le Cap-Vert, Maurice, le Rwanda et le Sénégal) représentent des zones différentes du continent, mais ont pris des mesures sérieuses et appropriées pour lutter contre le crime organisé. Il s'agit, entre autres, de stratégies ciblées de lutte contre le crime organisé, de l'octroi de ressources aux forces de l'ordre et de la mise en place de cadres institutionnels et économiques. Bien que des améliorations soient possibles dans certains domaines de résilience dans chaque pays, les mesures globales de résilience sont bien équilibrées et complètes. Notamment, les « Acteurs non étatiques » obtiennent un score supérieur ou égal à 6 dans quatre de ces pays, ce qui montre l'importance indéniable de la société civile, des médias et du secteur privé pour réussir à renforcer la résilience face au crime organisé.

En tant que continent affichant l'un des plus faibles scores généraux de criminalité, il n'est pas surprenant qu'une grande partie des pays d'Europe (24) se situent dans ce quadrant. Ce qui est sans doute plus révélateur, ce sont les pays hors d'Europe qui présentent une faible criminalité et une forte résilience, alors qu'ils sont situés dans des régions où la criminalité est élevée. Par exemple, le Costa Rica se distingue comme le seul pays de ce quadrant en Amérique centrale, la région avec la moyenne de criminalité la plus élevée au monde. La question du crime organisé a été identifiée comme une priorité politique pour le Costa Rica, qui a mis en place des cadres institutionnels juridiques solides, ancrés dans la transparence. Si les faibles scores de l'indicateur de résilience économique du Costa Rica indiquent qu'une marge d'amélioration est possible, le pays offre des protections sociales plus solides que ses voisins, notamment une agence dédiée à l'aide aux victimes, trois grands programmes de prévention du crime et une grande liberté des médias.

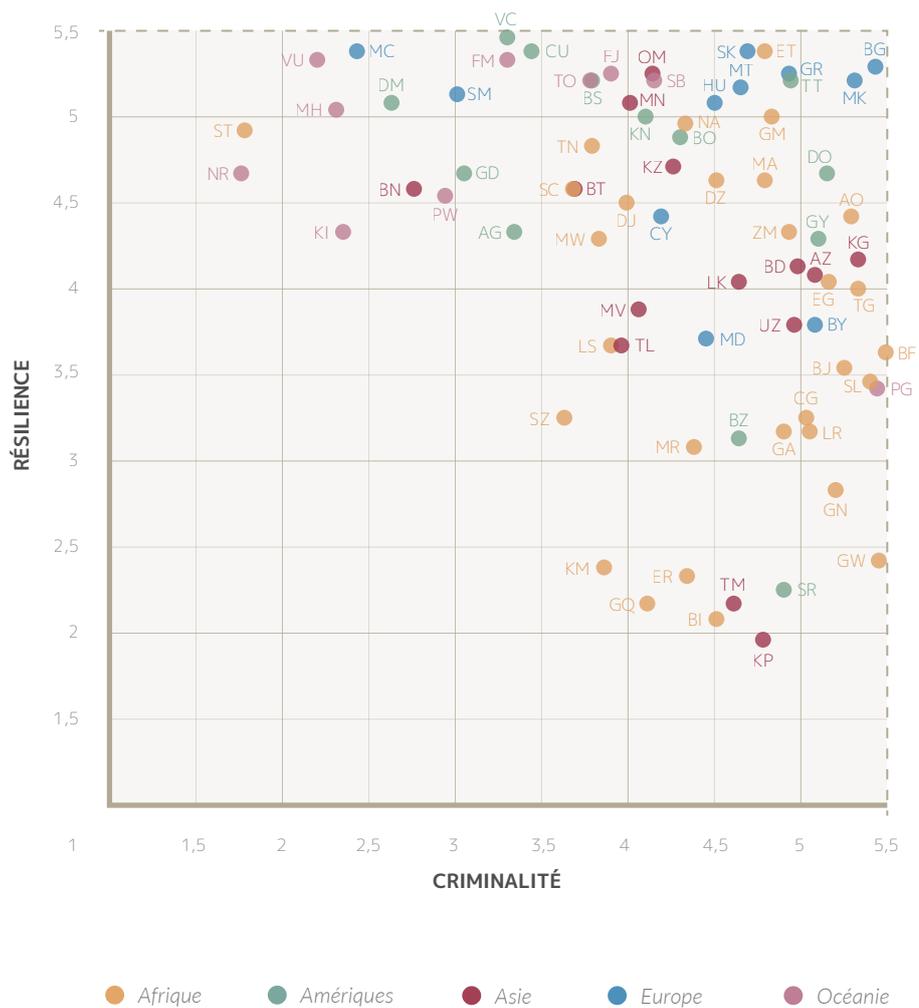
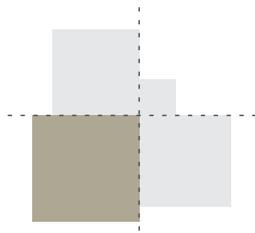
D'autres pays, dont la Jordanie et Singapour, appartiennent également à ce quadrant, deux exceptions positives dans leurs régions respectives qui connaissent une forte criminalité. Tous deux sont plus stables que leurs voisins et ont mis en place des cadres institutionnels qui permettent de solides mécanismes de coopération internationale, une législation complète quant au crime organisé et des actions de prévention.

Il est important de tenir compte du fait que l'évaluation de la résilience d'un pays est associée à la menace criminelle à laquelle il est confronté. Le cas de l'Océanie illustre ce point. Bien que Samoa et Tuvalu ne disposent pas des mêmes atouts institutionnels que d'autres pays du même continent utilisent pour lutter contre diverses activités criminelles, leur engagement à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), principale menace à laquelle la région est confrontée, est prioritaire et solide.

Dans l'ensemble, il est possible de tirer des enseignements sur les meilleures pratiques à partir de l'exemple des pays présents sur ce quadrant. Davantage d'efforts devraient être déployés pour documenter et faire connaître ces réussites, ce qui permettrait à davantage de pays d'accéder à ce quadrant. Actuellement situés dans le quadrant « Faible criminalité – Forte résilience », ces pays ont l'opportunité de faire figure d'exemples et de leaders dans leurs régions à travers la coopération et l'engagement bilatéral et multilatéral.

# Faible criminalité – Faible résilience

**FIGURE 6.4**  
Faible criminalité – Faible résilience



Environ 40 % des pays du monde (77) sont situés dans le quadrant « Faible criminalité – Faible résilience ». Même si les menaces actuelles du crime organisé dans ces pays peuvent être relativement minimales, les efforts de développement de la résilience doivent être tournés vers l’avenir et la prévention. Les résultats de l’Indice montrent que le crime organisé est un phénomène omniprésent et qui évolue rapidement. Il est donc important de mettre en place des mesures de résilience capables de répondre de manière adéquate aux nouvelles dynamiques de la criminalité, si elles apparaissent. Cela est particulièrement vrai pour tous les

pays partageant des frontières avec des voisins qui présentent une forte criminalité et une faible résilience. La Grèce, l'Angola, la Bolivie et Djibouti en sont de bons exemples.

Toutefois, le fait de renforcer les contrôles aux frontières et les forces de l'ordre ne suffit pas pour améliorer la capacité globale d'un pays à lutter contre le crime organisé, en particulier si la dynamique de criminalité apparaît à l'intérieur des frontières d'un pays. Il est donc impératif que les États adoptent une approche holistique en renforçant d'autres cadres institutionnels, notamment ceux qui favorisent la transparence et la bonne gouvernance, tout en laissant l'espace nécessaire aux acteurs non étatiques pour qu'ils apportent leurs forces uniques afin de s'attaquer aux causes profondes de la criminalité.

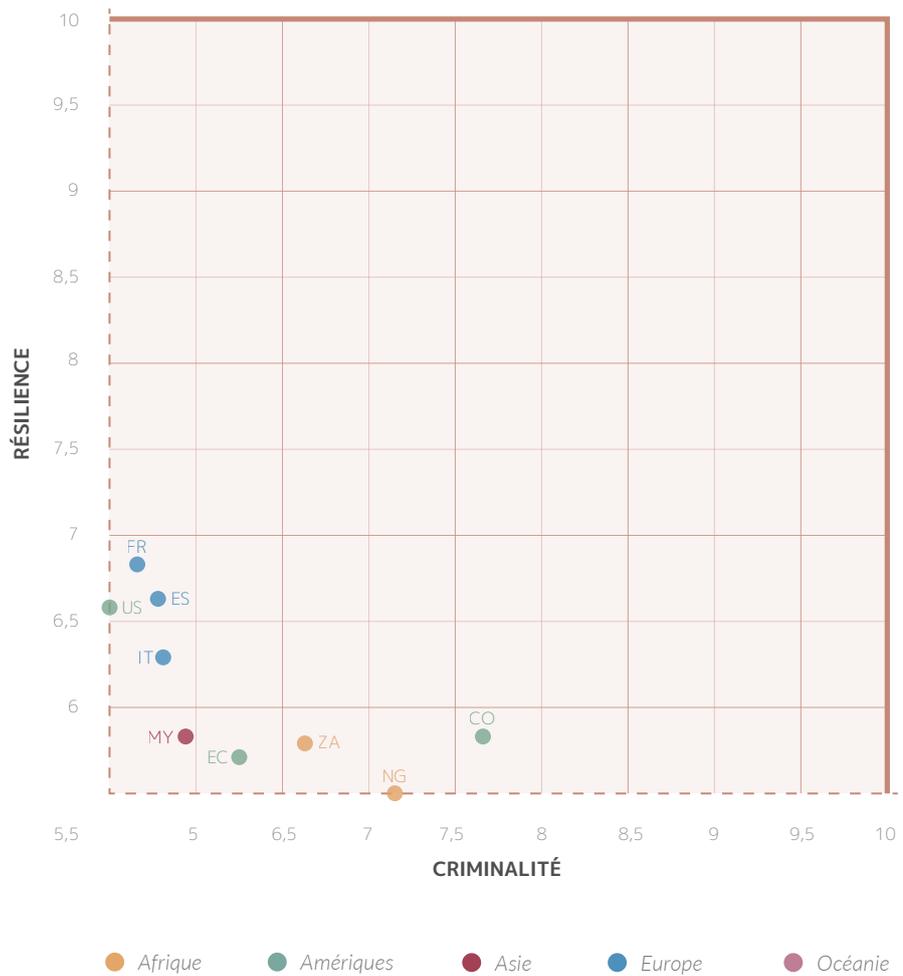
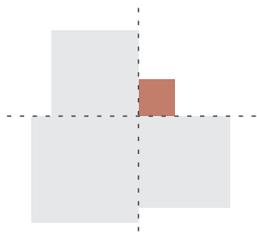
La Bolivie, par exemple, présente des taux de criminalité inférieurs à ceux de la plupart des pays d'Amérique du Sud. Le pays n'obtient des scores

particulièrement élevés que pour les niveaux de criminalité dans l'industrie du bois, la contrebande illégale d'exploitation minière et de gaz naturel et le commerce de cocaïne, mais il obtient des scores particulièrement faibles pour le trafic d'êtres humains et le commerce de drogues de synthèse, d'héroïne et de cannabis. Les niveaux de criminalité de la Bolivie sont considérablement inférieurs à ceux de ses voisins immédiats, bien qu'il ne se classe que 95<sup>e</sup> dans le monde pour la résilience. Il a été estimé que le pays disposait de mécanismes de résilience efficaces dans des domaines clés tels que les « Politiques et législations nationales » et la « Prévention », mais qu'il présentait en même temps de vraies lacunes dans des domaines tels que le « Système judiciaire et détention ». En donnant la priorité au renforcement des cadres institutionnels et non étatiques, que l'Indice reconnaît comme inefficaces ou modérément efficaces, la Bolivie pourrait devenir une puissance régionale dans la lutte contre le crime organisé.



# Forte criminalité – Forte résilience

**FIGURE 6.5**  
Forte criminalité – Forte résilience



Ce quadrant de vulnérabilité est peut-être le moins intuitif, il comprend des pays avec de forts niveaux de criminalité, mais qui ont également développé des cadres et des mécanismes solides pour lutter contre le crime organisé. Situés sur tous les continents, seuls neuf pays dans le monde enregistrent simultanément une forte criminalité et une forte résilience : Colombie, Équateur, France, Italie, Malaisie, Nigeria, Afrique du Sud, Espagne et États-Unis. Ce qui surprend immédiatement, c'est que la majorité d'entre eux font partie des puissances économiques de leurs régions respectives. Les États-Unis sont la plus grande économie du monde. La France, l'Italie et l'Espagne figurent parmi les pays les plus riches d'Europe, tout comme l'Afrique du Sud et le Nigeria en Afrique. En Amérique latine, la Colombie

et l'Équateur figurent tous deux parmi les six pays ayant le produit intérieur brut (PIB) le plus élevé. L'économie de la Malaisie est également forte et dynamique, bien qu'elle soit inférieure à celle d'autres pays du continent, comme le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie. Bien que les pays situés dans le quadrant « Forte criminalité – Forte résilience » ne représentent que moins de 5 % des pays dans le monde, ils représentent à eux seuls plus d'un tiers du PIB mondial.

Malgré les profils quelque peu différents des pays situés dans ce quadrant et dans lesquels dominent différents types d'acteurs de la criminalité, ils se ressemblent dans la mesure où ils abritent tous un large éventail de marchés criminels très répandus et d'acteurs de la criminalité influents. Alors que certains sont des pays d'origine réputés pour de nombreux marchés criminels, aucun n'étant plus important que le commerce de cocaïne en Colombie, d'autres, notamment les pays européens les plus riches, sont les principaux pays de destination pour l'économie illicite transnationale. Il s'agit principalement du commerce de la drogue, mais également d'autres marchés illicites, tels que la traite des personnes et le trafic d'êtres humains.

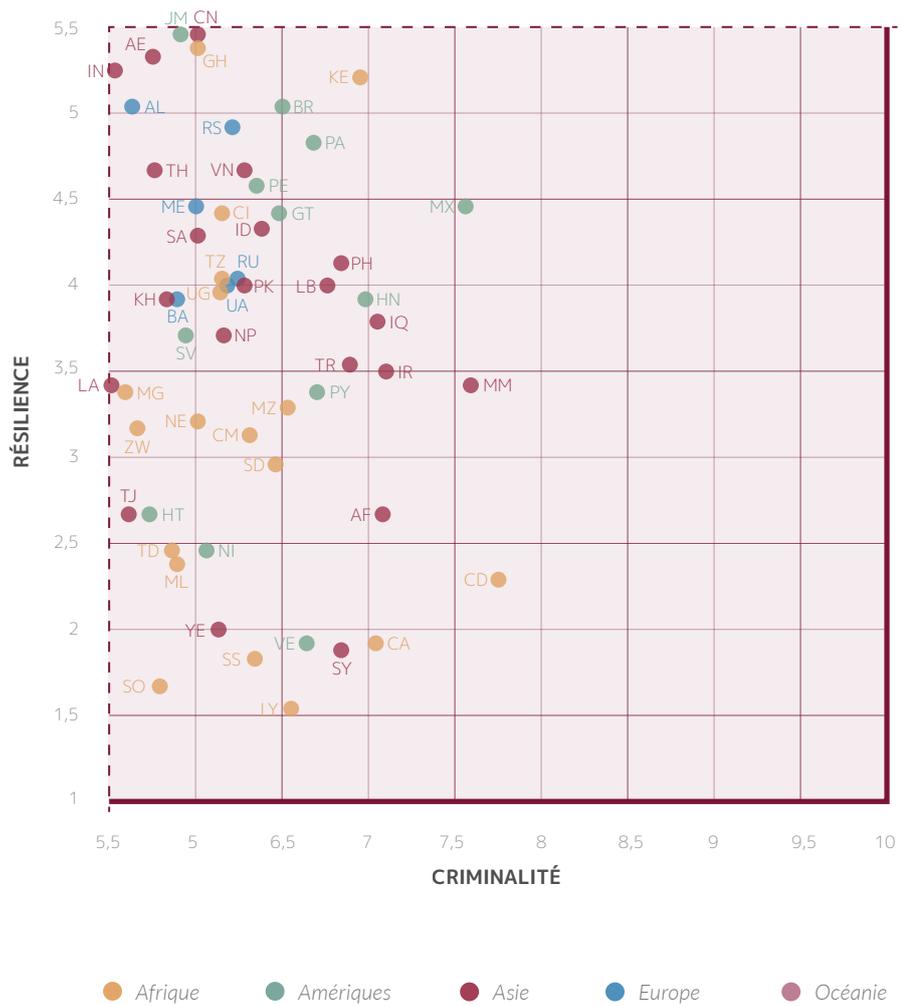
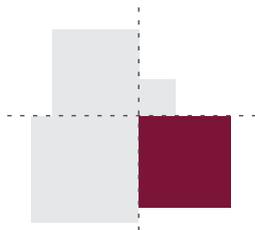
Ce qui différencie clairement ces grandes économies d'autres pays comme le Brésil, le Mexique, la Chine, le Kenya et de nombreux autres, c'est qu'elles disposent également, à des degrés divers, de mécanismes et d'institutions solides et efficaces pour lutter contre le crime organisé. L'Italie est un cas particulièrement intéressant, pour diverses raisons. Berceau de la mafia traditionnelle, l'Italie abrite l'un des groupes criminels organisés les plus puissants tant au niveau national qu'à l'étranger, ayant établi de solides liens de coopération avec des organisations criminelles du monde entier et infiltré le paysage politique et économique italien. Cependant, étant aussi l'un des tout premiers pays à placer la lutte contre la mafia au premier plan de son agenda politique depuis les

années 1980, les mécanismes de lutte institutionnels et non étatiques de l'Italie sont devenus quelques-uns des plus sophistiqués au monde.

Il peut sembler paradoxal pour un pays d'afficher simultanément des niveaux élevés de résilience face au crime organisé et des niveaux élevés de criminalité, mais il existe plusieurs explications possibles. Dotés de grandes économies et d'infrastructures commerciales très développées, certains de ces pays peuvent être intrinsèquement vulnérables au crime organisé en raison des opportunités qu'ils offrent aux acteurs de la criminalité. Dans ces pays, il est par conséquent très difficile de mettre en place les cadres nécessaires pour ramener les niveaux de criminalité organisée au plus bas. En outre, la criminalité omniprésente est un facteur de stress important sur les mesures de résilience d'un pays. C'est le cas d'un pays comme le Nigeria, par exemple, qui affiche des niveaux de criminalité extrêmement élevés et est constamment sur le point de basculer dans une spirale négative. Dans les pays où la résilience est toujours déterminée de manière ad hoc, où elle n'est pas structurelle ou profondément enracinée dans les institutions étatiques, ou encore où elle n'est pas flexible, il existe un risque constant que les mécanismes de résilience soient dépassés. Ainsi, même dans les pays où la résilience est très forte, il convient d'éviter toute complaisance pour empêcher que le poids du crime organisé ne vienne rompre l'élastique de la résilience.

# Forte criminalité – Faible résilience

**FIGURE 6.6**  
Forte criminalité – Faible résilience



Couvrant l'Europe, l'Asie, les Amériques et l'Afrique, les 57 pays de ce quadrant présentent des vulnérabilités importantes. Confrontés à de puissantes menaces de criminalité, ils possèdent une faible capacité de résilience qui les rend particulièrement vulnérables face à l'enracinement de la dynamique de la criminalité, source de répercussions économiques et sociales à long terme.

Dans ce quadrant, les pays ont tendance à se répartir en deux catégories, mais pas exclusivement. L'Afghanistan, l'Irak, le Mozambique, la Syrie, l'Ukraine et de nombreux autres connaissent des conflits et une fragilité de longue date, tandis que d'autres pays, à l'instar de l'Albanie, du Brésil, du Mexique et de la Russie, sont plus stables, mais leurs valeurs démocratiques et le respect de l'État de droit ont été mis à mal, réduisant leur capacité à lutter efficacement contre le crime organisé.

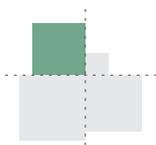
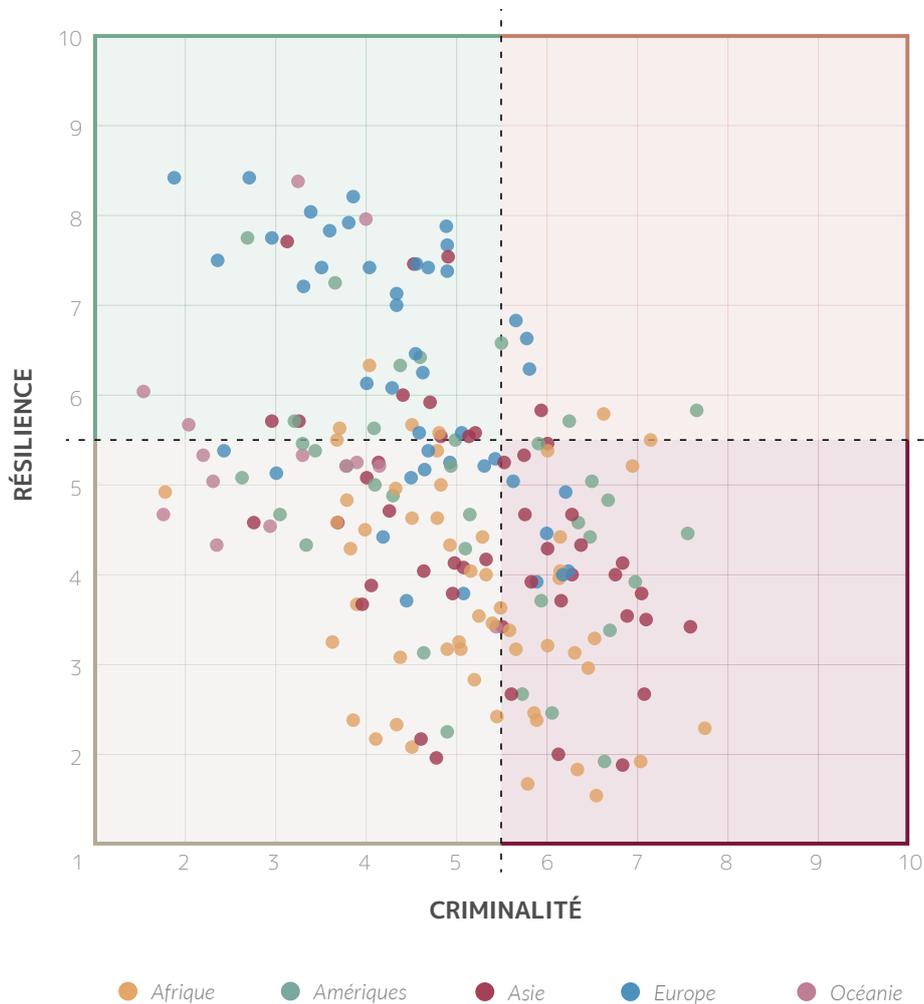
Il existe énormément de recherches et de publications sur le lien entre crime et conflit et sur la façon dont ils se renforcent mutuellement. Les conflits affaiblissent la capacité des institutions sociales, économiques et de sécurité à fournir des biens et des services, permettant ainsi aux acteurs de la criminalité de combler ces vides. Parallèlement, les activités criminelles lucratives peuvent se mêler aux économies de guerre, facilitant ainsi la poursuite du conflit. Par conséquent, à bien des égards, il n'est pas surprenant qu'un certain nombre d'États fragiles ou confrontés à des conflits se situent dans ce quadrant.

En revanche, ce qui est peut-être moins intuitif, ce sont les pays qui sont caractérisés comme étant forts et stables, mais qui ne parviennent pas à combattre de manière adéquate les menaces criminelles auxquelles ils sont confrontés. Dans certains cas, la faible capacité de résilience peut provenir d'un manque de volonté politique de donner la priorité aux questions de criminalité organisée. Dans d'autres, la lutte contre la criminalité ne répond pas aux principes internationaux des droits de l'homme, ou c'est l'État lui-même

qui participe à la criminalité, compromettant son rôle principal de protecteur. On considère que les Philippines font partie de cette dernière catégorie. Le pays est confronté à un marché des drogues de synthèse particulièrement répandu, où la prévalence de la consommation de méthamphétamine est considérée comme l'une des plus élevées au monde. Alors que le pays a adopté une position ferme contre le crime organisé, les experts estiment que la mise en œuvre de sa politique antidrogue (sa « guerre contre la drogue », qui supposait des exécutions sommaires) est contraire aux principes fondamentaux des droits de l'homme.

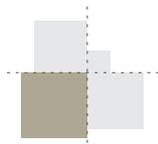
Bon nombre de ces pays ont tendance à se concentrer sur les solutions traditionnelles en matière de criminalité, telles que la justice pénale et les mesures de sécurité, mais ces efforts sont inévitablement fragilisés si l'État de droit n'est pas respecté. Un objectif ambitieux pour ces pays serait de développer leur résilience, en particulier en matière de gouvernance, mais dans de nombreux cas, il serait irréaliste d'y parvenir sans volonté politique. Les États de ce quadrant gagneraient en revanche à laisser plus d'espace pour que la société civile, les médias et le secteur privé puissent opérer. En effet, pour la moitié des 57 pays de ce quadrant, l'indicateur de résilience « Acteurs non étatiques » est considéré comme inexistant ou extrêmement inefficace. La mise en œuvre d'autres formes de résilience en dehors des cadres institutionnels pourrait donc aider à compenser et, dans certains cas, encourager un meilleur engagement de l'État.

**FIGURE 6.7**  
Criminalité et résilience : classement des pays



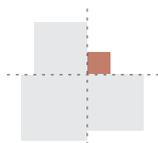
**Faible criminalité – Forte résilience (50 pays)**

● DE ALLEMAGNE	● CR COSTA RICA	● LI LIECHTENSTEIN	● KR RÉPUBLIQUE DE CORÉE
● AD ANDORRE	● HR CROATIE	● LT LITUANIE	● CZ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
● AR ARGENTINE	● DK DANEMARK	● LU LUXEMBOURG	● LC SAINTE- LUCIE
● AM ARMÉNIE	● EE ESTONIE	● MU MAURICE	● WS SAMOA
● AU AUSTRALIE	● FI FINLANDE	● NO NORVÈGE	● SN SÉNÉGAL
● AT AUTRICHE	● GE GÉORGIE	● NZ NOUVELLE-ZÉLANDE	● SG SINGAPOUR
● BH BAHRÉÏN	● IE IRLANDE	● NL PAYS-BAS	● SI SLOVÉNIE
● BB BARBADE	● IS ISLANDE	● PL POLOGNE	● SE SUÈDE
● BE BELGIQUE	● IL ISRAËL	● PT PORTUGAL	● CH SUISSE
● BW BOTSWANA	● JP JAPON	● QA QATAR	● TV TUVALU
● CA CANADA	● JO JORDANIE	● RO ROUMANIE	● UY URUGUAY
● CV CAP-VERT	● KW KOWEÏT	● GB ROYAUME-UNI	
● CL CHILI	● LV LETTONIE	● RW RWANDA	



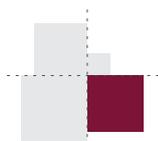
### Faible criminalité – Faible résilience (77 pays)

● <b>DZ</b> ALGÉRIE	● <b>SZ</b> ESWATINI	● <b>MK</b> MACÉDOINE DU NORD	● <b>KN</b> SAINT-CRISTOPHE-ET-NIÈVES
● <b>AO</b> ANGOLA	● <b>EG</b> ÉGYPTÉ	● <b>MW</b> MALAWI	● <b>SM</b> SAINT-MARIN
● <b>AG</b> ANTIGUA-ET-BARBUDA	● <b>ER</b> ÉRYTHRÉE	● <b>MV</b> MALDIVES	● <b>VC</b> SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES
● <b>AZ</b> AZERBAÏDJAN	● <b>ET</b> ÉTHIOPIE	● <b>MT</b> MALTE	● <b>ST</b> SAO TOMÉ-ET-PRINCE
● <b>BS</b> BAHAMAS	● <b>FJ</b> FIDJI	● <b>MA</b> MAROC	● <b>SC</b> SEYCHELLES
● <b>BD</b> BANGLADESH	● <b>GA</b> GABON	● <b>MR</b> MAURITANIE	● <b>SL</b> SIERRA LEONE
● <b>BZ</b> BELIZE	● <b>GM</b> GAMBIE	● <b>FM</b> MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	● <b>SR</b> SURINAME
● <b>BJ</b> BÉNIN	● <b>GD</b> GRENADE	● <b>MD</b> MOLDAVIE	● <b>SK</b> SLOVAQUIE
● <b>BT</b> BHOUTAN	● <b>GR</b> GRÈCE	● <b>MC</b> MONACO	● <b>LK</b> SRI LANKA
● <b>BY</b> BIÉLORUSSIE	● <b>GN</b> GUINÉE	● <b>MN</b> MONGOLIE	● <b>TL</b> TIMOR ORIENTAL
● <b>BO</b> BOLIVIE	● <b>GW</b> GUINÉE-BISSAU	● <b>NA</b> NAMIBIE	● <b>TG</b> TOGO
● <b>BN</b> BRUNEI	● <b>GQ</b> GUINÉE ÉQUATORIALE	● <b>NR</b> NAURU	● <b>TO</b> TONGA
● <b>BG</b> BULGARIE	● <b>GY</b> GUYANA	● <b>OM</b> OMAN	● <b>TT</b> TRINITÉ-ET-TOBAGO
● <b>BF</b> BURKINA FASO	● <b>HU</b> HONGRIE	● <b>UZ</b> OUZBÉKISTAN	● <b>TN</b> TUNISIE
● <b>BI</b> BURUNDI	● <b>MH</b> ÎLES MARSHALL	● <b>PW</b> PALAOS	● <b>TM</b> TURKMÉNISTAN
● <b>CY</b> CHYPRE	● <b>SB</b> ÎLES SALOMON	● <b>PG</b> PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	● <b>VU</b> VANUATU
● <b>KM</b> COMORES	● <b>KZ</b> KAZAKHSTAN	● <b>DO</b> RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	● <b>ZM</b> ZAMBIE
● <b>CG</b> CONGO, RÉP.	● <b>KG</b> KIRGHIZISTAN	● <b>KP</b> RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	
● <b>CU</b> CUBA	● <b>KI</b> KIRIBATI		
● <b>DJ</b> DJIBOUTI	● <b>LS</b> LESOTHO		
● <b>DM</b> DOMINIQUE	● <b>LR</b> LIBÉRIA		



### Forte criminalité – Forte résilience (9 pays)

● <b>ZA</b> AFRIQUE DU SUD	● <b>CE</b> ÉQUATEUR	● <b>IT</b> ITALIE
● <b>CO</b> COLOMBIE	● <b>US</b> ÉTATS-UNIS	● <b>MY</b> MALAISIE
● <b>ES</b> ESPAGNE	● <b>FR</b> FRANCE	● <b>NG</b> NIGERIA



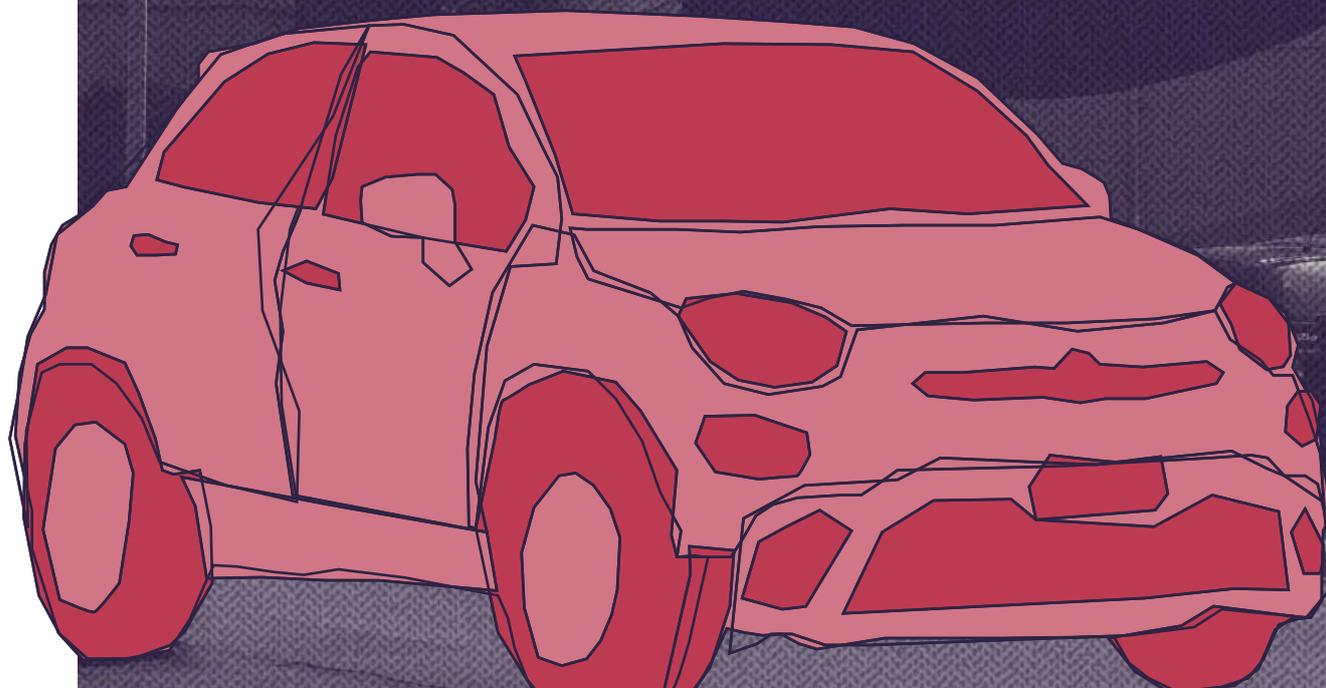
### Forte criminalité – Faible résilience (57 pays)

● <b>AF</b> AFGHANISTAN	● <b>ID</b> INDONÉSIE	● <b>NE</b> NIGER	● <b>SO</b> SOMALIE
● <b>AL</b> ALBANIE	● <b>IQ</b> IRAK	● <b>NP</b> NÉPAL	● <b>SD</b> SOUDAN
● <b>SA</b> ARABIE SAOUDITE	● <b>IR</b> IRAN	● <b>UG</b> OUGANDA	● <b>SS</b> SOUDAN DU SUD
● <b>BA</b> BOSNIE-HERZÉGOVINE	● <b>JM</b> JAMAÏQUE	● <b>PK</b> PAKISTAN	● <b>SY</b> SYRIE
● <b>FR</b> BRÉSIL	● <b>KE</b> KENYA	● <b>PA</b> PANAMA	● <b>TJ</b> TADJIKISTAN
● <b>KH</b> CAMBODGE	● <b>LA</b> LAOS	● <b>PY</b> PARAGUAY	● <b>TZ</b> TANZANIE
● <b>CM</b> CAMEROUN	● <b>KG</b> LIBAN	● <b>PH</b> PHILIPPINES	● <b>TD</b> TCHAD
● <b>CN</b> CHINE	● <b>LY</b> LIBYE	● <b>PE</b> PÉROU	● <b>TH</b> THAÏLANDE
● <b>AE</b> ÉMIRATS ARABES UNIS	● <b>MG</b> MADAGASCAR	● <b>RU</b> RUSSIE	● <b>TR</b> TURQUIE
● <b>GH</b> GHANA	● <b>ML</b> MALI	● <b>CF</b> RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	● <b>UA</b> UKRAINE
● <b>GT</b> GUATEMALA	● <b>MX</b> MEXIQUE	● <b>CD</b> RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	● <b>VE</b> VENEZUELA
● <b>HT</b> HAÏTI	● <b>ME</b> MONTÉNÉGRO	● <b>SV</b> SALVADOR	● <b>VN</b> VIETNAM
● <b>HN</b> HONDURAS	● <b>MZ</b> MOZAMBIQUE	● <b>RS</b> SERBIE	● <b>YE</b> YÉMEN
● <b>IN</b> INDE	● <b>MM</b> MYANMAR		● <b>ZW</b> ZIMBABWE
	● <b>NI</b> NICARAGUA		

## SECTION 7

# Criminalité, marchés, acteurs et résilience

Comprendre les relations



# Criminalité

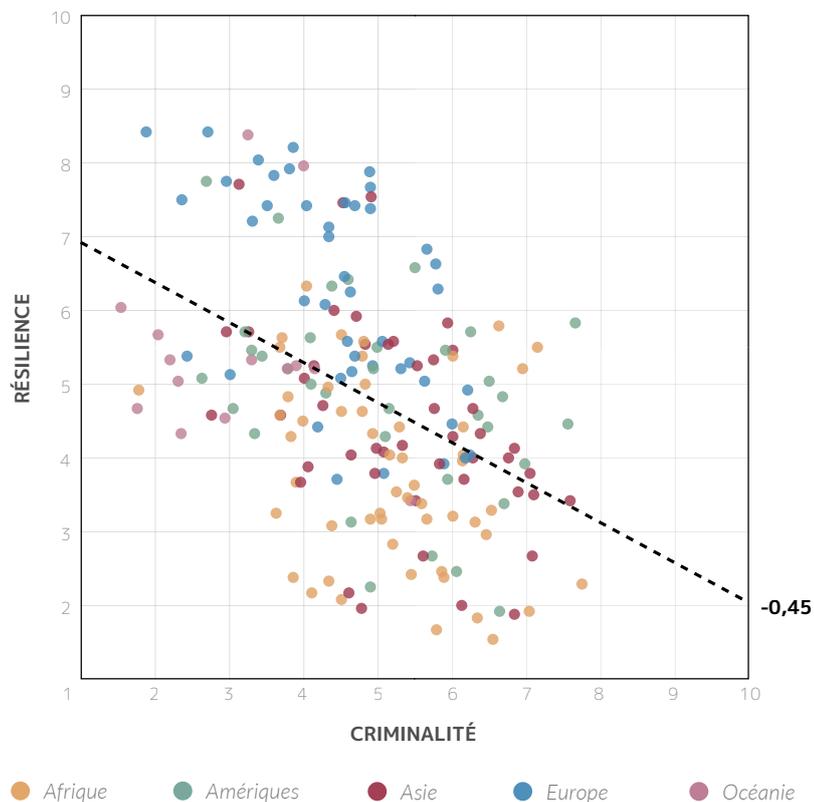
## La relation complexe entre criminalité et résilience

Les niveaux de criminalité et les niveaux de résilience face au crime organisé évoluent dans des directions opposées. En d'autres termes, ils sont corrélés négativement. C'est ce que montrent les résultats de cet Indice, et c'est ce à quoi il faut s'attendre. Plus la résilience d'un pays est élevée, plus la probabilité qu'il soit confronté au crime organisé est faible ; moins un pays est résilient, plus il sera confronté à la criminalité.

Mais la relation entre criminalité et résilience est moins simple et linéaire qu'il n'y paraît au premier abord. À l'échelle mondiale, de nombreux pays ne correspondent pas au schéma le plus intuitif. Comme nous l'avons mentionné dans l'analyse des quadrants, la Colombie, l'Italie, les États-Unis – ce ne sont que quelques exemples – sont des pays qui, malgré des mécanismes solides pour lutter contre le crime organisé, continuent d'être victimes d'économies illicites largement répandues. Encore davantage de pays se situent dans le camp opposé, c'est-à-dire qu'ils présentent un faible niveau de résilience face au crime organisé, sans pour autant être particulièrement touchés par la criminalité au sens large. L'analyse statistique le confirme : la corrélation entre criminalité et résilience n'est que de -0,45.

FIGURE 7.1

### La criminalité par rapport à la résilience



En Afrique, plus de la moitié des pays sont peu résilients, mais ne présentent pas des niveaux élevés de criminalité. Beaucoup sont des pays en développement, ce qui limite la capacité de l'État à mettre en place des mesures efficaces, mais cela signifie également qu'ils offrent moins d'incitations à l'essor du crime organisé. Par ailleurs, si nous examinons la question sous un autre angle, les pays qui n'ont pas connu des niveaux élevés de criminalité dans leur histoire n'ont pas été incités à développer des mécanismes de lutte contre le crime organisé. Bien que cela soit beaucoup moins fréquent, il existe également des pays tels que le Nigeria et l'Afrique du Sud qui sont assez résilients face au crime organisé, mais qui subissent une forte criminalité. En Afrique, le lien entre le score de criminalité et le score de résilience d'un pays est donc encore moins évident. En effet, la corrélation est faible, à seulement -0,29. En Europe, en revanche, la relation est bien plus conforme aux attentes : plus de résilience, moins de criminalité et vice versa. En effet, l'Europe est le continent pour lequel la corrélation entre criminalité et résilience est la plus élevée (-0,56).<sup>61</sup>

L'exemple des marchés de la drogue illustre parfaitement cette constatation. Il ne semble pas y avoir de relation entre le commerce d'héroïne et la résilience globale, ou entre le commerce d'héroïne et l'un des différents indicateurs de résilience. Le commerce de cannabis n'est pas non plus corrélé à la résilience globale et n'a qu'une faible corrélation négative avec 7 des 12 indicateurs de résilience.

Le commerce de cocaïne, lui, semble être positivement corrélé à un certain nombre d'indicateurs de résilience, bien que très faiblement. D'après ces résultats contre-intuitifs, le caractère généralisé des quatre marchés de la drogue serait assez indépendant de la résilience d'un pays face au crime organisé. Les pays à haut niveau de résilience sont donc tout aussi susceptibles d'avoir des marchés de la drogue omniprésents que les pays ayant un faible niveau de résilience. Une explication possible est que les scores des marchés criminels prennent en compte les différents rôles d'un pays, qu'il soit pays d'origine, de transit ou de destination. Dans le contexte des marchés de la drogue, les pays producteurs et consommateurs peuvent appartenir à des catégories de résilience très différentes. Par exemple, les pays producteurs pourraient enregistrer un score de résilience faible, tandis que les pays consommateurs pourraient afficher un score élevé, ce qui pourrait expliquer les relations ambiguës.

La coopération internationale est un autre domaine où la relation avec la criminalité est assez obscure. Les pays où la coopération internationale est élevée n'ont pas nécessairement de marchés criminels moins répandus que les pays où elle est faible. La Colombie, par exemple, qui affiche le score le plus élevé pour la « Coopération internationale » (9,0), a également le deuxième score le plus élevé parmi les marchés criminels (7,20). En réalité, les trois pays ayant les pires scores en matière de marché criminel, à savoir le Mexique, la Colombie et le Nigeria, obtiennent tous un score supérieur ou égal à 7 pour la « Coopération



internationale ». Cela ne veut toutefois pas dire que la coopération internationale n'a aucune valeur dans la lutte contre le crime organisé. De nombreux pays dotés de mécanismes de coopération internationale solides sont encore en proie à une forte criminalité, mais très peu de pays avec de faibles scores de coopération internationale ne sont pas victimes de niveaux au moins modérés de criminalité organisée. Sur les 28 pays dont les scores de « Coopération internationale » sont inférieurs à 4, pas moins de 15 affichent une forte criminalité. Ce résultat indique donc plutôt le décalage qui existe entre le discours politique et les résultats tangibles en matière de lutte contre le crime organisé.

Il est important de rappeler que la criminalité comprend deux sous-composantes distinctes : la criminalité appréhende donc à la fois l'ampleur et l'échelle des marchés criminels dans un pays, mais aussi la force et l'influence de plusieurs types d'acteurs de la criminalité. Et les résultats de l'Indice montrent que si l'omniprésence des économies illicites d'un pays est dans une certaine mesure liée aux niveaux de résilience, c'est en fait le pouvoir des acteurs de la criminalité qui influence le plus fortement la résilience d'un pays. Quel type d'acteur de la criminalité est à l'origine de ce phénomène ? Les acteurs intégrés à l'État : un pays dans lequel ils sont moins présents est beaucoup plus susceptible d'être plus résilient face au crime organisé (la corrélation est de -0,74). Cela n'est guère surprenant, étant donné l'influence des acteurs étatiques dans la définition des politiques et des lois, mais cela met en évidence une fois encore le fait que l'un des obstacles majeurs à une stratégie efficace de lutte contre le crime organisé est la présence d'acteurs de la criminalité au sein des institutions de l'État.



### ENCADRÉ 3

## Marchés criminels et acteurs de la criminalité

Logiquement, lorsque des groupes criminels exercent une forte influence sur les communautés, il y a plus de chances que des marchés criminels se développent. Bien que cela soit vrai pour la plupart des pays, il existe quelques exceptions. La Jamaïque et la Somalie, par exemple, abritent des marchés criminels plus petits, mais des acteurs de la criminalité beaucoup plus dominants. Ainsi, on peut s'attendre à ce que l'impact des acteurs de la criminalité sur la société et l'État soit bien plus important dans ces pays que celui du total des marchés pris en compte dans l'Indice. Il y a deux explications principales

à cela. Premièrement, la structure de l'Indice fait que les pays avec un éventail de marchés modérément prédominants obtiendront de moins bons résultats que ceux qui ont seulement un ou deux marchés extrêmement développés. Deuxièmement, cela peut se résumer au simple fait que le score des acteurs de la criminalité reflète toute la criminalité dans laquelle ils sont impliqués, tandis que le score des marchés criminels ne concerne que 10 types de criminalité, excluant des types de criminalité qui peuvent être très répandus dans des contextes spécifiques.

## Convergence de la criminalité

De manière générale, il existe deux types de marchés criminels : ceux qui sont presque omniprésents, bien qu'à des degrés variables, et ceux que l'on décrirait plutôt comme des marchés « de niche ». Dans le monde entier, ce sont les premiers qui, lorsqu'ils sont omniprésents, révèlent la prévalence d'un large éventail d'économies illicites. Ces marchés sont la traite des personnes en premier lieu, mais aussi le trafic d'êtres humains, le trafic d'armes et la criminalité liée aux produits non renouvelables. En effet, les corrélations entre ces quatre marchés et le score global du marché criminel sont toutes élevées, comprises entre 0,73 et 0,78. En revanche, le commerce de cocaïne, par exemple, n'est que faiblement corrélé aux marchés criminels (0,34), ce qui implique que son ampleur est indépendante de l'existence ou de l'absence d'autres marchés criminels. Il est tout à fait plausible que les pays de forte consommation de cocaïne soient des pays économiquement développés où la demande de drogues est élevée, mais où la résilience à d'autres types de criminalité est également forte.

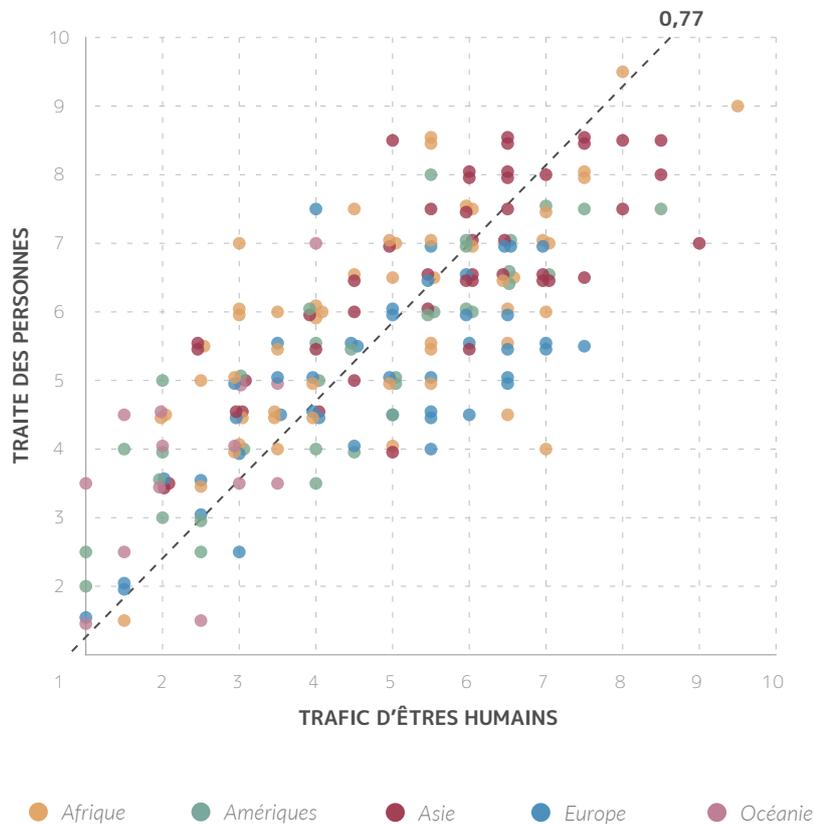
De nombreuses études portent sur le phénomène de convergence de la criminalité, c'est-à-dire la mesure dans laquelle il existe un recoupement entre diverses formes de criminalité organisée, ainsi que les réseaux impliqués. L'exemple le plus évident de recoupement des marchés criminels est celui entre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains (voir la Figure 7.2). Bien qu'il s'agisse de deux marchés séparés et distincts du crime organisé, les frontières entre eux sont souvent floues. De nombreuses données indiquent que ce qui commence comme un trafic d'êtres humains se transforme très souvent en diverses manifestations de traite des personnes. Et les personnes qui traversent les frontières de manière irrégulière avec l'aide de réseaux de passeurs deviennent, pendant leur voyage, très vulnérables face à la traite.<sup>62</sup> Les résultats de l'Indice le confirment, puisque la corrélation entre les deux est de 0,77. Bien entendu, tous les pays ne suivent pas ce schéma, en particulier en Afrique. La Guinée, par exemple, est un pays où la mendicité forcée, le travail des enfants, la traite à des fins d'exploitation sexuelle et bien d'autres formes de trafics sont monnaie courante, mais où le trafic d'êtres humains est assez sous-développé.

Il existe également une très forte convergence dans le domaine de la criminalité environnementale, plus précisément entre la criminalité liée à la flore et celle liée à la faune. Sur les 13 pays ayant obtenu un score supérieur ou égal à 8 pour la criminalité liée à la flore, près de 70 % affichent également un score supérieur ou égal à 7 pour la criminalité liée à la faune. En d'autres termes, les pays où l'exploitation forestière illégale est omniprésente, par exemple, sont également beaucoup plus susceptibles de participer dans une large mesure au commerce illégal d'espèces sauvages, un constat étayé par la forte corrélation entre ces deux marchés criminels (0,71). Ce lien étroit entre les deux marchés pourrait s'expliquer par le recoupement géographique des pays d'origine. En d'autres termes, les pays avec une forte biodiversité de la flore pourraient également avoir une grande diversité de la faune, ce qui favorise le commerce illicite des deux. Pourtant, tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Un pays peut obtenir un score élevé pour l'un, mais pas pour l'autre s'il n'existe des marchés de destination que pour l'un d'entre eux, par exemple. De ce fait, même si ces deux marchés criminels sont fortement corrélés, leur relation avec les autres marchés criminels, à l'exception des produits non renouvelables, est faible ou inexistante. La corrélation modérée entre la flore et les produits non renouvelables (0,48), ainsi qu'entre la faune et les produits non renouvelables (0,43), suggère que l'exploitation et le commerce illicite de ressources naturelles différentes ont tendance à se recouper géographiquement.

Une autre relation modérément forte existe entre le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains (0,63) et la traite des personnes (0,66). Si l'on étudie les pays qui obtiennent des scores élevés sur ces trois marchés, il est évident que le conflit armé est un dénominateur commun. La Libye, l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan, entre autres, font partie de ce groupe de pays où le trafic d'armes a une influence importante sur presque tous les pans de la société (8,5 et plus), et où la traite des personnes et le trafic d'êtres humains sont tout aussi répandus (avec des scores compris entre 8 et 9,5). Les conflits armés obligent les individus à fuir et à demander l'aide de passeurs, ce qui les rend vulnérables à la traite des personnes. Dans le même temps, les acteurs de la criminalité peuvent profiter des trois marchés illicites et les entretenir.

FIGURE 7.2

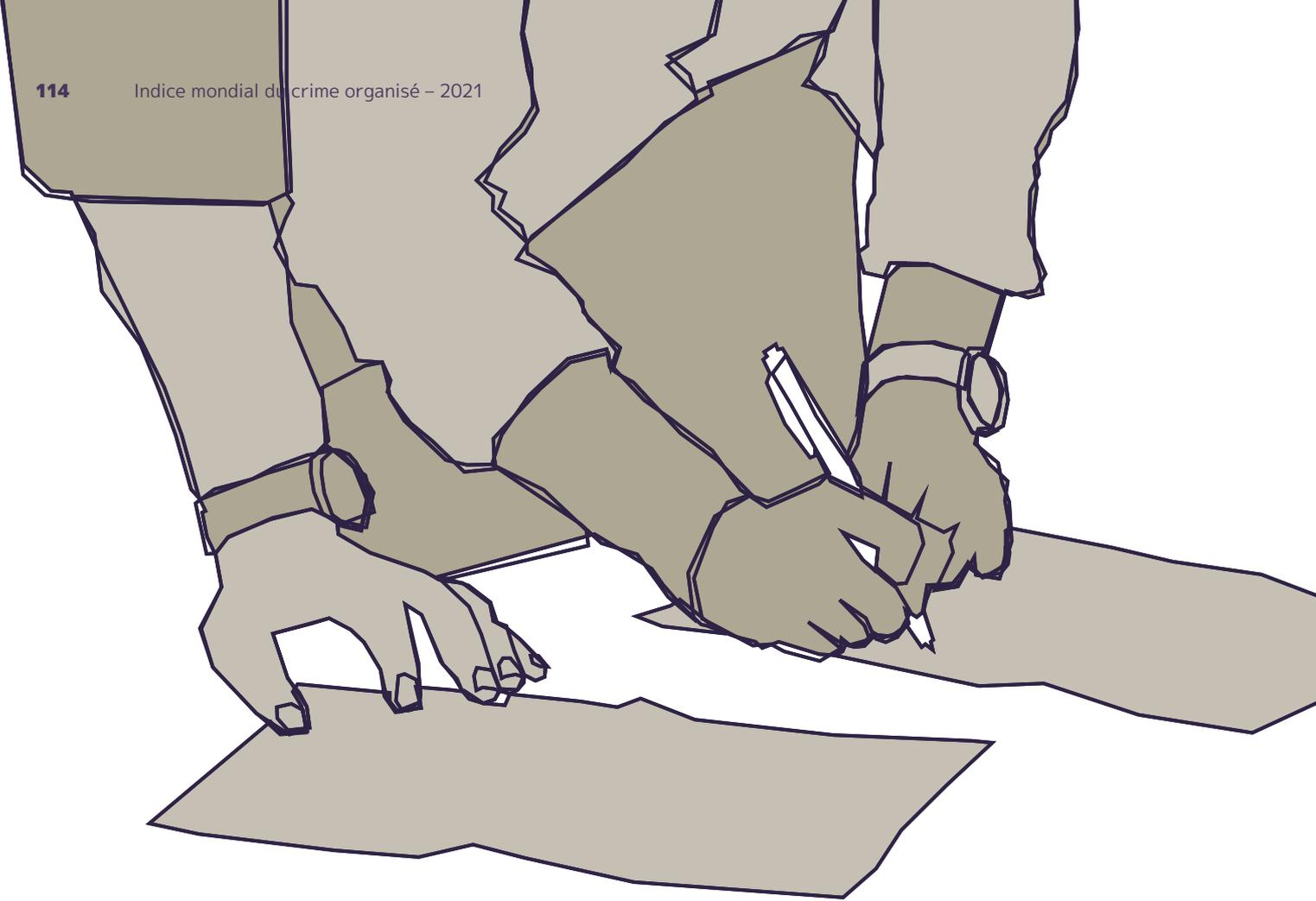
## Traite des personnes et trafic d'êtres humains



Qu'en est-il des marchés de la drogue ? Les relations entre les quatre marchés de la drogue et les autres marchés criminels sont moins évidentes. Dans la plupart des cas, le fait qu'un pays joue un rôle majeur dans le contexte d'un marché de la drogue particulier ne nous renseigne pas sur la probabilité que d'autres formes de criminalité organisée y prolifèrent. Cela est particulièrement vrai pour la cocaïne. Les corrélations faibles, ou dans la plupart des cas inexistantes, entre le commerce de cocaïne et les autres marchés criminels l'indiquent.

Même entre les marchés de la drogue, il n'y a pas beaucoup d'éléments permettant de penser qu'il existe un schéma de circulation particulièrement clair. Il n'y a aucun lien entre le commerce de cocaïne et le commerce d'héroïne ou de drogues de synthèse, et les relations entre la plupart des autres marchés de la drogue ne sont pas beaucoup plus fortes. Il existe

cependant deux paires de marchés de la drogue qui se démarquent : le cannabis et la cocaïne, et l'héroïne et les drogues de synthèse. Ces deux paires présentent des corrélations positives modérées, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que soit les pays producteurs, soit les marchés de destination de ces drogues apparentées sont identiques, mais cela peut également confirmer qu'il existe un recoupement croissant des itinéraires et des acteurs utilisés. Les acteurs de la criminalité impliqués dans le trafic d'héroïne et de drogues de synthèse peuvent être les mêmes.<sup>63</sup> Bien que l'Indice n'explique pas de manière définitive pourquoi les pays où le marché de la cocaïne est plus répandu sont plus susceptibles d'avoir de gros marchés de cannabis, ou pourquoi les principaux points chauds de l'héroïne ont également tendance à présenter une forte activité liée aux drogues de synthèse, il soulève certaines questions importantes.



## Qui fait quoi ?

Dans le monde entier, les réseaux criminels sont omniprésents : braconniers d'espèces sauvages en Afrique de l'Est, trafiquants d'armes en Asie de l'Ouest, syndicats de la drogue en Amérique centrale. Ce sont les vecteurs du transport illicite de marchandises, quelles qu'elles soient, à l'échelle mondiale. Parmi les différents types d'acteurs, les réseaux criminels sont ceux qui obtiennent la plus forte corrélation avec le score global des marchés criminels (0,75). En d'autres termes, les réseaux criminels semblent être un dénominateur commun de la plupart des économies illicites.

Certains types de crime organisé séduisent plus facilement certains acteurs de la criminalité particuliers. Dans le secteur des produits non renouvelables, par exemple, il est assez logique que des acteurs intégrés à l'État puissent jouer un rôle clé dans l'activité criminelle entourant ce marché, notamment parce qu'une grande partie des compagnies pétrolières et des mines de métaux précieux dans le monde appartiennent à l'État. On peut donc soutenir que lorsque les entités étatiques sont le seul type d'acteur à contrôler le secteur, cela leur donne plus de possibilités de s'adonner à des activités criminelles, telles que la corruption ou une implication pure et simple dans l'extraction illégale et la contrebande de ressources. De fait, la corrélation entre les acteurs intégrés à l'État et la criminalité liée aux produits non renouvelables figure parmi les plus élevées (0,63).

Les acteurs de la criminalité étrangers sont une autre composante influente du paysage du crime organisé dans de nombreux pays, et sans doute de plus en plus depuis le nouveau millénaire. Avec la mondialisation des acteurs de la criminalité est venue la mondialisation du

crime. Mais la relation entre la prévalence d'acteurs de la criminalité étrangers dans un pays et certaines économies illicites particulières est complexe. Dans une partie du monde, la traite des personnes peut être contrôlée par des acteurs nationaux, et par des syndicats opérant de manière transnationale dans une autre. Le commerce illicite de drogues de synthèse dans une communauté frontalière peut être dominé par des réseaux transfrontaliers, alors qu'ailleurs, les drogues sont revendues par des gangs de rue. En résumé, il n'y a pas de schéma clair en ce qui concerne les types d'activités dans lesquelles les acteurs de la criminalité étrangers sont impliqués. Les données montrent d'ailleurs que la corrélation entre les acteurs étrangers et la plupart des marchés criminels est faible. Cela peut vouloir dire qu'ils ne sont pas nécessairement attirés par les pays où les marchés

criminels sont déjà solidement établis. Les relations entre eux et tous les autres types d'acteurs de la criminalité inclus dans l'Indice, en particulier les groupes de type mafieux et les acteurs intégrés à l'État, sont d'ailleurs faibles à modérées, ce qui suggère que les acteurs étrangers ne complètent pas nécessairement toujours les autres types d'acteurs de la criminalité. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les acteurs de la criminalité étrangers sont influents principalement dans les premiers stades du développement d'un marché criminel, lorsqu'il y a besoin de pénétrer le marché international. Ensuite, les acteurs locaux de la criminalité se renforcent et évincent les groupes d'acteurs de la criminalité étrangers, sauf si certaines conditions sont réunies, comme l'existence d'un grand nombre d'expatriés, par exemple.

## Nécessité d'une réponse plurielle

Que ce soit dans le contexte de la lutte contre le changement climatique, la pauvreté, les conflits, la radicalisation ou l'un des nombreux maux sociaux qui affligent la planète, les experts s'accordent souvent à dire qu'une réponse plurielle est la clé du succès. La lutte contre le crime organisé ne fait pas exception. Dans ce domaine, tous les pays obtiennent de meilleurs résultats sur certains points que sur d'autres, mais il est clair que les bonnes performances de certains indicateurs de résilience sont étroitement liées à de meilleures performances dans d'autres domaines, ce qui conduit à une résilience globale plus solide. Ceci est d'abord prouvé par les fortes corrélations entre les 12 indicateurs de résilience et le score de résilience global d'un pays, et ensuite entre les indicateurs de résilience eux-mêmes. Cela confirme l'idée que le développement d'une résilience efficace face au crime organisé nécessite une approche multisectorielle.

La corrélation la plus forte se trouve entre « Leadership politique et gouvernance » et « Transparence et responsabilité du gouvernement » (0,87). Ces deux indicateurs se recoupent fortement, dans la mesure où l'absence de corruption et l'implication de l'État dans la criminalité sont des éléments cruciaux pour le succès de l'un et de l'autre. Mais la forte corrélation peut également indiquer qu'une position

de leadership politique contre le crime organisé est considérée comme plus efficace dans les pays où la transparence du gouvernement est plus élevée. Les indicateurs « Soutien aux victimes et aux témoins » et « Prévention » sont également fortement corrélés (0,85). Tous deux traduisent le fait que le gouvernement accorde une grande importance à la protection de ses citoyens, en leur fournissant des soins et des services de protection. Cette relation étroite suggère que les gouvernements qui se concentrent sur l'un font probablement des efforts pour améliorer l'autre également.

Dans le cas des « Acteurs non étatiques », outre l'espace que les autorités accordent aux médias et aux ONG pour qu'ils puissent fonctionner librement, cet indicateur reflète également le dynamisme de la société civile et sa capacité à fonctionner malgré la pression exercée par les gouvernements. Du Burkina Faso et de la RDC à la Biélorussie, au Mexique, à Haïti et au Myanmar, pour n'en citer que quelques-uns, il existe de nombreux pays dotés de structures étatiques, d'institutions et de cadres faibles qui abritent néanmoins des activistes sociaux, des chefs de communauté et des journalistes engagés.

## SECTION 8

# Sensibilité au crime organisé et moteurs de la résilience



# Susceptibil

## Vulnérabilités économiques, géographiques et politiques

L'Indice mondial du crime organisé est le premier outil du genre qui nous permet d'étudier le caractère généralisé des marchés criminels et des types d'acteurs de la criminalité par pays, ainsi que la solidité et l'efficacité des mécanismes de résilience. Cependant, la richesse de l'ensemble de données nous permet d'aller bien au-delà de la simple évaluation des scores – la physionomie du pays – et d'approfondir en examinant quels peuvent être les facteurs clés associés aux niveaux de criminalité et de résilience. Cette section étudie la relation entre les scores généraux de l'Indice et différents indicateurs économiques et géographiques clés. Par exemple, les pays les plus riches sont-ils plus susceptibles de connaître des niveaux plus élevés de criminalité organisée ? Les pays les plus pauvres ont-ils tendance à avoir des cadres institutionnels moins solides pour la combattre ? Les pays plus petits et plus grands se comportent-ils significativement différemment en ce qui concerne l'omniprésence des économies illicites ?

### Qu'est-ce qui rend un pays plus vulnérable au crime organisé ?

L'une des principales conclusions de cette étude est que près de 80 % de la population mondiale vit dans des pays où la criminalité est élevée, tandis que près de 80 % vit dans des pays où la résilience face au crime organisé est faible. Cela ne veut toutefois pas dire que la taille de la population est un facteur déterminant de la criminalité, il s'agit plutôt d'une question d'impact. Une population qui vit dans un environnement caractérisé par une forte incidence de criminalité organisée est particulièrement vulnérable. Si les influences criminelles ne sont pas correctement combattues, elles infiltrent les sphères politique, sociale, économique et sécuritaire des communautés, s'incrustent dans la société et laissent peu de place aux activités formelles, légales et honnêtes.

La relation entre certains indicateurs macroéconomiques, tels que le chômage ou les inégalités, et le crime organisé est assez simple : si l'on s'attaque aux premiers, il est probable que l'on constate une réduction du second.<sup>64</sup> Mais l'impact d'autres indicateurs sur les niveaux de criminalité dans un pays peut être plus ambigu. Les pays riches, par exemple, ont-ils tendance à attirer plus de criminalité organisée que leurs homologues en développement ? Les pays riches ont tendance à présenter un certain nombre de caractéristiques pouvant les rendre plus vulnérables à l'exploitation criminelle : une abondance de ressources naturelles ou une infrastructure commerciale très développée, par exemple. En revanche, ils sont mieux équipés pour lutter contre le crime organisé et disposent des ressources nécessaires pour le prévenir en réduisant les incitations, ou la nécessité, de s'y livrer. En revanche, dans l'Indice actuel, des types de crimes touchant souvent les pays riches, tels que les crimes économiques, ne sont pas spécifiquement pris en compte. Leur inclusion pourrait faire pencher la balance de la criminalité.

À l'échelle mondiale, les données de l'Indice montrent l'absence de relation entre la taille d'une économie et le niveau de criminalité qu'elle connaîtra.<sup>65</sup> En d'autres termes, en moyenne, les pays les plus riches ne sont ni plus ni moins susceptibles d'afficher un score de criminalité élevé que les pays moins riches. Cependant, en examinant chaque continent séparément, le tableau semble un peu différent.<sup>66</sup> Alors que pour les Amériques et l'Asie, le constat d'absence de relation statistiquement significative entre le PIB et la criminalité se confirme, en Afrique et en Europe au contraire, une corrélation positive semble exister entre les deux indicateurs. En Afrique et en Europe, les grandes économies ont en effet tendance à connaître des niveaux de criminalité organisée plus élevés. Sur les 15 plus grandes économies d'Afrique, 9 enregistrent un score de criminalité supérieur à 6, dont la RDC, le Nigeria, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Libye. De même, certaines des plus grandes économies européennes abritent également des économies illicites relativement répandues et des acteurs de la criminalité influents, notamment la Russie, mais aussi l'Italie, la France et l'Espagne. Néanmoins, les coefficients de corrélation pour l'Afrique et l'Europe sont assez faibles (0,35 et 0,31 respectivement), suggérant qu'un PIB élevé ne se traduit pas toujours nécessairement par une forte criminalité, ce qui peut s'expliquer en partie par certaines des forces opposées décrites ci-dessus. En effet, il existe un certain nombre d'exceptions, comme le Monténégro et la République centrafricaine, dont les économies se classent parmi les plus petites de leurs continents, mais dont les niveaux de criminalité sont parmi les plus élevés.

Peut-on détecter une relation entre le PIB par habitant et la criminalité ? La richesse moyenne par habitant d'un pays est-elle liée d'une manière ou d'une autre à son niveau de criminalité ? Cette fois, il existe une relation négative, quoique faible (-0,35), entre les deux, ce qui signifie qu'en moyenne dans un pays, des niveaux plus élevés de richesse par habitant sont associés à des niveaux plus faibles de criminalité organisée. Cela peut s'expliquer par le fait que les citoyens disposant de moins de revenus disponibles peuvent être moins en mesure d'accéder aux opportunités économiques formelles, ce qui ne leur laisse guère d'autre choix que de recourir au secteur informel, souvent fortement lié au crime organisé. Néanmoins, la faible corrélation suggère que d'autres forces entrent en ligne de compte. Les personnes ayant des revenus plus élevés, par exemple, peuvent avoir les moyens d'acheter des produits illicites coûteux, tels que la cocaïne, l'héroïne et les espèces sauvages exotiques. De plus, comme pour le PIB, il existe un certain degré de variation entre les continents. En Europe, par exemple, la force de la relation peut être qualifiée de modérée, alors qu'aux Amériques, il n'y a pas de corrélation statistiquement significative.

Des indicateurs géographiques et démographiques ont également été évalués afin d'examiner dans quelle mesure la superficie du territoire et la taille de la population pouvaient être des facteurs influençant les niveaux de criminalité. Bien que les résultats montrent une relation positive entre ces indicateurs et la criminalité, la force des relations est très faible. Néanmoins, l'examen des plus petits pays du monde fournit des résultats intéressants.

## ENCADRÉ 4

## Petits États et faible criminalité

Les petits États sur le plan de la superficie semblent moins sujets au crime organisé.<sup>67</sup> 93 % d'entre eux appartiennent à la catégorie « Faible criminalité », avec un score moyen global de 3,54, ce qui est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 4,87. Cela s'explique par le fait que les marchés criminels et les acteurs de la criminalité sont considérés comme beaucoup moins répandus dans les petits États. Des pays comme le Liechtenstein (1,88), le Luxembourg (2,36) et Monaco (2,43), par exemple, affichent tous des scores de criminalité très bas. Mais pourquoi ces micro-États semblent-ils moins vulnérables ?

Premièrement, ils peuvent être moins attrayants pour les groupes criminels. En raison de leur superficie limitée, ils peuvent avoir moins de ressources naturelles à exploiter que des pays plus grands (voir page 54 pour une analyse connexe des États insulaires qui partagent de nombreuses caractéristiques et sont souvent de petits États). Près des deux tiers des petits États obtiennent un score de 1 ou 1,5 pour la criminalité liée à la flore, quatre pays seulement obtenant un score supérieur ou égal à 4. Le tableau est similaire en ce qui concerne la criminalité liée aux produits non renouvelables, pour laquelle la moitié des pays obtiennent un score inférieur ou égal à 1,5. En d'autres termes, le marché des produits non renouvelables est inexistant dans la moitié des petits États du monde. Il est important de noter, cependant, que lorsque les États ont peu de ressources naturelles à exploiter, peu de terres arables par exemple, leurs économies reposent souvent presque exclusivement sur le secteur tertiaire. Les secteurs financiers et bancaires très développés, quant à eux, facilitent les flux financiers illicites, qui ne sont pas inclus en tant que marché criminel autonome dans l'Indice. Par conséquent, l'Indice ne rend pas compte de toute l'étendue de la criminalité dans les petits États, dont beaucoup, comme Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, Malte et les Seychelles, comptent parmi les plus grandes plaques tournantes du blanchiment d'argent au monde.

Outre le fait que les petites nations sont moins susceptibles d'avoir des ressources naturelles à exploiter, elles sont également susceptibles d'avoir des marchés de consommation beaucoup plus petits pour les marchandises illicites, en raison de leurs populations réduites. De plus, le fait que ces pays aient de petites diasporas et communautés dans l'ensemble signifie qu'il est généralement plus difficile de dissimuler une activité criminelle parmi les activités légitimes. C'est peut-être pour cette raison que dans les petits États exposés au crime organisé, celui-ci a tendance à suivre une voie de développement descendante catalysée par des réseaux systématiques de clientélisme et de patronage qui évoluent souvent en pratiques de corruption et autres formes de criminalité.

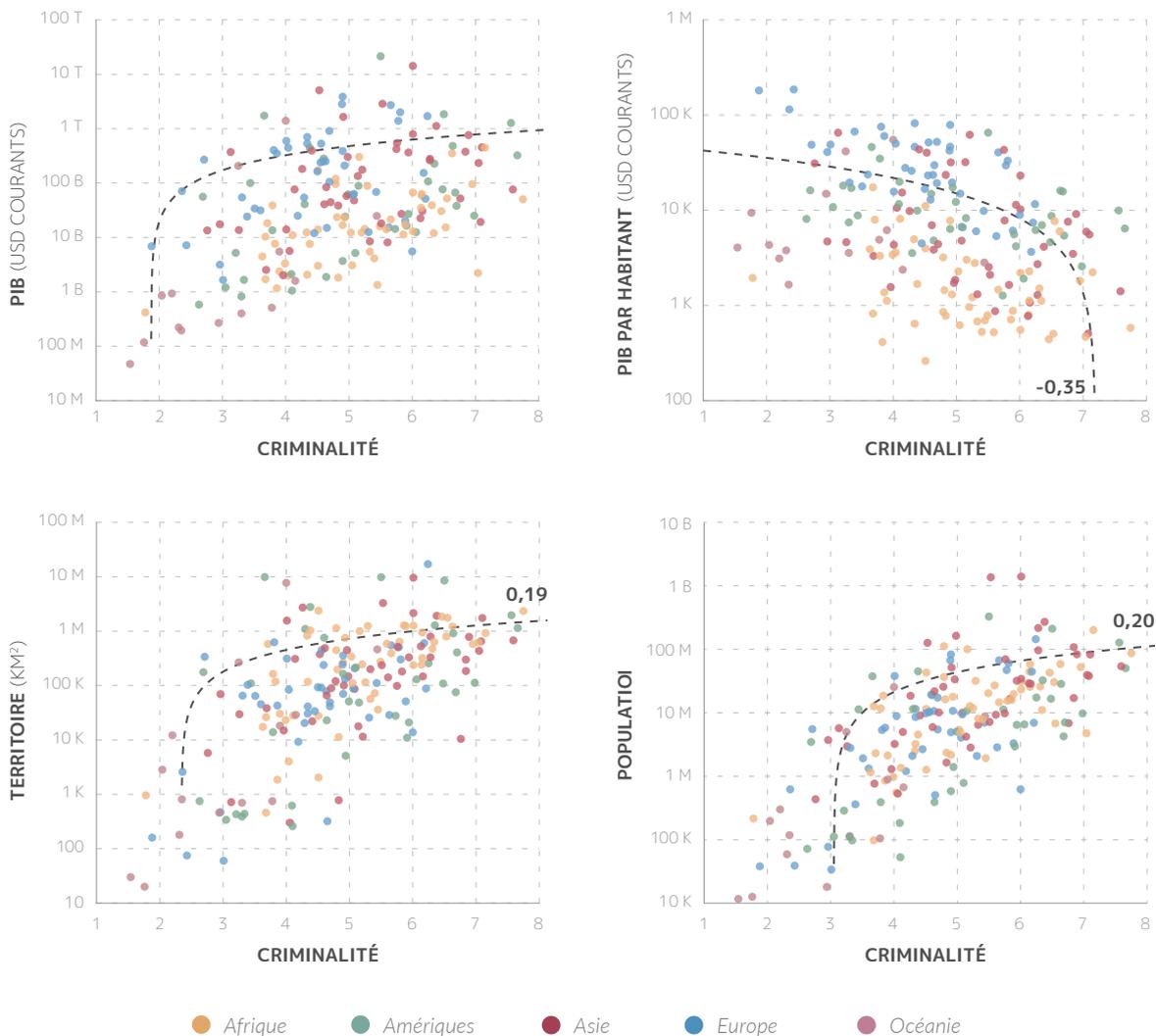
Ensemble, ces facteurs limitent considérablement les bénéfices disponibles pour les acteurs de la criminalité dans les petits pays. De plus, du point de vue des forces de l'ordre, la surveillance étatique peut être plus forte dans ces petits pays. Des frontières terrestres et des côtes plus courtes, une superficie plus petite et une densité de population potentiellement plus élevée peuvent signifier que ces petits États sont plus faciles à surveiller par les agences de sécurité, ce qui limite la capacité des groupes criminels organisés transnationaux à les pénétrer.

Il existe cependant quelques exceptions. Le Liban et la Jamaïque, par exemple, sont deux petits États qui connaissent des niveaux considérables de criminalité organisée, avec des scores respectifs de 6,76 et 5,91. Certains pays, bien que de taille limitée, peuvent être plus vulnérables au crime organisé en raison de leur position géographique, soit parce qu'ils sont entourés d'États fortement touchés par le crime organisé, soit parce qu'ils sont situés stratégiquement le long des principales routes commerciales illicites (comme c'est le cas pour les deux exemples ci-dessus). En outre, l'impact de la criminalité peut être ressenti de manière plus aiguë dans les petits États, car les ramifications peuvent rapidement s'étendre à l'ensemble du pays.

L'Afrique, quant à elle, semble se distinguer et être le seul continent où une grande superficie et de grandes populations sont assez fortement associées à une forte criminalité. Alors que dans la plupart des régions du monde, les pays ne sont ni plus ni moins susceptibles d'être touchés par le crime organisé, quelle que soit la taille de leur territoire ou de leur population, en Afrique, les pays plus grands ou les plus peuplés affichent plus souvent un score élevé pour la composante criminalité de l'Indice. La plus grande biodiversité en Afrique par rapport aux autres

continents peut être une explication. Il est logique que les grands pays disposent d'une biodiversité et de ressources naturelles plus abondantes, ce qui signifie que les possibilités d'exploitation criminelle y sont plus nombreuses. Par ailleurs, une gouvernance plus faible et une insécurité accrue dans certaines parties de l'Afrique, ainsi qu'une géographie naturelle hostile, peuvent prédisposer les plus grands pays du continent à être plus difficilement contrôlables, avec un territoire rendant les patrouilles plus difficiles.

**FIGURE 8.1**  
Coefficients de corrélation entre la criminalité et certains indicateurs, par continent



Source : Banque mondiale

Remarque : seules les corrélations statistiquement significatives sont indiquées.

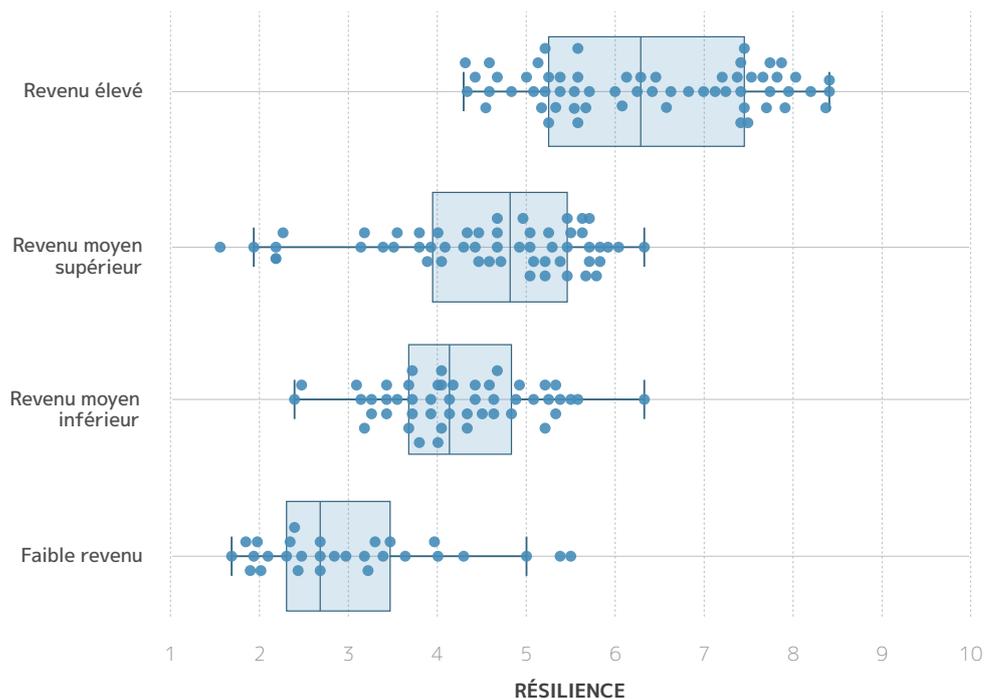
## Certains types de pays sont-ils plus résilients ?

En ce qui concerne la composante résilience, les résultats de l'analyse de corrélation révèlent une tout autre histoire. Alors que la relation entre le PIB et la criminalité est négligeable dans la majeure partie du monde, il existe une relation positive entre le PIB et la résilience, même si elle est très faible (0,20). Et cette relation est principalement le fait des pays d'Afrique. En bref, ce n'est qu'en Afrique que les pays ayant une économie importante sont susceptibles d'avoir une forte résilience. Sur les autres continents, cette association n'existe pas. Certaines des plus grandes puissances économiques du monde présentent des niveaux élevés de résilience face au crime organisé. Les États-Unis en sont un exemple. La richesse du pays et son rôle de leader mondial lui permettent de disposer des ressources nécessaires pour renforcer les mesures face au crime organisé, malgré l'éventail d'activités illicites perpétrées à l'intérieur de ses frontières. Bien que cela puisse en partie expliquer le score de résilience élevé des États-Unis, on ne peut pas en dire autant des autres puissances économiques mondiales, telles que la Chine et la Russie, qui ont une faible résilience associée à une forte criminalité.

Si l'on considère le PIB par habitant, c'est le contraire. La corrélation générale entre le PIB par habitant et la résilience est modérément forte (0,59), et cette relation est valable pour les Amériques, l'Asie et l'Europe. Ce constat s'explique de plusieurs façons. Dans les pays où la fourniture des services de base (l'eau potable, la nourriture, l'éducation, les soins de santé) est garantie pour la grande majorité de la population, les gouvernements ont plus de temps et de ressources à consacrer au renforcement des cadres institutionnels et non étatiques qui luttent contre le crime organisé. Il existe peut-être aussi des mécanismes indirects qui expliquent en partie ce lien étroit. Par exemple, le fait que les démocraties aient tendance à avoir un PIB par habitant plus élevé et présentent en moyenne des niveaux de résilience beaucoup plus élevés pourrait être une thèse plausible (voir la section suivante pour une analyse plus approfondie des liens entre les scores principaux de l'Indice et les niveaux de démocratie, ainsi que d'autres indicateurs). En Afrique, cependant, il n'y a pas de corrélation entre la richesse moyenne des citoyens et la résilience de leur pays face au crime organisé.

FIGURE 8.2

### Résilience par tranche de revenus



Source : Banque mondiale

Enfin, contrairement à la criminalité, les résultats de l'analyse de corrélation montrent qu'il n'y a pas de corrélation entre la superficie ou la taille de la population et la résilience. Des pays de toutes formes et de toutes tailles comme Singapour, l'Islande, le Canada et l'Australie ont réussi à mettre en place des mécanismes solides pour lutter contre le crime organisé. De même, les pays dont le niveau de résilience est relativement faible sont très hétérogènes en taille et en population, à l'instar de la République démocratique du Congo et de la Bosnie-Herzégovine.

Le continent américain fait toutefois figure d'exception à cet égard, dans la mesure où les résultats montrent une corrélation faible, mais positive, entre résilience et superficie (0,37). En d'autres termes, les grands pays du continent américain ont tendance à présenter des niveaux de résilience plus élevés, le Canada, les États-Unis et l'Argentine en étant le moteur évident, mais il est probable que cette résilience élevée s'explique par d'autres raisons que leur taille.

**FIGURE 8.3**  
Coefficients de corrélation entre la résilience et certains indicateurs, par continent



Source : Banque mondiale

Remarque : seules les corrélations statistiquement significatives sont indiquées.

# Démocratie, développement, fragilité, corruption

La section précédente a montré comment l'Indice nous permet d'examiner les relations potentielles entre la criminalité, la résilience et un certain nombre d'indicateurs économiques, géographiques et démographiques. Les corrélations entre les scores globaux de l'Indice et d'autres indices mondiaux ont également été testées afin de rechercher tout résultat potentiellement intéressant. Cela nous permet d'analyser si le crime organisé est lié à des problématiques telles que la corruption et la fragilité, et si les États démocratiques sont plus résilients que les États autoritaires. Pour cette analyse, les indices suivants ont été étudiés :

- Indice de développement humain 2019
- Indice de démocratie 2020
- Indice de la liberté dans le monde 2021
- L'Indice mondial de la paix 2020
- Indice de perception de la corruption 2020
- Indice de fragilité des États 2021

## Le crime prospère dans toutes sortes d'endroits

Si l'on s'intéresse d'abord à la composante criminalité de l'Indice, on constate que, bien qu'il existe une corrélation négative avec l'indice de développement humain, cette relation est assez faible (-0,35). Cela renforce l'idée que le crime organisé est un phénomène très complexe qui exploite une multitude de facteurs différents. Ainsi, si les résultats indiquent que les pays moins développés ont tendance à afficher des niveaux un peu plus élevés de crime organisé, les écarts entre eux sont considérables. Cela peut s'expliquer en partie par le nombre important de facteurs différents, tant du côté de l'offre que de la demande d'économies illicites, qui rendent les pays vulnérables aux activités criminelles organisées.

Parallèlement, les résultats de l'Indice montrent que les pays classés dans la catégorie démocratie pleine présentent des niveaux de résilience plus élevés que les régimes autoritaires. La corrélation avec l'indice de

démocratie, cependant, est également faible (-0,38), ce qui suggère que des niveaux élevés de démocratie dans un pays sont associés à des niveaux plus faibles de criminalité, mais pas que la relation entre les deux est simple. Plusieurs démocraties occidentales ont également des niveaux élevés de criminalité, notamment l'Espagne, la France, les États-Unis et l'Italie, ainsi que d'autres pays dans le monde, notamment le Panama, qui obtient un score élevé de 7,18 sur l'indice de démocratie, mais qui enregistre également un score élevé de criminalité (6,68). Enfin, la force de la relation entre la criminalité et l'indice de la liberté dans le monde est également similaire (-0,37). Cet indice classe les pays et les territoires sur la base de leurs droits politiques et de leurs libertés civiles. En d'autres termes, plus les droits politiques et les libertés civiles des citoyens d'un pays sont nombreux, moins il est probable que le crime organisé soit généralisé.

En ce qui concerne le lien entre le crime organisé, les conflits et la fragilité, l'argument est souvent avancé que le crime organisé est un facteur clé dans la mise en place de conditions propices au déclenchement de conflits civils, de manifestations de masse, de violences et d'une instabilité sociétale.<sup>68</sup> Les données de l'Indice nous permettent de constater que la criminalité est en fait modérément corrélée à la paix et à la fragilité (respectivement -0,63 et 0,57). Le classement de la criminalité révèle qu'une proportion importante des pays obtenant les meilleurs résultats, notamment les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, sont ceux qui sont actuellement, ou étaient jusqu'à très récemment, en conflit. La RDC, le pays avec le score de criminalité le plus élevé, est embourbée dans la violence, l'instabilité et les conflits depuis la majeure partie des 25 dernières années. Et plusieurs autres pays figurant dans le Top 20 de la criminalité, dont la Colombie, l'Afghanistan, l'Irak, la République centrafricaine, la Syrie et la Libye, connaissent également ou ont connu des conflits récents. Enfin, sur les 20 pays les moins performants de l'Indice de fragilité des États, 16 présentent des niveaux élevés de criminalité. Les raisons pour lesquelles la fragilité des quatre pays restants de cet indice ne s'est pas traduite par des marchés criminels généralisés ne sont pas évidentes et sont susceptibles d'être différentes selon les pays. Néanmoins, parmi les explications possibles figurent

le degré d'autoritarisme ou simplement la petite taille de certains. L'Indice mondial de la paix offre une image similaire : La Malaisie est le seul pays parmi les 20 pays les plus performants à avoir un score de criminalité élevé.

Enfin, la corruption est peut-être l'un des principaux facteurs favorisant le crime organisé. L'analyse montre qu'il existe une corrélation positive modérée (0,57) entre la criminalité et les perceptions de la corruption, telle qu'elle est appréhendée par l'indice de perception de la corruption. On estime depuis longtemps que la corruption et le crime organisé vont de pair,<sup>69</sup> ces résultats sont donc prévisibles. De la corruption de bas niveau au sein des forces de l'ordre à l'impunité dans le système judiciaire résultant de la corruption, en passant par l'implication directe des élites politiques dans les économies illicites, la corruption est souvent la pierre angulaire de l'activité criminelle organisée. Par conséquent, le fait que la corrélation entre le score de criminalité et l'indice de perception de la corruption ne soit que modérément positive peut sembler quelque peu inattendu, et plusieurs raisons potentielles peuvent l'expliquer. Premièrement, l'indice de perception de la corruption est, comme son nom l'indique, un indice basé sur les perceptions, classant les pays en fonction de la manière dont l'omniprésence de la corruption est *perçue* par des experts et des hommes d'affaires, plutôt que sur une mesure fondée sur des critères objectifs. En outre, l'indice appréhende plusieurs aspects de la corruption qui ne sont pas couverts par la composante « criminalité » de l'Indice mondial du crime organisé, mais par la composante « résilience » (étudiée dans la section suivante), comme l'efficacité des poursuites intentées à l'encontre des responsables de la corruption ou des mécanismes de surveillance.<sup>70</sup> Néanmoins, la corrélation positive entre les deux indicateurs prouve une nouvelle fois l'interconnexion entre le crime organisé et la corruption. En effet, l'indicateur des acteurs intégrés à l'État de l'Indice présente une forte corrélation positive avec l'indice de perception de la corruption (0,82).

Bien que les corrélations entre la criminalité et les indices susmentionnés soient statistiquement significatives et modérément fortes, elles n'indiquent en aucun cas une relation linéaire directe et nette. Cela reflète sans doute la complexité de ce phénomène qui, dans une certaine mesure, peut s'installer dans des pays de toutes formes et de toutes tailles, dotés de toutes sortes de systèmes politiques et plus ou moins stables. Par exemple, la nature différente des pays en

tant qu'États d'origine, de transit ou de destination (ou une combinaison des trois) est probablement un facteur important en l'absence d'une explication claire et nette des conditions qui rendent un pays plus enclin à être confronté à des niveaux élevés de criminalité organisée.

## La bonne gouvernance et la stabilité politique sont essentielles pour renforcer la résilience

Les relations observables entre la résilience et les indices sélectionnés énumérés ci-dessus sont beaucoup plus fortes. L'une des principales conclusions de l'analyse est que la corrélation (négative) entre la résilience, le crime organisé et la corruption est très forte (-0,90). Les pays où la corruption est perçue comme élevée ont donc de fortes chances de présenter également de faibles niveaux de résilience. Cela est dû en grande partie à l'éventail très large couvert par la corruption, des plus hauts niveaux de gouvernement au système judiciaire, en passant par les systèmes pénitentiaires, le contrôle des frontières et d'autres organismes chargés de faire respecter la loi, car elle a sapé les cadres et les mécanismes nécessaires pour lutter efficacement contre le crime organisé.

Une corrélation négative tout aussi forte est observée entre la résilience et la fragilité de l'État (-0,87). Les pays en proie à des conflits ou confrontés à des pressions politiques, sécuritaires et sociales extrêmes sont beaucoup moins susceptibles de présenter des niveaux élevés de résilience face au crime organisé pour plusieurs raisons possibles. Au niveau le plus élémentaire, dans un pays en proie à un conflit civil, par exemple, la priorité absolue de l'État sera vraisemblablement de combattre la menace immédiate que représente la violence. En outre, en cas de lutte permanente entre le gouvernement et des factions armées, le contrôle effectif du territoire ainsi que la cohésion sociale risquent d'être affaiblis. Or, ce sont deux éléments essentiels pour développer des mesures efficaces de lutte contre le crime organisé. Ces hypothèses sont également étayées par l'existence d'une forte corrélation positive entre la résilience et la paix (0,69).

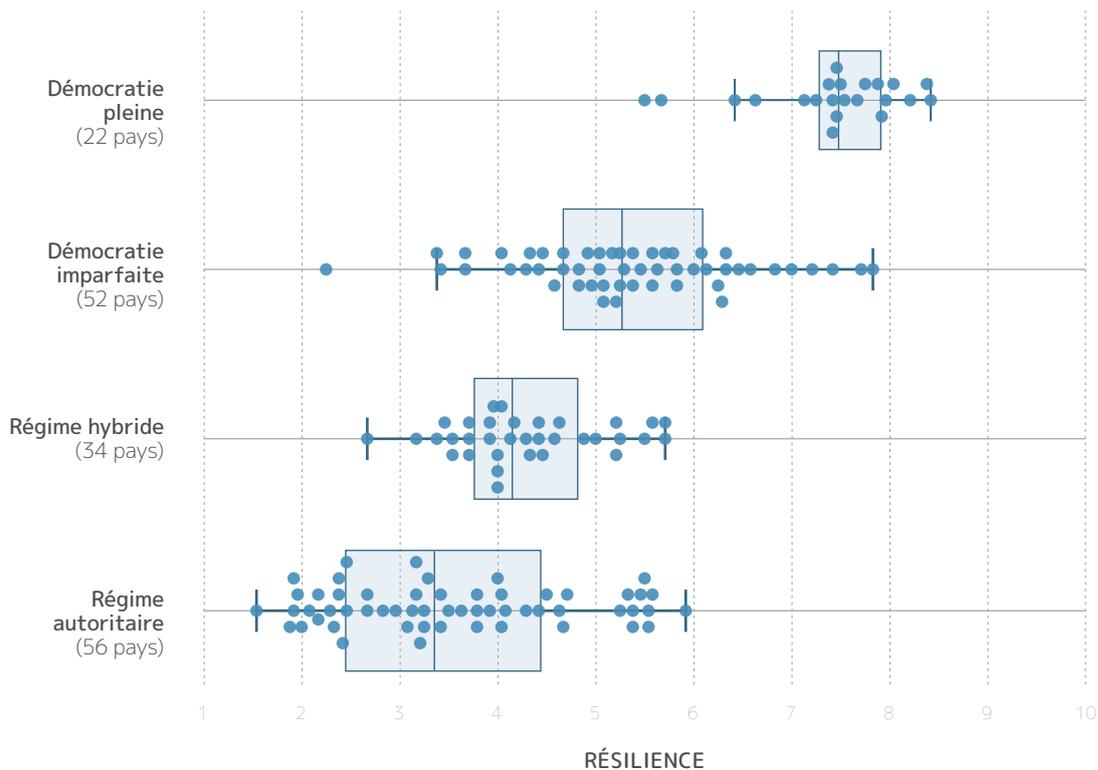
La résilience a également une forte relation avec le développement humain, avec une corrélation de 0,77. Ce résultat suggère que si le crime organisé peut affecter les pays à tous les niveaux de développement humain, les pays les plus mal notés dans l'indice de développement humain sont beaucoup moins susceptibles d'être résilients. Il n'est pas évident de savoir si la résilience face au crime organisé s'accompagne d'un indice de développement humain plus élevé ou vice versa, mais ce qui est évident, c'est le lien étroit qui existe entre les deux.

Enfin, les démocraties sont-elles plus résilientes que des États à tendance plus autoritaires ? Les pays où, par exemple, les droits politiques et les libertés civiles sont nombreux, sont-ils mieux dotés pour lutter contre les activités criminelles organisées ? La corrélation entre l'indice de démocratie et le score de résilience est forte (0,79), ce qui signifie que plus

les niveaux de démocratie sont élevés, meilleur est le score de résilience. De même, avec un coefficient de corrélation de 0,75, il est clair que le niveau de liberté dont jouissent les citoyens est fortement associé à la résilience face au crime organisé. L'explication la plus évidente de cette forte relation est peut-être le degré de transparence manifesté par les gouvernements. Les pays qui font preuve d'un manque de transparence aux plus hauts niveaux de l'élite politique sont par nature plus susceptibles de voir des individus intégrés à l'État se livrer à des activités illicites. En outre, en tant que rempart des démocraties libérales, la liberté de la presse constitue probablement un moteur important de cette relation forte. Une presse libre capable d'interroger, d'enquêter, d'informer et de demander des comptes aux élites politiques et criminelles (et le mélange des deux) est beaucoup plus courante dans les États démocratiques que dans les États autoritaires.

FIGURE 8.4

## Résilience par type de régime



Source : Indice de démocratie, Economist Intelligence Unit

La Figure 8.4, qui représente la distribution des scores de résilience de l'Indice par type de régime, montre clairement que les États démocratiques sont plus résilients que les États autoritaires. Sur les 20 premiers pays du classement de la résilience, 15 sont des démocraties pleines selon l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit, deux ne figurent pas dans cet indice, et les trois autres pays, l'Estonie, Singapour et la Lettonie, sont considérés comme des démocraties imparfaites.<sup>71</sup> À l'autre extrémité du spectre de la résilience, 82 % des pays ayant obtenu les 20 scores de résilience les plus faibles sont des États autoritaires. Cependant, il existe des écarts considérables entre les types de régimes, en particulier lorsque l'on s'éloigne des deux extrémités de l'échelle de résilience. Des États considérés comme autoritaires, comme un certain nombre de pays du Golfe, obtiennent un score de résilience élevé, de même que des pays d'Afrique et du Moyen-Orient tels que le Rwanda et la Jordanie. Un autre pays qui semble échapper à la tendance est le Suriname qui, tout en apparaissant dans le tiers supérieur des plus hauts scores de l'indice de démocratie, affiche l'un des scores de résilience les plus faibles du monde. Et comparé aux autres États du monde classés comme des démocraties pleines, le Costa Rica enregistre un score de résilience relativement faible.

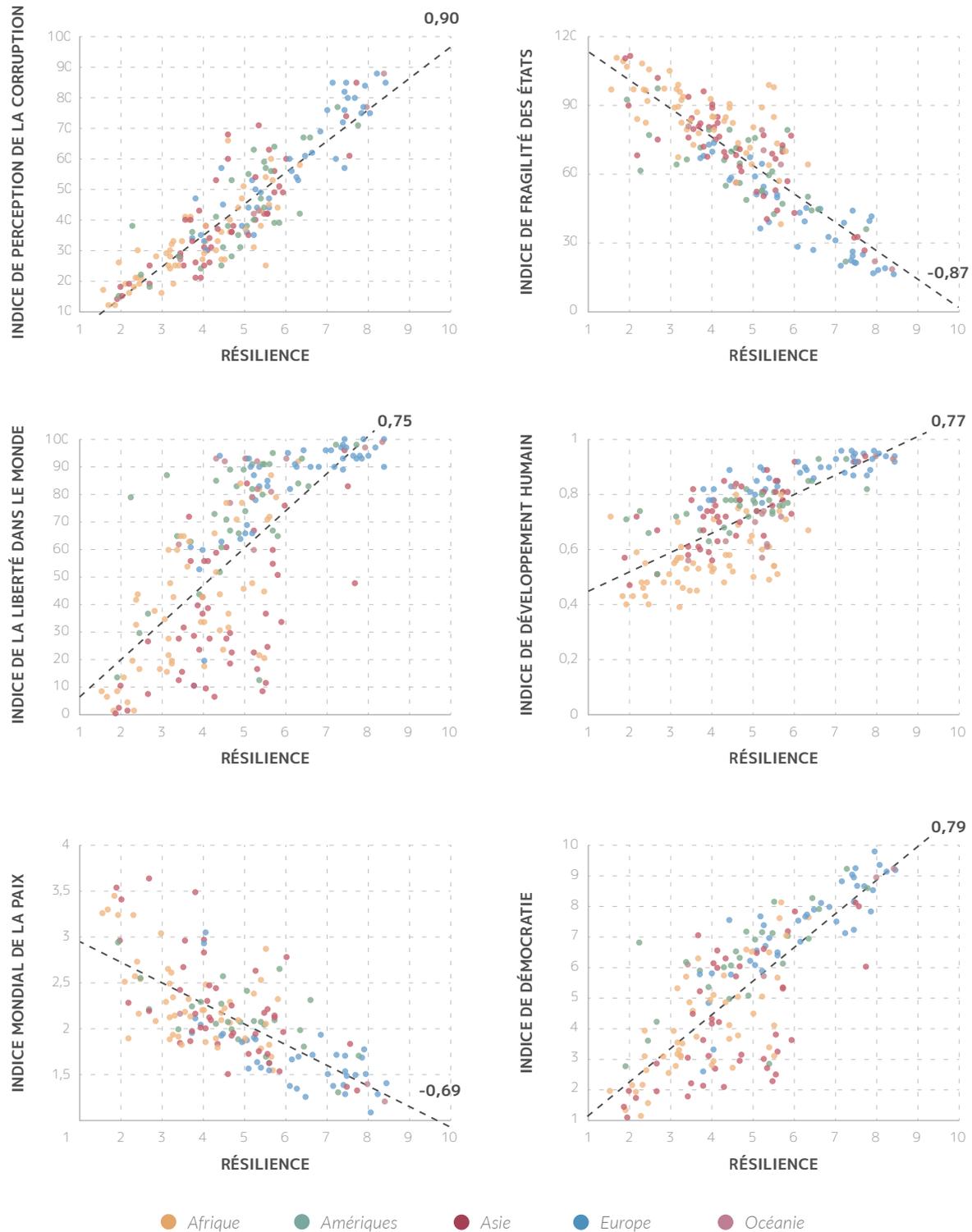
Les systèmes politiques et de gouvernance d'un État peuvent avoir des conséquences structurelles importantes sur sa capacité à mettre en place des mesures efficaces face au crime organisé. Une caractéristique propre aux États-Unis, par exemple, est l'indépendance et la répartition du pouvoir entre ses différentes structures de gouvernance. Dans de nombreux pays, les structures de gouvernance régionales et locales ont certains rôles et devoirs, mais leurs pouvoirs sont limités par le champ d'action du gouvernement national. En revanche, les États-Unis (ainsi que de nombreux autres pays dans le monde) reposent sur les principes du fédéralisme, selon lesquels le gouvernement fédéral partage les pouvoirs avec les États fédérés. Ces dynamiques créent une autre dualité qui complique la notation de cet Indice.

Ainsi, les États-Unis obtiennent un score de 5 pour les acteurs intégrés à l'État, ce qui reflète l'éventail de l'engagement de l'État dans des activités illicites : cas isolés de corruption, implication directe dans des activités illicites, depuis les responsables locaux jusqu'aux plus hauts échelons du gouvernement fédéral. Ces dynamiques ont des implications importantes sur la résilience d'un État. Les États-Unis, par exemple, obtiennent un score de 5,5 pour l'indicateur « Transparence et responsabilité du gouvernement ». Ce score moyen reflète les forces et les faiblesses des institutions américaines à tous les niveaux. Alors que l'Indice couvre l'année 2020, au cours de laquelle l'attention était dans une large mesure focalisée sur l'administration précédente et les accusations de corruption au niveau fédéral, les experts ont noté l'importance et la valeur apportées par les responsables aux niveaux étatique et local.

L'objectif de l'analyse présentée dans cette section n'est pas de déterminer avec certitude quels sont les mécanismes de causalité expliquant les niveaux de criminalité et de résilience d'un pays. Grâce aux données robustes fournies, les utilisateurs peuvent entamer une réflexion plus approfondie sur les types de facteurs pouvant jouer un rôle dans le crime organisé et la capacité de l'État à le combattre. Les résultats montrent que si certaines caractéristiques économiques, politiques et géographiques d'un pays peuvent être associées à une criminalité plus élevée, comme un PIB par habitant plus faible ou une population plus importante, le phénomène du crime organisé est si complexe et nuancé qu'il n'y a pas d'explication définitive aux différentes forces et vulnérabilités observées à travers le monde. Certains facteurs peuvent être fortement associés à un niveau particulier de criminalité dans une région, mais n'ont strictement aucune incidence sur la criminalité dans une autre. Ces résultats soulignent la nécessité d'une analyse sur le terrain et de réponses adaptées au problème des économies illicites et des acteurs de la criminalité organisée.

FIGURE 8.5

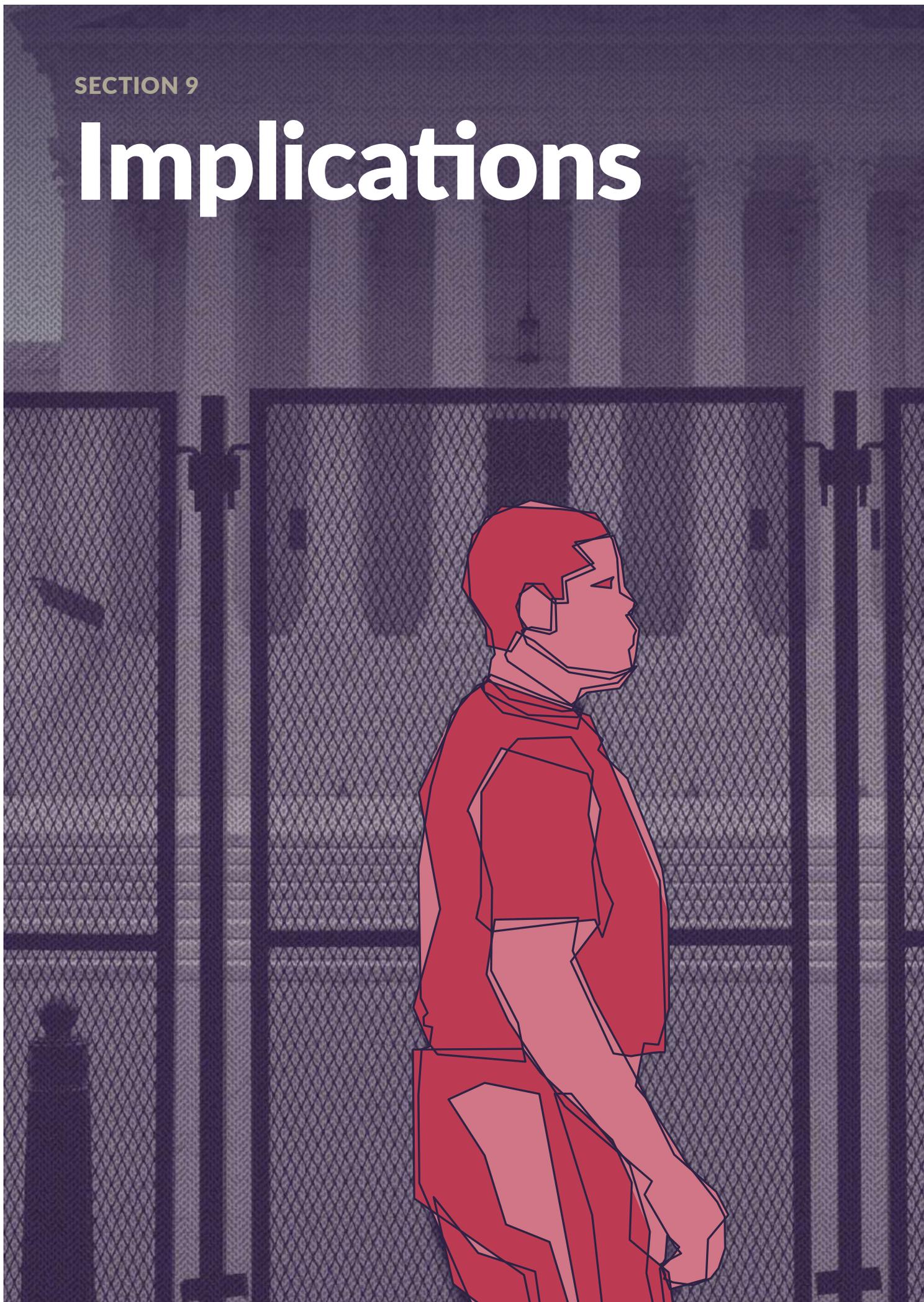
## Coefficients de corrélation entre les scores de résilience de l'Indice mondial du crime organisé et différents autres indices



Source : Transparency International ; The Fund for Peace ; Freedom House ; Programme des Nations Unies pour le développement ; Vision of Humanity (Institute for Economics and Peace) ; Economist Intelligence Unit

## SECTION 9

# Implications



# Implications

L'ubiquité et l'adaptabilité du crime organisé ont des répercussions profondes sur les sociétés du monde entier. La criminalité organisée détourne des capitaux qui pourraient être utilisés pour fournir des biens et des services ; elle exploite les ressources naturelles, menace les écosystèmes fragiles, s'attaque aux vulnérabilités des populations locales et alimente la violence et les conflits. Parallèlement, les activités illicites peuvent représenter un moyen de subsistance alternatif pour certains face à la rareté des opportunités économiques légales et au manque de services. Bien que la dynamique de la criminalité varie d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre, ses effets sont clairement multidimensionnels et complexes. Ces dynamiques complexes se sont encore accentuées avec l'impact de la pandémie de COVID-19.

Les conclusions de l'Indice mondial du crime organisé ont plusieurs implications importantes, mais c'est la mesure dans laquelle les décideurs politiques et l'ensemble de la communauté internationale tiendront compte des problèmes soulignés dans ce rapport qui sera déterminante pour le succès ou l'échec de la réponse mondiale au crime organisé à l'avenir.

## implication 1

Il faut **admettre l'ampleur du problème** avant de pouvoir le résoudre efficacement.

Avec plus de 75 % de la population mondiale vivant dans des pays en proie à des niveaux élevés de criminalité, il ne fait aucun doute que la menace posée par le crime organisé figure parmi les problèmes de sécurité les plus urgents au monde. Et autant de personnes, plus des trois quarts des citoyens du monde, vivent dans des pays dont les institutions, cadres et mécanismes chargés de lutter contre le crime organisé sont très fragiles. Il est primordial de disposer d'une meilleure base factuelle pour faire en sorte que l'ampleur de cette menace mondiale ne puisse plus être ignorée. Si un nombre croissant de pays reconnaissent le crime organisé comme une menace pour leur sécurité nationale et internationale, il est plus que jamais nécessaire de renforcer la volonté politique de donner la priorité à la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

# implication 2

## La criminalité organisée est un phénomène véritablement transnational.

Plusieurs régions du monde sont touchées de manière disproportionnée par les économies illicites et le fléau des mafias, des réseaux criminels et des acteurs de la criminalité intégrés à l'État. Pour diverses raisons historiques, géographiques, économiques et politiques, certains pays, régions et même continents enregistrent des niveaux de criminalité organisée bien plus élevés que d'autres. Et il est clair aussi qu'aucun pays n'est à l'abri de cette menace et que, partout dans le monde, des malfaiteurs sont impliqués dans un certain nombre de marchés criminels : traite des personnes (le marché criminel le plus répandu au monde, selon les conclusions de cet Indice), trafic de drogues, cybercriminalité, blanchiment d'argent, pêche

illégale et bien d'autres. En outre, même dans les États plutôt épargnés par la hausse de la criminalité et de la violence qui est si souvent observée dans d'autres, les économies illicites peuvent rapidement se propager au-delà des frontières. Aucun pays ne doit donc se considérer à l'abri de la menace, et des mesures préventives doivent être mises en œuvre le plus tôt possible pour faire en sorte d'atténuer la menace du crime organisé si elle se concrétise. L'une des principales implications est qu'une telle menace transnationale exige une réponse transnationale. Aucun pays n'est à l'abri, et aucun pays ne peut lutter seul contre le crime organisé. La coopération internationale doit être renforcée à travers le monde.

# implication 3

## Mettre fin à l'impunité des acteurs intégrés à l'État améliorera le niveau mondial de résilience.

Les acteurs de la criminalité se présentent sous de multiples formes, mais l'Indice montre que statistiquement, les plus influents sur les sociétés du monde entier sont les acteurs de la criminalité intégrés à l'État qui ont des effets désastreux sur la capacité d'un pays à lutter contre le crime organisé. Les gouvernements et les représentants de l'État ont très peu de raisons de stopper la prolifération des économies illicites si ce sont les mêmes entités et individus qui non seulement en bénéficient, mais qui, dans de nombreux cas, les contrôlent. Même lorsque la criminalité ne s'étend pas aux plus hauts niveaux

du gouvernement, les pays sont toujours confrontés à la menace insidieuse de pratiques de corruption qui imprègnent l'appareil d'État à un niveau inférieur. Dans de tels cas, même si de hauts responsables gouvernementaux défendent ostensiblement la lutte contre le crime organisé, les institutions et les mécanismes peuvent être fatalement affaiblis aux niveaux inférieurs, dans le système judiciaire, les organismes de réglementation ou encore les forces de l'ordre. Cela fragilise la mise en œuvre des cadres de résilience, surtout si les structures de gouvernance sont opaques.

# implication 4

## Continuer à soutenir la démocratie, surtout dans les États fragiles, constitue une réponse viable et utile.

Il est indéniable que les pays qui ont mis en place les mécanismes les plus efficaces pour lutter contre le crime organisé sont des États démocratiques. Et les conclusions de cette étude le confirment : les démocraties affichent des niveaux statistiquement plus élevés de résilience face à la criminalité que les États autoritaires. Une bonne gouvernance, caractérisée par des États participatifs, responsables, efficaces et fondés sur l'État de droit, constitue la base sur laquelle construire et renforcer les cadres institutionnels et non étatiques pour améliorer la société et lutter contre le crime organisé. En l'absence

de transparence et de responsabilité, une nation se couvre d'une cape d'invisibilité qui permet à des acteurs intégrés à l'État d'agir en toute impunité, de siphonner les fonds publics et de profiter d'économies illicites au détriment du bien-être de tous les citoyens. Supprimer la capacité des gouvernements à tendance autoritaire à opérer clandestinement, contrôler ou protéger les économies illicites à l'aide des institutions, réduire les pratiques de corruption et permettre à la société civile de fonctionner sont autant d'étapes importantes pour renforcer la résilience d'un pays face au crime organisé.

# implication 5

## Œuvrer pour la paix est essentiel pour réduire les possibilités de développement de la criminalité.

L'omniprésence des économies illicites est souvent un facteur de conflit, d'instabilité et de fragilité des États, mais la relation entre les deux peut et doit être considérée sous un angle opposé. Les conflits souvent accompagnés d'un vide de pouvoir sont des environnements extrêmement vulnérables dans lesquels le crime organisé peut s'installer et prospérer. Le trafic de marchandises illicites, par exemple, se mêle aux économies de guerre existantes et émergentes, offrant une « solution » économique, mais criminelle

aux pénuries de biens et de services. Non seulement le crime organisé prospère dans les contextes de guerre civile, de conflits territoriaux et d'autres formes de conflit, mais l'insécurité qui en résulte limite également la capacité d'un État à réagir. Pour briser le cercle vicieux de l'aggravation de la criminalité et de l'affaiblissement de la réponse, il est impératif de donner la priorité aux solutions permettant d'instaurer une paix durable.

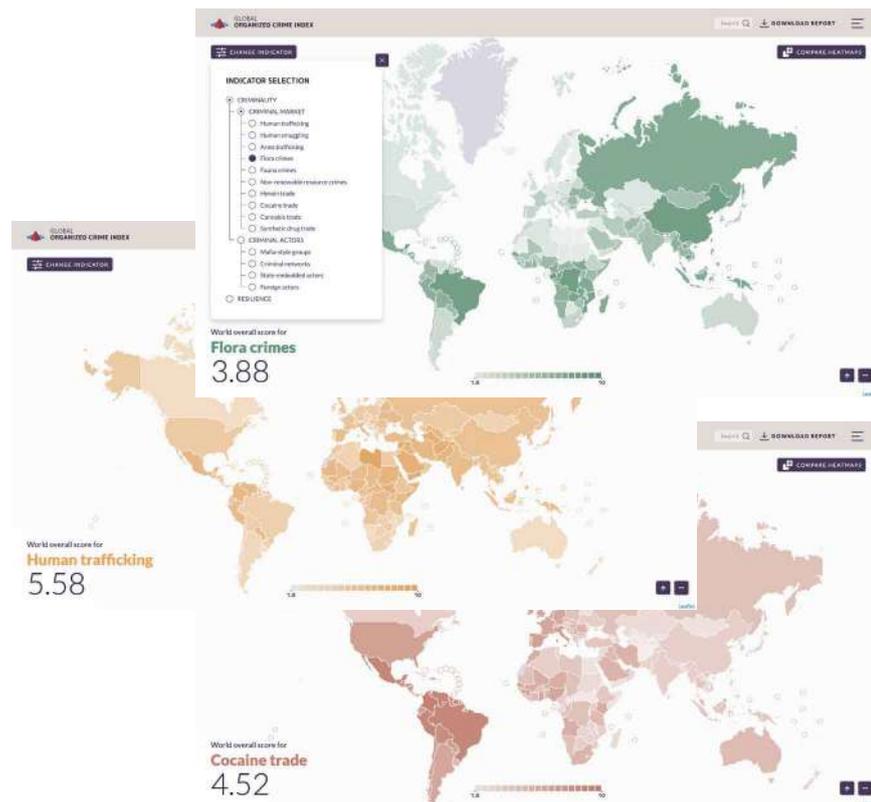
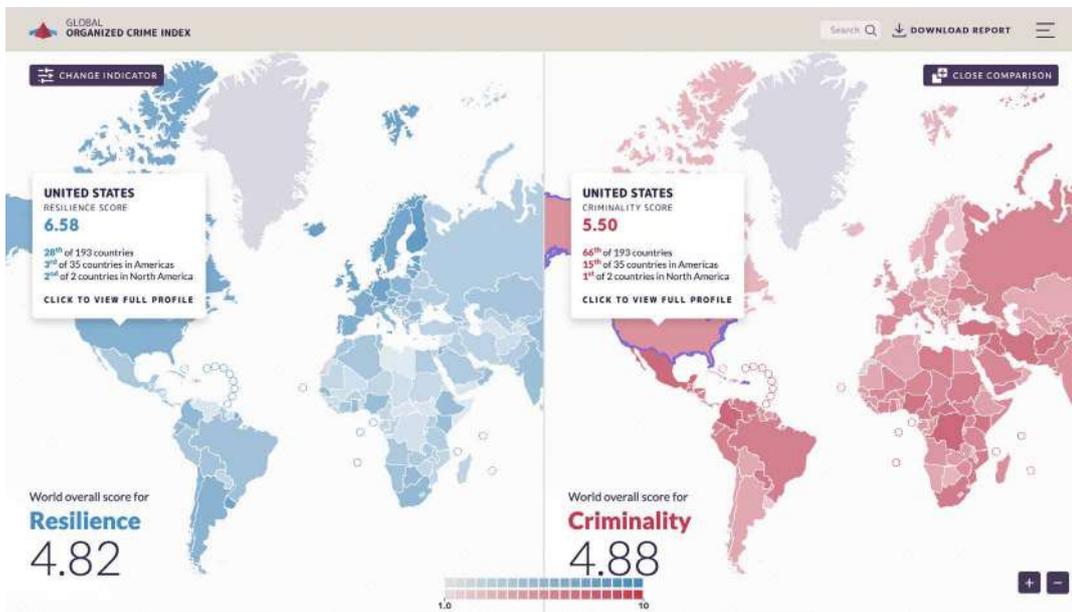
## SECTION 10

# Le site Internet de l'Indice mondial du crime organisé



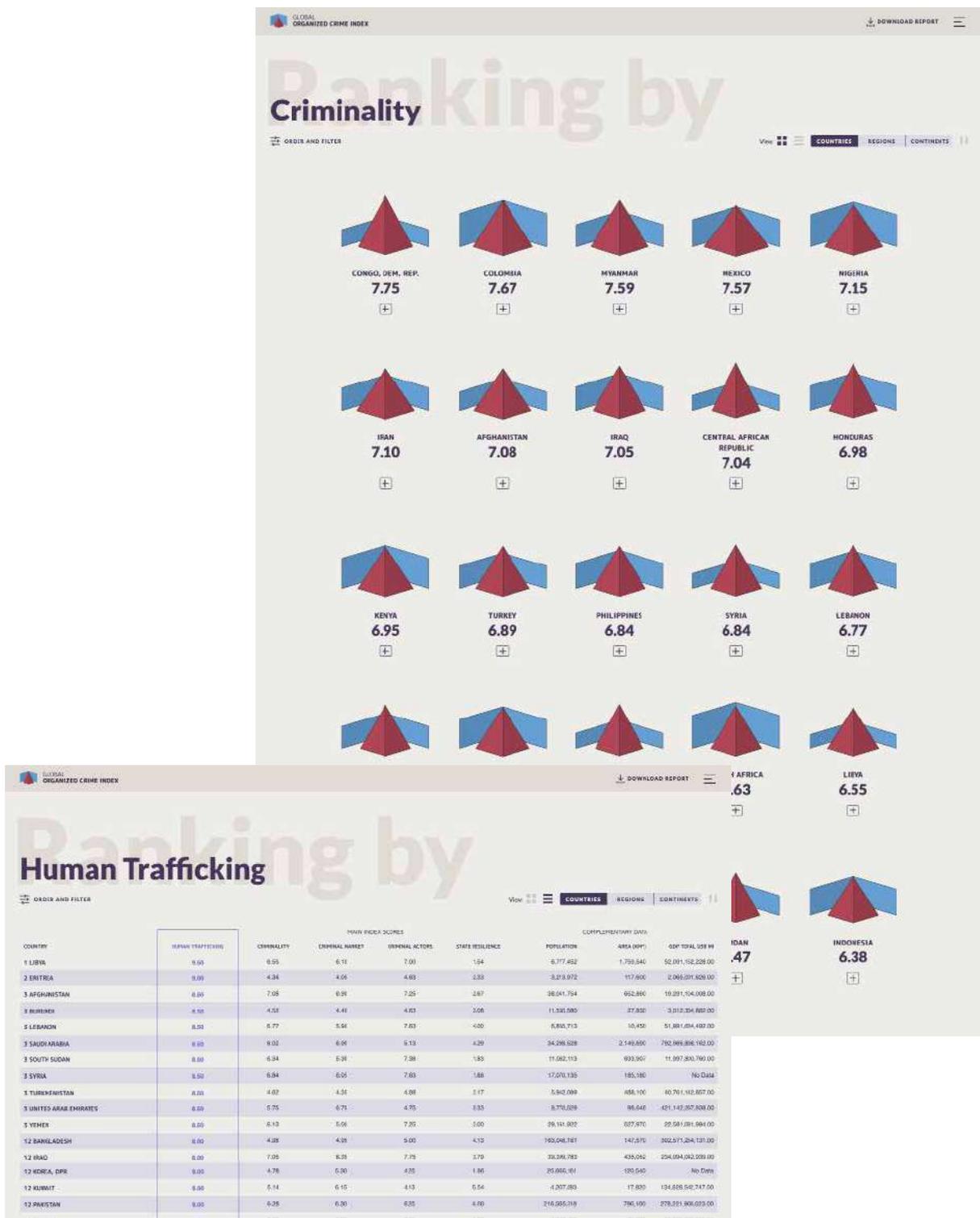
# Organisat

Un site Internet dédié, **ocindex.net**, a été créé pour présenter les résultats de l'Indice mondial du crime organisé. La page d'accueil du site présente une carte thermique de la criminalité. La page « Score heatmaps » (carte thermique des scores) permet aux utilisateurs de visualiser la carte des scores des 10 marchés criminels, de quatre types d'acteurs de la criminalité et des 12 indicateurs de résilience inclus dans l'Indice, en plus des scores agrégés des composants et sous-composants. En outre, le site permet une comparaison côte à côte de tous les scores, à la fois agrégés et désagrégés.



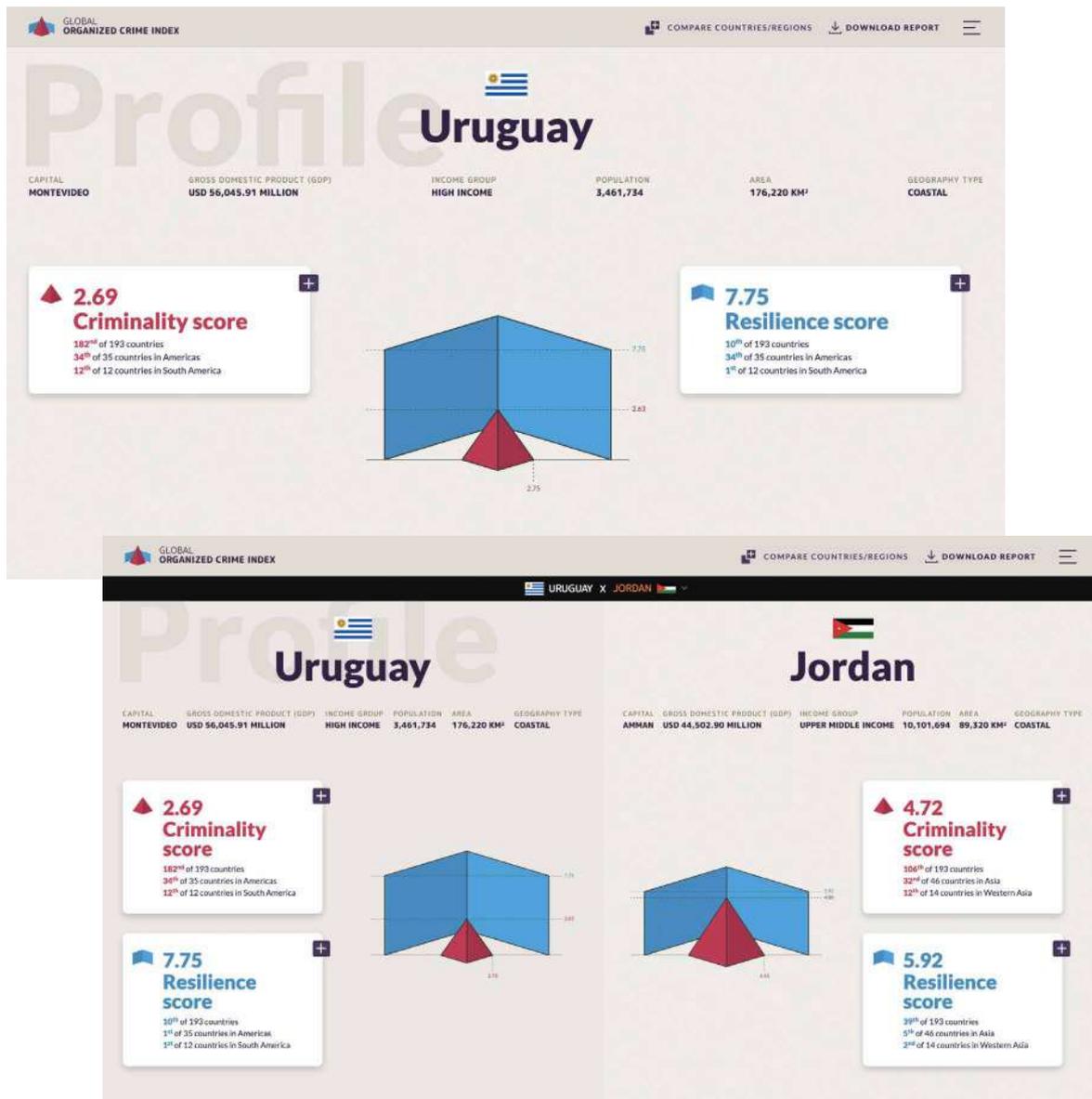
## Trier et comparer

Si les réponses diffèrent d'un pays à l'autre, le crime organisé est néanmoins un problème mondial. Pour les composantes criminalité et résilience de l'Indice, les pays sont classés en fonction de leurs scores afin de permettre aux utilisateurs d'effectuer une analyse comparative à l'échelle mondiale. Avant tout, les classements ont pour but d'encourager le débat entre les décideurs politiques et les organismes régionaux, d'approfondir la question de savoir comment et pourquoi le crime organisé affecte leurs pays respectifs, et d'apprendre les uns des autres afin de développer des stratégies de résilience efficaces.



## Synthèse par pays

En plus des scores et des classements, le site de l'Indice mondial du crime organisé permet aux utilisateurs d'accéder à des synthèses par pays expliquant le contexte associé aux différents scores de chaque pays. Elles expliquent le contexte justifiant le score de criminalité et de résilience de chaque pays, ainsi que des sous-composantes (les marchés criminels et les acteurs de la criminalité) et des indicateurs de résilience, tout en mettant en évidence les tendances clés fondées sur les évaluations des experts.

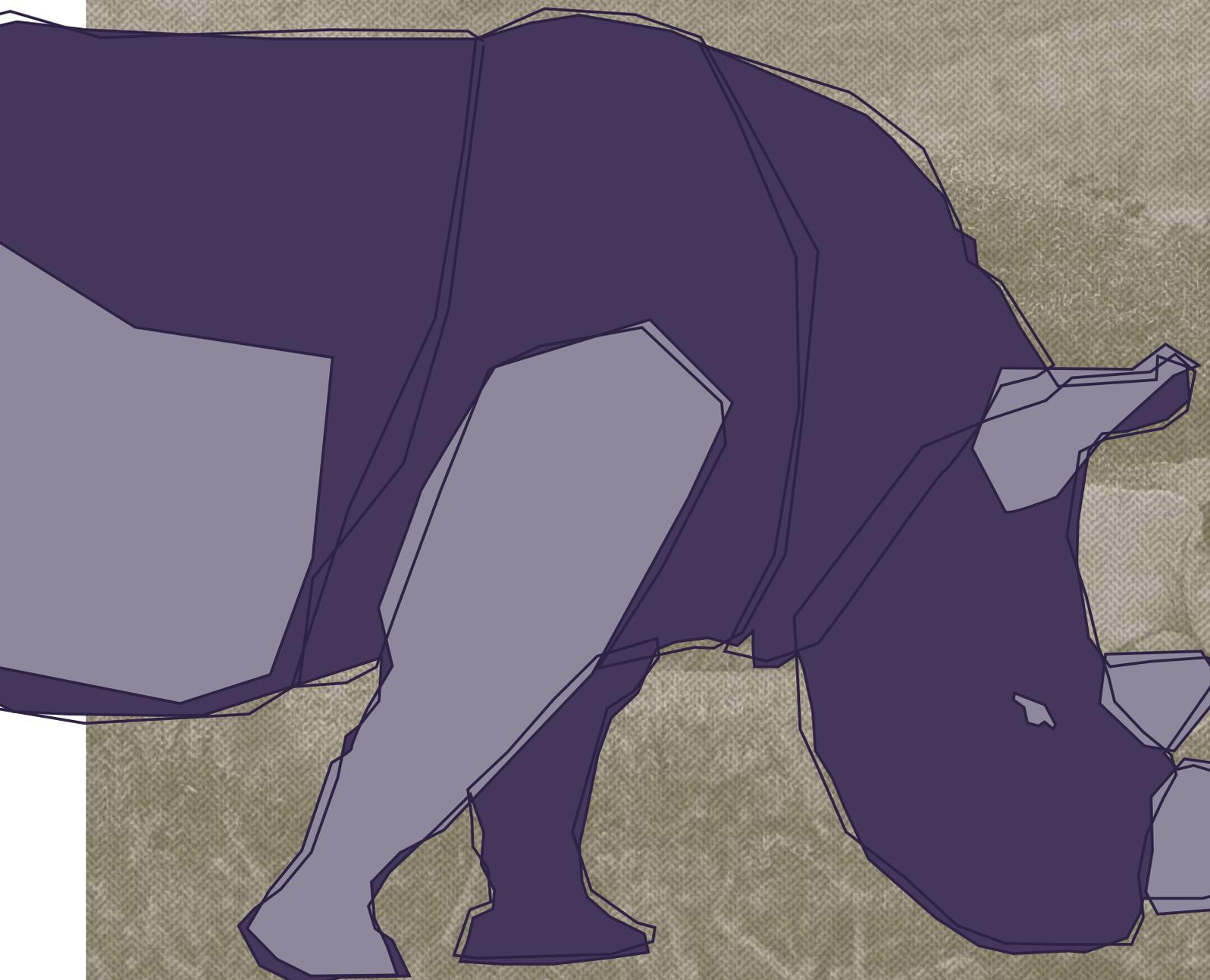






## ANNEXE 1

# Interprétation des résultats : quelques considérations



# Résultats

## Disponibilité des données

Outil basé sur des données, l'Indice a vocation à normaliser les concepts complexes que sont la criminalité et la résilience dans 193 pays à travers le monde. Si la normalisation favorise l'analyse comparative et facilite l'interprétation, elle s'accompagne d'un certain nombre de difficultés. En matière de disponibilité, de fiabilité, d'uniformité et de compatibilité, le recueil de données peut varier d'un pays à l'autre. La nature intrinsèquement clandestine du phénomène auquel l'Indice est consacré accentue encore davantage ces problèmes. Bien que l'Indice s'efforce de surmonter ces difficultés au moyen de vérifications croisées et de la triangulation des sources menée par des experts, un autre problème se pose lorsque les informations sur un pays ou une composante particulière sont abondantes.

La recherche et l'information favorisent une meilleure compréhension de la situation du crime organisé dans un pays donné et de sa résilience, ce qui permet d'améliorer l'élaboration des politiques et des réponses. Néanmoins, pour les outils comparatifs tels que cet Indice, un biais d'information, c'est-à-dire lorsque davantage d'informations sont publiées sur certains domaines plutôt que d'autres, peut fausser les résultats ou l'interprétation des conclusions. En d'autres termes, un problème de criminalité organisée peut sembler plus aigu dans les pays qui disposent de plus de données, d'études et de rapports. L'un des principaux objectifs de l'Indice est de mettre en évidence les domaines dans lesquels les données font défaut afin de promouvoir la poursuite des études. Il est important que les parties prenantes acceptent les indices pour ce qu'ils sont et considèrent que les informations fournies sont complémentaires à d'autres moyens de recueil de données.

De même, il arrive que les informations et les preuves publiées fassent défaut, mais les experts ayant une connaissance approfondie d'un contexte spécifique reconnaissent l'existence de problèmes. Dans de tels cas, l'Indice, en tant qu'évaluation menée par des experts, s'appuie fortement sur leurs connaissances pour évaluer les contextes nationaux.

## Diversité des composantes de l'Indice

Des pays présentant des différences en matière de criminalité et de résilience peuvent néanmoins se voir attribuer les mêmes scores, tandis que ceux qui sont confrontés à un problème de criminalité organisée particulièrement aigu peuvent sembler obtenir un score inférieur à d'autres pays. Ces résultats peuvent s'expliquer par la structure de l'Indice. Étant donné que le score général de criminalité et de résilience est le résultat d'une simple moyenne des indicateurs composites respectifs, les pays présentant un large éventail de marchés criminels et d'acteurs de la criminalité obtiendront des scores plus élevés que ceux qui ont des caractéristiques criminelles moins nombreuses, mais plus répandues. Il en va de même pour les

indicateurs de résilience. Le score général de résilience dépendra de la capacité d'un pays à s'attaquer au crime organisé à l'intérieur de ses frontières de manière

holistique et multidimensionnelle, plutôt que par une approche axée sur la justice pénale ou l'économie.

## Limites

Compte tenu des difficultés liées à la création d'un outil qui étudie un sujet incroyablement varié et intrinsèquement clandestin, l'Indice, défini comme une évaluation par des experts, comporte naturellement des limites et des biais potentiels. Néanmoins, malgré ses limites, il constitue une initiative utile qui, nous l'espérons, servira de catalyseur pour de nouveaux débats.

Sur le plan méthodologique, certaines considérations doivent être prises en compte lors de l'interprétation des scores. D'abord et avant tout, l'Indice repose largement sur les connaissances et l'expérience des experts individuels, ce qui introduit la possibilité d'un biais implicite, les convictions personnelles des experts pouvant affecter leur jugement. Les implications dans ce cas sont diamétralement opposées. D'une part, les experts ont pu être trop critiques, compte tenu de leur connaissance des lacunes d'un pays donné, et d'autre part, ils ont pu être tentés de se montrer trop indulgents. Bien que cette dernière hypothèse ait été considérée comme la plus probable avant les cycles d'évaluation, on a pu observer que les experts avaient tendance à être plus critiques et qu'ils imposaient souvent aux pays, en particulier aux pays développés, des normes plus strictes. Pendant tout le développement de l'outil, nous avons voulu contrôler ce biais en fournissant des profils de pays préliminaires sur lesquels les experts pouvaient se baser pour faire leurs évaluations, et en spécifiant des seuils de notation pour guider le processus, comme indiqué dans la section méthodologie. En outre, tous les pays ont subi un certain nombre de cycles de vérification anonymes, comparant les scores à travers les indicateurs et les régions pour tenter de tenir compte du biais implicite.

Les experts du premier cycle de notation ont établi des scores qui ont été présentés aux experts des cycles suivants (notations géographiques et thématiques). Cela a engendré un biais de confirmation, dans le cadre duquel les experts confirmaient les scores déjà attribués lors des cycles précédents. Pour résoudre ce

problème, un cycle supplémentaire de vérification des scores a été organisé. Des groupes de représentants de nombreux domaines d'expertise se sont réunis dans le cadre de discussions régionales avec un modérateur afin de débattre et d'examiner minutieusement les scores et les justifications pour chaque pays.

En outre, l'un des aspects de l'Indice étant d'aider les décideurs à optimiser leur approche du crime organisé, il est fondamental de comprendre d'où proviennent les préjudices liés aux différents marchés. On ne peut nier que de nombreux préjudices associés à des marchés spécifiques découlent des politiques existantes. Le commerce de cannabis l'illustre bien. Les politiques relatives au maintien de l'ordre et à la consommation de cannabis diffèrent d'un pays à l'autre, parfois même au sein d'un même pays. Ainsi, l'évaluation de l'impact associé à ce marché a été plutôt difficile. Alors qu'un nombre croissant d'États s'apprêtent à dépénaliser ou à légaliser le cannabis, il reste une certaine marge d'illégalité, comme le trafic de cannabis vers des pays appliquant des politiques plus strictes, par exemple. Ainsi, pour être aussi cohérents que possible, les évaluateurs experts ont été sensibilisés à l'importance de tenir compte de cet aspect de l'illégalité lors de l'évaluation du marché. Malgré tout, la cohérence dans ce cas a été difficile à garantir.

Un autre sujet de préoccupation critique au cours du processus de notation a été le débat concernant le préjudice et l'impact des marchés : les préjudices sont-ils comparables d'un marché à l'autre ? C'est là que réside une autre limite de l'outil : la pondération des différentes composantes de l'Indice. Actuellement, comme cela a déjà été précisé, les indicateurs sont pondérés de manière égale. Néanmoins, 4 des 10 marchés concernent la drogue, renforçant implicitement l'impact des stupéfiants, ce qui, selon le contexte, peut poser problème. Les marchés criminels environnementaux en Europe, par exemple, sont presque inexistantes. Ils sont pourtant pondérés tout autant que des marchés plus répandus comme la traite des personnes et le commerce de drogues

de synthèse. À plusieurs reprises, les experts du crime organisé européen se sont demandé si cette approche était justifiée. Cependant, la criminalité environnementale a un impact significatif en Afrique et en Océanie, par exemple, où elle met en danger des écosystèmes entiers, voire constitue une menace pour l'existence même des communautés côtières. On peut affirmer que l'effet des marchés de la criminalité environnementale y a été plus grave que le trafic d'êtres humains, par exemple, qui est un problème si on se place dans un contexte européen.

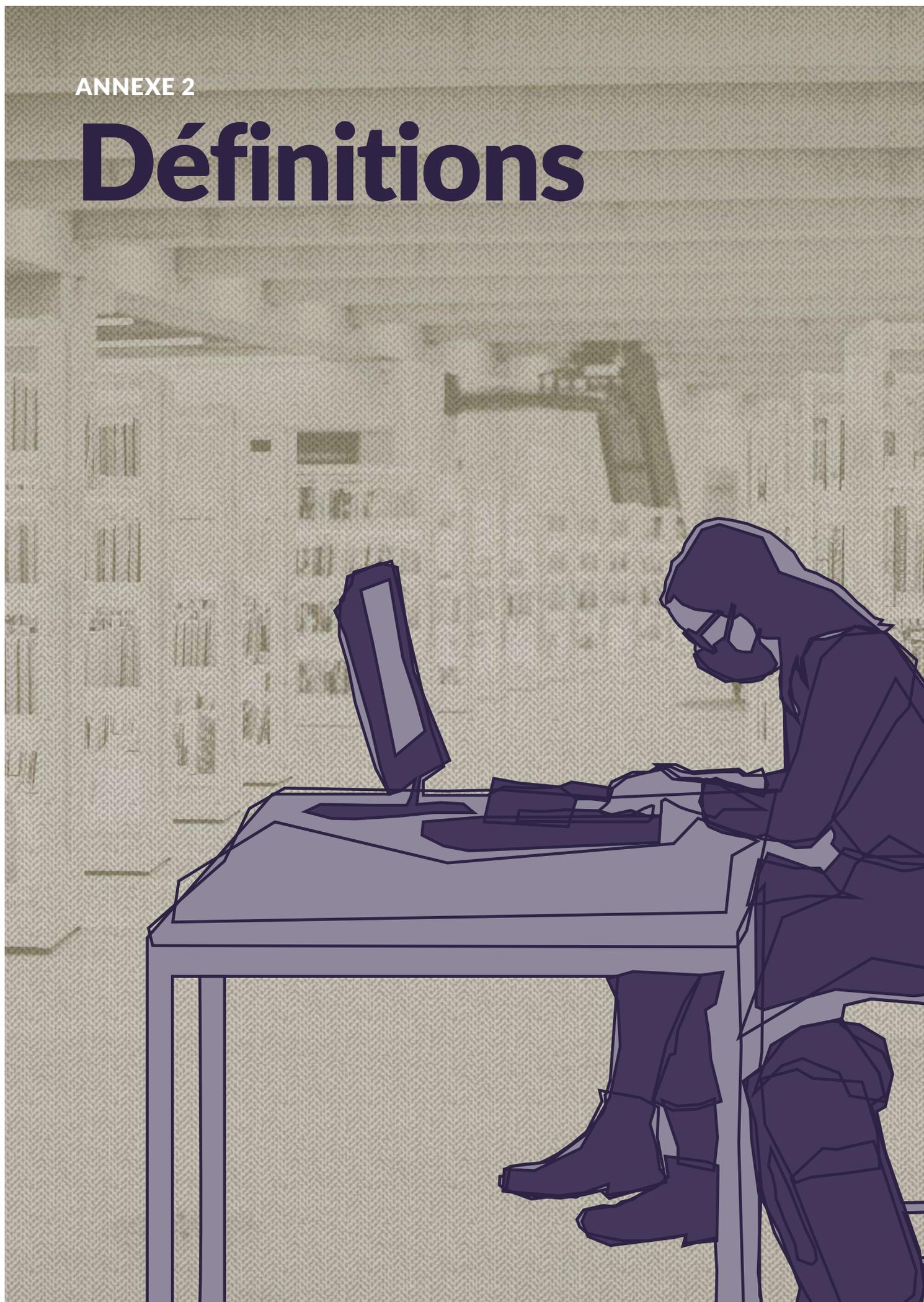
La pondération actuelle des indicateurs peut donc conduire à des résultats étonnants. Il arrive souvent que deux pays dont on ne s'attendrait peut-être pas à ce qu'ils obtiennent le même score de criminalité se révèlent très similaires. Nous conseillons alors la prudence et recommandons aux lecteurs de regarder les scores désagrégés, comme nous l'avons souligné au début du présent rapport, car des pays peuvent avoir un rang similaire ou identique, mais pour des raisons différentes.

La portée de l'Indice est également quelque peu limitée, puisqu'il ne couvre actuellement que 10 marchés criminels. On peut donc penser que le score de criminalité ne brosse pas un tableau complet du paysage du crime organisé d'un pays en particulier et dans les différentes régions. Nous espérons que d'autres marchés criminels seront inclus dans l'Indice en temps voulu et que l'outil sera en mesure de fournir un bilan plus complet du phénomène à travers le monde.

Enfin, thème dominant de 2020, la pandémie de COVID-19 a eu des effets sur tous les aspects, y compris sur le crime organisé. Pourtant, il a été difficile de démêler la dynamique induite par la pandémie, notamment en raison du manque d'informations au cours des premiers mois de la pandémie. Les frontières étant fermées au début de 2020 et le trafic aérien étant limité, on pensait que le crime organisé subirait des pertes financières importantes, similaires à celles de l'économie légale, et qu'il se replierait. Mais les acteurs de la criminalité se sont rapidement adaptés à la situation et, si l'on a constaté un certain déplacement des activités criminelles, certains flux illicites ont continué à fonctionner plutôt bien. C'est le cas du trafic de drogue qui, poussé par une forte demande, a continué à opérer, aidé par un commerce maritime qui n'a pratiquement pas été touché. Néanmoins, comme l'Indice a été élaboré au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie, nous reconnaissons que ses pleins effets sur le crime organisé ne pourront être évalués correctement qu'à un stade ultérieur. Par conséquent, nous considérons que la pandémie de COVID-19 a été un obstacle qui, dans une certaine mesure, a empêché le bon recueil et l'analyse appropriée des données, et par extension influencé les conclusions qui ont pu être tirées.

## ANNEXE 2

# Définitions



# Définitio

## Définition de la criminalité organisée

Un indice est une mesure composite de variables utilisant divers points de données. Dans le cadre de la mesure du crime organisé, les paramètres sur lesquels repose cet Indice découlent des définitions de la criminalité organisée et des activités et concepts liés.

La criminalité organisée, cependant, est un concept notoirement difficile à définir. Bien qu'il y ait une prise de conscience que le phénomène existe partout, il existe de multiples formes de criminalité, engendrées par différents acteurs qui évoluent et s'adaptent à divers environnements. En 2003, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC), le principal instrument international contre la criminalité organisée, est entrée en vigueur, obligeant les États membres à réfléchir à la définition du crime organisé. Incapable de parvenir à un consensus, l'UNTOC ne fournit aucune définition stricte de la criminalité organisée, mais propose des éclaircissements sur deux constantes dans le contexte général de la criminalité organisée.

Les termes « groupe criminel organisé » et « infraction grave », décrits dans la Convention, constituent les conditions de base pour qu'une activité soit considérée comme relevant de la criminalité organisée. Ils permettent de traiter le plus large éventail possible de problématiques. Par exemple, un groupe criminel organisé peut désigner toute une série d'associations criminelles, allant des organisations hiérarchisées jusqu'à des réseaux peu structurés. De même, l'accent mis par la Convention sur le terme « infraction grave » garantit le maintien d'une distinction entre la criminalité de bas niveau et l'activité criminelle organisée. De plus, la Convention traite spécifiquement des activités lucratives, ce qui permet aux politiques et à la lutte contre la criminalité organisée de distinguer cette dernière des actions motivées uniquement par des raisons politiques, telles que le terrorisme. Aujourd'hui, les États membres de la Convention s'accordent de plus en plus pour s'abstenir de tout débat sur la définition du terme « criminalité organisée ». Ils reconnaissent que ce terme est flexible, se réfère à de nombreuses activités et circonstances en constante évolution, et que l'expression « criminalité

organisée » peut être comprise et conceptualisée de nombreuses façons. Néanmoins, pour qu'un indice offre des informations et une valeur véritables, une certaine forme de définition est essentielle. Tout en s'appuyant (pas exclusivement) sur des instruments internationaux pour définir les différents marchés criminels, l'Indice prend en compte à la fois la criminalité organisée transnationale et les activités criminelles organisées se déroulant à l'intérieur des frontières des États.

### CRIME ORGANISÉ

Dans le cadre de l'Indice mondial du crime organisé, le « crime organisé » est défini comme toute activité illégale, menée par des groupes ou des réseaux agissant de concert, se servant de la violence, de la corruption ou d'activités connexes afin d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel. Ces activités peuvent être menées à la fois à l'intérieur d'un pays et à l'échelle transnationale.

En définissant ainsi la criminalité organisée, l'Indice permet de prendre en compte et de mesurer un large éventail d'activités et de malfaiteurs. Un point clé à noter dans cette définition est la question de la légalité. Les activités qui ne sont pas désignées comme illégales ou qui ont été légalisées dans un pays ne relèvent pas de l'évaluation de ce pays particulier, même si elles sont considérées comme illégales dans un autre. Les activités qui ne sont pas illégales mais qui violent les normes internationales en matière de droits de l'homme sont incluses dans l'Indice.

## Définitions des marchés criminels

### Individus

#### TRAITE DES PERSONNES

S'appuyant sur un ensemble de sources, l'Indice couvre la traite des personnes dans le contexte de l'esclavage moderne et inclut le trafic d'organes. Selon la définition courante, ce marché criminel n'exige pas le déplacement d'individus et concerne les hommes, les femmes et les enfants. Lorsqu'il y a mouvement, il peut s'agir de flux transfrontaliers et internes (comme un déplacement des zones rurales vers les zones urbaines). Pour les besoins de l'Indice, la traite des personnes désigne une activité, des moyens et un but, et toutes les étapes de l'activité illicite : le recrutement, le transfert et jusqu'à l'hébergement et l'accueil des personnes. Pour la distinguer du trafic d'êtres humains, la traite implique une forme de contrainte, de tromperie, d'enlèvement ou de fraude, et est réalisée à des fins d'exploitation, indépendamment du consentement de la victime. Selon le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, l'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

#### TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS

Dans le cadre de l'Indice, le trafic d'êtres humains est l'infraction pénale concernant l'entrée, le transit ou le séjour illégal de migrants (par voie terrestre, maritime ou aérienne) facilité par un groupe criminel organisé dans le but d'en tirer un avantage financier

ou matériel. Dans cette économie criminelle, l'activité illicite comprend toutes les étapes, notamment la production, l'obtention, la fourniture ou la possession de documents de voyage ou d'identité frauduleux lorsqu'elle est commise dans le but de permettre le trafic de migrants. Bien qu'il s'agisse de crimes distincts, le trafic d'êtres humains peut se transformer en traite des personnes lorsque l'élément d'exploitation est avéré.

### Commerce

#### TRAFIC D'ARMES

Le trafic d'armes comprend l'importation, l'exportation, l'acquisition, la vente, la livraison, le transport ou le transfert d'armes, de leurs pièces, éléments et munitions à travers les frontières nationales, ainsi que le détournement intentionnel d'armes à feu du commerce légal vers le commerce illégal, sans impliquer le transport au-delà des frontières physiques. Le terme « arme à feu » désigne toute arme à canon portable qui expulse, est conçue pour expulser ou peut être facilement convertie pour expulser un plomb, une balle ou un projectile par l'action d'un explosif, à l'exclusion des armes à feu anciennes ou de leurs répliques, conformément au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, complémentaire à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Les termes « armes légères » et « armes de petit calibre » font référence à une gamme d'armes spécifiques, comme indiqué dans l'étude Small Arms Survey. Le trafic d'armes facilite souvent la perpétration d'autres activités criminelles organisées.

## Environnement

### CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE

Les infractions liées à la flore comprennent le commerce illicite ainsi que la possession d'espèces protégées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), ainsi que les espèces protégées par une législation nationale.

### CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE

Comme la criminalité liée à la flore, celle liée à la faune comprend le braconnage, le commerce illicite et la possession d'espèces protégées par la CITES ou toute autre espèce protégée par la législation nationale. L'Indice prend également en compte les espèces marines protégées, et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) relève de cette catégorie.

### CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES

L'Indice couvre l'extraction, la contrebande, le trafic, le soutage ou l'exploitation minière illicite de ressources naturelles. Il couvre également toute activité illicite liée au commerce de ces produits, y compris la fausse facturation. L'Indice couvre les biens tels que le pétrole, l'or, le gaz, les pierres précieuses, les diamants et les métaux précieux, entre autres.

## Drogues

### COMMERCE D'HÉROÏNE

L'Indice couvre la production, la distribution et la vente d'héroïne. Bien qu'elle ne soit pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de drogue a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites. Les opioïdes de synthèse sont considérés comme appartenant à la catégorie des drogues de synthèse (voir ci-dessous).

### COMMERCE DE COCAÏNE

Comme pour l'héroïne, la production, la distribution et la vente de cocaïne et de ses dérivés sont couvertes par l'Indice. Bien qu'elle ne soit pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de drogue a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites.

### COMMERCE DE CANNABIS

La culture, la distribution et la vente illicites d'huile, de résine, d'herbe ou de feuilles de cannabis sont couvertes par l'Indice. Bien qu'elle ne soit pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de drogue a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites. Constatant la légalisation croissante de la production, de la vente et de la consommation de cannabis dans plusieurs pays, l'Indice s'est concentré uniquement sur les domaines où une activité était criminalisée ou des groupes criminels étaient impliqués dans la chaîne d'approvisionnement.

### COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE

Comme pour les autres marchés de drogues illicites, la production, la distribution et la vente de drogues de synthèse sont prises en compte dans l'Indice. Notamment, les opioïdes de synthèse, tels que le Tramadol, ainsi que les stimulants de type amphétamine, les méthamphétamines et le Fentanyl sont inclus dans ce marché criminel, ainsi que tout autre stupéfiant inclus dans le Protocole de 1972 modifiant la Convention unique sur les stupéfiants, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Bien que n'étant pas en soi une forme de crime organisé, la consommation de ces drogues a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites. Les « produits médicaux de qualité inférieure ou falsifiés », tels que décrits par l'Organisation mondiale de la Santé, ont été exclus.

## Définitions des acteurs de la criminalité

### GROUPES DE TYPE MAFIEUX

Ce terme désigne les groupes criminels organisés clairement définis. Cette typologie comprend également les milices et les groupes de guérilla principalement financés par des activités illicites. Il existe quatre caractéristiques déterminantes d'un groupe de type mafieux : un nom connu, un chef défini, une emprise territoriale et une appartenance identifiable.

### RÉSEAUX CRIMINELS

Ce terme désigne un réseau informel d'associés criminels se livrant à des activités criminelles. Cela comprend également les groupes relativement petits qui ne contrôlent pas de territoire et n'ont pas de nom ou de chef connus. Ils sont impliqués dans le trafic de marchandises, mais n'ont pas d'emprise territoriale ni aucune des autres caractéristiques

des groupes de type mafieux. Essentiellement, les réseaux et les entrepreneurs criminels sont définis par leur incapacité à répondre aux caractéristiques déterminantes des groupes de type mafieux.

### ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT

Ce terme désigne des acteurs de la criminalité qui sont intégrés et agissent depuis l'intérieur de l'appareil d'État.

### ACTEURS ÉTRANGERS

Ce terme désigne des acteurs de la criminalité étatiques ou non étatiques opérant en dehors de leur pays d'origine. Cela peut inclure non seulement des ressortissants étrangers, mais aussi divers groupes de la diaspora qui se sont implantés dans le pays depuis plusieurs générations.

## Définitions des indicateurs de résilience

### Leadership politique et gouvernance

#### LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE

Ce terme fait référence au rôle du gouvernement d'un État en matière de lutte contre le crime organisé et à son efficacité à cet égard. Une gouvernance et un leadership politique forts indiquent une plus grande résilience de l'État face au crime organisé.

Les gouvernements guident les citoyens en fonction de la position de l'État, en défendant son rôle dans la lutte contre le phénomène en définissant les bases de

l'action. La tribune pour diffuser le discours sur la lutte contre le crime organisé reflète, dans une certaine mesure, le degré de priorité accordé à ce problème dans l'agenda national.

La gouvernance est fonction de la relation entre l'État et les populations gouvernées. Les dirigeants transmettent des messages qui sont considérés comme légitimes, et qui fédèrent la société.

La confiance des individus dans ceux qui les gouvernent est parfois directement liée aux conflits dans une société. La présence de la criminalité organisée peut réduire fortement la capacité de

gouvernance et la légitimité du gouvernement aux yeux de la population. Lorsqu'il n'y a pas ou peu de confiance dans le gouvernement, la société peut devenir instable, créant ainsi des opportunités (supplémentaires) pour le crime organisé de combler le vide entre l'État et ses populations.

#### RÉSILIENCE

L'Indice définit la « résilience » comme la capacité de résister et de perturber les activités criminelles organisées dans leur ensemble, plutôt que des marchés individuels, par le biais de mesures politiques, économiques, juridiques et sociales. La résilience fait référence aux mesures prises par les pays à la fois par les acteurs étatiques et non étatiques.

## TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Ce terme fait référence à la mesure dans laquelle un État met en place des mécanismes de surveillance pour empêcher la collusion étatique dans des activités illicites. En d'autres termes, il s'agit de savoir si l'État permet ou non de réduire la corruption et de dissimuler le contrôle illégitime du pouvoir ou des ressources, y compris les ressources liées au crime organisé.

Les gouvernements, en tant que représentants des citoyens, sont chargés de superviser et de maintenir la loi et l'ordre social. En cas de violation de ce contrat, la confiance des citoyens dans les institutions de l'État est ébranlée (ce qui peut entraîner une vulnérabilité face au crime organisé) et l'État peut être considéré comme complice. Les efforts visant à accroître la transparence, tels que l'affectation de ressources suffisantes pour la lutte contre la corruption, permettent de limiter les possibilités pour les criminels organisés d'exercer leur influence. Ainsi, plus un gouvernement est transparent, plus un État résiste au crime organisé.

## COOPÉRATION INTERNATIONALE

Ce terme désigne les structures et les processus d'interaction, d'élaboration de politiques et de mise en œuvre concrète par les pays au-delà du niveau national afin de répondre au crime organisé. Une forte coopération internationale est le signe d'une grande résilience de l'État.

Alors que le crime organisé est un phénomène de plus en plus transnational, avec des acteurs et des chaînes d'approvisionnement capables de traverser les frontières nationales et continentales, il est essentiel que les États collaborent à l'échelle mondiale pour lutter contre cette menace.

La ratification (et l'opportunité d'une ratification) des traités internationaux pertinents en matière de crime organisé implique la volonté des États d'apporter des réponses au problème, dans le respect des normes internationales. Ces traités sont :

- La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses trois protocoles
- La Convention des Nations Unies contre la corruption
- La Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, 1988
- La Convention unique sur les stupéfiants, 1961
- La Convention sur les substances psychotropes, 1971
- Le Traité sur le commerce des armes
- La CITES

Au niveau international, pour les États membres, ces instruments constituent une base juridique suffisante pour mettre en œuvre des mesures de lutte contre le crime organisé. Ces mesures incluent la coopération en matière pénale, en particulier l'entraide judiciaire, l'extradition, le transfert des détenus condamnés et la confiscation transfrontalière d'avoirs. L'existence de telles structures et politiques, ainsi que la preuve de leur utilisation efficace, permettent une plus grande résilience de l'État face au crime organisé.

## POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES

La coopération internationale est une composante essentielle de la lutte contre le crime organisé, car elle établit la base des réponses nationales. Ainsi, les politiques et législations nationales désignent l'action juridique et les structures mises en place par l'État pour lutter contre le crime organisé. Ces stratégies et législations nationales en matière de criminalité organisée sont adaptées aux besoins de l'État, à sa tradition juridique et à ses conditions sociales, économiques, culturelles et géographiques. Leur existence reflète une plus grande résilience de l'État face au crime organisé.

## Justice pénale et sécurité

### SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION

Ce terme désigne la capacité du système judiciaire d'un État à faire effectivement appliquer les jugements rendus dans les affaires liées au crime organisé. Ceci repose sur le fait que l'État dispose de ressources suffisantes et qu'il fonctionne de manière indépendante et efficace à tous les niveaux de la chaîne juridique.

Bien que le jugement des affaires soit sa fonction première, la capacité d'exécution est également une composante essentielle des activités d'un pouvoir judiciaire. Pour évaluer la capacité judiciaire d'un État, il convient de prendre en compte des éléments tels que la preuve que les principaux criminels sont poursuivis avec succès et, en particulier, le degré d'influence du crime organisé au sein du système pénitentiaire.

Lorsque le système pénitentiaire est sous l'emprise du crime organisé, cela se répercute de manière significative sur le score.

Ainsi, si le fait de disposer de plus de ressources et d'indépendance pour juger les affaires de criminalité organisée augmente la résilience d'un État, une impunité élevée la diminue.

### FORCES DE L'ORDRE

Ce terme fait référence à la capacité de l'État à enquêter, à obtenir des renseignements, à protéger et à faire respecter ses règles et procédures en matière de criminalité organisée. En tant que première ligne du système judiciaire pénal d'un État, les forces de l'ordre et le renseignement sont souvent en contact direct avec les activités du crime organisé. Afin de traduire en justice les criminels, la capacité des forces de l'ordre d'un État à lutter contre le crime organisé repose sur le fait de disposer de ressources suffisantes et de savoir si l'État a investi dans des mécanismes d'application de la loi spécifiquement adaptés au crime organisé. On peut donc dire qu'un État ayant des capacités accrues en matière de maintien de l'ordre résiste mieux au crime organisé.

### INTÉGRITÉ TERRITORIALE

Ce terme fait référence à la capacité d'un État à contrôler son territoire et ses infrastructures contre les activités criminelles organisées, notamment les effectifs de contrôle aux frontières.

La localisation et la géographie d'un pays peuvent augmenter le risque d'exploitation par des groupes criminels organisés. Les frontières étendues étant plus difficilement contrôlables, les criminels ont plus de facilité à faire passer des marchandises illicites et des personnes sans se faire remarquer. Le niveau d'engagement économique d'un État au niveau international, caractérisé par des éléments tels que ses infrastructures portuaires et aéroportuaires, peut augmenter la possibilité de transporter des marchandises et des personnes (à la fois légitimement et illégalement) entre les pays.

Ainsi, plus les États mettent en œuvre des ressources et des structures pour gérer leur intégrité territoriale contre le crime organisé, plus leur résilience est élevée.

## Action économique et financière

### LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Ce terme désigne la capacité d'un État à mettre en œuvre des mesures juridiques, réglementaires et opérationnelles pour lutter contre le blanchiment d'argent et d'autres menaces liées à l'intégrité de son système financier.

Les profits que les criminels tirent du crime organisé sont souvent dissimulés et acheminés par des entreprises légales. En développant des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, les États deviennent plus résilients face à la menace du blanchiment d'argent, qui est potentiellement à la base de toutes les formes de criminalité organisée.

Le Groupe d'action financière (Financial Action Task Force) est un organe décisionnel qui a élaboré un ensemble de recommandations reconnues comme la norme internationale pour la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Elles constituent la base d'une réponse coordonnée à ces menaces pesant sur le système financier. Les États sont évalués par le biais d'évaluations réciproques entre pays afin de déterminer leur niveau de conformité à ces normes internationales. Plus la conformité est élevée, plus les États sont résilients face au crime organisé.

### CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE

Ce terme fait référence à la capacité à contrôler, à gérer l'économie et à réglementer les transactions financières et économiques (tant au niveau national qu'international) afin que le commerce puisse prospérer dans le respect de l'État de droit. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un acteur a mis en place et peut superviser efficacement les mécanismes qui garantissent des transactions économiques et des entreprises fonctionnant de manière prévisible et équitable, sans distorsion, notamment les activités criminelles telles que l'extorsion et la taxation illicite.

Lorsque les acteurs sont capables de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et réglementations

solides qui favorisent le développement du secteur privé, cela offre des possibilités d'expansion aux entreprises légitimes et réglementées. Par ailleurs, cela décourage l'émergence d'entreprises informelles et illégales, ou empêche que des groupes criminels influencent abusivement les forces économiques, par le biais de réglementations parallèles, d'extorsions ou autres pratiques criminelles.

Il a été démontré que les États qui sont frappés de sanctions durables par la communauté internationale développent des moyens illicites pour contourner ou atténuer l'impact de ces sanctions.

Plus le nombre de réglementations économiques saines en place est élevé et plus le nombre et la durée des sanctions imposées à un État sont faibles, plus celui-ci est résilient face au crime organisé.

## Société civile et protection sociale

### SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS

Ce terme désigne l'existence d'une assistance fournie aux victimes de diverses formes de crime organisé (par exemple, la traite des personnes, le trafic de drogue, l'extorsion ou la fraude).

Les mécanismes de soutien, les programmes de soins ainsi que les ressources allouées à ces initiatives créent un environnement dans lequel les citoyens peuvent se rétablir plus rapidement après avoir subi les effets des activités criminelles organisées.

Des initiatives telles que les programmes de protection des témoins sont aussi essentielles et souvent le seul moyen de poursuivre avec succès les criminels. Plus ces programmes de soutien sont mis en place, plus les États sont résilients face au crime organisé.

### PRÉVENTION

Ce terme désigne l'existence de stratégies, de mesures, de systèmes d'affectation de ressources, de programmes et de processus visant à prévenir le crime organisé. Alors que la prévention concerne principalement les initiatives de l'État, ces cadres utilisent souvent une approche holistique des

mesures préventives par le biais de la sensibilisation communautaire, reconnaissant que les citoyens engagés dans la prévention du crime organisé contribuent à rendre l'État plus résilient.

Grâce à la prévention, les États peuvent mettre en place des mesures de protection contre le crime organisé en modifiant les comportements des groupes vulnérables et en réduisant la demande d'activités illicites. Ainsi, plus le programme de prévention d'un État est solide, plus il résiste au crime organisé.

### ACTEURS NON ÉTATIQUES

Du point de vue de la résilience, les acteurs non étatiques jouent un rôle dans la lutte contre le crime organisé. Ils complètent l'action des gouvernements en assurant un contrepois pour plus de résilience face au crime organisé. L'indicateur « Acteurs non étatiques » est également une mesure du degré auquel les organisations de la société civile sont capables et autorisées à jouer un rôle dans la lutte contre le crime organisé à tous les niveaux, du soutien aux victimes à la prévention du crime.

Les organisations de la société civile sont engagées dans les communautés locales, où l'appropriation des initiatives contre le crime organisé est formée, conduisant à des mesures de réponse plus durables. De même, les médias jouent un rôle essentiel dans la responsabilisation des gouvernements et la voix des communautés en mobilisant la société civile contre la menace du crime organisé parmi les populations locales. Ainsi, plus un État a de capacités de société civile, plus il est résilient face au crime organisé.

## ANNEXE 3

# Tableaux de classement



# Classement

## Scores de criminalité

PAYS	SCORE	PAYS	SCORE
1. RÉP. DÉM. DU CONGO	7,75	38. OUGANDA	6,14
2. COLOMBIE	7,66	39. YÉMEN	6,13
3. MYANMAR	7,59	40. NICARAGUA	6,06
4. MEXIQUE	7,56	41. CHINE	6,01
5. NIGERIA	7,15	41. GHANA	6,01
6. IRAN	7,10	41. NIGER	6,01
7. AFGHANISTAN	7,08	41. ARABIE SAOUDITE	6,01
8. IRAK	7,05	45. MONTÉNÉGRO	6,00
9. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	7,04	46. SALVADOR	5,94
10. HONDURAS	6,98	46. MALAISIE	5,94
11. KENYA	6,95	48. JAMAÏQUE	5,91
12. TURQUIE	6,89	49. BOSNIE-HERZÉGOVINE	5,89
13. PHILIPPINES	6,84	49. MALI	5,89
13. SYRIE	6,84	51. TCHAD	5,86
15. LIBAN	6,76	52. CAMBODGE	5,83
16. PARAGUAY	6,70	53. ITALIE	5,81
17. PANAMA	6,68	54. SOMALIE	5,79
18. VENEZUELA	6,64	55. ESPAGNE	5,78
19. AFRIQUE DU SUD	6,63	56. THAÏLANDE	5,76
20. LIBYE	6,55	57. ÉMIRATS ARABES UNIS	5,75
21. MOZAMBIQUE	6,53	58. HAÏTI	5,73
22. BRÉSIL	6,50	59. FRANCE	5,66
23. GUATEMALA	6,48	59. ZIMBABWE	5,66
24. SOUDAN	6,46	61. ALBANIE	5,63
25. INDONÉSIE	6,38	62. TADJIKISTAN	5,61
26. PÉROU	6,35	63. MADAGASCAR	5,59
27. SOUDAN DU SUD	6,34	64. INDE	5,53
28. CAMEROUN	6,31	65. LAOS	5,51
29. PAKISTAN	6,28	66. ÉTATS-UNIS	5,50
29. VIETNAM	6,28	67. BURKINA FASO	5,49
31. ÉQUATEUR	6,25	68. GUINÉE-BISSAU	5,45
32. RUSSIE	6,24	69. PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	5,44
33. SERBIE	6,21	70. BULGARIE	5,43
34. UKRAINE	6,18	71. SIERRA LEONE	5,40
35. NÉPAL	6,16	72. KIRGHIZISTAN	5,33
36. CÔTE D'IVOIRE	6,15	72. TOGO	5,33
36. TANZANIE	6,15	74. MACÉDOINE DU NORD	5,31

PAYS	SCORE
75. ANGOLA	5,29
76. BÉNIN	5,25
77. QATAR	5,21
78. GUINÉE	5,20
- KOSOVO	5,19
79. ÉGYPTÉ	5,16
80. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5,15
81. KOWEÏT	5,14
82. GUYANA	5,10
83. AZERBAÏDJAN	5,08
83. BIÉLORUSSIE	5,08
85. CROATIE	5,06
86. LIBÉRIA	5,05
87. CONGO, RÉP.	5,03
88. COSTA RICA	4,99
89. BANGLADESH	4,98
90. OUZBÉKISTAN	4,96
91. TRINITÉ-ET-TOBAGO	4,94
92. GRÈCE	4,93
92. ZAMBIE	4,93
94. CORÉE, RÉP.	4,91
95. GABON	4,90
95. ALLEMAGNE	4,90
95. IRLANDE	4,90
95. SURINAME	4,90
99. ROYAUME-UNI	4,89
100. BAHREÏN	4,83
100. GAMBIE	4,83
102. SÉNÉGAL	4,81
103. ÉTHIOPIE	4,79
103. MAROC	4,79
105. RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	4,78
106. JORDANIE	4,71
107. PAYS-BAS	4,69
107. SLOVAQUIE	4,69
109. MALTE	4,65
110. BELIZE	4,64
110. SRI LANKA	4,64
112. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4,63
113. TURKMÉNISTAN	4,61

PAYS	SCORE
114. CHILI	4,60
115. ROUMANIE	4,59
116. SUÈDE	4,56
117. PORTUGAL	4,55
118. JAPON	4,53
119. ALGÉRIE	4,51
119. BURUNDI	4,51
119. MAURICE	4,51
122. HONGRIE	4,50
123. MOLDAVIE	4,45
124. ISRAËL	4,41
125. ARGENTINE	4,38
125. MAURITANIE	4,38
127. BELGIQUE	4,34
127. ÉRYTHRÉE	4,34
127. SUISSE	4,34
130. NAMIBIE	4,33
131. BOLIVIE	4,30
132. SLOVÉNIE	4,29
133. KAZAKHSTAN	4,26
134. CHYPRE	4,19
135. ÎLES SALOMON	4,15
136. OMAN	4,14
137. GUINÉE ÉQUATORIALE	4,11
138. SAINT-CRISTOPHE-ET-NIÉVÈS	4,10
139. SAINTE-LUCIE	4,09
140. MALDIVES	4,06
141. AUTRICHE	4,04
141. CAP-VERT	4,04
143. MONGOLIE	4,01
143. POLOGNE	4,01
145. AUSTRALIE	4,00
146. DJIBOUTI	3,99
147. TIMOR ORIENTAL	3,96
148. FIDJI	3,90
148. LESOTHO	3,90
150. COMORES	3,86
150. DANEMARK	3,86
152. MALAWI	3,83
153. NORVÈGE	3,81
154. BAHAMAS	3,79

PAYS	SCORE
154. TUNISIE	3,79
156. TONGA	3,78
157. BOTSWANA	3,71
158. BHOUTAN	3,69
159. RWANDA	3,68
159. SEYCHELLES	3,68
161. CANADA	3,66
162. ESWATINI	3,63
163. ESTONIE	3,60
164. LETTONIE	3,51
165. CUBA	3,44
166. ISLANDE	3,39
167. ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,34
168. LITUANIE	3,31
169. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	3,30
169. SAINT-VINCENT- ET-LES-GRENADINES	3,30
171. ARMÉNIE	3,26
172. NOUVELLE-ZÉLANDE	3,25
173. BARBADE	3,21
174. SINGAPOUR	3,13
175. GRENADE	3,05
176. SAINT-MARIN	3,01
177. ANDORRE	2,96
177. GÉORGIE	2,96
179. PALAOS	2,94
180. BRUNEI	2,76
181. FINLANDE	2,71
182. URUGUAY	2,69
183. DOMINIQUE	2,63
184. MONACO	2,43
185. LUXEMBOURG	2,36
186. KIRIBATI	2,35
187. ÎLES MARSHALL	2,31
188. VANUATU	2,20
189. SAMOA	2,04
190. LIECHTENSTEIN	1,88
191. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1,78
192. NAURU	1,76
193. TUVALU	1,54

## Scores des marchés criminels

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	TRAFIC D'ARMES	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE
1. MEXIQUE	8,00	7,5	8,5	8,0	7,5	7,0
2. COLOMBIE	7,20	7,5	7,0	8,0	6,0	7,0
3. NIGERIA	7,05	7,5	6,0	8,0	6,0	6,5
3. MYANMAR	7,05	6,5	7,5	8,0	7,0	8,0
5. IRAN	6,95	7,5	8,0	8,0	4,5	4,0
6. ARABIE SAOUDITE	6,90	8,5	7,5	8,0	5,0	7,0
6. AFGHANISTAN	6,90	8,5	8,0	8,5	6,0	4,0
8. ÉMIRATS ARABES UNIS	6,75	8,5	6,5	6,5	5,5	7,5
9. KENYA	6,65	7,5	7,0	7,5	6,0	7,0
10. TANZANIE	6,55	6,5	6,5	5,5	7,5	8,0
11. BRÉSIL	6,50	5,0	4,0	8,0	8,5	8,5
11. RÉP. DÉM. DU CONGO	6,50	7,0	5,5	9,0	8,5	8,0
13. THAÏLANDE	6,40	6,5	7,0	5,5	6,5	8,0
13. TURQUIE	6,40	7,0	9,0	9,0	4,0	3,0
15. PANAMA	6,35	8,0	5,5	6,5	6,0	8,0
15. IRAK	6,35	8,0	8,5	9,0	1,5	4,5
17. INDE	6,30	7,0	6,0	5,5	5,5	8,0
17. PHILIPPINES	6,30	7,0	5,0	7,5	7,0	7,5
17. PAKISTAN	6,30	8,0	7,0	8,0	4,5	5,0
20. MALAISIE	6,25	6,5	7,0	5,5	6,0	8,0
20. CAMEROUN	6,25	6,5	5,5	6,5	7,0	7,5
22. PÉROU	6,20	7,0	6,0	5,5	7,0	5,5
23. KOWEÏT	6,15	8,0	6,5	6,5	5,5	6,0
23. GHANA	6,15	6,5	5,0	5,0	6,5	6,0
23. CAMBODGE	6,15	7,5	6,5	5,0	8,0	8,0
23. MALI	6,15	7,0	6,0	8,0	5,0	5,5
27. RUSSIE	6,10	6,5	6,0	4,5	7,5	7,5
27. LIBYE	6,10	9,5	8,0	9,5	1,0	3,5
29. VIETNAM	6,05	6,5	7,0	4,0	6,5	8,5
29. CÔTE D'IVOIRE	6,05	6,5	6,5	7,0	6,0	6,5
29. MOZAMBIQUE	6,05	4,0	5,0	5,5	8,0	8,0
29. SYRIE	6,05	8,5	8,5	9,0	1,5	3,5
33. AFRIQUE DU SUD	6,00	4,5	4,0	8,0	3,5	7,5
33. ÉQUATEUR	6,00	6,0	5,5	7,5	6,0	6,0
33. INDONÉSIE	6,00	6,5	6,0	4,5	7,5	8,0
36. GUATEMALA	5,95	6,5	7,0	7,0	4,0	4,0

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE
1. MEXIQUE	8,00	7,5	8,0	9,0	8,0	9,0
2. COLOMBIE	7,20	9,0	5,0	9,5	8,0	5,0
3. NIGERIA	7,05	8,0	6,0	6,5	8,0	8,0
3. MYANMAR	7,05	6,5	9,5	3,5	4,5	9,5
5. IRAN	6,95	8,5	9,0	5,5	6,0	8,5
6. ARABIE SAOUDITE	6,90	7,0	6,5	5,5	6,5	7,5
6. AFGHANISTAN	6,90	8,0	9,5	1,0	7,0	8,5
8. ÉMIRATS ARABES UNIS	6,75	6,0	7,0	6,0	6,5	7,5
9. KENYA	6,65	7,0	7,5	6,0	6,5	4,5
10. TANZANIE	6,55	6,5	7,5	5,0	7,0	5,5
11. BRÉSIL	6,50	8,0	2,0	9,0	8,0	4,0
11. RÉP. DÉM. DU CONGO	6,50	9,0	4,0	4,5	7,0	2,5
13. THAÏLANDE	6,40	6,0	7,5	4,0	5,0	8,0
13. TURQUIE	6,40	9,5	8,0	4,0	5,0	5,5
15. PANAMA	6,35	6,0	5,0	8,5	5,0	5,0
15. IRAK	6,35	9,0	6,0	5,0	6,0	6,0
17. INDE	6,30	7,0	6,5	3,5	7,5	6,5
17. PHILIPPINES	6,30	8,0	4,0	3,5	4,5	9,0
17. PAKISTAN	6,30	5,5	8,5	3,0	7,0	6,5
20. MALAISIE	6,25	5,5	6,5	5,0	5,0	7,5
20. CAMEROUN	6,25	7,5	4,5	3,5	7,0	7,0
22. PÉROU	6,20	9,0	3,5	9,0	5,5	4,0
23. KOWEÏT	6,15	6,0	5,0	4,5	6,5	7,0
23. GHANA	6,15	7,5	6,0	6,5	5,5	7,0
23. CAMBODGE	6,15	8,0	4,0	2,5	4,5	7,5
23. MALI	6,15	7,5	3,0	6,0	7,0	6,5
27. RUSSIE	6,10	5,0	7,0	4,5	5,0	7,5
27. LIBYE	6,10	8,5	2,5	4,0	7,5	7,0
29. VIETNAM	6,05	6,0	7,0	4,0	4,5	6,5
29. CÔTE D'IVOIRE	6,05	7,5	3,5	5,0	6,0	6,0
29. MOZAMBIQUE	6,05	8,0	7,5	3,5	4,0	7,0
29. SYRIE	6,05	7,0	3,0	2,5	7,5	9,5
33. AFRIQUE DU SUD	6,00	7,5	7,5	5,5	3,5	8,5
33. ÉQUATEUR	6,00	6,5	6,0	7,0	4,0	5,5
33. INDONÉSIE	6,00	7,5	3,5	4,0	6,5	6,0
36. GUATEMALA	5,95	2,5	7,5	8,5	6,5	6,0

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	TRAFIC D'ARMES	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE
37. CHINE	5,90	6,5	6,0	2,5	8,5	9,0
37. LIBAN	5,90	8,5	6,5	7,5	1,5	3,0
37. PARAGUAY	5,90	7,0	6,0	8,5	6,0	6,5
37. NIGER	5,90	7,0	7,0	8,0	2,0	4,5
41. QATAR	5,80	8,0	6,0	6,5	5,0	6,5
42. FRANCE	5,70	6,0	6,5	6,0	4,0	5,5
42. HONDURAS	5,70	6,5	6,5	6,0	7,0	6,0
42. NÉPAL	5,70	7,0	6,5	6,0	7,0	7,0
42. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5,70	7,5	4,5	8,5	6,5	8,0
46. BAHRÉÏN	5,65	7,5	5,5	5,5	4,0	6,0
46. OUGANDA	5,65	7,0	5,0	6,5	6,0	6,5
46. LAOS	5,65	6,5	6,5	4,5	8,0	8,0
46. VENEZUELA	5,65	7,5	7,5	8,0	2,5	2,5
50. UKRAINE	5,60	7,0	6,5	8,0	6,5	4,0
51. SERBIE	5,55	5,0	6,5	7,5	4,0	4,0
51. SOUDAN	5,55	8,0	7,5	8,5	1,5	5,5
53. ÉTATS-UNIS	5,50	5,5	4,5	6,5	2,5	5,5
53. NICARAGUA	5,50	6,0	5,5	6,0	6,0	6,0
55. HAÏTI	5,45	6,5	6,5	5,5	6,5	4,0
56. BURKINA FASO	5,35	6,0	4,0	8,0	4,0	6,0
56. TCHAD	5,35	7,0	7,0	8,0	1,5	3,5
58. ESPAGNE	5,30	7,0	7,0	4,0	3,5	5,0
58. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5,30	6,0	6,0	4,0	4,5	4,0
58. MADAGASCAR	5,30	6,0	3,0	4,5	7,5	7,0
58. RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	5,30	8,0	6,5	9,0	1,0	3,0
58. SOUDAN DU SUD	5,30	8,5	5,5	8,0	7,5	7,0
63. ITALIE	5,25	7,0	6,5	5,5	2,5	3,5
63. ALBANIE	5,25	5,0	6,5	4,5	4,5	3,5
63. BÉNIN	5,25	6,0	4,0	5,5	6,0	5,5
66. ANGOLA	5,20	6,0	4,0	6,0	7,0	4,5
66. ZIMBABWE	5,20	5,5	3,5	4,0	5,5	7,5
68. GAMBIE	5,15	7,0	5,0	2,5	7,0	3,5
68. BOSNIE-HERZÉGOVINE	5,15	5,5	7,0	6,0	4,5	4,0
68. GUINÉE	5,15	7,0	3,0	6,0	4,5	6,0
71. BULGARIE	5,10	6,0	5,0	3,5	5,5	5,0
71. LIBÉRIA	5,10	6,0	3,0	4,5	5,5	6,0
71. TADJIKISTAN	5,10	6,5	6,0	4,0	2,5	3,5
74. BELGIQUE	5,05	5,0	5,5	5,5	2,5	3,5
74. ROUMANIE	5,05	6,5	5,5	3,5	6,0	5,0

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOU- VELABLES	COMMERCE D'HEROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE
37. CHINE	5,90	4,5	6,5	3,5	4,0	8,0
37. LIBAN	5,90	5,0	4,0	6,0	9,0	8,0
37. PARAGUAY	5,90	3,5	1,0	7,0	9,0	4,5
37. NIGER	5,90	7,5	3,0	6,0	7,0	7,0
41. QATAR	5,80	5,0	4,5	4,0	6,0	6,5
42. FRANCE	5,70	4,5	6,0	6,5	6,5	5,5
42. HONDURAS	5,70	5,0	2,0	7,5	7,5	3,0
42. NÉPAL	5,70	6,5	4,5	3,5	5,0	4,0
42. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5,70	9,0	1,5	1,5	3,0	7,0
46. BAHREÏN	5,65	6,5	5,0	4,0	6,0	6,5
46. OUGANDA	5,65	7,0	5,0	3,5	6,0	4,0
46. LAOS	5,65	1,5	7,0	2,5	4,0	8,0
46. VENEZUELA	5,65	9,0	2,0	9,0	7,0	1,5
50. UKRAINE	5,60	7,0	5,0	3,5	5,0	3,5
51. SERBIE	5,55	4,0	7,0	5,5	6,0	6,0
51. SOUDAN	5,55	7,5	2,0	2,5	8,0	4,5
53. ÉTATS-UNIS	5,50	4,5	6,5	7,0	5,0	7,5
53. NICARAGUA	5,50	6,0	2,5	7,5	6,0	3,5
55. HAÏTI	5,45	6,0	2,0	8,0	6,0	3,5
56. BURKINA FASO	5,35	8,5	4,0	4,0	3,0	6,0
56. TCHAD	5,35	7,0	2,0	4,5	6,0	7,0
58. ESPAGNE	5,30	2,0	6,5	7,0	7,0	4,0
58. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5,30	4,5	6,5	8,0	5,0	4,5
58. MADAGASCAR	5,30	7,5	7,0	2,5	6,0	2,0
58. RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	5,30	7,0	3,5	2,0	6,0	7,0
58. SOUDAN DU SUD	5,30	8,0	2,0	1,5	4,0	1,0
63. ITALIE	5,25	5,5	4,5	7,5	5,0	5,0
63. ALBANIE	5,25	5,5	6,0	7,0	7,0	3,0
63. BÉNIN	5,25	5,0	4,5	6,0	4,0	6,0
66. ANGOLA	5,20	8,5	3,0	6,0	4,5	2,5
66. ZIMBABWE	5,20	8,0	4,0	3,0	6,0	5,0
68. GAMBIE	5,15	4,5	4,5	6,5	7,0	4,0
68. BOSNIE-HERZÉGOVINE	5,15	3,0	6,0	4,5	5,5	5,5
68. GUINÉE	5,15	6,5	2,5	7,0	4,5	4,5
71. BULGARIE	5,10	5,0	6,0	4,0	5,0	6,0
71. LIBÉRIA	5,10	6,5	5,0	5,5	6,0	3,0
71. TADJIKISTAN	5,10	7,0	8,5	2,0	6,0	5,0
74. BELGIQUE	5,05	3,0	4,0	7,5	6,5	7,5
74. ROUMANIE	5,05	4,0	5,5	5,5	4,5	4,5

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	TRAFIC D'ARMES	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE
74. SIERRA LEONE	5,05	5,0	4,0	3,5	6,5	6,5
77. PAYS-BAS	5,00	5,5	4,5	5,0	3,0	4,0
77. SÉNÉGAL	5,00	5,0	5,0	4,5	7,5	7,0
77. MACÉDOINE DU NORD	5,00	5,5	6,5	4,5	4,0	3,5
77. MONTÉNÉGRO	5,00	4,5	5,5	6,0	3,0	4,5
77. SALVADOR	5,00	7,0	6,5	7,0	5,0	5,5
77. PAPOUASIE- NOUVELLE-GUINÉE	5,00	7,0	4,0	5,5	8,0	5,0
77. YÉMEN	5,00	8,5	7,5	9,0	2,5	4,0
- KOSOVO	5,00	6,0	5,5	5,5	4,0	4,0
84. ÉTHIOPIE	4,95	6,0	6,5	7,0	3,5	5,5
84. MAROC	4,95	5,5	6,5	3,0	3,0	4,5
84. BANGLADESH	4,95	8,0	6,0	5,0	4,0	5,0
84. ÉGYPTE	4,95	5,5	5,5	7,0	1,0	5,0
88. OMAN	4,90	6,0	4,0	5,0	5,0	5,0
88. TOGO	4,90	6,0	3,5	4,0	5,0	6,0
88. GUINÉE-BISSAU	4,90	5,5	2,5	5,5	8,5	5,5
91. COSTA RICA	4,85	5,0	5,0	5,0	5,0	6,0
92. ALLEMAGNE	4,80	5,5	7,0	6,0	1,5	3,5
92. CONGO, RÉP.	4,80	6,5	4,5	5,0	8,0	7,0
92. GABON	4,80	5,5	5,5	4,5	8,5	7,0
95. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4,75	5,0	5,0	4,5	3,0	5,5
95. CROATIE	4,75	4,5	6,0	3,5	5,0	2,5
95. HONGRIE	4,75	6,0	6,0	3,5	3,5	4,5
98. GUYANA	4,70	5,5	4,0	5,0	4,5	3,5
99. ALGÉRIE	4,65	4,5	6,5	5,0	2,0	4,5
99. SRI LANKA	4,65	5,5	6,0	5,0	3,0	4,5
101. BOLIVIE	4,60	5,0	2,0	4,0	7,0	5,0
101. ZAMBIE	4,60	5,0	3,0	4,0	8,0	4,5
103. IRLANDE	4,55	4,5	4,0	4,0	2,0	4,0
103. JORDANIE	4,55	6,5	5,5	6,5	3,5	3,5
103. OUZBÉKISTAN	4,55	7,5	6,0	3,0	3,0	3,5
103. SURINAME	4,55	4,0	4,0	5,5	5,0	3,5
107. CHILI	4,45	4,0	4,5	5,5	4,0	4,5
107. SOMALIE	4,45	8,0	7,5	8,5	6,0	4,5
109. ROYAUME-UNI	4,40	6,0	5,0	3,5	2,5	4,0
109. POLOGNE	4,40	5,5	4,5	3,5	2,0	2,5
109. MAURICE	4,40	4,5	3,5	2,0	2,0	3,0
109. KIRGHIZISTAN	4,40	6,5	4,5	3,0	2,0	3,5
109. BIÉLORUSSIE	4,40	7,0	5,5	6,5	3,0	2,0
109. BELIZE	4,40	5,0	5,0	4,5	5,5	4,5

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE
74. SIERRA LEONE	5,05	6,5	2,0	4,5	7,0	5,0
77. PAYS-BAS	5,00	4,0	4,0	7,0	5,5	7,5
77. SÉNÉGAL	5,00	3,5	2,5	6,5	6,0	2,5
77. MACÉDOINE DU NORD	5,00	3,0	6,5	5,0	6,0	5,5
77. MONTÉNÉGRO	5,00	3,5	5,5	7,5	5,5	4,5
77. SALVADOR	5,00	1,5	1,5	7,0	7,0	2,0
77. PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	5,00	5,5	1,0	4,0	5,5	4,5
77. YÉMEN	5,00	7,0	2,5	2,0	3,0	4,0
- KOSOVO	5,00	4,5	6,5	4,5	5,5	4,0
84. ÉTHIOPIE	4,95	5,5	3,0	4,0	5,5	3,0
84. MAROC	4,95	3,0	3,0	6,0	9,0	6,0
84. BANGLADESH	4,95	3,5	4,5	3,0	4,0	6,5
84. ÉGYPTÉ	4,95	4,0	5,5	2,0	7,0	7,0
88. OMAN	4,90	5,5	5,0	3,0	4,5	6,0
88. TOGO	4,90	6,0	3,0	5,0	6,5	4,0
88. GUINÉE-BISSAU	4,90	1,0	5,0	8,0	5,5	2,0
91. COSTA RICA	4,85	6,5	1,0	7,0	4,5	3,5
92. ALLEMAGNE	4,80	2,5	4,5	6,5	5,0	6,0
92. CONGO, RÉP.	4,80	3,5	2,5	5,0	4,0	2,0
92. GABON	4,80	3,0	2,5	2,5	4,0	5,0
95. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4,75	3,0	4,5	4,5	6,0	6,5
95. CROATIE	4,75	4,5	5,0	5,5	5,5	5,5
95. HONGRIE	4,75	3,5	4,5	5,0	5,5	5,5
98. GUYANA	4,70	8,5	2,5	8,0	3,0	2,5
99. ALGÉRIE	4,65	6,5	2,0	3,5	6,5	5,5
99. SRI LANKA	4,65	3,0	6,0	3,0	5,5	5,0
101. BOLIVIE	4,60	8,0	2,0	8,5	2,5	2,0
101. ZAMBIE	4,60	5,5	4,0	3,0	5,0	4,0
103. IRLANDE	4,55	5,0	5,5	6,5	5,0	5,0
103. JORDANIE	4,55	1,5	3,5	3,0	6,0	6,0
103. OUZBÉKISTAN	4,55	6,5	6,5	1,5	4,0	4,0
103. SURINAME	4,55	9,0	1,5	8,5	2,5	2,0
107. CHILI	4,45	2,0	2,0	7,0	6,5	4,5
107. SOMALIE	4,45	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
109. ROYAUME-UNI	4,40	2,0	4,5	6,5	4,5	5,5
109. POLOGNE	4,40	5,5	4,0	4,5	5,5	6,5
109. MAURICE	4,40	4,0	8,0	3,5	5,5	8,0
109. KIRGHIZISTAN	4,40	5,5	7,0	2,0	5,5	4,5
109. BIÉLORUSSIE	4,40	5,0	4,0	2,0	4,0	5,0
109. BELIZE	4,40	3,0	3,5	4,5	5,5	3,0

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	TRAFIC D'ARMES	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE
109. BURUNDI	4,40	8,5	5,5	8,0	2,0	4,5
116. TURKMÉNISTAN	4,35	8,5	5,0	2,0	2,0	3,0
117. SUISSE	4,30	5,0	3,0	6,5	1,5	3,0
118. SUÈDE	4,25	4,5	5,5	6,0	2,0	3,5
118. SLOVAQUIE	4,25	5,5	3,5	4,5	3,5	3,0
118. TRINITÉ-ET-TOBAGO	4,25	6,0	4,0	6,0	1,0	2,0
121. ISRAËL	4,20	5,5	2,5	5,5	1,5	2,0
121. JAMAÏQUE	4,20	5,0	3,0	8,5	1,5	2,0
121. TUNISIE	4,20	4,0	7,0	5,0	3,5	3,5
124. KAZAKHSTAN	4,15	5,5	4,0	2,0	2,0	5,0
124. MALAWI	4,15	4,5	3,5	4,5	4,0	6,0
124. AZERBAÏDJAN	4,15	4,5	3,0	3,0	3,5	3,5
127. PORTUGAL	4,10	4,5	4,0	4,0	3,5	3,5
127. RWANDA	4,10	5,0	2,5	5,0	3,0	5,0
127. GRÈCE	4,10	5,5	7,5	3,5	2,0	2,5
130. JAPON	4,05	5,0	4,5	3,0	4,0	6,0
130. MALTE	4,05	5,0	4,0	2,5	1,0	5,0
130. ÉRYTHRÉE	4,05	9,0	9,5	6,5	1,5	2,0
133. NORVÈGE	4,00	5,0	3,5	3,5	2,5	4,0
133. CUBA	4,00	6,0	6,0	1,5	4,0	3,0
133. MAURITANIE	4,00	7,5	6,0	4,0	1,0	3,5
136. CORÉE, RÉP.	3,95	6,0	4,5	3,5	4,0	4,5
136. AUTRICHE	3,95	4,5	5,0	6,5	2,0	2,5
136. SLOVÉNIE	3,95	4,0	5,5	3,5	2,0	3,0
136. BAHAMAS	3,95	4,5	5,0	4,5	1,0	4,5
140. MONGOLIE	3,90	4,5	3,0	3,5	5,5	4,5
140. NAMIBIE	3,90	3,5	2,5	3,0	6,5	4,5
140. MOLDAVIE	3,90	7,5	4,0	5,0	2,5	2,0
143. DANEMARK	3,85	4,0	4,5	4,0	1,5	2,0
143. COMORES	3,85	5,0	5,5	3,5	3,0	5,5
143. GUINÉE ÉQUATORIALE	3,85	4,5	2,0	5,0	8,5	5,0
146. BOTSWANA	3,80	4,5	3,0	3,0	2,0	7,5
146. FIDJI	3,80	5,0	3,5	2,0	3,0	4,5
148. AUSTRALIE	3,75	3,5	3,0	3,5	3,0	3,5
148. ARGENTINE	3,75	4,0	3,0	3,0	3,0	3,5
148. BHOUTAN	3,75	5,0	3,0	2,0	7,0	5,5
151. CAP-VERT	3,70	4,5	2,0	2,5	2,5	4,0
152. LETTONIE	3,65	4,5	3,5	3,5	1,0	2,0
153. SEYCHELLES	3,60	4,0	3,5	3,5	4,0	4,0
153. DJIBOUTI	3,60	6,0	7,0	6,0	2,0	4,0

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HEROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE
109. BURUNDI	4,40	4,0	3,0	2,5	3,5	2,5
116. TURKMÉNISTAN	4,35	7,0	6,5	1,5	4,0	4,0
117. SUISSE	4,30	7,0	2,5	5,5	5,5	3,5
118. SUÈDE	4,25	2,0	4,0	4,5	5,0	5,5
118. SLOVAQUIE	4,25	3,0	4,5	4,5	5,0	5,5
118. TRINITÉ-ET-TOBAGO	4,25	2,0	3,0	7,5	7,0	4,0
121. ISRAËL	4,20	5,5	3,0	4,5	6,5	5,5
121. JAMAÏQUE	4,20	1,0	3,0	6,0	9,0	3,0
121. TUNISIE	4,20	5,0	2,0	3,0	5,0	4,0
124. KAZAKHSTAN	4,15	4,5	6,5	2,5	4,5	5,0
124. MALAWI	4,15	4,0	4,5	2,5	6,0	2,0
124. AZERBAÏDJAN	4,15	6,0	6,0	3,0	5,0	4,0
127. PORTUGAL	4,10	3,0	4,5	5,0	4,5	4,5
127. RWANDA	4,10	8,0	3,0	2,5	4,0	3,0
127. GRÈCE	4,10	3,0	6,0	3,5	5,0	2,5
130. JAPON	4,05	3,0	2,0	3,0	4,5	5,5
130. MALTE	4,05	5,0	3,0	5,0	4,5	5,5
130. ÉRYTHRÉE	4,05	2,0	3,0	1,5	4,0	1,5
133. NORVÈGE	4,00	3,5	5,0	4,5	4,0	4,5
133. CUBA	4,00	4,0	2,5	4,0	5,0	4,0
133. MAURITANIE	4,00	3,5	1,5	4,5	6,5	2,0
136. CORÉE, RÉP.	3,95	2,0	3,5	3,5	3,0	5,0
136. AUTRICHE	3,95	2,0	4,5	3,5	4,5	4,5
136. SLOVÉNIE	3,95	2,5	4,0	4,5	5,0	5,5
136. BAHAMAS	3,95	2,0	4,0	7,0	4,0	3,0
140. MONGOLIE	3,90	4,0	2,0	2,0	4,0	6,0
140. NAMIBIE	3,90	4,0	3,0	4,5	3,0	4,5
140. MOLDAVIE	3,90	3,0	3,0	2,5	4,5	5,0
143. DANEMARK	3,85	2,0	5,0	5,5	5,0	5,0
143. COMORES	3,85	1,0	4,0	2,0	3,0	6,0
143. GUINÉE ÉQUATORIALE	3,85	6,0	1,5	1,5	3,5	1,0
146. BOTSWANA	3,80	3,5	3,5	3,5	4,0	3,5
146. FIDJI	3,80	2,0	2,0	4,5	5,0	6,5
148. AUSTRALIE	3,75	2,0	3,5	5,0	3,5	7,0
148. ARGENTINE	3,75	3,0	2,0	6,5	6,5	3,0
148. BHOUTAN	3,75	4,5	2,0	1,5	4,0	3,0
151. CAP-VERT	3,70	1,0	4,0	7,0	5,0	4,5
152. LETTONIE	3,65	2,0	4,5	5,0	5,5	5,0
153. SEYCHELLES	3,60	1,0	7,5	3,0	3,0	2,5
153. DJIBOUTI	3,60	2,0	2,5	1,5	3,5	1,5

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	TRAFIC D'ARMES	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE
155. ÎLES SALOMON	3,55	4,0	2,0	3,0	8,0	7,5
155. TIMOR ORIENTAL	3,55	4,0	5,0	4,0	3,0	5,0
155. LESOTHO	3,55	4,0	3,0	3,0	1,0	2,5
158. CHYPRE	3,50	5,5	6,0	2,5	2,5	3,0
158. MALDIVES	3,50	6,0	5,5	2,0	1,0	5,0
160. ESTONIE	3,45	4,5	3,0	3,0	1,5	1,5
160. CANADA	3,45	3,5	4,0	2,5	2,0	3,0
162. ARMÉNIE	3,40	3,5	2,0	2,5	4,0	4,5
163. TONGA	3,30	3,5	1,0	5,0	1,0	3,5
164. NOUVELLE-ZÉLANDE	3,25	3,5	3,5	3,0	2,0	3,5
164. SINGAPOUR	3,25	5,5	2,5	2,0	2,0	5,0
164. ESWATINI	3,25	4,0	3,0	4,0	2,0	2,0
167. SAINT-CHRISTOPHE-ET- NIÉVÈS	3,20	3,0	2,5	5,0	1,5	2,0
168. BRUNEI	3,15	4,5	4,0	2,5	3,0	4,0
169. GÉORGIE	3,05	3,5	2,0	2,0	3,5	3,5
169. SAINTE- LUCIE	3,05	4,0	1,5	5,0	2,0	1,0
169. ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,05	4,0	2,0	3,0	1,0	3,5
172. LITUANIE	3,00	3,5	2,5	2,5	1,0	2,0
172. PALAOS	3,00	4,0	3,0	1,5	1,0	6,5
174. SAINT-VINCENT- ET-LES-GRENADINES	2,85	2,5	1,0	4,0	1,0	2,0
174. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	2,85	5,0	3,0	1,5	1,0	6,5
174. GRENADÉ	2,85	2,0	1,0	3,0	1,0	2,5
177. FINLANDE	2,80	3,0	2,5	2,5	1,0	1,5
178. URUGUAY	2,75	3,0	2,0	2,5	1,0	3,5
178. DOMINIQUE	2,75	2,5	2,5	5,0	1,0	1,0
180. ISLANDE	2,65	4,0	3,0	1,5	1,0	1,5
181. ANDORRE	2,55	2,5	3,0	3,0	1,0	1,0
181. BARBADE	2,55	3,5	2,0	4,0	1,0	1,0
183. ÎLES MARSHALL	2,50	4,5	2,0	1,5	1,0	6,5
184. SAMOA	2,45	3,5	2,0	3,0	1,5	2,0
184. KIRIBATI	2,45	4,5	1,5	2,0	1,0	6,5
186. VANUATU	2,40	2,5	1,5	1,5	3,0	5,5
187. LUXEMBOURG	2,35	3,5	2,0	2,0	1,0	1,5
188. LIECHTENSTEIN	2,00	2,0	1,5	2,5	1,5	1,5
189. SAINT-MARIN	1,90	2,0	1,5	3,0	1,0	1,0
190. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1,80	1,5	1,5	2,0	2,5	2,0
191. TUVALU	1,70	1,5	1,0	1,0	1,0	5,0
192. NAURU	1,65	1,5	2,5	1,0	1,0	3,0
193. MONACO	1,60	1,5	1,0	1,5	1,0	1,0

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE
155. ÎLES SALOMON	3,55	2,5	1,0	2,5	3,5	1,5
155. TIMOR ORIENTAL	3,55	2,0	2,5	2,5	3,5	4,0
155. LESOTHO	3,55	5,5	3,5	5,5	4,5	3,0
158. CHYPRE	3,50	2,0	2,0	4,5	4,0	3,0
158. MALDIVES	3,50	1,0	6,0	3,5	3,0	2,0
160. ESTONIE	3,45	3,0	3,0	3,5	5,0	6,5
160. CANADA	3,45	3,0	5,0	3,5	3,0	5,0
162. ARMÉNIE	3,40	3,5	4,0	2,0	4,0	4,0
163. TONGA	3,30	2,0	1,5	4,0	5,0	6,5
164. NOUVELLE-ZÉLANDE	3,25	1,5	3,0	3,0	4,0	5,5
164. SINGAPOUR	3,25	1,5	4,0	3,0	2,0	5,0
164. ESWATINI	3,25	3,0	3,0	3,0	5,5	3,0
167. SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÉVÈS	3,20	2,0	1,0	7,0	7,0	1,0
168. BRUNEI	3,15	2,0	2,5	1,5	3,5	4,0
169. GÉORGIE	3,05	3,0	3,5	2,0	3,5	4,0
169. SAINTE- LUCIE	3,05	1,0	1,0	7,0	7,0	1,0
169. ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,05	1,5	3,0	6,0	5,0	1,5
172. LITUANIE	3,00	2,0	4,0	4,5	4,0	4,0
172. PALAOS	3,00	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0
174. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	2,85	1,0	1,0	7,5	7,5	1,0
174. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	2,85	1,0	1,0	3,0	3,5	3,0
174. GRENADE	2,85	3,0	1,0	6,5	7,0	1,5
177. FINLANDE	2,80	2,0	3,5	4,0	3,5	4,5
178. URUGUAY	2,75	1,0	2,0	5,0	4,0	3,5
178. DOMINIQUE	2,75	1,0	1,0	6,0	5,0	2,5
180. ISLANDE	2,65	1,0	1,5	4,5	4,0	4,5
181. ANDORRE	2,55	3,5	2,0	3,5	4,5	1,5
181. BARBADE	2,55	2,0	1,0	5,5	4,5	1,0
183. ÎLES MARSHALL	2,50	1,0	1,5	2,0	2,5	2,5
184. SAMOA	2,45	2,0	1,0	2,5	4,5	2,5
184. KIRIBATI	2,45	2,0	1,0	3,0	2,0	1,0
186. VANUATU	2,40	1,5	1,5	2,0	3,0	2,0
187. LUXEMBOURG	2,35	1,5	3,5	3,0	2,5	3,0
188. LIECHTENSTEIN	2,00	1,5	2,0	2,5	3,0	2,0
189. SAINT-MARIN	1,90	1,5	2,0	3,5	2,5	1,0
190. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1,80	1,0	2,0	2,0	2,5	1,0
191. TUVALU	1,70	1,0	1,0	1,5	2,5	1,5
192. NAURU	1,65	3,5	1,0	1,0	1,0	1,0
193. MONACO	1,60	1,5	2,0	2,0	2,5	2,0

## Scores des acteurs de la criminalité

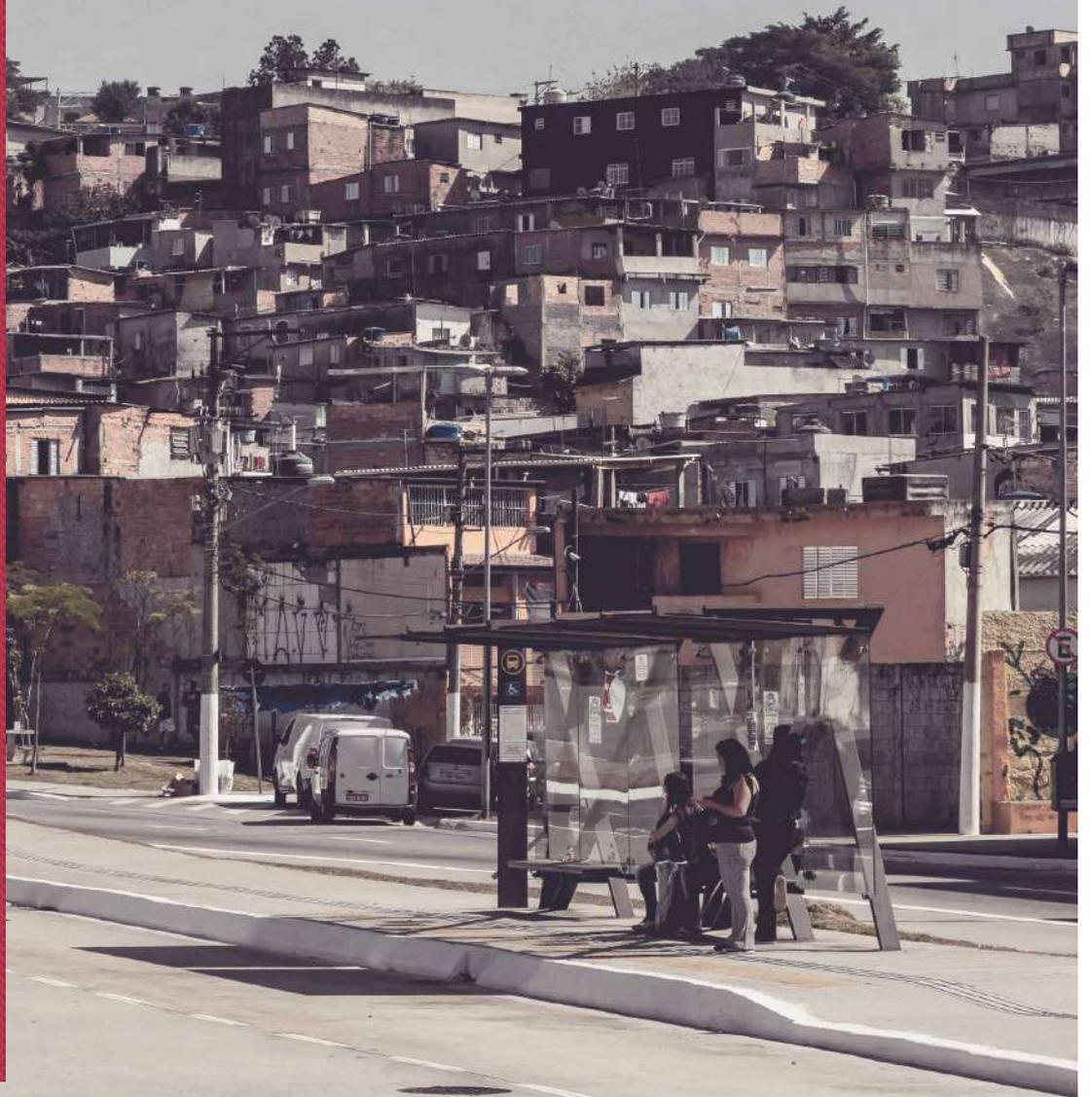
PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS
1. RÉP. DÉM. DU CONGO	9,00	9,0	9,0	9,0	9,0
2. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	8,38	9,0	8,0	8,5	8,0
3. HONDURAS	8,25	8,5	8,0	8,5	8,0
4. COLOMBIE	8,13	9,5	9,0	7,0	7,0
4. MYANMAR	8,13	9,0	7,5	8,5	7,5
6. IRAK	7,75	6,5	7,5	8,0	9,0
7. SYRIE	7,63	4,5	9,0	10,0	7,0
7. LIBAN	7,63	6,0	7,0	9,5	8,0
7. VENEZUELA	7,63	9,5	5,0	9,0	7,0
7. JAMAÏQUE	7,63	8,0	7,5	8,0	7,0
11. PARAGUAY	7,50	6,0	7,5	8,0	8,5
12. TURQUIE	7,38	8,0	7,5	9,0	5,0
12. PHILIPPINES	7,38	8,0	6,0	8,0	7,5
12. SOUDAN	7,38	6,5	7,5	8,0	7,5
12. SOUDAN DU SUD	7,38	4,5	8,0	9,0	8,0
16. NIGERIA	7,25	5,5	9,0	7,5	7,0
16. IRAN	7,25	7,0	7,5	9,5	5,0
16. AFGHANISTAN	7,25	7,5	8,5	9,0	4,0
16. KENYA	7,25	7,0	7,5	8,0	6,5
16. AFRIQUE DU SUD	7,25	7,0	7,0	7,5	7,5
16. YÉMEN	7,25	8,0	7,0	6,0	8,0
22. MEXIQUE	7,13	9,0	9,0	7,0	3,5
22. SOMALIE	7,13	9,5	7,5	7,0	4,5
24. PANAMA	7,00	7,5	7,0	7,5	6,0
24. LIBYE	7,00	8,0	7,5	8,5	4,0
24. MOZAMBIQUE	7,00	3,5	8,0	9,0	7,5
24. GUATEMALA	7,00	7,5	6,0	7,0	7,5
24. MONTÉNÉGRO	7,00	7,5	7,0	7,5	6,0
29. SERBIE	6,88	6,0	7,0	8,0	6,5
29. SALVADOR	6,88	9,5	6,5	7,0	4,5
31. INDONÉSIE	6,75	6,0	7,5	7,5	6,0
31. UKRAINE	6,75	6,0	7,0	8,0	6,0
33. NÉPAL	6,63	4,5	6,5	8,5	7,0
33. OUGANDA	6,63	5,0	7,0	7,5	7,0
33. NICARAGUA	6,63	5,0	6,5	9,0	6,0
33. BOSNIE-HERZÉGOVINE	6,63	4,0	6,5	8,0	8,0

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS
37. BRÉSIL	6,50	7,5	6,5	8,5	3,5
37. PÉROU	6,50	6,0	8,0	7,0	5,0
37. VIETNAM	6,50	6,0	7,0	7,0	6,0
37. ÉQUATEUR	6,50	6,5	5,5	6,5	7,5
41. CAMEROUN	6,38	4,0	7,5	8,0	6,0
41. RUSSIE	6,38	4,5	7,5	8,5	5,0
41. TCHAD	6,38	5,5	6,5	8,5	5,0
41. ITALIE	6,38	9,0	3,0	6,5	7,0
45. PAKISTAN	6,25	6,0	7,5	7,0	4,5
45. CÔTE D'IVOIRE	6,25	3,0	7,0	7,0	8,0
45. ESPAGNE	6,25	6,0	6,5	5,0	7,5
45. KIRGHIZISTAN	6,25	5,5	6,5	8,5	4,5
49. CHINE	6,13	7,0	7,5	7,0	3,0
49. NIGER	6,13	4,0	7,0	8,5	5,0
49. ZIMBABWE	6,13	3,5	7,5	8,0	5,5
49. TADJIKISTAN	6,13	5,5	5,0	9,0	5,0
53. HAÏTI	6,00	8,0	6,0	7,0	3,0
53. ALBANIE	6,00	7,0	7,5	7,0	2,5
53. GUINÉE-BISSAU	6,00	1,0	8,0	8,5	6,5
53. AZERBAÏDJAN	6,00	5,5	5,5	7,5	5,5
57. GHANA	5,88	3,0	6,5	7,5	6,5
57. MADAGASCAR	5,88	4,0	5,0	7,5	7,0
57. PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	5,88	1,0	8,0	8,0	6,5
57. CORÉE, RÉP.	5,88	6,5	6,0	4,5	6,5
61. TANZANIE	5,75	3,0	7,0	7,0	6,0
61. BULGARIE	5,75	4,5	6,5	7,5	4,5
61. SIERRA LEONE	5,75	3,5	5,5	7,0	7,0
61. TOGO	5,75	1,0	7,0	7,5	7,5
61. BIÉLORUSSIE	5,75	4,0	5,0	9,0	5,0
61. GRÈCE	5,75	3,0	6,5	7,5	6,0
67. MALAISIE	5,63	4,5	5,5	6,0	6,5
67. MALI	5,63	3,0	7,0	8,5	4,0
67. FRANCE	5,63	6,0	6,5	3,0	7,0
67. BURKINA FASO	5,63	3,5	6,5	6,5	6,0
67. MACÉDOINE DU NORD	5,63	4,0	6,5	6,0	6,0
67. TRINITÉ-ET-TOBAGO	5,63	6,0	5,0	5,0	6,5
73. CAMBODGE	5,50	2,5	4,0	8,5	7,0

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS
73. ÉTATS-UNIS	5,50	5,0	6,5	5,0	5,5
73. GUYANA	5,50	3,0	5,0	8,0	6,0
76. LAOS	5,38	1,5	6,0	6,0	8,0
76. ANGOLA	5,38	3,0	5,5	8,0	5,0
76. ÉGYPTE	5,38	3,0	5,5	8,0	5,0
76. CROATIE	5,38	4,0	6,5	6,5	4,5
76. OUZBÉKISTAN	5,38	5,0	4,5	7,0	5,0
76. ROYAUME-UNI	5,38	4,0	6,5	3,0	8,0
- KOSOVO	5,38	3,0	6,0	7,0	5,5
82. BÉNIN	5,25	1,0	6,0	6,0	8,0
82. GUINÉE	5,25	1,0	5,0	8,0	7,0
82. CONGO, RÉP.	5,25	3,0	6,0	8,0	4,0
82. ZAMBIE	5,25	3,0	5,0	6,0	7,0
82. IRLANDE	5,25	6,0	5,5	3,0	6,5
82. SURINAME	5,25	2,5	5,0	8,0	5,5
82. MALTE	5,25	1,5	7,0	7,5	5,0
89. ARABIE SAOUDITE	5,13	3,0	6,5	8,0	3,0
89. THAÏLANDE	5,13	1,5	5,0	6,5	7,5
89. COSTA RICA	5,13	6,5	6,0	1,5	6,5
89. SLOVAQUIE	5,13	3,0	6,0	6,5	5,0
89. SAINTE- LUCIE	5,13	5,0	4,0	5,5	6,0
94. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5,00	5,0	5,5	5,5	4,0
94. LIBÉRIA	5,00	3,0	6,0	6,0	5,0
94. BANGLADESH	5,00	5,5	5,5	7,0	2,0
94. ALLEMAGNE	5,00	5,0	6,5	2,0	6,5
94. GABON	5,00	1,0	5,0	8,0	6,0
94. PORTUGAL	5,00	4,5	6,0	4,5	5,0
94. JAPON	5,00	6,5	5,5	3,0	5,0
94. MOLDAVIE	5,00	4,0	4,0	7,0	5,0
94. ARGENTINE	5,00	4,0	6,0	5,0	5,0
94. SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÈVÈS	5,00	1,0	6,5	6,5	6,0
104. JORDANIE	4,88	1,5	7,0	6,5	4,5
104. BELIZE	4,88	6,5	3,5	4,5	5,0
104. TURKMÉNISTAN	4,88	3,0	3,5	8,5	4,5
104. SUÈDE	4,88	5,5	5,5	2,5	6,0
104. CHYPRE	4,88	3,5	5,0	4,0	7,0
109. ÉMIRATS ARABES UNIS	4,75	1,0	6,0	6,0	6,0
109. INDE	4,75	3,5	6,0	6,0	3,5
109. CHILI	4,75	4,0	5,5	4,5	5,0
109. MAURITANIE	4,75	2,5	4,5	7,0	5,0

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS
109. NAMIBIE	4,75	3,0	5,0	5,0	6,0
109. ÎLES SALOMON	4,75	1,0	4,5	7,0	6,5
115. QATAR	4,63	1,0	6,0	6,0	5,5
115. SÉNÉGAL	4,63	2,5	5,5	4,5	6,0
115. ÉTHIOPIE	4,63	2,0	6,5	4,0	6,0
115. MAROC	4,63	1,0	6,5	7,0	4,0
115. SRI LANKA	4,63	4,0	5,0	7,0	2,5
115. MAURICE	4,63	2,0	6,0	6,0	4,5
115. BURUNDI	4,63	1,0	4,5	9,0	4,0
115. ISRAËL	4,63	5,5	4,0	5,0	4,0
115. ÉRYTHRÉE	4,63	1,0	5,5	9,5	2,5
115. SLOVÉNIE	4,63	3,0	4,5	6,0	5,0
115. MALDIVES	4,63	5,0	5,0	4,0	4,5
126. GAMBIE	4,50	1,0	6,5	6,5	4,0
126. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4,50	3,0	5,0	5,5	4,5
128. PAYS-BAS	4,38	4,5	6,0	2,5	4,5
128. ALGÉRIE	4,38	1,0	5,0	7,0	4,5
128. SUISSE	4,38	4,5	4,0	1,5	7,5
128. KAZAKHSTAN	4,38	3,5	4,0	6,0	4,0
128. GUINÉE ÉQUATORIALE	4,38	1,0	2,5	9,0	5,0
128. CAP-VERT	4,38	2,5	4,0	4,0	7,0
128. DJIBOUTI	4,38	1,5	5,0	5,0	6,0
128. TIMOR ORIENTAL	4,38	5,0	4,0	4,5	4,0
136. RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	4,25	1,0	2,0	10,0	4,0
136. HONGRIE	4,25	1,0	4,0	7,0	5,0
136. AUSTRALIE	4,25	5,0	6,0	2,0	4,0
136. LESOTHO	4,25	1,0	5,0	6,0	5,0
136. TONGA	4,25	1,0	4,5	5,0	6,5
141. KOWEÏT	4,13	1,0	6,0	6,0	3,5
141. ROUMANIE	4,13	4,0	5,0	3,5	4,0
141. AUTRICHE	4,13	2,0	4,0	4,0	6,5
141. MONGOLIE	4,13	2,0	4,5	4,5	5,5
141. ISLANDE	4,13	4,5	5,0	2,0	5,0
141. SAINT-MARIN	4,13	2,0	4,0	4,5	6,0
147. BAHREÏN	4,00	1,0	6,0	4,0	5,0
147. BOLIVIE	4,00	3,5	2,0	6,0	4,5
147. FIDJI	4,00	1,0	6,5	3,0	5,5
147. ESWATINI	4,00	1,5	5,5	5,0	4,0
151. DANEMARK	3,88	5,0	4,0	2,0	4,5
151. COMORES	3,88	1,0	4,5	6,0	4,0

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS
151. CANADA	3,88	5,0	4,0	2,0	4,5
151. BARBADE	3,88	5,0	4,5	4,0	2,0
155. SEYCHELLES	3,75	2,0	4,5	4,5	4,0
155. ESTONIE	3,75	3,0	5,0	2,0	5,0
155. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	3,75	2,0	5,0	2,0	6,0
155. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	3,75	1,0	5,5	3,0	5,5
159. BELGIQUE	3,63	3,0	4,5	2,0	5,0
159. POLOGNE	3,63	2,0	5,5	3,5	3,5
159. NORVÈGE	3,63	4,5	4,0	2,0	4,0
159. BAHAMAS	3,63	3,5	2,0	3,0	6,0
159. BOTSWANA	3,63	1,0	5,5	3,0	5,0
159. BHOUTAN	3,63	4,0	3,5	3,0	4,0
159. ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,63	3,0	3,0	3,0	5,5
159. LITUANIE	3,63	3,5	4,0	4,0	3,0
167. MALAWI	3,50	2,0	3,0	4,0	5,0
168. OMAN	3,38	1,0	5,0	4,0	3,5
168. TUNISIE	3,38	1,0	4,0	5,5	3,0
168. LETTONIE	3,38	3,5	3,5	2,0	4,5
168. ANDORRE	3,38	1,0	4,0	1,5	7,0
172. RWANDA	3,25	1,0	3,0	5,0	4,0
172. NOUVELLE-ZÉLANDE	3,25	4,5	3,5	1,5	3,5
172. GRENADE	3,25	4,0	2,0	3,0	4,0
172. MONACO	3,25	1,0	3,0	3,5	5,5
176. ARMÉNIE	3,13	3,0	3,0	3,5	3,0
177. SINGAPOUR	3,00	3,0	3,5	1,5	4,0
178. CUBA	2,88	4,0	2,5	4,0	1,0
178. GÉORGIE	2,88	2,5	3,0	3,0	3,0
178. PALAOS	2,88	1,0	4,0	2,0	4,5
181. FINLANDE	2,63	3,0	3,0	1,5	3,0
181. URUGUAY	2,63	1,5	4,5	2,0	2,5
183. DOMINIQUE	2,50	1,0	5,0	1,5	2,5
184. BRUNEI	2,38	1,0	2,5	2,0	4,0
184. LUXEMBOURG	2,38	1,0	2,0	1,5	5,0
186. KIRIBATI	2,25	1,0	4,0	1,5	2,5
187. ÎLES MARSHALL	2,13	1,0	2,0	2,0	3,5
188. VANUATU	2,00	1,0	1,0	2,5	3,5
189. NAURU	1,88	1,0	1,0	3,5	2,0
190. LIECHTENSTEIN	1,75	1,0	1,5	1,5	3,0
190. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1,75	1,0	2,0	2,0	2,0
192. SAMOA	1,63	1,0	2,0	1,5	2,0
193. TUVALU	1,38	1,0	1,0	1,5	2,0



## Scores de résilience

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE
1. FINLANDE	8,42	9,0	8,5	9,0	8,0	8,0	8,0
1. LIECHTENSTEIN	8,42	9,0	8,0	7,5	9,0	9,0	8,0
3. NOUVELLE-ZÉLANDE	8,38	8,5	8,5	8,5	8,5	8,0	8,5
4. DANEMARK	8,21	9,0	9,0	8,5	9,0	7,5	8,0
5. ISLANDE	8,04	7,0	7,5	8,5	8,5	8,5	8,5
6. AUSTRALIE	7,96	8,0	8,5	9,0	8,0	8,0	8,0
7. NORVÈGE	7,92	8,0	8,5	9,0	8,5	8,0	8,5
8. ROYAUME-UNI	7,88	8,0	7,5	8,0	8,5	8,5	7,5
9. ESTONIE	7,83	8,0	8,0	8,5	8,0	8,0	7,0
10. ANDORRE	7,75	7,0	7,0	8,0	8,0	8,0	8,0
10. URUGUAY	7,75	8,0	9,0	9,0	7,0	7,0	8,0
12. SINGAPOUR	7,71	7,5	7,5	9,0	8,5	9,0	9,0
13. ALLEMAGNE	7,67	7,0	7,5	8,0	8,0	7,5	7,5
14. CORÉE, RÉP.	7,54	8,0	7,0	8,0	8,0	8,5	8,0
15. LUXEMBOURG	7,50	8,0	6,5	9,0	7,0	7,5	7,0
16. SUÈDE	7,46	7,0	9,0	8,5	7,0	7,0	6,5
16. JAPON	7,46	6,0	7,5	9,0	7,5	8,0	7,5
18. PAYS-BAS	7,42	7,5	8,0	8,0	7,5	7,5	7,5
18. AUTRICHE	7,42	7,0	6,5	7,0	8,0	8,0	8,5
18. LETTONIE	7,42	7,5	6,0	8,5	8,0	7,5	7,5
21. IRLANDE	7,38	7,0	8,0	8,0	8,0	7,0	7,0
22. CANADA	7,25	7,5	7,0	8,0	8,0	7,0	7,0
23. LITUANIE	7,21	7,5	7,0	7,5	7,0	7,5	7,0
24. SUISSE	7,13	9,0	6,5	7,5	6,5	7,0	7,5
25. BELGIQUE	7,00	7,0	7,0	8,0	7,0	6,0	7,0
26. FRANCE	6,83	6,0	7,0	8,5	7,5	6,5	7,0
27. ESPAGNE	6,63	6,0	6,0	8,0	8,0	7,0	8,0
28. ÉTATS-UNIS	6,58	4,5	5,5	7,0	6,5	6,0	8,0
29. PORTUGAL	6,46	7,0	5,5	7,5	7,0	5,5	7,5
30. CHILI	6,42	7,0	7,0	8,0	6,0	6,0	4,0
31. ARGENTINE	6,33	7,0	5,0	6,0	7,0	6,0	6,5
31. CAP-VERT	6,33	6,5	6,0	8,5	7,0	7,0	6,0
33. ITALIE	6,29	6,5	5,0	8,5	8,0	5,0	7,5
34. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	6,25	6,0	5,5	7,0	6,5	6,5	7,0
35. POLOGNE	6,13	5,5	4,0	7,0	7,0	5,5	6,5
36. SLOVÉNIE	6,08	6,0	5,0	6,5	6,5	6,0	6,0
37. TUVALU	6,04	5,5	5,5	5,0	6,5	8,0	7,0

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
1. FINLANDE	8,42	9,0	8,5	9,0	8,0	8,0	8,0
1. LIECHTENSTEIN	8,42	9,5	5,0	8,5	9,5	9,5	8,5
3. NOUVELLE-ZÉLANDE	8,38	8,5	8,0	8,5	8,5	8,0	8,5
4. DANEMARK	8,21	8,5	5,5	8,5	7,5	8,5	9,0
5. ISLANDE	8,04	8,5	8,0	8,5	7,0	7,5	8,5
6. AUSTRALIE	7,96	9,0	7,0	7,0	7,5	7,5	8,0
7. NORVÈGE	7,92	8,0	7,0	7,5	7,5	7,0	7,5
8. ROYAUME-UNI	7,88	8,5	6,5	7,5	7,5	7,5	9,0
9. ESTONIE	7,83	8,0	7,5	8,0	7,5	8,0	7,5
10. ANDORRE	7,75	8,0	6,0	8,0	8,5	8,0	8,5
10. URUGUAY	7,75	7,0	7,0	8,0	7,5	7,0	8,5
12. SINGAPOUR	7,71	8,0	7,0	8,0	7,0	9,0	3,0
13. ALLEMAGNE	7,67	9,0	6,5	7,0	8,0	8,0	8,0
14. CORÉE, RÉP.	7,54	7,0	7,0	6,5	6,5	8,0	8,0
15. LUXEMBOURG	7,50	8,0	6,0	8,0	7,0	8,0	8,0
16. SUÈDE	7,46	8,0	7,5	7,5	6,0	7,0	8,5
16. JAPON	7,46	8,5	8,0	8,0	5,5	6,0	8,0
18. PAYS-BAS	7,42	6,0	6,5	6,5	8,0	8,0	8,0
18. AUTRICHE	7,42	8,0	6,0	7,0	8,0	8,0	7,0
18. LETTONIE	7,42	8,5	5,5	8,0	7,5	7,5	7,0
21. IRLANDE	7,38	8,0	8,0	8,0	7,0	5,5	7,0
22. CANADA	7,25	6,0	6,5	7,5	8,5	6,0	8,0
23. LITUANIE	7,21	8,0	6,5	7,5	7,0	6,5	7,5
24. SUISSE	7,13	8,5	5,0	6,0	8,0	6,0	8,0
25. BELGIQUE	7,00	6,0	7,0	7,0	7,5	6,5	8,0
26. FRANCE	6,83	5,0	8,0	8,0	5,0	6,5	7,0
27. ESPAGNE	6,63	5,5	6,5	6,0	6,5	5,0	7,0
28. ÉTATS-UNIS	6,58	6,5	6,5	8,0	7,0	6,0	7,5
29. PORTUGAL	6,46	6,0	6,5	5,5	7,0	5,5	7,0
30. CHILI	6,42	4,0	6,5	7,0	7,0	6,5	8,0
31. ARGENTINE	6,33	6,0	7,0	6,0	6,0	5,5	8,0
31. CAP-VERT	6,33	7,5	5,0	6,0	3,5	6,0	7,0
33. ITALIE	6,29	6,5	5,5	5,0	5,5	5,5	7,0
34. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	6,25	7,0	6,0	6,0	5,5	6,0	6,0
35. POLOGNE	6,13	7,5	7,0	7,5	5,0	6,0	5,0
36. SLOVÉNIE	6,08	7,5	6,5	5,0	6,0	6,0	6,0
37. TUVALU	6,04	6,5	6,0	6,0	4,5	5,0	7,0

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIO- NALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE
38. ISRAËL	6,00	6,0	5,0	6,0	7,0	5,0	5,5
39. JORDANIE	5,92	7,0	5,0	8,0	6,5	4,5	7,0
40. COLOMBIE	5,83	7,0	5,5	9,0	7,0	5,5	6,0
40. MALAISIE	5,83	4,5	5,5	7,0	7,0	5,0	5,5
42. AFRIQUE DU SUD	5,79	6,0	5,5	6,5	6,5	6,0	5,0
43. ÉQUATEUR	5,71	5,0	5,5	6,0	6,5	5,5	6,0
43. ARMÉNIE	5,71	6,0	6,0	6,5	6,0	4,5	6,0
43. BARBADE	5,71	5,5	7,0	7,0	6,0	4,5	6,5
43. GÉORGIE	5,71	5,0	6,5	7,0	6,5	3,5	6,5
47. MAURICE	5,67	6,0	6,0	6,5	6,0	5,5	5,5
47. SAMOA	5,67	4,5	5,0	5,0	6,5	6,0	6,5
49. SAINTE- LUCIE	5,63	7,5	6,5	6,5	6,5	6,0	4,5
49. BOTSWANA	5,63	6,0	5,0	8,0	6,0	6,5	5,0
51. QATAR	5,58	5,0	5,5	5,5	5,0	5,0	5,5
51. CROATIE	5,58	5,0	5,5	6,5	6,0	5,0	6,0
51. SÉNÉGAL	5,58	5,5	4,0	6,0	6,5	5,0	6,0
51. ROUMANIE	5,58	5,5	5,5	6,5	6,0	6,0	5,5
55. KOWEÏT	5,54	5,0	4,5	6,0	5,5	5,5	6,0
55. BAHREÏN	5,54	6,0	5,0	7,0	5,5	5,0	5,0
57. NIGERIA	5,50	5,5	5,0	7,0	7,0	4,5	4,5
57. COSTA RICA	5,50	7,0	6,5	6,0	6,5	5,0	5,0
57. RWANDA	5,50	5,5	5,5	5,0	6,0	5,0	7,0
60. CHINE	5,46	6,0	4,0	6,0	7,0	5,0	5,5
60. JAMAÏQUE	5,46	5,0	5,5	6,5	5,5	4,0	6,0
60. SAINT-VINCENT- ET-LES-GRENADINES	5,46	6,0	6,0	6,0	6,5	6,0	4,5
63. GHANA	5,38	5,5	5,5	6,5	5,0	5,0	4,5
63. ÉTHIOPIE	5,38	5,0	5,0	6,0	6,0	5,0	4,0
63. SLOVAQUIE	5,38	5,5	5,0	7,0	6,5	5,0	5,5
63. CUBA	5,38	6,5	2,5	6,5	6,0	3,0	7,0
63. MONACO	5,38	3,5	4,0	5,0	6,0	8,0	7,0
68. ÉMIRATS ARABES UNIS	5,33	5,5	5,0	5,5	5,5	5,5	6,0
68. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	5,33	6,5	5,0	5,5	5,5	5,5	6,0
68. VANUATU	5,33	5,0	6,0	6,0	6,5	7,0	6,5
71. BULGARIE	5,29	4,5	5,0	6,5	6,0	5,5	5,5
72. INDE	5,25	4,0	5,5	7,5	4,5	5,0	5,5
72. GRÈCE	5,25	5,5	5,0	6,5	6,0	4,5	5,0
72. OMAN	5,25	4,5	4,5	6,5	6,5	5,5	7,5
72. FIDJI	5,25	6,0	5,5	5,0	5,5	4,5	5,0
76. KENYA	5,21	5,0	4,5	7,0	6,0	5,5	4,5

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMEN- TATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
38. ISRAËL	6,00	3,5	7,0	7,0	6,0	6,0	8,0
39. JORDANIE	5,92	6,0	6,5	4,0	4,5	6,5	5,5
40. COLOMBIE	5,83	4,5	6,0	5,0	3,5	4,5	6,5
40. MALAISIE	5,83	5,5	5,5	7,0	6,0	6,0	5,5
42. AFRIQUE DU SUD	5,79	6,0	6,0	6,0	4,0	5,0	7,0
43. ÉQUATEUR	5,71	4,5	7,0	5,5	5,0	5,0	7,0
43. ARMÉNIE	5,71	5,5	6,0	5,5	5,5	5,0	6,0
43. BARBADE	5,71	6,0	5,0	3,5	5,5	6,0	6,0
43. GÉORGIE	5,71	5,0	5,0	5,0	7,0	5,5	6,0
47. MAURICE	5,67	5,5	3,5	7,0	5,5	5,0	6,0
47. SAMOA	5,67	7,5	6,0	3,0	5,0	6,0	7,0
49. SAINTE- LUCIE	5,63	5,5	4,0	5,5	5,0	6,0	4,0
49. BOTSWANA	5,63	5,0	4,5	5,5	5,5	4,5	6,0
51. QATAR	5,58	7,0	6,0	6,0	6,0	6,0	4,5
51. CROATIE	5,58	6,5	6,5	4,5	5,5	5,0	5,0
51. SÉNÉGAL	5,58	6,5	5,0	5,5	5,0	5,0	7,0
51. ROUMANIE	5,58	6,5	5,5	5,0	5,0	5,0	5,0
55. KOWEÏT	5,54	5,5	5,5	6,5	5,5	5,5	5,5
55. BAHREÏN	5,54	6,5	5,5	6,0	5,5	5,5	4,0
57. NIGERIA	5,50	4,5	5,0	6,5	5,0	5,0	6,5
57. COSTA RICA	5,50	5,0	4,0	4,5	5,0	5,0	6,5
57. RWANDA	5,50	6,0	6,0	6,0	5,5	5,0	3,5
60. CHINE	5,46	7,0	6,0	7,0	4,0	6,0	2,0
60. JAMAÏQUE	5,46	6,5	4,5	4,5	5,0	6,0	6,5
60. SAINT-VINCENT- ET-LES-GRENADINES	5,46	6,0	5,5	4,0	3,0	6,0	6,0
63. GHANA	5,38	6,0	6,0	6,0	3,5	4,0	7,0
63. ÉTHIOPIE	5,38	6,0	7,0	6,0	4,5	5,0	5,0
63. SLOVAQUIE	5,38	6,0	5,0	4,5	4,5	5,0	5,0
63. CUBA	5,38	8,0	5,5	5,5	4,0	7,0	3,0
63. MONACO	5,38	6,0	4,5	4,0	8,0	4,5	4,0
68. ÉMIRATS ARABES UNIS	5,33	5,5	4,0	5,5	6,5	6,5	3,0
68. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	5,33	6,0	4,0	4,0	4,5	5,5	6,0
68. VANUATU	5,33	5,0	4,0	3,5	5,0	3,5	6,0
71. BULGARIE	5,29	6,5	6,0	4,5	4,5	5,0	4,0
72. INDE	5,25	6,5	6,0	5,0	3,5	5,0	5,0
72. GRÈCE	5,25	5,5	5,5	5,5	4,0	5,0	5,0
72. OMAN	5,25	5,5	5,0	4,5	4,0	4,0	5,0
72. FIDJI	5,25	4,5	6,0	6,0	4,0	5,0	6,0
76. KENYA	5,21	6,0	6,0	5,0	3,0	3,5	6,5

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE
76. MACÉDOINE DU NORD	5,21	5,0	4,5	6,0	5,0	5,0	5,0
76. TRINITÉ-ET-TOBAGO	5,21	5,0	5,0	6,5	7,0	3,5	5,5
76. ÎLES SALOMON	5,21	5,0	4,5	5,5	4,5	5,5	6,0
76. BAHAMAS	5,21	6,0	6,0	6,0	6,0	3,5	6,0
76. TONGA	5,21	5,0	5,5	6,5	6,0	4,0	5,0
82. MALTE	5,17	4,5	4,5	7,5	6,0	4,5	4,0
83. SAINT-MARIN	5,13	4,0	4,0	5,5	5,5	6,5	5,0
84. HONGRIE	5,08	4,5	3,5	5,0	5,5	5,0	6,0
84. MONGOLIE	5,08	5,0	5,0	6,0	6,5	4,0	5,0
84. DOMINIQUE	5,08	3,5	4,0	6,0	5,0	5,0	5,5
87. BRÉSIL	5,04	3,0	4,5	7,5	4,5	3,0	5,0
87. ALBANIE	5,04	5,5	4,5	6,5	6,0	5,0	5,5
87. ÎLES MARSHALL	5,04	5,5	4,5	5,0	6,0	6,5	4,0
90. GAMBIE	5,00	5,0	5,0	4,5	5,0	5,0	5,5
90. SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÉVÈS	5,00	6,0	5,0	6,0	6,5	7,0	4,5
92. NAMIBIE	4,96	5,0	5,0	7,0	6,5	4,5	4,5
93. SERBIE	4,92	4,5	4,0	6,0	5,0	5,0	5,0
93. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	4,92	6,0	5,0	7,0	7,0	6,0	5,0
95. BOLIVIE	4,88	5,0	4,0	5,0	6,0	3,5	5,0
96. PANAMA	4,83	4,5	4,0	6,0	6,0	3,0	4,5
96. TUNISIE	4,83	4,5	5,0	5,0	6,5	4,5	4,5
98. KAZAKHSTAN	4,71	5,0	4,0	5,5	5,5	5,0	4,5
99. VIETNAM	4,67	5,0	4,5	5,5	5,5	4,0	4,5
99. THAÏLANDE	4,67	5,0	4,5	6,0	5,5	4,0	5,0
99. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4,67	5,0	3,0	7,0	5,0	4,0	4,5
99. GRENADE	4,67	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	6,0
99. NAURU	4,67	5,0	4,5	6,0	6,5	6,0	5,5
104. MAROC	4,63	4,5	3,5	6,0	6,0	4,0	5,5
104. ALGÉRIE	4,63	4,5	4,0	5,0	6,0	4,0	6,0
106. PÉROU	4,58	3,0	5,5	5,0	6,0	6,0	5,0
106. BHOUTAN	4,58	6,0	6,0	4,5	4,5	5,5	5,0
106. SEYCHELLES	4,58	5,0	5,0	6,0	5,5	6,0	4,0
106. BRUNEI	4,58	4,0	4,0	4,5	4,5	4,0	5,0
110. PALAOS	4,54	6,5	5,5	6,0	5,5	3,0	5,0
111. DJIBOUTI	4,50	4,5	3,0	6,5	5,5	4,0	4,0
112. MEXIQUE	4,46	3,0	4,0	7,0	6,0	4,0	5,0
112. MONTÉNÉGRO	4,46	3,5	4,0	5,5	5,0	4,5	3,5
114. GUATEMALA	4,42	3,5	4,0	5,5	5,5	4,0	5,0
114. CÔTE D'IVOIRE	4,42	4,5	4,0	6,0	4,5	5,5	5,0

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMEN- TATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
76. MACÉDOINE DU NORD	5,21	6,0	5,5	4,5	5,0	5,0	6,0
76. TRINITÉ-ET-TOBAGO	5,21	5,0	6,0	4,0	5,0	5,0	5,0
76. ÎLES SALOMON	5,21	5,0	5,0	5,0	4,5	6,5	5,5
76. BAHAMAS	5,21	5,0	4,5	4,0	6,5	5,0	4,0
76. TONGA	5,21	5,5	5,0	5,0	5,0	4,0	6,0
82. MALTE	5,17	4,5	4,5	6,5	7,5	4,0	4,0
83. SAINT-MARIN	5,13	6,0	4,0	5,5	5,5	4,5	5,5
84. HONGRIE	5,08	7,0	5,5	4,5	4,5	6,0	4,0
84. MONGOLIE	5,08	5,0	4,0	3,5	4,0	6,5	6,5
84. DOMINIQUE	5,08	6,0	5,0	5,0	5,0	6,0	5,0
87. BRÉSIL	5,04	5,5	6,0	6,0	5,0	4,0	6,5
87. ALBANIE	5,04	5,5	4,0	4,0	4,5	5,0	4,5
87. ÎLES MARSHALL	5,04	5,5	4,0	6,0	3,5	4,0	6,0
90. GAMBIE	5,00	6,5	5,5	5,5	2,5	3,5	6,5
90. SAINT-CHRISTOPHE-ET- NIÉVÈS	5,00	6,0	5,5	2,0	2,5	4,0	5,0
92. NAMIBIE	4,96	3,5	4,5	5,0	4,0	4,0	6,0
93. SERBIE	4,92	6,0	5,5	5,0	4,0	5,5	3,5
93. SAO TOMÉ- ET-PRINCIPE	4,92	5,0	3,0	3,0	4,0	3,0	5,0
95. BOLIVIE	4,88	5,0	4,5	5,0	5,0	6,0	4,5
96. PANAMA	4,83	6,0	4,5	6,0	4,0	4,0	5,5
96. TUNISIE	4,83	5,5	5,5	4,0	4,5	3,0	5,5
98. KAZAKHSTAN	4,71	5,0	5,0	5,0	4,5	4,0	3,5
99. VIETNAM	4,67	5,0	5,5	5,0	5,0	4,5	2,0
99. THAÏLANDE	4,67	4,0	4,5	4,5	4,5	5,0	3,5
99. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4,67	5,5	4,0	5,0	4,0	4,0	5,0
99. GRENADÉ	4,67	6,0	4,0	5,0	3,0	4,0	3,0
99. NAURU	4,67	7,5	6,0	4,0	2,0	1,0	2,0
104. MAROC	4,63	6,0	3,5	4,5	4,5	4,0	3,5
104. ALGÉRIE	4,63	6,5	4,5	4,5	3,0	4,0	3,5
106. PÉROU	4,58	5,0	4,5	4,0	3,5	3,0	4,5
106. BHOUTAN	4,58	3,5	4,0	5,0	3,5	4,0	3,5
106. SEYCHELLES	4,58	4,5	3,0	3,0	4,0	5,0	4,0
106. BRUNEI	4,58	5,5	5,5	6,5	3,5	4,5	3,5
110. PALAOS	4,54	4,0	4,5	4,0	2,0	4,0	4,5
111. DJIBOUTI	4,50	6,0	5,0	5,5	3,0	4,0	3,0
112. MEXIQUE	4,46	3,0	4,0	5,0	3,5	4,0	5,0
112. MONTÉNÉGRO	4,46	5,0	5,0	4,0	4,0	5,0	4,5
114. GUATEMALA	4,42	3,5	5,0	4,0	4,0	4,0	5,0
114. CÔTE D'IVOIRE	4,42	4,0	5,0	3,5	3,5	3,0	4,5

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE
114. ANGOLA	4,42	5,0	4,5	5,0	5,0	3,5	4,5
114. CHYPRE	4,42	5,0	5,0	6,5	6,0	4,0	5,5
- KOSOVO	4,42	4,0	4,0	4,0	5,0	5,0	5,0
118. INDONÉSIE	4,33	4,0	3,5	5,5	5,0	3,5	4,0
118. ZAMBIE	4,33	4,0	3,0	5,0	6,5	5,0	4,0
118. ANTIGUA-ET-BARBUDA	4,33	4,5	5,0	5,0	5,0	3,0	4,0
118. KIRIBATI	4,33	5,5	5,5	5,5	6,0	4,0	5,0
122. ARABIE SAOUDITE	4,29	3,0	3,5	5,0	4,5	3,0	4,5
122. GUYANA	4,29	5,0	3,0	5,0	3,0	4,0	2,5
122. MALAWI	4,29	5,0	4,5	4,5	5,5	4,0	4,0
125. KIRGHIZISTAN	4,17	3,5	3,0	4,5	5,0	3,0	3,5
126. PHILIPPINES	4,13	3,0	3,0	5,0	5,0	4,5	2,0
126. BANGLADESH	4,13	3,5	4,0	5,5	5,0	3,0	4,0
128. AZERBAÏDJAN	4,08	3,5	3,5	5,5	4,0	2,5	4,0
129. RUSSIE	4,04	4,0	3,0	4,5	5,5	4,0	4,5
129. TANZANIE	4,04	5,5	2,0	4,0	5,5	5,0	4,0
129. ÉGYPTE	4,04	3,5	3,0	4,5	4,5	3,5	5,0
129. SRI LANKA	4,04	4,0	3,5	5,5	5,5	3,5	3,5
133. LIBAN	4,00	4,5	3,5	6,5	4,0	4,0	3,5
133. PAKISTAN	4,00	3,5	3,5	5,0	5,0	3,0	4,0
133. UKRAINE	4,00	3,5	4,0	5,5	4,0	4,5	3,5
133. TOGO	4,00	3,0	3,0	5,5	4,5	3,5	4,0
137. OUGANDA	3,96	5,0	2,0	5,0	5,0	4,0	4,0
138. HONDURAS	3,92	2,5	3,5	5,5	4,0	3,0	4,5
138. BOSNIE-HERZÉGOVINE	3,92	3,0	4,0	5,0	4,0	3,5	3,5
138. CAMBODGE	3,92	4,5	3,5	5,0	4,5	4,0	4,5
141. MALDIVES	3,88	5,0	5,0	5,0	5,0	3,0	4,0
142. IRAK	3,79	4,5	3,0	4,0	4,0	4,0	3,5
142. BIÉLORUSSIE	3,79	3,5	2,0	3,0	4,0	3,0	5,0
142. OUZBÉKISTAN	3,79	3,0	3,0	4,0	4,0	3,0	3,5
145. NÉPAL	3,71	2,5	2,0	4,5	3,5	3,0	4,5
145. SALVADOR	3,71	2,5	3,0	5,5	5,0	2,0	3,0
145. MOLDAVIE	3,71	3,5	3,5	4,5	5,0	3,0	3,5
148. TIMOR ORIENTAL	3,67	3,0	3,0	3,5	4,5	4,0	4,5
148. LESOTHO	3,67	4,0	3,5	6,0	5,5	3,0	3,0
150. BURKINA FASO	3,63	3,5	4,0	5,5	5,0	4,0	3,0
151. TURQUIE	3,54	3,0	3,0	3,5	4,5	2,0	3,0
151. BÉNIN	3,54	4,0	4,5	4,0	3,0	3,0	4,0
153. IRAN	3,50	3,0	2,5	4,5	4,0	3,5	3,5

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMEN- TATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
114. ANGOLA	4,42	6,0	5,0	4,0	4,0	3,5	3,0
114. CHYPRE	4,42	3,0	3,0	3,5	4,0	3,5	4,0
- KOSOVO	4,42	3,5	4,5	4,5	3,5	4,0	6,0
118. INDONÉSIE	4,33	4,0	4,5	4,5	5,0	4,5	4,0
118. ZAMBIE	4,33	3,5	5,0	5,0	3,0	3,0	5,0
118. ANTIGUA-ET-BARBUDA	4,33	4,0	2,5	5,0	4,0	4,5	5,5
118. KIRIBATI	4,33	4,0	4,0	3,0	1,0	3,0	5,5
122. ARABIE SAOUDITE	4,29	5,0	5,5	5,0	4,5	5,0	3,0
122. GUYANA	4,29	5,0	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0
122. MALAWI	4,29	3,0	6,0	4,0	2,0	3,5	5,5
125. KIRGHIZISTAN	4,17	4,5	3,0	5,0	4,5	5,0	5,5
126. PHILIPPINES	4,13	4,0	5,0	6,0	5,0	4,0	3,0
126. BANGLADESH	4,13	5,0	4,5	3,5	3,5	4,0	4,0
128. AZERBAÏDJAN	4,08	5,0	4,5	4,0	4,0	5,0	3,5
129. RUSSIE	4,04	5,5	4,0	4,0	2,5	3,5	3,5
129. TANZANIE	4,04	4,5	5,5	5,0	3,0	3,0	1,5
129. ÉGYPTE	4,04	6,0	6,0	4,5	3,0	2,5	2,5
129. SRI LANKA	4,04	4,0	5,0	5,0	3,0	2,5	3,5
133. LIBAN	4,00	3,0	3,0	2,0	5,0	3,5	5,5
133. PAKISTAN	4,00	4,0	4,0	4,0	3,5	4,0	4,5
133. UKRAINE	4,00	2,0	4,0	4,5	3,5	4,0	5,0
133. TOGO	4,00	4,0	3,0	4,5	4,5	4,0	4,5
137. OUGANDA	3,96	5,5	3,0	3,5	2,0	4,0	4,5
138. HONDURAS	3,92	4,5	4,0	3,5	3,0	4,5	4,5
138. BOSNIE-HERZÉGOVINE	3,92	4,0	4,0	3,5	4,0	4,0	4,5
138. CAMBODGE	3,92	4,5	4,0	4,0	3,0	3,0	2,5
141. MALDIVES	3,88	3,0	3,5	3,0	2,0	3,0	5,0
142. IRAK	3,79	3,5	4,0	3,5	3,0	4,0	4,5
142. BIÉLORUSSIE	3,79	4,5	4,5	5,0	3,0	5,0	3,0
142. OUZBÉKISTAN	3,79	4,5	3,5	4,5	4,0	5,0	3,5
145. NÉPAL	3,71	4,0	3,0	4,5	4,5	3,5	5,0
145. SALVADOR	3,71	5,0	4,0	2,0	4,0	4,5	4,0
145. MOLDAVIE	3,71	2,0	3,5	4,0	5,0	3,0	4,0
148. TIMOR ORIENTAL	3,67	3,0	4,0	3,0	3,5	3,5	4,5
148. LESOTHO	3,67	2,5	5,0	3,0	2,5	2,0	4,0
150. BURKINA FASO	3,63	3,0	3,0	3,0	2,5	2,0	5,0
151. TURQUIE	3,54	6,5	2,0	4,0	4,0	3,5	3,5
151. BÉNIN	3,54	3,5	3,0	4,0	3,0	2,0	4,5
153. IRAN	3,50	5,5	2,5	3,0	4,0	3,0	3,0

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIO- NALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE
154. SIERRA LEONE	3,46	3,5	3,5	4,0	2,5	2,0	4,0
155. MYANMAR	3,42	3,0	3,0	5,0	4,5	3,5	4,0
155. LAOS	3,42	3,0	2,5	3,5	4,0	3,0	4,0
155. PAPOUASIE- NOUVELLE-GUINÉE	3,42	3,0	2,0	4,5	5,0	4,5	3,0
158. PARAGUAY	3,38	2,0	3,0	5,0	3,0	3,0	3,0
158. MADAGASCAR	3,38	4,0	2,0	3,0	4,0	3,0	3,5
160. MOZAMBIQUE	3,29	3,0	3,5	5,0	5,5	2,0	2,0
161. CONGO, RÉP.	3,25	3,0	1,5	5,0	5,0	2,0	4,5
161. ESWATINI	3,25	3,0	2,5	5,0	4,0	2,5	3,0
163. NIGER	3,21	3,5	2,5	5,5	4,0	2,5	4,0
164. ZIMBABWE	3,17	2,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
164. LIBÉRIA	3,17	3,5	3,0	3,0	3,0	3,5	4,0
164. GABON	3,17	2,0	2,0	5,0	4,0	3,0	4,5
167. CAMEROUN	3,13	2,0	1,5	5,0	4,5	2,5	4,0
167. BELIZE	3,13	5,0	2,5	3,0	3,0	4,0	4,5
169. MAURITANIE	3,08	4,0	3,5	3,0	3,5	2,5	3,0
170. SOUDAN	2,96	3,0	2,0	5,0	4,5	3,5	3,5
171. GUINÉE	2,83	2,0	3,0	4,0	3,5	3,0	3,5
172. AFGHANISTAN	2,67	3,0	2,5	3,0	3,0	2,0	3,0
172. HAÏTI	2,67	2,0	2,0	3,0	4,0	3,0	2,0
172. TADJIKISTAN	2,67	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	3,0
175. NICARAGUA	2,46	2,0	1,0	2,5	3,5	2,5	3,0
175. TCHAD	2,46	3,5	2,5	5,0	2,5	2,0	2,5
177. GUINÉE-BISSAU	2,42	2,0	2,5	3,0	3,0	3,0	3,0
178. MALI	2,38	2,0	3,0	4,0	2,5	2,5	2,0
178. COMORES	2,38	2,0	2,0	3,0	2,5	2,0	2,0
180. ÉRYTHRÉE	2,33	1,0	1,0	2,0	2,5	2,0	3,0
181. RÉP. DÉM. DU CONGO	2,29	1,0	1,0	4,0	3,0	2,5	1,5
182. SURINAME	2,25	3,0	2,0	3,0	2,0	2,0	2,0
183. TURKMÉNISTAN	2,17	2,0	1,5	1,5	2,5	2,0	2,0
183. GUINÉE ÉQUATORIALE	2,17	1,5	1,0	2,0	5,5	2,0	2,0
185. BURUNDI	2,08	2,5	1,0	1,5	2,5	2,5	1,5
186. YÉMEN	2,00	2,0	2,0	3,0	2,0	1,5	2,0
187. RÉPUBLIQUE POPU- LAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	1,96	3,5	1,0	2,0	2,0	1,5	1,5
188. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	1,92	1,5	1,5	3,0	2,5	2,0	1,5
188. VENEZUELA	1,92	2,0	1,5	1,5	2,0	1,5	1,5
190. SYRIE	1,88	2,0	1,0	3,0	2,0	1,5	2,0
191. SOUDAN DU SUD	1,83	2,0	1,0	2,0	3,0	2,0	2,0
192. SOMALIE	1,67	1,0	1,0	2,0	2,0	2,0	1,5
193. LIBYE	1,54	1,5	1,5	2,5	2,0	1,5	1,5

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMEN- TATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
154. SIERRA LEONE	3,46	4,0	3,5	3,0	2,5	4,0	5,0
155. MYANMAR	3,42	3,0	3,0	3,0	2,0	3,0	4,0
155. LAOS	3,42	2,5	3,5	4,0	4,0	3,5	3,5
155. PAPOUASIE- NOUVELLE-GUINÉE	3,42	3,0	4,5	3,0	3,0	2,5	3,0
158. PARAGUAY	3,38	5,0	2,5	4,0	2,0	3,0	5,0
158. MADAGASCAR	3,38	5,0	5,0	2,0	2,0	4,0	3,0
160. MOZAMBIQUE	3,29	3,5	3,0	4,0	3,0	2,0	3,0
161. CONGO, RÉP.	3,25	3,0	3,0	3,0	2,0	4,0	3,0
161. ESWATINI	3,25	3,5	4,0	2,0	3,0	4,0	2,5
163. NIGER	3,21	4,0	3,0	3,0	2,0	2,0	2,5
164. ZIMBABWE	3,17	5,0	4,0	3,0	2,0	3,0	4,0
164. LIBÉRIA	3,17	4,0	3,0	4,0	1,0	2,0	4,0
164. GABON	3,17	4,5	2,0	2,0	3,0	3,5	2,5
167. CAMEROUN	3,13	2,0	3,5	2,5	2,5	2,5	5,0
167. BELIZE	3,13	2,0	2,0	1,5	3,0	3,0	4,0
169. MAURITANIE	3,08	4,5	4,0	3,0	1,5	2,0	2,5
170. SOUDAN	2,96	2,5	4,0	2,5	1,0	2,0	2,0
171. GUINÉE	2,83	3,0	3,0	3,0	1,5	1,5	3,0
172. AFGHANISTAN	2,67	3,0	3,0	3,5	2,0	2,0	2,0
172. HAÏTI	2,67	2,0	3,0	2,0	1,5	3,0	4,5
172. TADJIKISTAN	2,67	2,5	3,5	3,0	2,0	3,0	2,0
175. NICARAGUA	2,46	2,5	3,0	2,0	2,0	3,5	2,0
175. TCHAD	2,46	3,5	2,0	2,0	1,0	1,0	2,0
177. GUINÉE-BISSAU	2,42	3,0	2,5	1,5	1,0	1,5	3,0
178. MALI	2,38	1,5	2,5	2,0	1,5	2,0	3,0
178. COMORES	2,38	3,0	4,0	3,0	1,5	1,5	2,0
180. ÉRYTHRÉE	2,33	7,0	3,0	2,5	1,0	2,0	1,0
181. RÉP. DÉM. DU CONGO	2,29	2,0	2,0	1,5	2,0	2,0	5,0
182. SURINAME	2,25	2,0	1,0	1,5	2,0	2,5	4,0
183. TURKMÉNISTAN	2,17	2,0	3,5	2,0	2,0	2,0	3,0
183. GUINÉE ÉQUATORIALE	2,17	3,5	2,0	1,5	1,5	1,5	2,0
185. BURUNDI	2,08	3,0	2,0	2,0	1,5	2,5	2,5
186. YÉMEN	2,00	2,0	2,0	2,5	1,0	2,0	2,0
187. RÉPUBLIQUE POPU- LAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	1,96	6,0	1,0	1,5	1,0	1,0	1,5
188. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	1,92	1,5	2,0	1,5	3,0	1,0	2,0
188. VENEZUELA	1,92	3,5	1,5	1,0	1,0	2,0	4,0
190. SYRIE	1,88	1,5	2,0	2,5	2,0	2,0	1,0
191. SOUDAN DU SUD	1,83	1,5	1,5	2,5	1,0	1,5	2,0
192. SOMALIE	1,67	1,5	2,5	1,5	1,0	1,5	2,5
193. LIBYE	1,54	1,5	1,0	2,0	1,0	1,0	1,5

# Notes

1. Voir, par exemple, INTERPOL, *Global operation sees a rise in fake medical products related to COVID-19*, 19 mars 2020, <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2020/Global-operation-sees-a-rise-in-fake-medical-products-related-to-COVID-19>; EUROPOL, *How COVID-19-related crime infected Europe during 2020*, 12 novembre 2020, <https://www.europol.europa.eu/publications-documents/how-covid-19-related-crime-infected-europe-during-2020>; Lyes Tagziria, #CovidCrimeWatch – Autumn, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 9 décembre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/covidcrimewatch-autumn/>; Rachel Bleetman, *The public sector battle against two pandemics: COVID-19 and public procurement corruption*, International Federation of Accountants, 13 janvier 2021, <https://www.ifac.org/knowledge-gateway/contributing-global-economy/discussion/public-sector-battle-against-two-pandemics-covid-19-and-public-procurement-corruption>.
2. Alex Kimani, *Oil piracy has spiked during COVID pandemic*, OilPrice.com, 18 août 2020, <https://oilprice.com/Geopolitics/International/Oil-Piracy-Has-Spiked-During-COVID-Pandemic.html>.
3. Frances d'Emilio, *Police: Mafia ripped off EU for millions in farm aid*, Associated Press, 15 janvier 2020, <https://apnews.com/article/sicily-italy-organized-crime-europe-crime-d0ebfe08983f8b9da6d8a25c03b93a22>.
4. Walter Kemp et Mark Shaw, *Police reform needed for local and transnational crime*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 18 juin 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/police-reform/>.
5. Summer Walker, *Reforming the response paradigm: What does Black Lives Matter tell us about tackling organized crime?*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, septembre 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/09/Reforming-the-response-paradigm-What-does-Black-Lives-Matter-tell-us-about-tackling-organized-crime.pdf>.
6. Isaac Norris et Chris Dalby, *Why have political assassinations more than doubled in Brazil?*, InSight Crime, 24 novembre 2020, <https://insightcrime.org/news/analysis/political-assassinations-doubled-in-brazil/>.
7. Nina Lakhani, *Mexico world's deadliest country for journalists, new report finds*, The Guardian, 22 décembre 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/dec/22/mexico-journalists-deadly-cpr-press-freedom>.
8. Ibid.
9. Ian Tennant, John Collins et Jason Eligh, *Smoke signals: The evolving status of cannabis under the international drug-control regime*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 23 décembre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/cannabis-status-drug-control/>.
10. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>.
11. *Enhancing Africa's Response to Transnational Organised Crime*; pour plus d'informations, consulter <https://enactafrica.org/organised-crime-index>
12. Les regroupements régionaux sont basés sur une combinaison des régions géographiques utilisées par la Division des statistiques de l'ONU (voir <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>), les groupements de l'Union africaine ([https://au.int/en/member\\_states/countryprofiles2](https://au.int/en/member_states/countryprofiles2)) et EuroVoc ([https://eur-lex.europa.eu/browse/eurovoc.html?params=72,7206#arrow\\_7206](https://eur-lex.europa.eu/browse/eurovoc.html?params=72,7206#arrow_7206)), mais certaines modifications ont été apportées par la GI-TOC lorsque cela a été jugé approprié.
13. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>.
14. Rachel Locke, *Organized crime, conflict, and fragility: A new approach*, International Peace Institute, juillet 2012, [https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/epub\\_organized\\_crime\\_conflict\\_fragility.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/epub_organized_crime_conflict_fragility.pdf).

- 15.** The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>.
- 16.** Ibid.
- 17.** Office des Nations Unies contre les drogues et le crime, *World drug report 2021, Booklet 3 – Drug market trends: Opioids, cannabis*, juin 2021, [https://www.unodc.org/res/wdr2021/field/WDR21\\_Booklet\\_3.pdf](https://www.unodc.org/res/wdr2021/field/WDR21_Booklet_3.pdf).
- 18.** The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>; Mark Shaw, *Give Us More Guns: How South Africa's Gangs were Armed*, Jonathan Ball Publishers, 2021.
- 19.** The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>.
- 20.** The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020: In sickness and in health?*, 2021, <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020/>. Notez que le Soudan du Sud n'est pas inclus dans l'indice de démocratie.
- 21.** The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>.
- 22.** Voir la section « Criminalité, marchés, acteurs et résilience : comprendre les relations » (p. 108) pour une discussion approfondie sur les relations entre les différents indicateurs de l'Indice.
- 23.** Cette désignation ne préjuge en rien des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.
- 24.** Rachel Locke, *Organized crime, conflict, and fragility: A new approach*, International Peace Institute, juillet 2012, [https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/epub\\_organized\\_crime\\_conflict\\_fragility.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/epub_organized_crime_conflict_fragility.pdf).
- 25.** Danilo Mandić, *Gangsters and Other Statesmen: Mafias, Separatists, and Torn States in a Globalized World*. New Jersey: Princeton University Press, 2021.
- 26.** Elizabeth Borneman, *How many countries are there?*, Geography Realm, 22 janvier 2020, <https://www.geographyrealm.com/how-many-countries-are-there/>.
- 27.** Seuls les pays sans frontières terrestres communes sont classés dans les États insulaires. Des pays comme le Royaume-Uni et la République d'Irlande, ainsi qu'Haïti, la République dominicaine, le Timor oriental, entre autres, sont classés comme États côtiers. Les États archipélagiques, comme les Philippines, sont classés dans les États insulaires, car ils n'ont pas de frontière terrestre commune.
- 28.** Walk Free, *Global Slavery Index 2018*, Fishing, <https://www.globalslaveryindex.org/2018/findings/importing-risk/fishing/>.
- 29.** Edalina Rodrigues Sanches et al, *African exceptions: democratic development in small island states*, Journal of International Relations and Development, 8 juin 2021, <https://doi.org/10.1057/s41268-021-00223-1>.
- 30.** Alastair Nelson et Jacqueline Cochrane, *Trafficking Malagasy tortoises: Vulnerabilities and illicit markets in the western Indian Ocean*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, octobre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/trafficking-malagasy-tortoises/>.
- 31.** La Banque mondiale, Dans les pays sans accès à la mer : coûts de transport plus élevés, retards, moins d'activité commerciale, 16 juin 2008, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2008/06/16/landlocked-countries-higher-transport-costs-delays-less-trade>.

- 32.** Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Étude sur les Transports Maritimes 2020, 2020, [https://unctad.org/system/files/official-document/rmt2020\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/rmt2020_en.pdf).
- 33.** Le trafic d'armes, le commerce de cocaïne et de cannabis sont des exceptions.
- 34.** Anne Soy, *Coronavirus in Africa: Five reasons why Covid-19 has been less deadly than elsewhere*, BBC, 8 octobre 2020, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-54418613>.
- 35.** Nations Unies, *World economic situation and prospects*, 2021, [https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP2021\\_CH3\\_AFR.pdf](https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP2021_CH3_AFR.pdf).
- 36.** The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The global illicit economy: Trajectories of organized crime*, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/global-organized-crime/>.
- 37.** Lucia Bird, *West Africa's cocaine corridor: Building a subregional response*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/West-Africas-Cocaine-Corridor-GITOC.pdf>.
- 38.** Julia Stanyard, *Gangs in lockdown: Impact of COVID-19 restrictions on gangs in east and southern Africa*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, octobre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/gangs-in-lockdown-za/>.
- 39.** The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *Killings in the wake of COVID*, 11 juin 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/killings-in-the-wake-of-covid/>.
- 40.** Voir <https://mappingpoliceviolence.org>.
- 41.** Summer Walker, *Reforming the response paradigm: What does Black Lives Matter tell us about tackling organized crime?*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, septembre 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/09/Reforming-the-response-paradigm-What-does-Black-Lives-Matter-tell-us-about-tackling-organized-crime.pdf>.
- 42.** Financial Times, *Coronavirus tracker: the latest figures as countries fight the Covid-19 resurgence*, <https://www.ft.com/content/a2901ce8-5eb7-4633-b89c-cbdf5b386938>.
- 43.** Reuters, *Rio de Janeiro governor impeachment confirmed over alleged COVID-19-related graft*, 1er mai 2021, <https://www.reuters.com/world/americas/rio-de-janeiro-governor-impeachment-confirmed-over-alleged-covid-19-related-2021-05-01/>.
- 44.** Megan Leonhardt, *5 common stimulus check scams experts are warning consumers to watch for*, CNBC, 29 décembre 2020, <https://www.cnbc.com/2020/12/29/stimulus-check-scams-here-are-red-flags-to-watch-for.html>.
- 45.** Tuesday Reitano et Mark Shaw, *Criminal Contagion: How Mafias, Gangsters and Scammers Profit from a Pandemic*. London: Hurst, 2021.
- 46.** Lyes Tagziria, #CovidCrimeWatch – août, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 15 septembre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/covidcrimewatch-august/>.
- 47.** Lyes Tagziria, #CovidCrimeWatch – septembre, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 14 octobre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/covidcrimewatch-september/>.
- 48.** Tuesday Reitano et Mark Shaw, *Criminal Contagion: How Mafias, Gangsters and Scammers Profit from a Pandemic*. London: Hurst, 2021.
- 49.** Chris Dalby, *Environmental fines become flashpoint for Brazil's deforestation crisis*, InSight Crime, 8 juillet 2020, <https://insightcrime.org/news/brief/environmental-brazil-deforestation-crisis/>.
- 50.** Dan Goldberg, *Pandemic fueled deadliest year for drug overdoses, CDC data shows*, Politico, 14 juillet 2020, <https://www.politico.com/news/2021/07/14/covid-pandemic-drug-overdoses-499613>.
- 51.** UN Verification Mission in Colombia, Statement by special representative of the secretary-general Mr Carlos Ruiz Massieu for United Nations Security Council briefing on Colombia, 14 juillet 2020, <https://colombia.unmissions.org/en/statement-special-representative-secretary-general-mr-carlos-ruiz-massieu-united-nations-security-3>.
- 52.** Sergio Nazzaro, Lyes Tagziria et Ruggero Scaturro, *A parallel contagion: Is mafia entrepreneurship exploiting the pandemic?*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 11 juin 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/parallel-contagion-mafia-covid/>.

- 53.** Lyes Tagziria, #CovidCrimeWatch – Autumn, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 9 décembre 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/covidcrimewatch-autumn/>.
- 54.** Jack Meegan-Vickers, *Deep Dive: Exploring Organized Crime podcast, Episode 8: The Fall of EncroChat*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, <https://player.captive.fm/episode/297f986a-8f1c-46fb-bf28-2ce39f2b510f>.
- 55.** Tuesday Reitano et Mark Shaw, *Criminal Contagion: How Mafias, Gangsters and Scammers Profit from a Pandemic*. London: Hurst, 2021, pp 72-73.
- 56.** La direction des enquêtes anti-mafia, l'unité d'enquête sur la criminalité financière et le groupe d'opérations spéciales des carabinieri de l'Italie.
- 57.** Leonardo Bianchi, *An entire police station has been arrested for dealing drugs and torturing suspects*, Vice, 23 juillet 2020, <https://www.vice.com/en/article/4ayq8m/italy-police-station-arrested-for-dealing-drugs-torturing-suspects>.
- 58.** Bien que le pays ne soit pas officiellement inclus dans l'Indice, il a été décidé de réaliser l'évaluation du Kosovo selon les mêmes normes et le même processus que les 193 États membres de l'ONU, en raison de l'importance du pays pour les flux illicites régionaux.
- 59.** Dickson Soraiba et Ben Doherty, *PNG's biggest drug bust: the plane crash, the dead man and the half tonne of cocaine*, The Guardian, 1er août 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/aug/02/pngs-biggest-drug-bust-the-plane-crash-the-dead-man-and-the-half-tonne-of-cocaine>.
- 60.** Euan Ward et Kate Lyons, *Citizenship for sale: fugitives, politicians and disgraced businesspeople buying Vanuatu passports*, The Guardian, 15 juillet 2021, [https://www.theguardian.com/world/2021/jul/15/citizenship-for-sale-fugitives-politicians-and-disgraced-businesspeople-buying-vanuatu-passports?CMP=Share\\_iOSApp\\_Other](https://www.theguardian.com/world/2021/jul/15/citizenship-for-sale-fugitives-politicians-and-disgraced-businesspeople-buying-vanuatu-passports?CMP=Share_iOSApp_Other).
- 61.** Les coefficients de corrélation pour l'Océanie ne sont pas présentés en raison de la petite taille de l'échantillon.
- 62.** Arezo Malakooti, *The intersection of irregular migration and trafficking in West Africa and the Sahel: Understanding the patterns of vulnerability*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime and Clingendael Institute, février 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-westafrica-sahel/>.
- 63.** Jason Eligh, *A synthetic age: The evolution of methamphetamine markets in eastern and southern Africa*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mars 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/03/GITOC-A-Synthetic-Age-The-Evolution-of-Methamphetamine-Markets-in-Eastern-and-Southern-Africa.pdf>.
- 64.** Gaurav Khanna et al, *Formal employment and organized crime: Regression discontinuity evidence from Colombia*, Harvard Business School, 2019, [https://www.hbs.edu/ris/Publication%20Files/19-099\\_406ae478-6574-4ed3-a621-f392a9821b47.pdf](https://www.hbs.edu/ris/Publication%20Files/19-099_406ae478-6574-4ed3-a621-f392a9821b47.pdf).
- 65.** Les corrélations de Pearson ont été calculées dans R, en utilisant une valeur p de 0,05.
- 66.** L'Océanie a été exclue de l'analyse de corrélation continentale en raison de la petite taille de l'échantillon.
- 67.** Pour les besoins du présent rapport, les petits États sont définis comme des pays dont la superficie est inférieure à 15 000 km<sup>2</sup>. Cela comprend 40 des 193 pays inclus dans l'Indice mondial du crime organisé.
- 68.** Voir, par exemple, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *Organized crime and its role in contemporary conflict: An analysis of UN Security Council Resolutions*, septembre 2018, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/09/TGIATOC-UNSC-Policy-Note-1962-web.pdf>; United Nations Disarmament, Demobilization and Reintegration Resource Centre, DDR and Organized Crime, 5 février 2021, <https://www.unddr.org/wp-content/uploads/2021/02/IDDRS-6.40-DDR-and-Organized-Crime.pdf>; The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *Exploring the crime-conflict nexus*, 16 mai 2017, <https://globalinitiative.net/analysis/exploring-the-crime-conflict-nexus/>.
- 69.** Center for the Study of Democracy, *Examining the links between organised crime and corruption*, 2010, <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ece55c86-4e39-4889-8d6f-ddc2a59d3948>.
- 70.** Transparency International, *Indice de perception de la corruption 2020: Questions fréquemment posées*, [https://images.transparencycdn.org/images/2020\\_CPI\\_FAQs\\_ENv2.pdf](https://images.transparencycdn.org/images/2020_CPI_FAQs_ENv2.pdf).
- 71.** Les deux pays qui entrent dans le Top 20, mais qui ne sont pas inclus dans l'indice de démocratie établi par l'Économist Intelligence Unit sont le Liechtenstein et l'Andorre, qui se classent respectivement 2<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>.

# Remerciements

L'Indice mondial du crime organisé a été développé par une équipe centrale de la GI-TOC : Laura Adal, Lyes Tagziria, Kosyo Ivanov, Nina Kaysser, Tuesday Reitano et Mark Shaw. Le travail d'élaboration de l'Indice a également reçu le soutien de Deborah Bonello, Josefina Salomon et Susanna Deetlefs, en tant que coordonnatrices régionales. Remerciements à l'équipe Publications de la GI-TOC et à Claudio Landi et Café.art.br pour la conception, la visualisation et le site Internet.

Au cours du développement de cet outil, l'équipe a pu compter sur le soutien et l'expertise de près de 420 personnes, et nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à nos collègues, experts, réviseurs et assistants de recherche pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés afin d'élaborer un outil de partage des connaissances et d'analyse complet et informatif.

Durant deux ans, ils ont mené des expériences, échangé des opinions éclairées et tiré des enseignements afin de donner naissance au premier Indice mondial du crime organisé de ce type. L'Indice lui-même est le fruit de sept ans de travail, et n'aurait pas vu le jour sans le travail de fond mené dans le cadre d'ENACT (Enhancing Africa's response to transnational organised crime), soutenu par INTERPOL et l'Institute for Security Studies, et financé par l'Union européenne et en partie par le gouvernement de la Norvège. Nous tenons également à exprimer notre gratitude au Département d'État des États-Unis pour le financement de l'Indice mondial du crime organisé 2021.

Crédits photos : Couverture Dennis Duane Lau via Unsplash ; p 6 Rob Elliott/Afp via Getty Images ; p 9 Thomas de Luze via Unsplash ; p 10-11 Toshe\_O via Getty Images ; p 19 Joel Carillet via Getty Images ; p 20 Raj K Raj/*Hindustan Times* via Getty Images ; p 26 National Cancer Institute via Unsplash ; p 30-31 Andrik Langfield via Unsplash ; p 32 Deagostini via Getty Images ; p 42-43 Vstock Llc via Getty Images ; p 50 Thomas Ashlock via Unsplash ; p 53 Muhammed Said/Anadolu Agency via Getty Images ; p 56 Idrees Mohammed/Afp via Getty Images ; p 70-71 Fg Trade via Getty Images ; p 79 Luis Barron / Eyepix Group/Barcroft Media via Getty Images ; p 87 Tim De Waele via Getty Images ; p 93 Mario Tama/Getty Images ; p 94 Dogancan Ozturan via Unsplash ; p 101 Westend61 via Getty Images ; p 108 Stefano Montesi – Corbis via Getty Images ; p 110 Serg Zhukov via Unsplash ; p 116 John Moore via Getty Images ; p 128 Michael Robinson Chavez/*The Washington Post* via Getty Images ; p 132 Lerone Pieters via Unsplash ; p 137 Seth Doyle via Unsplash ; p 138 Matthias-Mullie via Unsplash ; p 142 Ryunosuke Kikuno via Unsplash ; p 150 Vansep Awan via Unsplash ; p 169 Bruno Thethe via Unsplash.

Mise en page, design et illustrations : Café.art.br



Ce rapport a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.



### À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau international composé de plus de 500 experts du monde entier permettant de promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)



Financement  
du gouvernement  
des États-Unis



La conception et la production de l'Indice de la criminalité organisée ont été soutenues par le programme ENACT.

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institute for Security Studies et INTERPOL, en collaboration avec The Global Initiative Against Transnational Organized Crime.